

**LA FRANCE ET LA FRANCOPHONIE
D'AUJOURD'HUI. LES GRANDS DÉFIS
FACE AUX MUTATIONS ÉCONOMIQUES,
POLITIQUES ET SOCIALES DANS LE MONDE**

**Université nationale de recherche École supérieure d'économie
Département de langues étrangères
Chaire de langue française**

*Université nationale de recherche École supérieure d'économie
Département de langues étrangères
Chaire de langue française*

*XII^e COLLOQUE INTERNATIONAL D'ÉTUDIANTS ET DE JEUNES
CHERCHEURS*

*«LA FRANCE ET LA FRANCOPHONIE D'AUJOURD'HUI. LES GRANDS DÉFIS
FACE AUX MUTATIONS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES DANS
LE MONDE»*

12 mars 2018

Moscou

УДК 082(44)=133.1
ББК 94.3(4Фра)

Франция и франкофония сегодня. Проблемы, порождаемые глобальными экономическими, политическими и социальными изменениями: материалы XII Международной научной конференции студентов и аспирантов, Москва, 12 марта 2018 г. /отв. ред. Т.А. Полякова. – Москва: Издательский дом НИУ ВШЭ, 2018. – 134 с.

В сборнике представлены статьи студентов и аспирантов, принявших участие в XII Международной научной конференции «Франция и франкофония сегодня», проходившей 12 марта 2018 г. в Национальном исследовательском университете «Высшая школа экономики». Авторы рассматривают современное состояние и тенденции развития французского языка, актуальные проблемы франкофонии, экономической, политической, социальной и культурной жизни Франции в контексте глобализации и порождаемых ею изменений.

Сборник адресован студентам, аспирантам, специалистам, владеющим французским языком и интересующимся теоретическими и практическими вопросами эволюции французского языка, проблемами франкофонии, различными аспектами жизни Франции, как одного из важнейших участников европейского и мирового сообщества.

© НАЦИОНАЛЬНЫЙ ИССЛЕДОВАТЕЛЬСКИЙ УНИВЕРСИТЕТ
«ВЫСШАЯ ШКОЛА ЭКОНОМИКИ»
ДЕПАРТАМЕНТ ИНОСТРАННЫХ ЯЗЫКОВ
КАФЕДРА ФРАНЦУЗСКОГО ЯЗЫКА
МОСКВА 2018

Table des matières

<u>Section I (a). La langue française: hier, aujourd’hui, demain.....</u>	5
Aleksandra Piliugina	
La modalisation discursive et sa réalisation dans le mode conditionnel	5
Taisiya Kalinina	
Quelques particularités de l’orthographe du français.....	6
Maria Volkova	
Les proverbes et les dictons dans la langue française moderne.....	12
Alisa Kislenitsyna	
Les caractéristiques phonodidactiques des chansons françaises.....	15
Daria Lazareva	
L’apport de la chanson française dans le développement de la compétence lexicale des étudiants (niveaux B1/B2).....	19
<u>Section I (b). La langue française: hier, aujourd’hui, demain.....</u>	23
Elena Petrova	
Le développement de la langue française dans le cadre d’interaction avec l’anglais et leur influence interlinguistique.....	23
Liliya Bukina	
L’emprunt comme le résultat de l’interférence du français et de l’anglais.....	32
Evguenia Zaytséva	
L’aspect phonétique de la variation suisse de la langue française.....	34
Valeria Proudnikova	
Les difficultés de la traduction des bandes dessinées françaises (le cas de la BD «Astérix et la Serpe d’or»).....	39
Vladimir Albansky	
L’aperçu linguistique du sud-est du Nouveau-Brunswick face à la domination de l’anglais.....	41
Ivan Bakaev	
Les fonctions cognitives et pragmatiques de la métaphore militaire dans le style publiciste français	44
<u>Section II. La France et la francophonie: aspect culturel et historique.....</u>	48
Ekaterina Egorycheva	
Le rôle de la France dans les activités de l’UNESCO.....	48
Arina Fedorova	
L’image de la Russie dans les rapports de Jacques Campredon, diplomate français	52
Alexandra Korbankova, Alexandra Chugunova	
Le rôle de l’industrie culturelle et créative dans l’économie de la France	54
Elizaveta Makas, Nathalie Boreyko, Yulia Spektor	
La France et le développement durable: objectifs et progrès.....	61
Carmen Castillo, Ismail Debeyssac, Vladislav Anissimov, Tatiana Evsikova	
La langue française vue comme outil principal de la communication interculturelle dans un espace non-francophone. Réalisation pratique: club de l’amitié franco-russe «Pocidelki» de l’université RUDN	64
<u>Section III. La politique intérieure et extérieure de la France.....</u>	68
Darya Chmakova	

La lutte contre le djihadisme dans le Sahel comme un aspect de la politique étrangère française.....	69
Grigorii Markov	
Effets maléfiques de l'immigration en France	72
Aliona Tcherpakova	
La France et le partenariat oriental: relations ambiguës	76
Alexandra Fokina, Alexander Bitar	
L'intervention de la République Française au Mali comme l'élément de la réalisation des ambitions néo-colonialistes de l'ex-métropole	79
Elena Romanova	
La position française sur la construction du gazoduc North Stream 2	83
Ilya Inozemtsev	
Le droit du sport en France: l'objets et les buts	88
Section IV. L'économie française: problèmes, acquis, perspectives.....	90
Zoya Simonova	
La crise migratoire en France et son impact sur le marché du travail	90
Lilia Gorbunova	
La conciliation entre la croissance économique et la conscience écologique en France	93
Anton Osenniy, Anastasia Kulkova	
L'économie verte de la France: défis, résultats, perspectives	98
Sofya Shakhova	
Le secteur d'énergies renouvelables de la France	105
Lyubava Yatskiv	
L'utilisation de l'expérience internationale de soutien de l'État pour l'entrepreneuriat dans la pratique française	107
Julia Rodionova	
Les marchés publics de produits pétroliers. Essai de comparaison France-Russie	110
Section V. La France et la francophonie: tendances actuelles.....	114
Elizaveta Luizidis, Maksim Shesterkin	
La «puissance douce» de la France: les nouvelles tendances	115
Inna Yukhim	
Le séparatisme catalan comme un grand défi à la France et à la francophonie	118
Anastasia Golovina	
La féminisation de la langue française et les moyens de sa traduction	121
Sergey Shestak	
La promotion du français en Russie est un défi régional pour la francophonie	123
Maria Kasay, Aleksandra Timofeeva	
L'expérience française dans la construction des villes intelligentes	125
Natalia Antciferova, Kristina Tarassova	
La France à Moscou	130

Section I (a)

La langue française: hier, aujourd'hui, demain

LA MODALISATION DISCURSIVE ET SA RÉALISATION DANS LE MODE CONDITIONNEL

Aleksandra Piliugina

Université d'État Yelets Ivan Bounine

Résumé: L'objet de cet article est de décrire la conception de la modalisation discursive dans la grammaire française. La catégorie du mode représente le moyen grammatical d'expression de la modalisation. La position du conditionnel dans un système verbale est discutée à cause des valeurs modales de ses formantes.

Mots-clés: modalisation discursive, modalité, mode, conditionnel, valeur modale.

Abstract: The object of this article is the description of the theory of «modalisation discursive» in French grammar. Mood is the grammar way to express modalisation. The position of French conditional mood is under discussion because of modal values of its formants.

Key words: modalisation discursive, modality, mood, conditional mood, modal value.

Verbe est l'une des parties principales de discours. Il est caractérisé par la valeur, les formes grammaticales et les fonctions syntaxiques. Les catégories verbales sont liées avec la valeur générale du verbe et sa fonction syntaxique.

Le mode représente une catégorie grammaticale du verbe regissant d'une part, le statut (type) de la phrase et participant, d'autre part, aux moyens qui permettent au locuteur d'exprimer son attitude à l'égard de son message [Larousse.fr]. C'est-à-dire, le mode reflète l'attitude de locuteur à ce qu'il parle. Le mode est un moyen grammatical d'expression de la modalité sous la forme d'un prédicat (verbe). La modalité est une manière dont le prédicat est rapporté au sujet de la proposition dans laquelle il figure [Larousse.fr].

La modalité est une composante sémantique d'une phrase. Le mode est une composante grammaticale. L'interdépendance et l'interaction de deux composantes est nommée «la modalisation». *Modalisation* n. f. Composante du procès d'énonciation permettant d'estimer le degré d'adhésion du locuteur à son énoncé [Le Robert micro 2006: 844].

Les concepts de modalité et de valeur modale se rapportent à la logique et la linguistique modale et sont à la base d'une notion «la modalisation» dans l'analyse discursive. Le concept de modalisation s'est répandu largement dans linguistique dès les années 70. Nicole Le Querler a proposé la définition de la modalisation comme la synthèse de diverses branches de logique et linguistique modale [Le Querler 1996]. Ce concept Fedorov réunit l'intention illocutionnaire d'énoncé et l'attitude du sujet communicant à l'égard du contenu de son énoncé [Gouvard 2005: 158].

La conception de la modalisation discursive tient compte de la présence des diverses valeurs modales dans le discours. Elle se divise en 2 types: **modalisation «d'énoncé»** et **modalisation «d'énonciation»**. La structure de la modalisation discursive est représentée dans une table:

Structure de la modalisation discursive [Gouvard 2005: 160]

Fonction modale	Modalisation «d'énoncé»	Modalisation «d'énonciation»
-----------------	--------------------------------	-------------------------------------

	= inscription dans le discours de l'attitude du sujet communicant à l'égard du contenu de son énoncé	= inscription dans le discours de l'intention illocutionnaire du sujet communicant
Valeurs modales	valeurs ontologiques <ul style="list-style-type: none"> • aléthiques • déontiques valeurs de jugement de vérité <ul style="list-style-type: none"> • épistémiques • doxologiques valeurs axiologiques <ul style="list-style-type: none"> • éthiques-morales • esthétiques • pragmatiques • intellectuelles • hédoniques-affectives valeurs finalisantes <ul style="list-style-type: none"> • volitives • désidératives 	configurations de valeurs modales spécifiques des classes d'actes illocutionnaires
Formes modales	modalités <i>de re</i> modalités <i>de dicto</i>	modalités illocutionnaires = marques linguistiques des intentions illocutionnaires

Comme on a déjà dit, le mode exprime la modalisation dans une forme spécifique du verbe. Mode Conditionnel est le mode de supposition. A l'opposé de l'indicatif, impératif ou subjonctif, le conditionnel est une néoformation romane [Гак 2000: 161]. La position du conditionnel dans un système verbal est encore disputée, dans la grammaire traditionnelle (F. Brunaut, A. Dauzat, G. Le Bidois) le conditionnel est représenté comme le mode de supposition. J. Yvon propose la théorie du suppositif. Les autres (G. Guillaume, A. Martinet) ne désignent pas le conditionnel comme le mode. Le conditionnel est une forme particulière du futur (futur hypothétique) [Yvon 1958]. Cette position du conditionnel peut être expliquée par les valeurs de formante «r» et de flexions d'imparfait. Les morphèmes ont les valeurs temporelles et les valeurs notoinnelles (projeté, non-actuel / hypothétique pour le présent et accompli / projeté, non-actuel pour le passé) [Colin 2010: 183].

Bibliographie

- Colin A., Le système verbal français, Nathan, Paris, 2010.
 Gouvard J.-M., De la langue au style, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 2005.
 Larousse.fr: encyclopédie et dictionnaires gratuits en ligne. URL: <http://www.larousse.fr/>
 (date de manipulation: 16.04.2015)
 Le Robert micro, Dictionnaire de la langue française, réd. par Alain Rey, Robert, Paris. 2006.
 Yvon H., Supposition, subjonctif et conditionnel. FM, 1958, n° 3.
 Гак В.Г. Теоретическая грамматика французского языка. – М.: Добросвет, 2000. – 832 с.

QUELQUES PARTICULARITÉS DE L'ORTHOGRAPHE DU FRANÇAIS

Taisiya Kalinina

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: L'orthographe de la langue française est l'une des orthographes les plus difficiles au monde. En français il y a beaucoup de mots ayant des lettres qui prennent un accent circonflexe. Cet exposé a pour but d'examiner l'origine de ce signe diacritique et ses fonctions. On étudie en particulier les mots d'origine latine dans lesquels l'accent circonflexe indique l'amuissement d'une ancienne lettre. De plus, on compare la forme des mêmes mots d'origine latine dans d'autres langues romanes.

Au cours des derniers siècles, l'orthographe du français a connu plusieurs réformes, dont certaines étaient très importantes. Cet exposé observe les modifications de l'orthographe française et surtout celles qui concernent l'utilisation de l'accent circonflexe. En particulier, cet exposé concerne la dernière réforme d'orthographe et les débats qui sont provoqués par cette réforme. On observe les cas où l'accent circonflexe disparaît et où il est maintenu.

Mots-clés: orthographe, accent circonflexe, latin, grec ancien, réforme de l'orthographe, homophones.

Abstract: The spelling of the French language is one of the most challenging in the world. In French there are many words with a circumflex accent. This paper aims to examine the origin of this diacritical mark and its functions. We study in particular the words of Latin origin in which the circumflex accent indicates the absence of an old letter. In addition, we compare the form of the same words of Latin origin in other romance languages.

In recent centuries, the spelling of the French language has undergone several reforms, some of them very important. This paper observes the changes of the French spelling, and especially those which relate to the use of the circumflex accent. Also, this presentation is about the last reform of orthography and the debates that are caused by this reform. There is the case where the caret disappears and where it is kept.

Key words: spelling, circumflex, latin, ancient Greek, spelling, homophones.

L'orthographe de la langue française est l'une des orthographes les plus difficiles au monde. Il y a 4 signes diacritiques en français. Ce sont:

- accent grave dans les mots 'près', 'après', 'auprès', 'progrès', 'congrès', 'procès';
- accent aigu dans 'écouté', 'préféré';
- accent circonflexe dans 'une île', 'le rôle', 'la pâte'
- tréma dans 'naïf', 'égoïste'.

Le tréma interdit qu'on prononce deux lettres en un seul son (exemple: 'lait' mais 'naïf'). Il ne pose pas de problème quand il surmonte une voyelle prononcée (exemple: 'maïs'), mais déroute dans les cas où il surmonte une voyelle muette (exemple: 'aiguë'): il est souhaitable que ces anomalies soient supprimées. De même l'emploi de ce signe doit être étendu aux cas où il permettra d'éviter des prononciations fautives (exemples: 'gageure', 'arguer').

L'accent aigu placé sur la lettre «e» a pour fonction de marquer la prononciation comme «e» fermé, l'accent grave comme «e» ouvert. Il est nécessaire de rappeler ici les deux règles fondamentales qui régissent la quasi-totalité des cas:

Première règle: la lettre «e» ne reçoit un accent aigu ou grave que si elle est en finale de la syllabe graphique: 'ét/tude' mais 'es/poir', 'mé/prise' mais 'mer/cure', 'inté/ressant' mais 'intel/ligent' etc. Deuxième règle: la lettre «e» ne prend l'accent grave que si elle est précédée d'une autre lettre et suivie d'une syllabe qui comporte un «e» muet. D'où les alternances: 'aérer – il aère'; 'collège – collégien'; 'célèbre – célébrer'; 'fidèle – fidélité'; 'règlement – régulier'; 'oxygène – oxygéner', etc. Dans les mots 'échelon', 'élever', etc., la lettre «e» n'est pas précédée d'une autre lettre.

L'accent grave ne peut se placer que sur les voyelles «è», «à», «ù», ce qui ne change pas la prononciation: à, ça, deçà, delà, déjà, holà, là, où, voilà... L'accent grave s'écrit:

- en fin de mot, lorsque ce mot au singulier est terminé par un «s»: abcès, accès, après, congrès etc;

- sur la lettre «è» placée devant un groupe de consonnes si la deuxième est un «l» ou un «r»: lièvre, fièvre, nêfle, trêfle;
- dans les mots qui ont une même prononciation mais une signification différente: maire, mère, mer;
- sur ‘à’ (préposition) et ‘là’ (adverbe de lieu) pour les différencier de ‘a’ (verbe avoir) et ‘la’ (pronom ou article);
- pour l’adverbe ‘ça’: ‘ça’ et ‘là’, contrairement au pronom démonstratif ‘ça’ qui est la contraction de ‘cela’;
- pour ‘delà’, ‘deçà’, ‘déjà’, ‘voilà’, mais pas d’accent pour le pronom ‘cela’;
- «ù» accent grave, n’est utilisé qu’avec «où» (pronom relatif ou interrogatif) pour le différencier de «ou» (conjonction marquant le choix).

L’accent circonflexe est porté sur toutes les voyelles, sauf «y». Voilà les exemples des lettres avec cet accent: «â», «ê», «î», «ô» et «û». On l’appelle parfois, «chapeau chinois» ou «toit», si ce n’est pas officiellement. Le nom, officielle vient du latin «circumflexus», ce qui signifie littéralement «fléchi autour». C’est le grammairien parisien Jacobus Sylvius qui introduit en français cet accent, de plus il a étudié l’évolution du latin au français. Cet étude est suivi d’une grammaire française en latin qui est la première grammaire de la langue française publiée en France. En 1531 il a publié le livre «Introduction à la langue française suivie d’une grammaire», dont le texte original est en latin.

Il est important de mentionner l’origine de ce signe. L’accent circonflexe vient du grec ancien. Sa fonction était phonétique: un accent circonflexe pouvait frapper une voyelle longue (c’était équivalent à deux brèves) présentée dans l’une des deux dernières syllabes.

Dans la langue contemporaine il y a quelques règles concernant l’utilisation de l’accent circonflexe. Premièrement, sur les lettres «o» il y a un accent, s’il s’agit des pronoms possessifs à deux premières personnes du pluriel, par exemple: le nôtre, le vôtre, les nôtres, les vôtres. Dixièmement, on peut le trouver dans quelques noms et adjectifs: croûte, icône, traîner, mûre, sûr. Troisièmement, il y a quelques cas grammaticaux: par exemple, à deux premières personnes du pluriel du passé simple et à la troisième personne du singulier de l’imparfait du subjonctif: nous fûmes, nous chantâmes, vous fîtes; le «i» des verbes en «-aître» et en «-oître» ainsi que le verbe «plaire» lorsque cet «i» est suivi d’un «t». Il y a aussi 3 exceptions pour la lettre «i»: bêlître, épître, huître. De plus, on utilise le suffixe «-âtre» pour marquer une dépréciation: bellâtre, douceâtre, grisâtre. Enfin, il est à noter le dernier cas d’utilisation de l’accent circonflexe. Ce sont les mots qui ont perdu la lettre «s» avec le temps: ‘âne’ et ‘asne’, ‘château’ et ‘chasteau’, ‘fenêtre’ et ‘fenestre’, ‘gîte’ et ‘giste’, ‘hôpital’ et ‘hospital’, ‘goût’ et ‘goust’, ‘tête’ et ‘test’. C’est l’un des cas les plus intéressants de l’utilisation de l’accent dans la langue française. On peut voir la transformation d’un mot: le mot latin ‘testa’ signifie entre autres: «vase en terre, coquille». Il a donné ‘test’ («enveloppe dure d’un animal», ex: oursin), ‘teste’ qui est devenu ‘tête’ et aussi ‘têt’ (chimie: «coupelle en terre réfractaire»).

Dans le français contemporain il y des mots ayant l’accent circonflexe dont les mots de la même famille on la lettre «s».

On retrouve le «s» dans certains mots de la même famille

bâton	bastonnade
bête	bestial
côte (os) côte (rivage)	intercostal accoster
forêt	forestier
fenêtre	défenestrer
fête	festival, festin
hôpital	hospitalier, hospitalité
prêt	prestation
vêtement	vestimentaire
goût	gustatif

Ce diacritique est utilisé pour ne pas confondre les homophones. Par exemple: une tâche – une tache, mûr – mur, sûr – sur, jeûne – jeune etc.

La grammaire française et l'orthographe française sont parmi les plus difficiles au monde. La langue française est compliquée pour les gens qui l'apprennent comme langue étrangère aussi bien que pour les français natifs. Il a été donc nécessaire de désigner certains changements, plus ou moins importants, de l'écrit du français afin de le simplifier.

Au cours des siècles, la langue française a largement évolué, et son orthographe a fait l'objet de plusieurs réformes.

En 1990, l'Académie française a proposé quelques rectifications de l'orthographe et les a formulées et publiées dans le *Journal officiel de la République française* le 6 décembre 1990. Les modifications sont censées suivre l'évolution de la langue française, et faciliter son apprentissage par les élèves. Il est important de «continuer à apporter à l'orthographe des rectifications cohérentes et mesurées qui rendent son usage plus sûr, comme il a toujours été fait depuis le XVII^e siècle et comme il est fait dans la plupart des pays voisins», expliquait l'Académie française dans son texte.

Les recommandations du conseil supérieur de la langue française, validées par l'Académie française (et détaillées dans ce document de 1990) concernent plus de 2000 mots, qui posséderont désormais deux orthographe. Les deux graphies seront acceptées, l'orthographe actuelle restant d'usage.

Le premier concerné par ces rectifications est l'accent circonflexe, souvent vestige d'un «s» qui a disparu avec l'évolution de la langue française. Ce signe n'est plus obligatoire sur les lettres «i» et «u», sauf quand il marque une terminaison verbale ('qu'il fût'), sur les noms propres, ou quand il apporte une distinction de sens. 'Mûr' conservera par exemple son accent pour ne pas le confondre avec 'mur'. Le verbe 's'entraîner' écrit avec un simple «i» sans accent ne sera en revanche plus considéré comme une faute.

L'emploi incohérent et arbitraire de cet accent empêche tout enseignement systématique ou historique. Les justifications étymologiques ou historiques ne s'appliquent pas toujours : par exemple, la disparition d'un «s» n'empêche pas que l'on écrive 'votre', 'notre', 'mouche', 'moite', 'chaque', 'coteau', 'moutarde', 'coutume', 'mépris', etc., et à l'inverse, dans 'extrême' par exemple, on ne peut lui trouver aucune justification. Il n'est pas constant à l'intérieur d'une même famille: 'jeûner – déjeuner'; 'côte – coteau'; 'grâce – gracieux'; 'mêler – mélange'; 'icône – iconoclaste', ni même dans les formes conjuguées de certains verbes: 'être', 'êtes', 'était', 'étant'. De sorte que des mots dont l'histoire est tout à fait parallèle sont traités différemment: 'mû' mais 'su', 'tu', 'vu', etc.; 'plaît' mais 'tait'.

Dès lors, si le maintien du circonflexe peut se justifier dans certains cas, il ne convient pas d'en rester à la situation actuelle: l'amélioration de la graphie à ce sujet passe donc par une réduction du nombre de cas où le circonflexe est utilisé. [Journal officiel 1990]

Aujourd'hui, l'orthographe du français connaît une nouvelle évolution. En 2016, on a lancé en France encore une réforme de l'orthographe présentant de façon synthétique les rectifications orthographiques proposées par les instances francophones compétentes, parmi lesquelles l'Académie française. L'emploi de la «nouvelle orthographe» n'est pas imposé, mais il est recommandé. Outre les mots, plusieurs règles ont également été modifiées (traits d'union, accent grave...) mais celle qui fait débat reste la modification de l'accent circonflexe. Parmi les principaux points, la réforme ne rendra plus obligatoire l'accent circonflexe sur le «u» et le «i». On le maintient néanmoins dans les terminaisons verbales du passé simple, du subjonctif, et dans cinq cas d'ambiguïté.

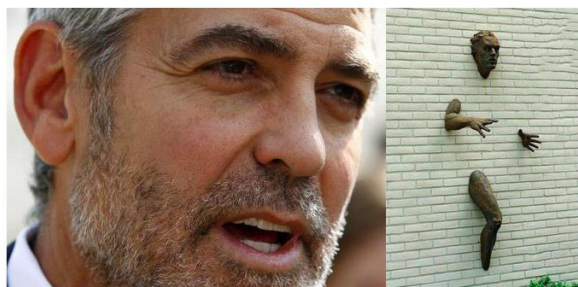
Ancienne orthographe	Nouvelle orthographe
<i>coût</i>	<i>cout</i>
<i>entraîner – nous entraînons</i>	<i>entraîner – nous entraînons</i>
<i>paraître – il paraît</i>	<i>paraître – il paraît</i>

L'accent circonflexe est maintenu sur le «u» et sur le «i» lorsqu'il apporte une distinction de sens utile sur les mots suivants: dû, jeûne, mûr, sûr... Ce qui ne change pas, ce sont les formes de 'croitre' qui, sans accent, se confondraient avec celles de 'croire' (je crois, tu crois, etc.) et les noms propres. 'Nîmes' et 'Nîmois' garderont ainsi leurs accents circonflexes.

Sur «i» et «u», l'accent circonflexe ne joue aucun rôle phonétique; il est l'une des principales causes d'erreurs et son emploi, aléatoire, ne peut être justifié par l'étymologie.

Les Français sont dans la crainte de leur langue et de leur littérature, face aux nouvelles de simplification. Sur Twitter on a formé un «mouvement social contre la réforme». Beaucoup de Français en signe de protestation commencent à utiliser «chapeau chinois», c'est-à-dire l'accent circonflexe même là où les règles ne le demandent pas.

Christian Estrosi le premier adjoint du maire de Nice a réagi à cette réforme dans son twitter en utilisant #JeSuisCirconflexe, en faisant savoir que le débat sur la réforme ne sera pas moins significatif que la résonance de la publication à soutenir le journal Charlie Hebdo.



 **Bart**
@PhoenixBart

 Suivre

Ne pas confondre un homme mûr, et un homme mur.

[#JeSuisCirconflexe](#)

01:49 - 4 Févr 2016 · France, France

  977  355

Les gens sont très préoccupés par la réforme, ils ont peur de la littérature, de la culture et de la langue de son pays. Ils reconnaissent que la réforme élimine les principales difficultés. Mais une langue simple ou simplifiée à l'extrême est une langue pauvre. On estime que le français sans accent circonflexe perdra sa particularité, son originalité.

L'actuelle secrétaire perpétuelle de l'Académie, Hélène Carrère d'Encausse, celle qui a succédé à Maurice Druon, s'est désolidarisée de cette réforme dans un entretien au Figaro: «Je n'ai pas compris les raisons qui expliquent l'exhumation d'une réforme de l'orthographe élaborée il y a un quart de siècle et où l'Académie française n'a eu aucune part, à l'inverse de ce que l'on a voulu faire croire».

Les Français ont réagi sur le Twitter. Les gens montrent la différence entre les mots avec ce signe diacritique et sans lui, avec des exemples concrets dont on utilise.



Neil Radow @NRadow · 24 anp. 2016 r.



Français sans circonflexe c'est comme le lettre i sans le point.

[#jesuiscirconflexe](#)

 2





Ross Duckham @RossDuckham · 10 мар. 2016 г.

Au revoir les chapeaux #JeSuisCirconflexe francetvinfo.fr/internet/resea ...

"Je vais me faire un petit jeûne"

"Je vais me faire un petit jeune"

De l'importance de l'accent circonflexe.



Harún @HarunAbello · 26 февр. 2016 г.

🤔 #JeSuisCirconflexe

"Je suis sûr ta soeur elle va bien"

"Je suis sur ta soeur elle va bien"

D'où l'importance d'un accent circonflexe

Il existe pourtant d'autres opinions. On constate qu'il y a des mots dont on propose la modification, qui ont déjà vu leur orthographe changer par l'usage, ou qui sont totalement obsolètes. **On prétend que la langue française n'est qu'une succession de simplifications à travers les époques, et si elle ne changeait pas on parlerait encore le latin aujourd'hui en France.** Le français est une langue vivante, ce qui signifie qu'elle évolue selon les usages de ceux qui l'emploient. C'est bien logique qu'elle subisse les changements.



Bibliographie

Cours de Français Facile, Accent circonflexe – cours. URL: <https://www.francaisfacile.com/exercices/exercice-francais-2/exercice-francais-56617.php> (date de manipulation: 25.02.2018)

Develey A., Que cache la réforme de l'orthographe? URL: <http://www.lefigaro.fr/langue-francaise/actu-des-mots/2016/08/30/37002-20160830ARTFIG00099-que-cache-la-reforme-de-l-orthographe.php> (date de manipulation: 25.02.2018)

Journal officiel de la république française édition des documents administratifs. URL: <http://academie-francaise.fr/sites/academie-francaise.fr/files/rectifications.pdf> (date de manipulation: 25.02.2018)

Konrad J., Le signe: l'accent circonflexe. URL: <https://sites.arte.tv/karambolage/fr/le-signe-laccent-circonflexe-karambolage> (date de manipulation: 25.02.2018)

Le Roux N., Le guide de l'usage des accents en français. URL: <https://www.lalanguefrancaise.com/general/le-guide-de-usage-des-accents-en-francais/> (date de manipulation: 25.02.2018)

Les twittes de gens au sujet de la réforme de l'orthographe. URL: <https://twitter.com/hashtag/jesuiscirconflexe> (date de manipulation: 25.02.2018)

Portraits de médecins. URL: http://medarus.org/Medecins/MedecinsTextes/sylvius_jacobus.htm (date de manipulation: 25.02.2018)

LES PROVERBES ET LES DICTONS DANS LA LANGUE FRANÇAISE MODERNE

Maria Volkova

Université linguistique d'État de Moscou

Résumé: L'objectif de cet exposé est d'analyser la fréquence de l'usage des proverbes et des dictons par les Français dans la société moderne, selon un sondage Internet mené en 2017.

Mots-clés: proverbe, dicton, langue française, sondage, parémiologie, science.

Abstract: The talk centres on the frequency analysis of proverbs and sayings in contemporary French, based on an Internet survey conducted in 2017.

Key words: proverb, saying, French language, survey, paremiology.

Chaque langue est un mécanisme vivant qui change chaque jour. Désormais, de moins en moins de gens emploient les proverbes et les dictons dans leur discours. La génération montante ne les connaît guère et les proverbes, ce qui est bien probable, peuvent disparaître à jamais. Pourtant, un proverbe est l'esprit d'un seul et la sagesse de tous, et s'il disparaît, on perdra tout un puits de sagesse.

Pour notre exposé nous avons choisi le thème «Les proverbes et les dictons dans le français moderne» parce qu'en étudiant la langue française il est nécessaire de connaître le sens des proverbes et de savoir les utiliser dans le discours.

Le but de notre exposé consiste à examiner la place des proverbes et des dictons dans la langue française.

Les tâches concrètes qui en découlent sont les suivantes:

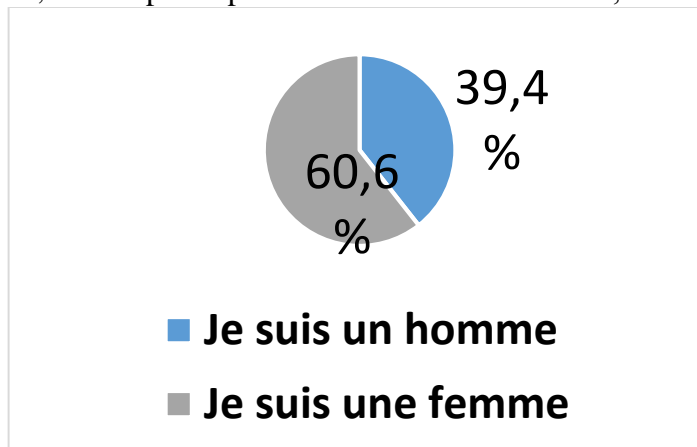
- établir la différence entre les proverbes et les dictons;
- observer la parémiologie comme science;
- analyser la fréquence de l'usage des proverbes par la population française.

On peut même dire que notre recherche est unique en son genre, car nous avons analysé non seulement la théorie, mais aussi les réponses de vrais gens francophones, qui ont participé à notre sondage, concernant les proverbes français.

109 participants ont pris part dans notre sondage. Chacun a dû écrire tant de proverbes que possible: les proverbes qu'ils entendaient au quotidien, dont ils se souvenaient le plus. Au final, on a reçu plus de 500 proverbes différents.

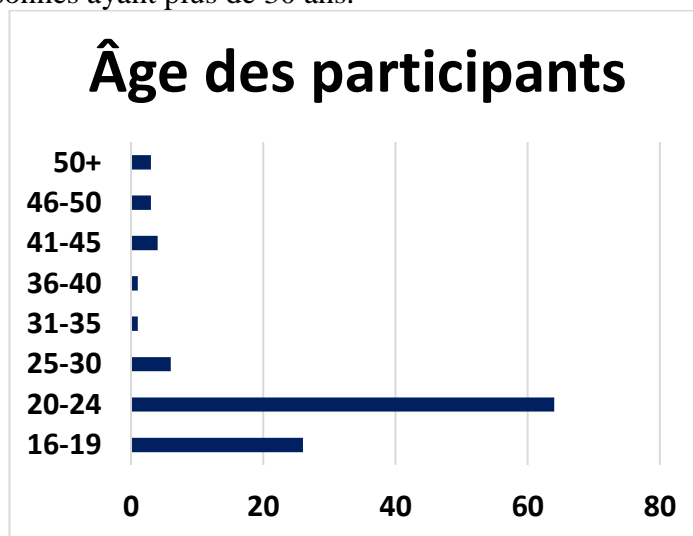
Premièrement nous avons demandé aux participants d'indiquer leur genre (m/f), leur âge, leur lieu d'habitation et le métier qu'ils exerçaient. Tout en analysant les résultats, nous avons pris en considération ces points pour tirer la conclusion et voir comment le statut social, l'âge, le sexe et le lieu de résidence influençaient les proverbes dont les gens se souvenaient.

Quant au genre, 60,6% des participants étaient les femmes et 39,4% – les hommes.



Graphique 1

Quant à l'âge, 59% avaient 20-24 ans, 25% entre 16 et 19 ans, 5,5% avaient 25-30 ans et le reste étaient les personnes ayant plus de 30 ans.

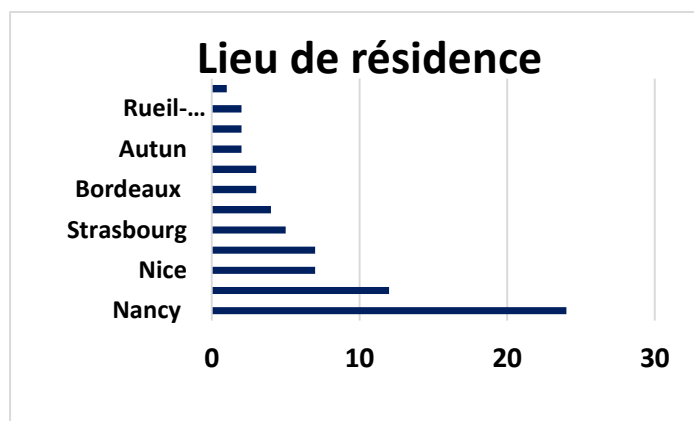


Graphique 2

Que les jeunes ayant 20-24 ans constituent la plus grande partie des participants n'est pas étonnant, car les personnes interrogées étaient les gens de mon âge. Pourtant, le fait que les jeunes connaissent toujours les proverbes et les entendent au quotidien est agréablement surprenant.

Bien sûr leurs réponses n'étaient pas tout à fait exhaustives. Certaines personnes sondées ont confondu les proverbes et les fraséologismes, aussi bien que les expressions assez familières que nous n'allons pas inclure en ce travail.

La plus grande quantité des participants venait de Nancy, également nous avons rencontré des participants de Paris, de Strasbourg, de Lyon, de Nice, de Poitiers, de Grenoble, de Dijon et beaucoup d'autres villes et même de villages de France.



Graphique 3

Le proverbe le plus employé par mes participants à été '*Pierre qui roule n'amasse pas mousse*'.

Ce proverbe incite donc les gens à rester casaniers pour avoir des chances (mais pas des certitudes) de remplir leur portefeuille.

Nous avons traité ce proverbe comme le plus populaire, car nous l'avons rencontré 20 fois en analysant les résultats du sondage.

90% des participants qui ont inscrit ce proverbe étaient étudiants qui venaient de villes différentes (les plus souvent rencontrées étaient Strasbourg, Nice, Poitiers et Lyon). 80% étaient les femmes et 20% – les hommes. D'après cela nous pouvons conclure que les Français préfèrent rester chez eux et ne sont pas trop passionnés pour les voyages.

C'est le proverbe '*L'habit ne fait pas le moine*' qui occupe la seconde place. Nous avons rencontré ce proverbe 16 fois. 90% des gens qui ont inscrit ce proverbe étaient les hommes, plus précisément les jeunes ayant entre 20 et 24 ans. Ils venaient d'assez petites villes comme Poitiers, Nancy, Dijon et Grenoble. Nous n'avons pas remarqué de réponses de Paris ou d'autres grandes villes françaises. Cela nous montre que les habitants de la capitale prêtent beaucoup d'attention à leur look et les habitants de petites villes ont d'autres priorités dans la vie.

'*Il ne faut pas vendre la peau d'ours avant de l'avoir tué*'. Ce proverbe a été rencontré 14 fois. Il nous a paru très intéressant du point de vue de l'orthographe. Nous avons rencontré des variantes comme '*ne vend pas la peau d'ours avant de l'avoir tué*' ou bien '*ne pas vendre la peau d'ours avant de l'avoir tué*'.

Ce proverbe a aussi été très populaire, les gens qui l'ont inscrit venaient de Strasbourg, de Poitiers, de Nancy, de Dijon, et de Lurcy. 80% étaient les femmes et 20% – les hommes. Ils avaient tous à peu près entre 20 et 24 ans, mais il y a eu également des réponses données par des adultes (40-46ans).

Le proverbe '*Qui vole un œuf, vole un bœuf*' occupe la quatrième position avec 13 répétitions. Ce proverbe signifie que si on vole quelque chose, même de très petit et insignifiant – on est déjà voleur et avec le temps on sera capable de voler qch de plus grave.

Nous avons compris comme résultat que le peuple français prête une très grande attention aux voles.

'*Tout vient à point à qui sait attendre*'. Nous voudrions attirer votre attention sur ce proverbe, car nous avons rencontré beaucoup de variantes de l'orthographe. En conséquence nous voyons bien la conclusion que soit les participants ne connaissaient pas les règles de la grammaire, soit ils n'ont jamais vu ce proverbe dans les livres et les manuels, ils ont juste entendu prononcer ce proverbe, car nous pouvons voir les variantes suivantes:

- tout vient à temps à qui c'est attendre;

- qui vient à point qui sait attendre;
- tout vient à point à qui s'est attendu;
- tout va à point qui sait attendre (sic).

Là nous pouvons constater que les habitants de petites villes ont commis des fautes. Au contraire, les habitants de Paris et de Nice ont écrit ce proverbe correctement.

Cette recherche a été effectuée dans le cadre du travail de fin d'année et elle n'est pas encore complète. Nous sommes toujours en train d'analyser la théorie et les résultats de l'enquête menée.

Notre travail avait pour objectif d'apporter la preuve de la richesse de la recherche linguistique des proverbes qui, non seulement valorisent la langue étrangère apprise, mais prennent également en compte l'environnement culturel et linguistique des apprenants. C'est dans le proverbe que nous avons trouvé cet outil. Il convenait de mettre alors en perspective sa valeur de contenu universel et sa nature métaphorique.

Et de même qu'aucune culture, aussi puissante soit-elle, n'est à mesure de rendre une copie parfaite de la vision du monde, de même toute langue est à mesure de révéler une esthétique et constituer un support pour les oeuvres de l'esprit. Car d'innombrables autres richesses sont contenues dans les diverses langues et elles n'attendent qu'à être révélées. C'est le cas, entre autres, des proverbes, phénomènes universels et éléments présents dans toutes les langues naturelles.

Bien que notre travail ne soit pas encore profondément accompli, nous avons déjà réussi à voir que les Français n'ont pas oublié ce puits de sagesse. Pourtant, il nous reste encore beaucoup de tâches à réaliser.

C'est pourquoi nous allons continuer notre recherche jusqu'à ce qu'elle ne soit bien complète et achevée.

Bibliographie

Gómez-Jordana S., Préface de Anscombe J.C., Le proverbe: vers une définition linguistique. Étude sémantique des proverbes français et espagnols contemporains, mars 2012, 396 p.

Dictionnaire des expressions et locutions traditionnelles. – Paris: Larousse, 1998.

Le Petit Robert. – Paris: Robert, 1992, 2952 p.

Zouogbo J-Ph Cl., Le proverbe entre langues et cultures: une étude de linguistique confrontative allemand/français/bété, Etudes contrastives (10), Bruxelles, Peter Lang, 2008, 361 p.

Гак В.Г., Рецкер Я.И., Кунина И.А. и др. Французско-русский фразеологический словарь. – М., 1963.

LES CARACTÉRISTIQUES PHONODIDACTIQUES DES CHANSONS FRANÇAISES

Alisa Kislenitsyna

Université linguistique d'État de Moscou

Résumé: L'objet de cet exposé est d'examiner le potentiel didactique des chansons pour former les savoir-faire phonétiques et ceux de la compréhension orale, de diviser le travail avec les chansons en étapes, de définir les objectifs de ces étapes et d'élaborer un support didactique pour les apprenants du français. Notre travail comporte deux grandes chapitres: «Formation des savoir-faire de la compréhension orale à la base des chansons françaises» et «Formation des

savoir-faire phonétiques». L'analyse des travaux des linguistes nous a permis de faire la conclusion que l'intérêt augmentant pour les méthodes ludiques dans l'enseignement des langues étrangères rend la chanson le matériel largement employé pendant les leçons de FLE. Nous proposons notre propre conception du travail avec la chanson pendant les leçons de la compréhension orale et de la phonétique.

Mots-clés: compréhension orale, phonétique, FLE, chanson, méthode ludique.

Abstract: The research covers the analysis of potential of French songs in training listening comprehension and phonetic skills with the use of French songs for all language levels. During the research we have examined different types of work with French songs, different stages of work with songs according to the complexity of the text, the language level, the age and the level of linguistic-cultural knowledge. Our research is divided into two big chapters «Formation of listening comprehension skills» and «Formation of phonetical skills». As a result of our research we made a workbook for training listening comprehension for different language levels based on French songs.

Key words: listening comprehension, listening comprehension skills, French songs, listening comprehension exercises, songs at the lesson, phonetics.

1. Introduction. Notre travail parle de l'utilisation des chansons dans l'enseignement de la phonétique dans la classe de FLE. Ce thème est important parce que la chanson représente un matériel audio unique parce qu'en faisant partie de la littérature elle transmet la culture et la civilisation de la Communauté française. De plus, avec le changement de paradigme méthodologique on a rétabli une importance socio-culturelle et la langue est maintenant considérée comme un organisme vivant. Donc, l'intérêt pour les textes authentiques a augmenté.

De nos jours, la chanson est employée comme un texte écrit et oral, donc on l'utilise à la lecture, à l'audition, à l'énonciation et à l'interprétation. De cette façon on peut dire que le travail avec la chanson s'effectue au niveau linguistique aussi bien qu'au niveau extralinguistique.

2. Formation des savoir-faire de la compréhension orale à la base des chansons françaises. Les atouts des chansons en tant que matériel audio. Avant de parler des avantages des chansons il faut définir la chanson elle-même. D'après le dictionnaire de Larousse, la chanson est un poème à chanter composé de stances égales appelées couplets, séparées généralement par un leitmotiv, le refrain [Lauret 2011].

Ces derniers temps la chanson est devenue l'objet de nombreuses études pédagogiques en France parce que la chanson possède les caractéristiques nécessaires pour être utilisée en classe: elle est un texte authentique, elle est d'habitude cohérente et complète, elle est brève; elle reflète des tendances actuelles de la langue parlée. De plus, d'après Bertrand Lauret, la musique et la chanson ont une grande puissance de suggestion et maximisent la mémorisation [LeBel 1989].

Comme l'enseignement d'une langue étrangère a pour but d'élargir le cercle des connaissances linguistiques et culturelles, la chanson représente un matériel didactique bien convenable.

C'est pourquoi, nous voudrions proposer notre propre variante d'emploi des chansons françaises en tant que matériel didactique dans la classe de FLE et les types des exercices de la compréhension orale.

3. Types des exercices de la compréhension orale. Premièrement, il faut dire que bien que la chanson soit un audio-matériel qui ne dure pas plus que 3-4 minutes, le travail avec elle prend en moyenne 40 minutes. De plus, le travail avec les chansons dans une classe de français langue étrangère doit être divisé en plusieurs étapes. Chacune de ces étapes comporte différents types d'exercices qui varient selon l'âge, le niveau des connaissances des étudiants, la complexité du texte et le rythme de la chanson

Nous avons dégagé cinq étapes du travail:

- 1) La préécoute: a) remue-méninges; b) enlèvement de difficultés;
- 2) La première écoute;

- 3) La deuxième écoute;
- 4) Le travail sur le contenu;
- 5) Le travail sur le lexique.

3.1. Préécoute. La préécoute vise à sensibiliser les étudiants au thème évoqué dans la chanson. De plus, la préécoute a un objectif important qui consiste à éliminer les difficultés provoquées par les mots et constructions syntaxiques inconnues ou celles qui désignent les phénomènes culterels.

3.2. Première écoute. La deuxième étape – la première écoute – est accompagnée par les activités mais sans texte distribué aux étudiants. Avant l'écoute les apprenants reçoivent les papiers avec les activités qui sont de trois types:

- a) les activités générales - répondre aux questions pour comprendre le sujet de la chanson;
- b) les activités grammaticales. Cette activité doit correspondre au thème étudié aux cours de grammaire. Par exemple, énumérer les verbes à l'imparfait.
- c) les activités lexicales.

Les activités lexicales doivent se baser sur le lexique déjà étudié parce qu'elles consistent à noter les mots correspondants à quelque thème.

Il est à noter que pour chaque type d'activité il est nécessaire que les étudiants écoutent la chanson encore une fois.

3.3. Deuxième écoute. La troisième étape est la deuxième écoute qui est accompagnée par le texte. Dans cette étape il y a des exercices tels que:

- remplir le texte à trous;
- corriger les erreurs dans le texte;
- choisir la vraie réponse parmi les variantes données. Cette étape est appliquée à tous les niveaux des connaissances de la langue mais le degré de la complexité doit être différent.

3.4. Travail sur le contenu. La quatrième étape du travail est le travail avec le contenu. Elle est destinée à travailler le texte du point de vue linguistique, donc faire tous les exercices habituels:

- lire le texte rétabli;
- traduire le texte rétabli;
- définir si l'information est vraie, fausse ou n'est pas mentionnée;
- rétablir l'ordre des phrases dans le texte;
- résumer et discuter le contenu;
- chanter la chanson (si on travaille avec les enfants).

3.5. Travail sur le lexique. La dernière étape a pour objectif de retenir les nouvelles unités linguistiques et d'apprendre leur emploi pratique. Pour ce but nous proposons de remplir le table avec les mailles vides dont le nombre dépend du niveau des connaissances des élèves et de la complexité du mot et peut varier de 1 à 3 (table 1).

Table 1. Table à mailles vides

Mot	Définition	Traduction	Exemple du texte	Votre propre exemple
Mélancolique	Qui éprouve une tristesse vague		Et elle rêvait mélancolique	

4. Formation des savoir-faire phonétiques. Les exercices accomplis au cours du travail avec les chansons pour une formation des savoir-faire phonétiques doivent être divisés en deux grands groupes:

- 1) les exercices liés à la formation des savoir-faire de la perception;
- 2) les exercices liés à la formation des savoir-faire de la reproduction.

4.1. Formation des savoir-faire de la perception des sons. Pour ce but on peut recourir aux exercices tels que:

- a) la sensibilisation auditive des sons
- b) la comparaison;

c) la représentation visuelle.

La sensibilisation auditive des sons. Pendant l'écoute passive les apprenants observent l'emploi des sons concrets et de plus, la différence entre les sons qui composent les oppositions fondamentales de la phonétique française.

La comparaison. La comparaison consiste à la confrontation d'au moins deux sons. Les sujets reçoivent le texte à trous et ils doivent choisir la transcription qui correspond au mot qu'ils entendent.

Table 2.1. Formation des savoir-faire de la perception des sons. (La comparaison 1 est basée sur la chanson de Charles Trenet «Je chante»)

Je chante soir et	[matÊ]	[matâ]	[matan]
-------------------	--------	--------	---------

Une autre forme de cet exercice est une comparaison de deux sons qui forment une opposition. Les étudiants reçoivent un texte où les mots qui comprennent les sons formant une opposition sont soulignés. En écoutant les apprenants notent quel son ils entendent.

Table 2.2. Formation des savoir-faire de la perception des sons. La comparaison 2. Les oppositions

Le texte	[u]	[y]
La chapelle au clair de lune		
Où j'ai tant rêvé de vous		

La représentation visuelle. Pour ce groupe d'exercices l'important est que les étudiants doivent représenter ce qu'ils entendent par écrit. Dans ce groupe on peut attribuer les exercices tels que:

- a) la transcription;
- b) le remplissage des trous;

La transcription. La transcription doit s'effectuer simultanément avec l'écoute et peut être de deux types: partielle et complète (table 2.3).

Table 2.3. Transcription partielle (basée sur la chanson de Zaz «Eblouie par la nuit»)

Niveau bas	Niveau élevé
Eblouie par la nuit à coup de lumière mortelle	Eblouie par la nuit à coup de lumière mortelle
A-t-il aimé la vie ou la regarde juste passer?	A-t-il aimé la vie ou la regarde juste passer?
De nos nuits de fumette[cendres] il ne reste presque rien	De nos nuits de [cendres] il ne reste presque rien
Que tes cendres[cendres] au matin	Que tes [cendres] au matin

Le remplissage des trous. Cet exercice a pour but d'apprendre aux étudiants à associer le code oral au code écrit, ça veut dire faire les sons correspondre à leurs représentations graphiques et vice versa.

Le remplissage des trous au niveau phonétique peut être de différents types:

- écrire la lettre qui convient au son;
- écrire le symbole phonétique correspondant;
- choisir parmi les sons proposés le son correspondant;
- choisir la bonne graphie du son.

4.2. Exercices liés à la formation des savoir-faire de la reproduction des sons. Les exercices qui sont utilisés pour la formation des savoir-faire de la reproduction des sons sont les suivants:

- chanter la chanson;
- articuler muettement les chansons;
- répéter d'après la chanson d'abord avec le texte et puis sans texte.
- lire le texte sans enregistrement;
- répéter les sons concrets.

Il est à noter que ces exercices n'ont pas d'hiérarchie spéciale. De cette façon, les professeurs peuvent choisir seulement un type d'exercices sans obéir à quelque ordre.

Bibliographie

Debyser F., Lettre ouverte sur la chanson, *Le français dans le monde*, vol. 66, n° 07, 1969, p. 25.

Grimbert P., *Psychanalyse de la chanson*, Paris, Hachette, p. 85.

Larousse. *Dictionnaire de Français*. URL: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais> (date de manipulation: 25.02.2018)

Lauret B., *Enseigner la prononciation du français: questions et outils*, Domont, Hachette, *Français Langue Etrangère*, n° 07, 2011, p. 192.

LeBel C., LeBel J.-G. Le workout en correction phonétique, Québec, *Bulletin de l'Association québécoise des enseignantes et enseignants de français langue seconde*, 1989 p. 33.

Luca Iulia, *La chanson dans la classe de Français Langue Etrangère*. URL: <http://ccdmures.ro/cmsmadesimple/uploads/file/rev8sp/moderna/moderna11.pdf> (date de manipulation: 15.02.2018)

Rassart E., *Sur un air de FLE. Apprendre avec des chansons francophones actuelles*, Louvain, *Français 2000* (Université catholique de Louvain, Institut des langues vivantes), 2008, p. 13.

Tagliante C., *La classe de langue*, Paris, CLÉ International, 1994, p. 256.

Tissot P., *La chanson est bien faite pour l'enseignement*, Moscou, *La langue française*, 2008, p. 8.

L'APPORT DE LA CHANSON FRANÇAISE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMPÉTENCE LEXICALE DES ÉTUDIANTS (NIVEAUX B1/B2)

Daria Lazareva

Université d'État Sociale de Russie

Résumé: L'article porte sur les moyens didactiques pour favoriser le développement de la compétence lexicale des étudiants à travers la chanson française au niveau B1/B2. L'accent principal est mis sur le mécanisme de mémorisation du nouveau vocabulaire en tenant compte du canal sensoriel dominant d'acquisition. Cette approche permet d'analyser les activités à faire avec les chansons françaises afin de développer la compétence lexicale des étudiants, les types d'exercices créés à partir des textes des chansons ainsi que les critères de sélection des chansons pour les cours de FLE.

Mots-clés: chanson française, FLE, compétence lexicale, vocabulaire, mémorisation, canal sensoriel dominant.

Abstract: The article aims to study the method of forming lexical skills of the students using French songs on the language level B1/B2. The article discusses the mechanism of memorizing vocabulary taking into account the dominant sensory channel of the acquisition of information, analyzes the ways of work with a song to develop the lexical skills of learners, suggests types of tasks based on the song material, proposes the criteria of the selection of songs for the French classes.

Key words: French song, French as a foreign language, lexical skills, vocabulary, memorization, dominant sensory channel.

1. Problématique. L'article couvre la méthodologie du développement de la compétence lexicale des étudiants à travers la chanson française au niveau B1/B2. Malgré un fort intérêt des linguistes pour la chanson comme moyen d'apprendre le FLE, son potentiel éducatif reste encore à exploiter. Actuellement les psychologues et les pédagogues font les découvertes qui nous permettent d'avoir un nouveau regard sur l'apprentissage de FLE en chansons. En plus, le vocabulaire limité est toujours un des problèmes essentiels des étudiants ce qui nous motive à promouvoir de nouvelles solutions. La chanson reflète non seulement la culture, la mentalité, la langue, mais aussi les problèmes qui touchent les locuteurs natifs.

2. Cadre théorique de la recherche. Le développement de la compétence lexicale est lié au processus de la mémorisation des mots nouveaux. R.C. Atkinson, R.M. Shiffrin ont décrit le modèle de mémorisation de l'information [Atkinson, Shiffrin 1968]. Selon ce modèle, l'information entre dans la mémoire grâce aux registres sensoriels (visuel, auditif, tactile). Les savants distinguent trois types de mémoire basés sur le principe de la durée de la mémorisation: la mémoire à court terme, la mémoire de travail, la mémoire à long terme. La formation de la compétence lexicale au cours de FLE consiste à stimuler le déplacement de nouveau vocabulaire dans la mémoire à long terme.

Actuellement, les savants parlent de l'usage de mémoire sensomotrice, acoustique, visuelle au cours de FLE [Талханова, Абаева, Мовсесова 2014]. Selon le type de mémoire dominant, les étudiants peuvent être divisés en trois groupes: les visuels (si la mémoire visuelle prédomine), les auditifs (la mémoire acoustique) et les kinesthésiques (la mémoire sensomotrice) [Раздорская О.В., Раздорская И.М. 2012]. Cette classification détermine les types efficaces d'exercices visant le développement de la compétence lexicale pour chaque groupe.

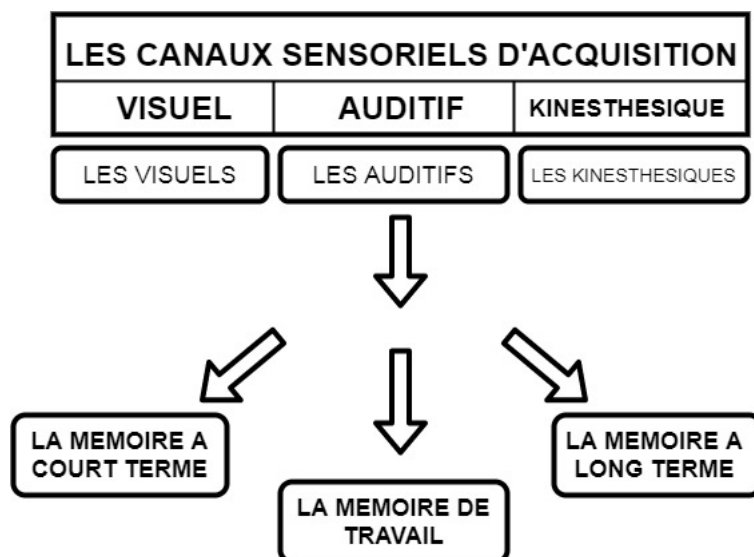
La recherche de S. Bencivelli révèle que la musique aide les enfants à mémoriser le nouveau vocabulaire [Bencivelli 2009]. N. Chomsky a remarqué que dans l'enfance on apprend la langue plutôt intuitivement grâce à la capacité du cerveau [Chomsky 1972]. Ces observations peuvent être appliquées aux cours de FLE pour les étudiants à travers la chanson française: la mélodie facilite l'apprentissage d'un nouveau vocabulaire, en le faisant plus intuitif.

En analysant le travail des maîtres d'écoles, M. Lambert, professeur à l'IUFM (Institut de Formation des Maîtres) de Poitiers, a remarqué que la pratique musicale influence positivement l'apprentissage des langues vivantes ce qui pourrait être adapté aux cours de FLE à l'université en tenant compte de l'âge des étudiants [Lambert 2008].

M. Boiron, directeur général du CAVILAM Vichy, en proposant le mode d'emploi des chansons en classe de français, s'attache à la composante psychologique de ces cours. Selon lui, le plus important est d'éveiller l'intérêt des apprenants pour la chanson ce qui déclenche les activités linguistiques [Boiron 2001].

3. Méthodologie. Nous avons analysé une méthode de développement de la compétence lexicale des étudiants à travers la chanson française qui met en commun les dispositions de la méthodologie d'enseignement ainsi que des études en psychologie et en programmation neurolinguistique. Cette méthode prend en compte *le canal de mémorisation dominant* de chaque étudiant (auditif, visuel ou kinesthésique), tout en exerçant les autres.

Au cours de la recherche nous avons compris que le processus de la mémorisation du vocabulaire est basé sur le schéma suivant:



Modèle de la mémorisation de l'information

Selon ce modèle de la mémorisation de l'information, le nouveau vocabulaire à travers les canaux sensoriels entre dans la mémoire à court terme de l'apprenant, d'où il passe ensuite au mémoire de travail ou au mémoire à long terme à la suite de l'entraînement. La structure de la chanson, composée des couplets et d'un refrain, contribue à une meilleure mémorisation du nouveau vocabulaire: le vocabulaire du couplet se retient par la rime et l'accompagnement musical qui aident les mots nouveaux à entrer dans le mémoire à long terme de l'étudiant; le vocabulaire du refrain se mémorise grâce aux répétitions (d'habitude, le refrain de la chanson est répété 2 ou 3 fois).

Nous avons élaboré des critères de la sélection des chansons pour les cours de FLE parce que toutes les chansons ne peuvent pas être convenables au niveau B1/B2. Parmi ces dernières nous pouvons citer les chansons au rythme trop rapide et à la prononciation floue ainsi que celles qui contiennent de l'argot.

Aux cours de FLE la voix joue le rôle le plus important, c'est pourquoi nous avons choisi les chansons avec une grande variété de voix et d'accents car les étudiants devraient pouvoir percevoir le discours de différents interlocuteurs plutôt que de se concentrer sur la voix d'une seule personne. Il nous semble nécessaire de choisir des chansons de genres musicaux différents pour les cours de FLE, puisque les caractéristiques du genre influencent les façons de travailler avec la chanson. La popularité de la chanson française dans notre pays joue également un rôle important, et le choix d'une chanson de ce point de vue dépend de la direction méthodologique du travail. Parfois, un exercice perd son efficacité si l'apprenant a déjà entendu la chanson, et peut-être a vu ses paroles. Nous tenons à prendre en compte les préférences musicales des étudiants autant que possible. Il serait utile de faire un questionnaire pour apprendre si le groupe est intéressé par utilisation des chansons aux cours de FLE ainsi que ses préférences quant au genre et aux chanteurs connus parmi les étudiants.

À l'issue de notre étude nous avons préparé 18 dossiers pédagogiques (Le progrès technique, Le voyage, La maladie etc.) dont la démarche éducative a été appréciée par les étudiants et a prouvé son efficacité aux cours de FLE.

Dans le cadre de notre étude, nous avons élaboré des modèles de cours de FLE avec l'idée de développer la compétence lexicale des étudiants des niveaux B1/B2. Ces cours impliquent successivement la compréhension orale et écrite, puis l'expression orale et écrite. L'élément de nouveauté est atteint grâce à une combinaison de différents types des exercices qui visent à développer la pensée créative des étudiants. La richesse lexicale de la chanson détermine la nécessité des exercices qui faciliteraient l'écoute d'une chanson.

Nous proposons à commencer le cours de FLE par l'écoute de la chanson et par un (ou plusieurs) exercice(s) de compréhension orale: essayer de noter les paroles de la chanson, répondre aux questions sur le contenu de la chanson, remplir les omissions ou écouter la chanson en lisant les paroles. La compréhension orale développe principalement le canal auditif, mais comme la chanson est parfois excessivement riche en nouveau vocabulaire, il est possible d'utiliser des textes complets des chansons ou quelques extraits, ainsi que poser des questions sur le contenu de la chanson. Le canal sensoriel dominant de perception joue le rôle important: le devoir qui emmène les étudiants à rétablir le texte complet d'une chanson est d'une valeur universelle car il convient à tous les étudiants indépendamment du type de leur mémoire sensorielle dominante. L'écoute de la chanson en lisant les paroles ne serait efficace que pour les visuels.

Les exercices de la compréhension écrite introduisent le nouveau vocabulaire dans le mémoire à long terme d'étudiant. A cette étape il est possible d'introduire des supports supplémentaires qui, comme les exercices de compréhension écrite, visent à développer le canal visuel de la perception. Nous avons choisi plusieurs types de tâches: traduire les paroles d'une chanson, barrer l'intrus, trouver les définitions des mots, traduire les phrases, faire le texte à trous. Ces exercices visent à développer le canal visuel de la perception, mais elles peuvent être utiles pour les auditifs et les kinesthésiques en cas de création des exercices avec plusieurs réponses correctes (le mot de la liste peut être superflu selon la logique de l'étudiant), ou des exercices avec des pièges (quand on ne peut pas traduire la phrase en utilisant un nouveau mot).

Les exercices d'expression orale ont pour but à la fois la révision du vocabulaire dans la mémoire à long terme et l'activisation du lexique dans le vocabulaire de l'apprenant. Nous avons proposé de le faire à travers la discussion de la problématique d'une chanson, l'organisation des débats et des dialogues. Pour éviter la trivialité des exercices de l'expression orale nous proposons de poser des questions controversées et atypiques aux étudiants, de leur proposer des situations inhabituelles à discuter.

À notre avis, il est nécessaire de contrôler la rétention de nouveau vocabulaire à travers les exercices de l'expression écrite. Pour atteindre ce but nous avons choisi des travaux créatifs: un essai (de différents types) qui aiderait les étudiants à exprimer leurs pensées sur l'un des problèmes mentionnés dans la chanson ainsi qu'une lettre créative qui permettrait à l'étudiant de choisir entre une histoire, un récit ou même une poésie.

Tous les types de l'expression écrite conviennent aux kinesthésiques parce qu'ils sont orientés vers l'application des connaissances et, notamment, ils préfèrent l'expression écrite créative. Les visuels eux aussi ont toutes les chances à réussir les exercices d'expression écrite parce que le canal visuel développé est très utile pour la vérification du travail fini. Les auditifs sont les plus désavantagés car la mémoire auditive n'aide pas beaucoup quand on écrit des textes.

4. Résultats. 1) Dans le cadre de notre étude, nous avons élaboré des modèles de cours de FLE avec l'idée de développer la compétence lexicale, en prenant en compte le canal de mémorisation dominant des étudiants des niveaux B1/B2 et en exerçant les autres. Ces cours impliquent successivement la compréhension orale et écrite, puis l'expression orale et écrite.

2) Pour chaque modalité langagière nous avons proposé des exercices qui se basent sur le modèle de mémorisation proposé et qui mettent en valeur le contenu des chansons.

3) Les chansons triées peuvent être considérées comme l'avantage principal de notre étude parce qu'elles répondent largement aux préférences des étudiants de nos jours et englobent toute la variété des sujets et des genres musicaux.

4) Le produit final élaboré au cours de l'étude est 18 dossiers pédagogiques (Le progrès technique, Le voyage, La maladie etc.) dont la démarche éducative a été pleinement plébiscité par les étudiants et a donné de bons résultats aux cours de FLE.

5. Conclusion. L'intérêt de notre démarche consiste non seulement à mettre en valeur les textes et le lexique des chansons, mais aussi à rendre plus efficace l'apprentissage du lexique

dans le groupe en permettant aux apprenants de privilégier leurs canaux de mémorisation dominants. Pour aller plus loin, nous proposerions d'enrichir la palette des exercices et d'introduire cette approche dans le cadre de l'enseignement d'autres langues étrangères.

Bibliographie

Atkinson R.C., Shiffrin R.M. Chapter: Human memory: A proposed system and its control processes. *The psychology of learning and motivation*, NY: Academic Press, 1968, vol. 2, pp. 89-195.

Bencivelli S., Pourquoi aime-t-on la musique? Oreille, émotion, évolution, Berlin, Pour la science, 2009, 231 p.

Boiron M., Chansons en classe de français, mode d'emploi, *Le Français dans le monde*, 2001, n° 318, pp. 55-57.

Chomsky N., *Language and mind*, NY: Harcourt Brace Jovanovich, 1972, 209 p.

Lambert M., Aborder le chant en anglais avec les neurosciences, *Les langues modernes*, 2008, n° 4, pp. 61-68.

Раздорская О.В., Раздорская И.М. Изучение ассоциативного мышления студента как предпосылка внедрения рефлексивно-креативного подхода к обучению иностранному языку. – *Концепт*, 2012. – №9. – С. 1-7.

Талханова Ф.Д., Абаева Ф.Б., Мовсесова К.Р. К вопросу экспериментального анализа особенностей памяти у студентов, изучающих иностранные языки // *Проблемы современной науки и образования*. – 2014. – № 11(29). – С. 87-89.

Section I (b)

La langue française: hier, aujourd'hui, demain

LE DÉVELOPPEMENT DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE CADRE D'INTERACTION AVEC L'ANGLAIS ET LEUR INFLUENCE INTERLINGUISTIQUE

Elena Petrova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Ce travail vise à analyser deux langues (anglaise et française) historiquement, identifier et considérer les causes sociales et historiques de l'expansion rapide de la langue anglaise dans le monde moderne et la pénétration extensive du vocabulaire anglais en français. L'interaction internationale a pour conséquence l'introduction progressive de mots, de spécificités culturelles et d'autres particularités anglaises, leur adaptation et fixation dans la langue française. Le but de la rédaction présente est d'examiner le processus de la rivalité entre les langues et d'identifier les types d'emprunts anglais en langue française, les moyens de leur pénétration et adaptation dans le cadre de la concurrence permanente de deux langues. Enfin, cet exposé analyse l'apparition de franglais ainsi que les conséquences du développement du français qui suivent ce processus.

Mots-clés: anglais, français, développement, influence interlinguistique, origines, Normands, interaction internationale, vocabulaire, assimilation, adaptation, emprunts, franglais, lexique, phonologie, morphologie, syntaxe.

Abstract: This research is intended to analyse two languages (French and English) on the grounds of their historical development. It is also aimed at identifying the social and

historical causes of the rapid expansion of the English language in the modern world and the extensive penetration of the English vocabulary into the French language. The international interaction leads to the gradual introduction of the English words as well as some cultural features and their adaptation and fixation in French. The main objective of this paper is to examine the process of the rivalry between the two languages and to identify the types of English borrowings in French, the means of their penetration and adaptation in the context of their constant competition. Finally, this paper analyses the concept of *franglais* as well as the consequences that follow this phenomenon.

Key words: English, French, development, interlinguistic influence, origins, Normans, international interaction, vocabulary, assimilation, adaptation, borrowings, *franglais*, lexis, phonology, morphology, syntax.

Cela ne fait aucun doute que le contact avec l'anglais entraîne des changements au niveau lexical, phonologique morphologique et syntaxique en français. Il y a une opinion que l'anglais est en train de conquérir le monde, et il serait stupide de résister à une évolution inévitable. Mais les autres trouvent cette opinion faux car l'originalité et le caractère unique de la langue française ont existé depuis longtemps et l'héritage laissé par celui-ci ne doit pas être sous-estimé.

1. Histoire. Pour observer les causes principales de telle influence interlinguistique, il faut avoir une idée d'origine de la langue française et son développement dans le contexte historique.

Au début du XI^e siècle, l'Angleterre et plus largement la Grande-Bretagne, n'avaient pas de langue unique et fédératrice. Les habitants parlaient différents dialectes dérivés des langues scandinaves, latines, celtiques et germaniques. Concernant la langue anglaise, elle avait le statut indéfini. Au fait, les habitants de la Grande-Bretagne ne possédaient pas de langue unique pour communiquer et interagir.



Guillaume le Conquérant

Après la conquête normande de l'Angleterre, en 1066, Guillaume le Conquérant, duc de Normandie est devenu roi d'Angleterre. La Conquête normande s'est produit dans le vide linguistique. Par conséquent, le français est devenu la langue officielle de la cour, de la culture et de l'administration, du commerce et de la diplomatie, ainsi que la langue du Parlement anglais jusqu'en 1363. Le français était parlé en Angleterre sous la forme du dialecte anglo-normand. Le normand est une variété spéciale du gallo-roman, parlé en Normandie. La langue normande se modifie au contact de l'anglo-saxon en donnant naissance à un dialecte, l'anglo-normand.

«Les mariages mixtes favorisèrent aussi l'assimilation linguistique, et les traversées de la Manche, pour des motifs officiels, d'affaires ou tout simplement de voyage d'agrément, continuaient d'entretenir l'usage du français en Angleterre» [Hazelton 2013]. Au fil des années, les termes français évoluaient et pénétraient dans de nombreuses sphères de la vie anglaise.



Schéma de la rivalité entre les langues

Toutefois, pendant cette période, l'anglais continuait d'être utilisé. L'Angleterre est devenue bilingue. Les milieux influents, qui sont venus de Normandie et se sont installés en Angleterre, conservaient leur langue maternelle normande, alors que les couches rurales et urbaines plus modestes continuaient à parler anglais. À cause des communications et des interactions à l'intérieur de pays, les gens de différentes classes ont été obligés à apprendre deux langues.

Au XII^e siècle, le français continuait à influencer l'anglais, en devenant la langue de la loi et de la justice. Au début du XIII^e siècle, en 1204, la Normandie a été détachée de la France par



Philippe Auguste

Philippe Auguste. La migration des Normands en Angleterre a considérablement diminué ce qui a mené à l'isolement des Normands qui avaient émigré en Angleterre. Cependant, le français garde son statut de langue de la justice et de langue du pouvoir. On peut distinguer deux types



Henri III

de français parlés à l'époque par l'aristocratie anglaise du XIII^e siècle: le dialecte anglo-normand, qui était la langue maternelle des aristocrates, et le français, la langue seconde, plus prestigieuse. La connaissance du français signifiait que la personne avait un statut important et une haute classe sociale. Mais le français a commencé à abandonner ses positions.

Comme une des preuves on peut considérer le fait que le roi anglais Henri III a décidé, en 1258, de s'adresser au peuple du pays en deux langues, en français et en anglais, estimant que la langue française ne lui suffisait pas pour être compris par les citoyens. Le XIV^e siècle et le XV^e siècle ont été marqués par la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre. Cette guerre a provoqué une attitude négative au français en Angleterre, qui a été considéré comme



Henri IV

la langue de l'ennemi. D'autre part, l'anglais a commencé à s'affirmer et à se diffuser. En 1349, l'anglais est devenu langue d'enseignement à l'université d'Oxford.

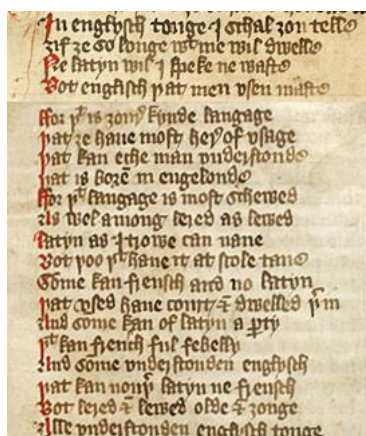
Henri IV était le premier roi anglais à avoir l'anglais comme la langue maternelle et Henri V était le premier roi d'Angleterre à utiliser l'anglais dans les documents officiels. Le français est resté cependant la seconde langue des gens cultivés, langue qui permettait la communication avec le continent. Mais la langue maternelle parlée à la maison était l'anglais. On peut citer encore un exemple confirmant l'affaiblissement de la position du français dans le pays. En 1362 le Parlement a pris décision de rédiger tous les documents judiciaires en anglais. La principale raison d'une telle décision était le fait que la langue française devenait de moins en moins parlée dans le pays.



Henri V

Depuis 1362, l'anglais était utilisé dans les débats parlementaires au lieu du français. Cela a montré que les membres du Parlement anglais n'avaient plus de connaissances suffisantes pour mener des débats en cette langue comme avant.

Selon «Speculum Vitae» du poète anglais du XIV^e siècle William Nassington, la langue française à son époque était utilisée seulement par les gens qui devaient se présenter à la cour royale [Smith 1991: 142-150]. Étant donné ce fait, au XV^e siècle, le français a perdu toute son importance en tant que moyen de communication et a été complètement oublié par les habitants de l'Angleterre.



Extrait de «Speculum Vitae»
par William Nassington

Enfin, le dernier acte, confirmant la victoire de la langue anglaise, a été l'abolition de la langue française comme la langue d'enseignement scolaire, qui a eu lieu en 1477.

Ainsi, l'existence de la langue française en Angleterre, la lutte contre la langue anglaise et l'alternance des périodes de prospérité et de déclin des deux langues peuvent être un excellent exemple historique de l'interaction de deux langues.

2. Changements et adaptation des emprunts anglais en français. Après la Révolution française, le français a perdu sa position supérieure de langue d'aristocratie et de milieux intellectuels. Le modèle anglais a déjà touché la France et a mis fin à l'hégémonie du français. La langue anglaise est devenue la langue des communications internationales, tant sur le plan commercial que culturel, scientifique, technologique et diplomatique. Les mots anglais se sont implantés dans la langue française.

Au cours des 50 dernières années l'intégration de mots anglais dans la langue française s'est accélérée. Environ 10 % du vocabulaire français ont été empruntés.

Le phénomène de l'emprunt a lieu dans toutes les langues. Les mots empruntés sont les mots de l'usage quotidien ainsi que la terminologie. La langue qui emprunte les mots ne les acquiert pas passivement et mécaniquement. Au contraire, certains éléments peuvent entrer d'une langue à une autre. La langue emprunte un mot ou une expression en l'adoptant parfois aux règles phonétiques, morphologiques et sémantique de la langue d'accueil.

Les systèmes phonétiques diffèrent d'une langue à une autre. L'emprunt linguistique s'adapte à la prononciation de la langue d'accueil. C'est l'adaptation phonétique. Cette adaptation est imposée par les difficultés phonétiques que posent ces mots pour les locuteurs de la langue emprunteuse. En règle générale, les phonèmes difficiles à prononcer des mots étrangers sont éliminés et remplacés par des phonèmes français, c'est-à-dire, les mots anglais sont francisés.

Les combinaisons inconnues ou rares en français comme les doubles lettres «oo», «ee» et «ea» ont une prononciation établie, [u] et [i]: *leader* [lidœʁ], *dealer* [dilœʁ], *week-end* [wikɛnd].

Elles peuvent entraîner des prononciations mixtes, comme *babyfoot* où la première partie est souvent prononcée à la française et la deuxième à l'anglaise [babifut].

Le «ey» final est prononcé [e] au lieu de [ɪ] en anglais: *hockey* [ˈɔkɛ], *jockey* [ʒɔkɛ].

Adaptation phonétique

Mots empruntés	Prononciation française
le «r» anglais est prononcé comme en français [ʁ]	
<i>rush</i>	[ʁœʃ]
<i>free-lance</i>	[fʁilãs]
<i>fair-play</i>	[fɛʁplɛ]
<i>rock</i>	[ʁɔk]
«oo», «ea», «ee» sont prononcés [i]	

leader	[lidœʁ]
dealer	[dilœʁ]
week-end	[wikɛnd]
roast-beef	[rosbif]
sweat-shirt	[switʃœʁt]
babyfoot	[babifut]
le «ey» final est prononcé [e]	
hockey	[ˈɔkɛ]
jockey	[ʒɔkɛ]
poney	[pɔnɛ]

Dans beaucoup d'autres cas, un mot anglais a souvent une prononciation qui se rapproche de la prononciation anglaise, mais en gardant, en France au moins, des phonèmes compatibles avec le français. Il s'agit, par exemple, de la perte des voyelles allongées, des diphtongues, du transfert de tension sur la dernière syllabe en accord avec les règles de l'accent français: 'gentleman', 'leader'. Par exemple, en anglais on dirait «rugby» avec l'accent tonique sur la première syllabe («rug»). En français, on le mettrait sur la dernière syllabe («by»).

Les terminaisons des mots importés en «an», «on», «et», «ing» gardent la prononciation de la consonne finale, avec absence de nasalisation là où elle aurait été présente dans un mot français.

Adaptation morphologique concerne les mots empruntés d'origine anglaise francisés à l'aide des suffixes et préfixes:

Adaptation morphologique

anglais	français
<i>à l'aide des suffixes et préfixes</i>	
«ing»: doping, zoning, couponing, listing	«age»: dopage, zonage, couponnage, listage
«ic(s)»: basic, politic, poetic, public	«ique»: basique, politique, poétique, publique
«er»: boxer, employer, professor	«eur»: boxeur, employeur, professeur
«self»: self-consuming, self-condensation	«auto»: autoconsommation, autocondensation
<i>noms composés</i>	
country-dance, bull-dog, bowling-green	contredanse, bouledogue, boulingrin

Le français a emprunté les mots dont la forme n'existe pas dans le système de la langue française, par exemple, les noms composés. Dans ce cas, les formes sont perçues entièrement, comme une racine ('country-dance' devient 'contredanse', 'bull-dog' se transforme en 'bouledogue', etc.). Cependant, parfois la forme des mots peut changer en transformant la racine elle-même. Par exemple, le mot anglais 'bowling-green' («gazon, pelouse») a été emprunté en français comme 'boulingrin' [bulɛ̃grɛ̃].

Concernant l'adaptation sémantique, il y a des changements remarquables dans le sens des mots empruntés. «L'emprunt à l'anglais n'a pas toujours le même sens en français qu'en anglais. L'emprunt transforme souvent en polysème (un mot à plusieurs significations) en monosème (un mot à une seule signification), c'est-à-dire, que l'anglicisme ne peut pas être utilisé en français dans toutes ses significations anglaises» [Harju 1999: 16]. Ainsi, le sens direct du mot 'blush' dans la langue anglaise est «l'afflux de sang vers le cœur», mais les Français ont emprunté ce mot dans son sens figuré, comme «le soin du visage cosmétique, le fard».

Adaptation sémantique

anglais	français
«blush» – l'afflux de sang vers le cœur;	«blush» – le soin du visage cosmétique, le fard;

«world music» – n’importe quelle musique qui contient plusieurs éléments de la tradition locale ou ethnique;	«world musique» – courant musical des années 1980, issu du jazz, de la musique pop et des musiques extra-occidentales;
«dressing-room» – cabinet de toilette, la pièce pour s’habiller;	«dressing-room» – petite pièce attenante à une chambre à coucher, où sont rangés les vêtements;
«lifting» – le processus du montage.	«lifting» – opération de chirurgie esthétique pour remonter la peau du visage.

3. Types des emprunts. Il y a trois types principaux d’emprunts. Le premier type représente les emprunts dénotatifs. Pas tous les éléments d’origine anglaise sont des emprunts linguistiques.

La plupart des unités empruntées sont liées avec des concepts, des phénomènes de réalité étrangère. Voici un exemple d’emprunts dénotatifs: ‘*leader*’, ‘*label*’, ‘*étiquette*’, ‘*électrocution*’ (*la mort par le courant électrique*), ‘*nylon*’.

Le deuxième type représente les emprunts connotatifs. Au fait, dans la langue française on utilise de nombreux concepts connotatifs qui ont déjà leurs noms français: ‘*week-end*’ (*fin de la semaine*), ‘*baby*’ (*bébé*), ‘*nurse*’ (*bonne d’enfant*), ‘*insane*’ (*insensé*), ‘*barman*’ (*garçon*), ‘*leader*’ (*chef*), ‘*living room*’ (*salle de séjour*), ‘*match*’ (*compétition*).

Enfin, le troisième type représente les emprunts doubles. Les emprunts doubles sont le phénomène d’apparition des anglicismes en français, qui ont une origine française, c’est-à-dire empruntés par la langue anglaise dans les périodes historiques précédentes.

Par exemple, le nom anglais ‘*supremacy*’ vient de l’adjectif français ‘*suprême*’. Emprunté au XVI^e siècle, ce mot est venu au XVII^e siècle en français en forme du nom et a acquis le son français ‘*suprématie*’ [syprɛmasi].

Le nom anglais ‘*loyalist*’ vient de l’adjectif français ‘*loyal*’, emprunté au XVI^e siècle. Au XVIII^e siècle, ce dérivé a été emprunté par la langue française, dans laquelle elle a acquis la forme du nom et le son appropriés: ‘*loyalistes*’ – «adeptes, partisans».

4. Français et les conséquences de son apparition. Depuis longtemps, le phénomène de l’influence de l’anglais sur la langue française provoque beaucoup de débats passionnés.

Du point de vue linguistique, tous les domaines de la société moderne sont influencés par la langue globale et internationale: l’anglais. Empruntés à l’anglais et, dernièrement, à l’anglo-américain, les anglicismes pénètrent dans la langue française. L’unité des néologismes d’origine anglaise ou américaine empruntés par la langue française a reçu le nom «franglais». Ce terme a été popularisé par René Étiemble vers 1964 dans son livre «*Parlez-vous franglais?*».



René Étiemble

Il ne fait aucun doute que la parution de «*Parlez-vous franglais?*» par René Étiemble (1964) représente un moment important dans l’histoire des conceptions de l’influence de l’anglais sur le français. Ce livre a attiré l’attention du grand public et même des linguistes. Malgré le ton polémique et exagéré de ses prétentions, certains linguistes les ont acceptées. Étiemble «dénonce la colonisation langagière du français» [McLaughlin 2010: 1928-1929].

On distingue trois sortes d'anglicismes, qui ont tous pour point commun d'être «empruntés-adaptés»:

- **quasi inévitables.** Il y a les termes entrés dans l'usage courant, par exemple, '*football*', '*week-end*'. Certains mots, propres à l'anglais, figurent dans les dictionnaires au même titre que les vocables purement français. Ils ont souvent leur orthographe légèrement modifiée en français: '*week-end*', prend un trait d'union en français, contrairement à l'anglais, où il s'écrit en un seul mot.

- **critiqués et remplaçables.** Ils représentent les termes dont «l'emploi est critiqué et pour lesquels certains dictionnaires recommandent un synonyme français» [Cziffra 2013]. Par exemple, le Comité d'étude des termes techniques français a recommandé l'usage de '*parc*' comme traduction de '*parking*'. Les mots en «-ing» sont considérés comme étrangers à la prononciation et à la structure morphologique du français. '*Campement*' et '*campisme*', les substituts proposés et un temps utilisés (dans les années 1950), n'ont pas résisté à la force de l'anglicisme.

- **jargon moderne.** Il y a les purs anglicismes employés «parce que ça fait *cool*». «Relevant presque d'un jargon, ils peuvent être associés au monde d'aujourd'hui, aux cadres branchés du monde moderne» [Ibid]. On peut mentionner '*liker*' qui est lié au Internet (apprécier, aimer), '*feed-back*' (réaction), '*c'est fun*' etc.

«Dans tous ces cas, s'ils n'existent pas, des équivalents français pourraient exister. C'est une question de volonté politique mais aussi publique. Prévenir l'arrivée en grand nombre et la fixation des anglicismes et des emprunts en français est l'une des missions de l'Académie française ainsi que des instances gouvernementales» [Ibid].

Ainsi, Jacques Toubon, ministre français de la Culture de mars 1993 à mai 1995, a fait voter la loi Toubon du 4 août 1994 visant à protéger le patrimoine linguistique français et à assurer la primauté de l'usage de termes francophones traditionnels face aux anglicismes. L'emploi des équivalents français est devenu alors obligatoire au sein des administrations et des services publics, en remplacement des termes étrangers. La loi Toubon a aussi rendu obligatoire l'utilisation du français dans la publicité [Loi n° 94-665 du 4 août 1994].



Jacques Toubon

Par ailleurs, l'ancien ministre avait proposé une liste complète de termes français à utiliser à la place des mots anglais (par exemple, '*vacancelle*' pour '*week-end*'). Mais cette loi est, à l'évidence, difficilement applicable. La plupart de ces mots ne se sont de fait jamais imposés face à leurs concurrents anglais. L'emploi des mots anglais reflète une souplesse générale des Français dans leur ensemble. «A l'ère de la mondialisation, l'attachement à son pays et à sa culture n'est pas compatible avec un parler "international"» [Cziffra 2013].

Une question se pose: «Le Français est-il menacé par les mots anglais?». Dans tous les pays, et en France en particulier, on entend des voix proclamer que la langue nationale est en danger. Est-ce vraiment comme ça? Les dictionnaires français évoluent les emprunts à l'anglais à 4% ou 5% du lexique français courant. Si l'on considère les fréquences d'emploi de ces anglicismes, on constate que beaucoup appartiennent à des domaines spécialisés ou semi-spécialisés et sont donc assez peu fréquents dans la langue courante.

Pourtant, cette position est considérée contestable. *On constate que* les nouvelles technologies et l'informatique font partie du quotidien d'un grand nombre de Français. On voit l'apparition de nouveaux appareils informatiques, périphériques, logiciels, applications, sites Internet et autres réseaux sociaux. Ainsi, l'usage, à l'oral au moins, de termes anglais est considérablement croissant.

D'autre part, dans cette liste de termes anglais, beaucoup de termes ont déjà des équivalents français. Selon l'organisation internationale de la Francophonie, le nombre de personnes qui sont vraiment capables de parler français est environ 274 millions et il ne va pas se réduire. Le français est loin de céder ses positions à l'anglais. Et c'est l'Académie française qui est appelée à «veiller à ce que ne soient touchés ni le système phonologique, ni la morphologie, ni la syntaxe» [Ibid]. Ainsi, la langue française s'est transformée beaucoup, mais il n'y a pas de raisons de présumer que le français disparaîtra.

Bibliographie

274 millions de francophones dans le monde. URL: <https://www.francophonie.org/220-millions-de-francophones-dans.html> (date de manipulation: 28.02.18)

Cziffra M., *Franglais et anglicismes: quand le français se met à parler anglais*. URL: <http://www.slate.fr/story/69533/francais-anglais-anglicismes-franglais> (date de manipulation: 28.02.18)

Harju P., *L'analyse morphologique et sémantique des anglicismes dans la presse française contemporaine*, 1999.

Hazelton C., *Comment le français a influencé la langue anglaise*. URL: <http://www.le-mot-juste-en-anglais.com/2013/09/linfluence-du-francais-sur-la-langue-anglaise.html%20> (date de manipulation: 28.02.18)

Histoire en citations. URL: <https://www.histoire-en-citations.fr/citations/etiemble-parlez-vous-franglais> (date de manipulation: 20.02.18)

Le Middle English. URL: <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/monde/anglais3.ME.htm> (date de manipulation: 28.02.18)

L'influence de l'anglais sur le français. URL: <https://www.ouest-france.fr/bretagne/linfluence-de-langlais-sur-le-francais-3773284> (date de manipulation: 25.02.18)

LOI n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française. URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000349929&dateTexte=&categorieLien=id> (date de manipulation: 28.02.18)

Manuscripts and Special Collections. URL: <https://www.nottingham.ac.uk/manuscriptsandspecialcollections/researchguidance/medievaldocuments/languages.aspx> (date de manipulation: 28.02.18)

McLaughlin M., *L'influence de l'anglais sur la syntaxe du français: une étude de cas concernant la voix passive*. Sociolinguistique et écologie des langues DOI. Institut de Linguistique Française, Paris, 2010, pp. 1928-1929.

Partos H., *A quick guide to speaking Franglais*. URL: <https://www.theguardian.com/education/2015/mar/11/a-quick-guide-to-speaking-franglais> (date de manipulation: 28.02.18)

Poirier A., *Franglais row: Is the English language conquering France?* URL: <http://www.bbc.com/news/magazine-22607506> (date de manipulation: 20.02.18)

Smith D-M., *Studies in Clergy and Ministry in Medieval England: Purvis Seminar Studies*, University of York, Borthwick institute of historical research, 1991, pp. 142-150.

Английские заимствования во французском языке и французские заимствования в английском языке. URL: <http://www.hintfox.com/article/anglijskie-zaimstvovanija-vo->

L'EMPRUNT COMME LE RÉSULTAT DE L'INTERFÉRENCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

Liliya Bukina

Université d'État Sociale et Humanitaire

Résumé: Dans cet article l'emprunt est considéré comme le résultat de l'interaction historique, linguistique et culturelle de la France avec l'Angleterre. La langue reflète les changements les plus importants propres à la période concrète du développement historique du pays. À la suite de la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant (XI^e siècle) le français a été imposé et un grand nombre de lexique français a pénétré en anglais. Au cours du XX–XXI^e siècles on observe le processus inverse. Les anglicismes intègrent à tous les niveaux de la langue française en remplaçant et en délogeant les équivalents français.

Mots-clés: emprunt, anglicisme, français, anglais, lexique, langue.

Abstract: In this article the loan is considered as the result of the historical, linguistic and cultural interaction of France with England. The language reflects the most important changes specific to the concrete period of the country's historical development. Following the conquest of England by William the Conqueror (eleventh century) French was imposed and a large number of French lexicon penetrated into English. During the XX–XXI^e centuries one observes the opposite process. Anglicisms integrate into all levels of the French language by replacing and dislodging French equivalents.

Key words: borrowing, anglicism, french, english, lexicon, language.

L'histoire a longtemps lié la France et l'Angleterre et l'influence mutuelle entre les deux langues des deux pays. Entre le XI^e et XVIII^e siècles la langue anglaise a enrichi son vocabulaire de plus de mille mots français. Le rayonnement de la langue et de la culture française, en générale, a été amené par la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant au XI^e siècle. Le lexique étranger faisait partie des domaines différents: *tour*→*tower*, *lampe*→*lamp*, *forêt*→*forest*, *pèlerin*→*pilgrim* etc.

Le plus grand nombre d'emprunts au français arrive au XIV^e siècle. À cette époque, l'anglais absorbe les termes et les expressions françaises abstraits (*influence*, *ticket*, *library*, *variation* etc.).

Selon l'opinion de H. Walter, en observant de nombreux mots que l'anglais a emprunté au français au cours des siècles, on peut constater que la plupart des lexèmes se sont complètement assimilés et paraissent maintenant d'origine anglaise. Plusieurs décennies plus tard, lorsque les mots sont revenus en France, personne n'a su que c'était à l'origine des mots français. «Ce qui est le plus remarquable lorsqu'on examine les milliers de mots passés au cours des siècles du français à l'anglais, c'est qu'ils s'y sont si bien intégrés qu'ils ont, la plupart du temps, l'allure de mots nés en Angleterre» [Walter 1999: 179]. L'auteur donne un grand nombre d'exemples qui appuient cette pensée. Par exemple, le mot '*an apron*' vient du mot '*napperon*' (de l'ancien français): (*naperon* → *apron*); le mot '*a cabbage*' vient du mot français avec un sens métaphorique: '*caboché*' (*caboché* → *cabbage*); *a mushroom*←*mousseron*; *to purchase*←*purchasser* (de l'ancien français); *to toast* (*поджаривать*) ←*toster* (français ancien – «жарить»); *a match* (*спичка*)←*meiche* (français ancien), *la tèche* (*современный*

французский язык). Il est évident que dans le français moderne, la majorité des anglicismes proviennent de la langue française. Dans ce cas, il s'agit des emprunts doubles qui sont d'origine française et qui ont été empruntés à la langue anglaise plus tôt. Cette opinion est partagée par plusieurs savants français, tels que: Jacques Cellard, Bernard Cerquiglini, Alain Rey etc.

Depuis le milieu du XVIII^e siècle a lieu un processus inverse, les mots anglais franchissent La Manche et commencent à pénétrer en France. Au XX^e siècle on voit que la quantité d'anglicismes augmente, et l'Anglicisation du français continue. On observe une invasion des lexèmes anglais et on constate une croissance du rythme de l'intégration des mots anglais dans la langue française. D'abord, de nombreux mots d'origine anglaise sont venus à la langue-destinataire en gardant leur forme graphique. Mais avec le temps, les unités lexicales ont subi des changements, selon la tradition orthographique française (*bowl*→*bol*, *partner*→*partenaire*, *neurosis*→*névrose*). Le linguiste E. Kojevnikova constate que l'analyse des dictionnaires français de la dernière décennie (Larousse, le Petit Robert etc.) met en évidence un nombre croissant du lexique anglo-américain dans celui du français contemporain [Кожевникова 2008: 234].

L'autre confirmation de l'accroissement des emprunts à la langue anglaise dans le système lexicale français peut être le résultat de l'analyse de huit éditions du dictionnaire, qui est publié depuis 1694, à la rédaction de l'Académie française. Les résultats des recherches entreprises par H. Walter concernant le sujet de la croissance des mots d'origine anglaise empruntés par le français, sont présentés par la savante dans son livre «L'aventure des mots français venus d'ailleurs». En se rendant compte des données obtenues, on pourrait affirmer l'augmentation des anglicismes dans la langue française à l'aspect diachronique. Donc la première édition (1694) ne contenait que onze anglicismes, la deuxième (1718) – en a ajouté sept, la troisième édition (1740) s'est enrichie de huit mots anglais, dans la quatrième édition (1762) 54 lexèmes anglais se sont ajoutés. Un nombre total d'anglicismes dans la huitième édition du dictionnaire était 540 mots [Walter 1999: 185–186].

Par conséquent, nous voyons que le nombre de mots anglais dans la langue française est en constante croissance mais il n'est pas encore temps de parler d'une menace qui pourrait planer sur celle-là. «Le dictionnaire des anglicismes» de 1990 compte moins de 3000 mots anglais (ce qui fait 2,5 % du nombre total d'unités lexicales employées en français), dont la moitié s'est déjà vieillie [Rey-Debove, Gagnon 1990]. «Le dictionnaire des mots anglais en français» de 1998 dit que la quantité de mots d'origine anglaise fait 4-5% d'un nombre total d'unités lexicales [Tournier 1998]. Bien que les Français donnent un exemple brillant d'un traitement délicat de leur langue, cependant cette quantité s'accroît constamment.

La langue est un mécanisme vivant qui est en constante évolution (il y a toujours ce qui est mort et ce qui est né de nouveau). Bien que l'Académie française fasse tout son possible pour libérer le français des anglicismes, la langue en est pleine. L'Académie française est responsable de l'apparition des mots anglais dans la langue française. Elle participe au travail des comités spéciaux chargées de proposer des mots et des termes différents apparus en français. La base de données France Terme contenant tous les équivalents français publiés dans le «Journal officiel», par la Commission générale de terminologie et de néologie, est disponible pour tous. Ainsi l'emploi des équivalents français au lieu des vocables anglais devient obligatoire au niveau administratif et d'État.

Selon B. Cerquiglini, jusqu'au XIX^e siècle, l'abondance des mots anglais dans la langue française est générée par le snobisme et par le désir de souligner sa supériorité. Les Français ont suivi la mode venue de l'Angleterre (dans le domaine sportif, touristique et de la consommation des produits), ils imitaient le comportement des Anglais. Ce n'étaient qu'en premier lieu les couches privilégiées de la société. Au XX^e siècle le développement technique représentatif se passe dans l'autre pays Anglophone, aux États-Unis [Cerquiglini 2000: 355].

En fait, bien que les Français préservent leur langue, honorent leur héritage culturel, elle déborde cependant de mots anglais. Les regards des linguistes sur ce problème sont tout à fait différents. Certains pensent que les emprunts enrichissent la langue, la rendent prestigieuse sur la scène mondiale, et d'autres estiment que les mots garantissent la prospérité à la langue. Néanmoins, les opposants sont persuadés qu'il s'agit d'une oppression de la langue, de sa pollution et de l'emploi injustifié des anglicismes.

Donc, aujourd'hui on pourrait constater que le rôle de l'anglais est trop grand. Les mots anglais pénètrent dans de nombreuses langues et le français ne fait pas exception. En effet, il est incontestable que le français soit constitué de plein d'emprunts à l'anglais. Ils sont intégrés à tous les niveaux de la langue française. C'est pourquoi ce problème occupe une place importante dans le système de recherche linguistique des savants français. De plus, il attire aussi l'attention des hommes politiques. En France, on publie trop de livres consacrés au problème de l'abondance des anglicismes. Évidemment, les Français ne sont pas indifférents au problème de la surabondance de la langue nationale par les emprunts anglais et se posent des questions sur la rationalité de l'emploi de l'anglais. Le gouvernement défend les intérêts et la position de la langue nationale à la scène internationale.

Bibliographie

- Cerquiglini B., *Le français dans tous ses états*, Paris, Flammarion, 2000, 415 p.
Rey-Debove J., Gagnon G. *Dictionnaire des anglicismes*, Paris, ERREUR PERIMES Le Robert, 1990, 1150 p.
Tournier J., *Les mots anglais du français*, Paris, Belin, 1998, 623 p.
Walter H., *L'aventure des mots français venus d'ailleurs*, Paris, R. Laffont, 1999, 472 p.
Кожевникова Е.И. Грамматическая ассимиляция англо-американских заимствований по категории рода в современном французском языке (на материале журнальных статей). // Известия Российского государственного педагогического университета им. А.И. Герцена. – 2008, № 74 –1. – с. 233–236.

L'ASPECT PHONÉTIQUE DE LA VARIATION SUISSE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Evguenia Zaytséva

Université linguistique d'État de Moscou

Résumé: Cet article s'ouvre sur une présentation générale de la situation démolinguistique en Suisse, suivie d'un survol historique de l'implantation du français et ses rapports avec les patois. Une section est consacrée aux traits internes aux niveaux différents de la langue qui particularisent le français en Suisse romande. Une attention particulière est faite sur l'aspect phonétique et les traits distinctifs aux niveaux segmental et suprasegmental sont présentés.

Mots-clés: Suisse romande, langue française, phonétique.

Abstract: This article begins with a general presentation of the demolinguistic situation in Switzerland which is followed by history of implantation of French language and its relations with local dialects. A section deals with inner traits of different language levels which distinguish French language in the French part of Switzerland. A particular attention is paid to the phonetic aspect with description of specific traits on segmental and suprasegmental levels.

Key words: French part of Switzerland, French language, phonetics.

Dans le présent travail, nous allons décrire la situation démoulinguistique en Suisse pour ensuite nous pencher sur la partie francophone et l'histoire de l'implantation du français. Comme dans toutes les régions francophones, la variation suisse du français possède des particularités linguistiques qui le distinguent du français de référence. On retrouve des traits distinctifs à tous les niveaux de la langue: lexical, syntaxique, morphologique et, ce qui nous intéresse le plus, phonétique. Nous allons décrire les systèmes vocalique, consonantique et prosodique pour voir quels sont les traits saillants.

1. Situation géolinguistique en Suisse. La Suisse se trouve au centre de l'Europe. C'est une confédération de cantons qui compte plus de huit millions d'habitants [Walter 1977: 33-34]. La Constitution suisse reconnaît quatre langues nationales: l'allemand (63%), le français (22,5%), l'italien (8,1%) et le romanche (0,5%). Au niveau fédéral, les trois premières sont en outre langues officielles tandis que la quatrième est officielle pour les communications entre les autorités fédérales et les résidents de langue romanche [Grin 2010: 2-3]. Sur les 26 cantons que compte la Suisse, 22 sont unilingues: dix-sept ne parlent que l'allemand, quatre sont francophones (Vaud, Neuchâtel, Genève, Jura) et un est italophone (Tessin). Parmi les quatre cantons qui restent, trois sont bilingues français-allemand (Valais, Berne, Fribourg) et un est trilingue allemand-italien-romanche (Les Grisons) [Manno 2007: 1]. Les langues non nationales les plus fréquentes sont actuellement: l'anglais (4,9%), le portugais (3,7%), l'albanais (3,0%), le serbe/croate (2,4%), l'espagnol (2,2%) etc.

L'emploi des langues dans les entités politico-administratives de la Suisse est régi par le principe de territorialité, selon lequel la ou les langues locales servent de langues administratives. En vertu de ce principe, chacun des 26 États confédérés (les cantons) décide de la ou des langues bénéficiant d'un statut officiel sur son territoire et de leurs modalités d'emploi [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 213-214]. Corrélativement, les langues nationales en dehors de leur territoire n'ont aucun statut particulier [Manno 2007: 4]. Il en résulte quatre zones linguistiques séparées par les frontières plus ou moins nettes: la Suisse alémanique au nord et au centre du pays, la Suisse romande (francophone) à l'ouest, la Suisse italienne au sud, et enfin la région romanchophone au sud-est.

2. Suisse romande. La Suisse francophone, appelée aussi Suisse romande ou Romandie, est formée de quatre cantons unilingues (Genève, Jura, Neuchâtel, Vaud) et de trois cantons officiellement bilingues français-allemand (Fribourg, Valais, Berne).

2.1. Implantation du français. La Suisse romande fait partie des territoires les plus anciennement francisés: les tribus autochtones ont été conquises par Rome vers le I^{er} siècle de notre ère. Après une période médiévale initiale, une diglossie s'est progressivement installée entre le français d'une part (d'abord essentiellement sous forme écrite) et les différents patois galloromans. La Suisse romande moderne se trouvait dans l'aire des patois oïliques: le franc-comtois débordant dans le territoire du Jura suisse et le francoprovençal englobant le reste du territoire [Thibault 2004: 130].

Le phénomène de substitution du français aux patois a une longue histoire, mais celle-ci s'accélère brusquement au XIX^e siècle dans les régions protestantes (les cantons de Neuchâtel et Genève) et au XX^e siècle en zone catholique (les cantons du Valais, de Fribourg, du Jura et de Vaud) [Ibid]. La Suisse romande s'est orientée vers la norme hexagonale qui a favorisé l'extinction des dialectes locaux. Aujourd'hui les pourcentages des personnes qui parlent le patois sont pratiquement insignifiants: 0.7% de la population romande indiquent le dialecte et le français comme langue de famille alors que le patois seul n'est utilisé que par 0.3% [Lüdi, Werlen, Colombo 2005: 39].

3. Particularités du français. Le français de Suisse romande présente un certain nombre de caractéristiques sur tous les niveaux d'analyse: lexical, morphosyntaxique et phonétique, qui permettent de le différencier du français de référence. La variation suisse du français se caractérise en bonne partie de la perpétuation d'un certain nombre d'archaïsmes du français et

de traits provenant des anciens parlers gallo-romans, et en outre par des germanismes et des innovations [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 213-214].

3.1. Variation lexicale. Un certain nombre de particularités lexicales sont des archaïsmes, disparus du français standard contemporain: '*déjeuner*', '*dîner*' et '*souper*', dénominations des trois repas principaux de la journée; le verbe '*heurter*' signifie «frapper» (à la porte). Les numéraux '*septante*', '*huitante*' et '*nonante*' pour '*soixante-dix*', '*quatre-vingts*' et '*quatre-vingt-dix*' pourraient être classés parmi les archaïsmes-dialectalismes, vu l'ancienneté de leur déclin dans l'usage central du français et leur vitalité sans concurrence dans les dialectes romands [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 218; Thibault 2004: 141].

Parmi les régionalismes on trouve un emploi particulier de l'adverbe '*assez*' qui s'emploie dans le sens de «volontiers, bien» ('*Je viendrai assez*' signifie «Je viendrai volontiers») [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 219]. Dans la catégorie des dialectalismes, on relève de nombreux calques sémantiques, tel le sens «faire bouillir (de l'eau)» du verbe '*cuire*' ou de l'adverbe '*loin*' servant à exprimer l'absence ('*il est loin*' = «il est sorti», '*mettre loin*' = «ranger») [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 219; Thibault 2004: 137].

Les emprunts à l'allemand sont très nombreux vu les contacts séculaires entre les deux langues. Dans la vie de tous les jours on utilise des mots allemands tels que '*poutser*' = «nettoyer», '*bancomat*' = «distributeur automatique des billets», '*natel*' au lieu de «téléphone portable», '*schlouk*' qui signifie «une gorgée», '*witz*' pour dire «blague, plaisanterie» [Thibault 2004: 137].

3.2. Variation syntaxique. Parmi les particularités syntaxiques les plus saillantes, on mentionnera d'abord l'emploi du passé surcomposé dans les propositions indépendantes, chargé d'évoquer un passé lointain: «*J'ai eu travaillé à la compagnie, il y a trente ans en arrière*»; «*On m'a eu offert jusqu'à huit cents francs*» [Ibid: 8]. De nombreuses prépositions affichent un usage particulier: '*aider à qn*' (héritage du français classique) [Lüdi 1981: 88], '*attendre sur qn*' et '*s'intéresser pour qch*' (les emprunts au dialecte alémanique) [Knecht 1985: 147]. Parmi les verbes modaux, l'emploi de '*oser*' s'emploie avec le sens de «avoir permission de» («*Les chiens et les chats n'osent plus errer*»); '*vouloir*' est auxiliaire exprimant le futur proche («*Tu veux t'ennuyer dans le chalet tout seul*») [Thibault 2004: 139].

3.3. Variation morphologique. Au niveau de la morphologie, on peut remarquer une grande quantité de mots construits avec le suffixe «-ée»: '*tombée*' – «petite quantité de liquide qui tombe»; '*crachée de neige*' – «chute de neige»; '*gonflée*' – «ivresse» [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 220]. On trouve aussi les dérivés régressifs qui sont appelés «participes tronqués» ou «adjectifs déverbaux»: '*enfle*' – «enflé»; '*trempe*' – «trempé, mouillé». Dans le domaine de la féminisation des titres de professions et des métiers, il y a une certaine liberté qui n'est pas encore normative en français de référence. Ainsi il n'est pas rare de trouver des mots comme '*cheffe*', '*colonelle*', '*policrière*', '*préfète*', '*procureure*', '*pasteure*', '*professeure*', '*auteure*', '*écrivaine*' [Thibault 2004: 139].

4. Variation phonétique. C'est surtout au niveau de la production phonique (segmentale et suprasegmentale) que les accents romands sont identifiables par leurs locuteurs. Ces derniers interprètent les indices phoniques pour identifier la provenance de leurs interlocuteurs, et ils le font par rattachement à quelques accents prototypiques: fribourgeois, genevois, jurassien, neuchâtelois, valaisan et vaudois [Detey, Durand, Laks, Lyche 2010: 221]. On ne peut pas donc parler de «l'accent suisse», mais plutôt des variétés romandes au pluriel. Cela peut être expliqué par des facteurs politique et géographique: les cantons présentent des entités très marquées avec leurs propres habitudes de l'enseignement et puis les frontières naturelles séparent les régions au sein du même canton ce qui se reflète sur la prononciation. Ainsi les Neuchâtelois peuvent identifier les habitants du Haut (les Montagnes neuchâteloises) et ceux du Bas (le Littoral) selon leur accent [Ibid: 218].

4.1. Voyelles. C'est surtout par son système vocalique, conservateur, que le français de Suisse romande se singularise. Contrairement au français de référence, les variétés romandes

ont conservé l'opposition de longueur en syllabe finale fermée ('*belle*' [bɛl] vs '*bêlé*' [bɛ:l]) et ouverte ('*vit*' [vi] vs '*vie*' [vi:]), où elle remplit souvent le rôle de marqueur morphologique de féminin ('*bleu*' [blø] vs '*bleue*' [blø:]). Cette corrélation, héritage du français classique, permet de connaître un système maximal de plus d'une vingtaine de phonèmes vocaliques [Detey, Racine, Kawaguchi, Eychenne 2016: 44].

Dans les cantons de Genève, de Vaud et du Valais, l'opposition de longueur en syllabe finale ouverte s'accompagne très souvent pour [e], et parfois pour [i], d'une diphtongaison ('*année*' [ane:j], '*vie*' [vi:j]). Dans certaines régions seulement (par exemple Vaud), on observe la vitalité de l'opposition entre [a] et [ɑ] en syllabe finale, qui se combine parfois avec une différence de durée ('*patte*' [pat] vs '*pâte*' [pa:t]), alors que, dans d'autres régions (par exemple Neuchâtel), seule la durée permet d'opposer ces deux mots ('*patte*' [pat] vs '*pâte*' [pa:t]) [Ibid: 45].

À la différence des règles phonétiques du français de référence, le phonème /ɔ/ correspond typiquement à des graphies telles que «-ot», «-op», «-oc»: '*abricot*' [abʁikɔ], '*trop*' [tʁɔ], '*croc*' [kʁɔ]. On trouve ce phonème à la fin des mots résultant de troncations et graphies en «-o»: '*vélo*' [velɔ], '*piano*' [pjano]. La distribution des voyelles [ø] et [œ] n'obéit pas à la loi de la position ainsi elles ne s'opposent pas dans la paire '*jeûne* – *jeune*', où on n'entend que [ø] ([ʒø:n]). Le [ø] se retrouve prolongée en syllabe fermée dans des mots où on ne l'attendrait pas selon la norme: '*neuve*' [nø:v], '*gueule*' [gø:l] [Detey, Racine, Kawaguchi, Eychenne 2016: 44; Thibault 2004: 136].

Pour les nasales, on peut relever le processus de neutralisation de l'opposition /ɛ̃-œ̃/ au profit de [ɛ̃], qui, s'il est achevé à Genève, semble encore en cours dans les autres régions. Ainsi, si les locuteurs romands plus âgés opposent toujours les nasales de '*brun*' et de '*brin*', cela ne semble plus être le cas chez les plus jeunes [Detey, Racine, Kawaguchi, Eychenne 2016: 45].

Enfin, si on parle des semi-voyelles, il est à noter que le français de Suisse romande privilégie la diérèse là où le français de référence ne connaît que la synérèse ('*mouette*' [mu.ɛt] et '*nuage*' [ny.aʒ] en Suisse romande, contre [mwɛt] et [nyʒ] en français de référence). Lorsqu'il y a diérèse, [i] s'accompagne généralement de l'insertion de la glissante correspondante [j] ('*lion*' [li.jɔ̃], '*reliure*' [ʁɛli.jyʁ] en Suisse romande contre [ljɔ̃] et [ʁɛli.jyʁ] en français de référence) [Ibid].

4.2. Consonnes. Si toutes les consonnes du français de référence sont aussi des consonnes du français de Suisse romande, deux consonnes de l'adstrat germanique s'y ajoutent pour les emprunts, plus ou moins solidement selon les régions: il s'agit de /h/ en attaque syllabique ('*Hochdeutsch*' [hoχdɔjʃ]) et de la fricative /χ/ ('*Bach*' [baχ]). Les variétés de la zone recouvrant approximativement les cantons de Neuchâtel, de Berne et du Jura sont aisément identifiables par la présence d'une réalisation assourdie de /R/ et produite avec un haut degré de friction ('*ça crée*' [sakʁe]) [Ibid].

Les affriquées /ts/, /dz/, /tʃ/, /dʒ/ et /kχ/ des patois et/ou de l'alémanique sont intégrées au français le plus souvent en tant que groupes de phonèmes, en attaque ou en coda de syllabe: '*zwieback*' [tsvibak] – «biscotte légèrement sucrée» (germanisme); '*mèdze*' [mɛdz] – «guérisseur» (dialectalisme), '*totché*' [toʃe] – «gâteau salé à la crème aigre» (dialectalisme); '*djresse*' [dʒes] – «perchoir à poules» (dialectalisme) [Thibault 2004: 134].

Enfin, certains particularismes peuvent être attribués au substrat dialectal. Ainsi, en Valais, les dentales tendent à se palataliser en contact avec yod ('*tiens*' [tʃɛ̃]). De même, on a pu observer, chez certains locuteurs valaisans et jurassiens bernois notamment – mais ce trait s'étend probablement aussi à d'autres régions romandes – une simplification du groupe /vw/ en position initiale en [w] ('*voiture*' [waty:ʁ]) [Detey, Racine, Kawaguchi, Eychenne 2016: 45; Thibault 2004: 135].

4.3. Prosodie. Les variétés romandes sont aussi connues pour se démarquer du FR sur le plan prosodique. Alors qu'en FR, la dernière syllabe d'un groupe prosodique est marquée d'un

accent primaire, les variétés romandes connaissent quant à elles un contour intonatif porté par les deux dernières syllabes d'un groupe prosodique et caractérisé par une montée mélodique sur la syllabe pénultième («*Tu as toute une ambiance*»; «*Je préfère l'accent vaudois*»). Ce contour particulier semble sensible à la fois à l'âge des locuteurs ainsi qu'à la vitesse d'articulation: plus un locuteur est âgé et plus la vitesse d'articulation est lente, plus il y a de chance de percevoir une syllabe pénultième comme proéminente [Detey, Racine, Kawaguchi, Eychenne 2016: 46].

Les médias ont depuis très longtemps véhiculé l'idée que les Suisses romands ont un débit de parole lent. Des études récentes le confirment en partie. Elles montrent en effet que, d'une manière générale, les locuteurs suisses romands articulent plus lentement que les locuteurs parisiens. Ce paramètre semble toutefois sensible à l'âge – les jeunes articulant plus rapidement que les locuteurs plus âgés – mais de manière différente selon les variétés romandes concernées, les Genevois, Vaudois et Neuchâtelois se démarquant des Valaisans, chez qui le facteur âge est moins prépondérant [Ibid].

5. Conclusion. La Suisse est un pays multilingue avec 4 langues nationales parmi lesquelles le français occupe le deuxième place selon le nombre des locuteurs. Pourtant on ne peut pas parler du français de Suisse mais plutôt des variétés romandes avec 6 accents prototypes vu la différence significative entre les cantons francophones. Quand même on peut dégager les traits distinctifs à tous les niveaux de la langue et les présenter dans l'ensemble. Ainsi si on prend le niveau phonétique, c'est surtout la pertinence de durée qui marque le système vocalique et permet de connaître un système maximal de plus d'une vingtaine de phonèmes vocaliques. Pour la consonantisme il faut mentionner deux consonnes d'adstrat germanique et les affriquées. Dans la prosodie on observe le contour intonatif particulier avec une montée mélodique sur l'avant-dernière syllabe.

Ainsi la variété suisse de la langue française fait partie de la diversité francophone du monde entier et présente un grand intérêt du point de vue linguistique.

Bibliographie

Andreassen H., Lyche C. Le français du canton de Vaud: une variété autonome, in: Brohy C., Plurilinguisme, diglossie et minorités: le cas de la Suisse, Lengas, 2013.

Andreassen H., Maître R., Racine I. Le français en Suisse: éléments de synthèse, in: Detey S. et al. (ed.), Les variétés du français parlé dans l'espace francophone. Ressources pour l'enseignement, Paris, Ophrys, 2010, pp. 211-231.

Detey S., Durand J., Laks B., Lyche C. Les variétés du français parlé dans l'espace francophone. Ressources pour l'enseignement, Paris, Ophrys, 2010, pp. 213-227.

Detey S., Racine I., Kawaguchi Y., Eychenne J. La prononciation de français dans le monde. Du natif à l'apprenant, Paris, SEJER/CLE International, 2016, pp. 44-48.

Grin F., L'aménagement linguistique en Suisse, Genève, 2010.

Lüdi G., Werlen I., Colombo S. Le paysage linguistique en Suisse. Recensement fédéral de la population 2000, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique, 2005.

Lüdi G., Sémantique, syntaxe et forme casuelle. Remarques sur la construction *aider à qn* en français romand, Vox Romanica, 1981, pp. 85-97.

Métral J.-P., Le vocalisme du français en Suisse romande. Considérations phonologiques. Cahiers Ferdinand de Saussure, 1977, pp. 145-176

Manno G., La situation du français en Suisse: considérations démolinguistiques et de politique linguistique, Constellations francophones, 2007.

Thibault A., Suisse, in: Reutner U. (ed), Manuals of Romance Linguistics, 2004, pp. 128-149.

Thibault A., Knecht P. Dictionnaire suisse romand. Particularités lexicales du français contemporain, Genève, Zoé, 2004.

Walter H., La phonologie du français, Paris, P.U.F., 1977, pp. 33-34.

LES DIFFICULTÉS DE LA TRADUCTION DES BANDES DESSINÉES FRANÇAISES (LE CAS DE LA BD «ASTÉRIX ET LA SERPE D'OR»)

Valeria Proudnikova

Université d'État Sociale de Russie

Résumé: L'objet de cet exposé consiste à expliquer les difficultés de la traduction des bandes dessinées (BD) françaises appartenant au texte créolisé, ainsi qu'à montrer comment on pourrait surmonter ces difficultés en faisant la traduction de la BD. Dans cet article la BD est examinée en tant que phénomène linguistique et socioculturel. On évalue la possibilité et l'efficacité de l'emploi des transformations de traduction (lexicales, grammaticales, stylistiques) pour transmettre pleinement la beauté de la langue d'origine de la BD.

Mots-clés: bandes dessinées françaises (BD), texte créolisé, niveau graphique, niveau phonétique, transformations de traduction (lexicales, grammaticales, stylistiques), systèmes verbal et non-verbal.

Abstract: The purpose of this research is to find and to explain the difficulties of French-language comics translation which is considered as a creolized text, and also to determine their impact on translation. The author examines French-language comics as a linguistic and sociocultural phenomenon and estimates the possibility and the efficiency of using translation transformations (lexical, grammatical, stylistic) to fully convey the beauty of the original language of French-language comics.

Key words: french-language comics, creolized text, graphetic level, phonetic level, transformations of translation (lexical, grammatical, stylistic), verbal and non-verbal systems.

La bande dessinée, en tant que phénomène culturel, combinant les traits de la littérature et des beaux-arts, a gagné beaucoup de popularité dans les pays francophones dans les années 1920–1930 [Комиксы]. Depuis ce temps-là, cela fait près d'un siècle, et l'on peut dire que ce genre littéraire s'est solidement implanté dans la culture française. La bande dessinée est intéressante non seulement pour les lecteurs lambda, mais aussi pour les linguistes, car elle reflète les changements dans la langue française actuelle, dans les domaines culturel et social des pays francophones. La langue française a assimilé non seulement l'abréviation BD, mais aussi les mots dérivés comme '*bédéphile*', '*bédéique*' et '*bédéiste*' [Преображенская 2016: 57]. Cela signifie que l'expression «bande dessinée» est souvent utilisée. Elle est très populaire et importante pour toute la société française. En France à peu près 65% des adultes et 85% des enfants aiment lire la BD, et maintenant la BD est considérée comme le neuvième art [Комиксы].

Au cours de la recherche on a constaté que la BD appartient au texte créolisé, composé de signes de différents systèmes: verbal et non-verbal. C'est pourquoi la traduction de la BD a certaines particularités.

Tout d'abord, l'utilisation des transformations de traduction (lexicales, grammaticales, stylistiques) est impossible hors du contexte ou en marge de l'environnement linguistique, puisque la BD est un phénomène linguistique et socioculturel, qui a une représentation particulière du texte avec la concision, les jeux de mots, les expressions idiomatiques, les néologismes. Tout cela est moins présent dans les autres genres littéraires. Deuxièmement, les émotions, l'humeur des personnages, l'atmosphère de la BD sont exprimées sous une forme graphique. Or, la tâche d'un traducteur consiste à reproduire tout cela de la manière la plus précise. En combinant les images et le texte, il doit préserver la beauté de la langue d'origine.

La BD qu'on a décidé d'analyser, a été créée en 1962 par René Goscinny, qui a développé le sujet, et Albert Uderzo, qui a dessiné les images pour la BD. En 2017 la traduction de cette BD en russe a été réalisée par le traducteur M. Khachaturov.

Les difficultés de la traduction sont présentes à chaque niveau de la BD (graphique, phonétique, lexicale et syntaxique), ce qui rend compliquée la traduction de ce genre littéraire. Examinons les difficultés de la traduction à chaque niveau de la BD et analysons les choix du traducteur.

Niveau graphique. Il y a beaucoup de trucs graphiques à ce niveau pour exprimer les émotions du personnage, la vitesse et la dynamique des mouvements. On les utilise parce que le dessin doit être extrêmement réel. Le traducteur doit prendre en compte ces éléments (le changement de couleurs, le changement de police, l'addition des éléments graphiques) pour trouver la meilleure option pour la traduction. Prenons une citation suivante: «*Donnez-nous votre or!*» (рус. «*А ну, гони золото!*»). Dans ce cas le traducteur a ajouté l'interjection «*А ну*» et il a changé la structure grammaticale pour transmettre l'atmosphère de cette scène.

Niveau phonétique. En règle générale, les dialectes, les accents des personnages représentant une région hors de la France ou bien le fait qu'un personnage zozote ne sont pas transmis dans les autres langues, mais le traducteur M. Khachaturov a pu le faire [Lehtinen 2013: 59]. C'est comme ça qu'il a préservé les particularités du discours du personnage ayant des défauts de prononciation grâce aux consonnes fricatives en russe. Ainsi, une phrase «*Soyez les bienvenues!...Une chambre?*» (ce qui signifie «*Soyez les bienvenues!...Une chambre?*») a été traduite en russe d'une manière suivante: «*Топро пошаловайт! Шелаете номер на нотий?*»

Niveaux lexical et syntaxique. À ces niveaux le traducteur utilise les transformations de traduction lexicales, grammaticales et stylistiques [Комиссаров 2017: 72]. Le traducteur a non seulement relevé les défis au niveau phonétique mais aussi il a développé la signification de la phrase du personnage en utilisant une transformation lexicale, notamment la modulation.

En ce qui concerne la transformation grammaticale, il faut dire qu'au cours de la recherche on a découvert qu'elle n'est presque pas utilisée. Cela est lié à la concision et à la simplicité des structures grammaticales, ce qui s'explique par le manque de place dans la BD [Столярова 2010: 433]. En tant qu'exemple on peut citer une réplique avec une construction descriptive à la fin «*Que de monde! Comment peut-on vivre ici?.. L'air est vicié!*» qui a été remplacée par la construction avec un verbe et un pronom: «*Ну и народу! Как они здесь живут?.. Дышать нечем!*» On peut constater que le traducteur a préservé à la fois le sens et le charisme du personnage.

Habituellement, les BD sont pleines de jeux de mots, d'expressions idiomatiques, de caricatures, ce qui cause des difficultés pour la traduction. Dans ce cas le traducteur doit utiliser les transformations stylistiques. Par exemple, en travaillant sur la phrase «*Une Serpe!? Mais c'est très difficile de trouver des serpes à Lutèce en ce moment!*» le traducteur a introduit une expression idiomatique: «*Да их в Лютеции днем с огнем не сыскать!*». Cette substitution s'est avérée d'être un bon choix, parce que l'expression idiomatique russe est plus proche pour notre esprit et plus intelligible pour les lecteurs russes.

Examinons la scène où Obélix chante la chanson «*Douce Gaule*»: en réalité, cette chanson n'existe pas. Alors, on peut supposer que c'est la chanson de Charles Trenet «*Douce France*» qui était très populaire pendant les années soixante en France. Le traducteur russe a remplacé cette célèbre citation française par la première phrase de la chanson russe «*Où commence la Mère-Patrie?*» («*С чего начинается Родина?*») qui était aussi très populaire pendant les mêmes années, mais en Russie.

Enfin, il y a une autre difficulté liée au jeu de mots faisant référence aux noms propres. Dans cette BD il y a un personnage *Gracchus Pleindastus* dont le nom (littéralement «*plein d'astuces*») est par lui-même éloquent et signifie que cet homme est rusé et malin: à vrai dire, il représente le Mal absolu dans cette BD. Mais dans la traduction russe il a été nommé *Гракх Нолемоций*. On se demande quel rapport existe entre le nom original et le nom traduit. La

réponse est très simple: dans la BD ce personnage est représenté comme un homme qui s'ennuie toujours à mourir. C'est pourquoi le choix du traducteur était absolument correct. En outre, il a pu préserver le jeu de mots.

Conclusion. Au cours de notre recherche, on a démontré que la traduction de la BD est liée à toutes sortes de difficultés qui proviennent avant tout des différences considérables entre les langues et les cultures. Pour faire une bonne traduction et préserver les caractéristiques uniques de la BD, un traducteur devrait employer les transformations de traduction (lexicales, grammaticales, stylistiques), maîtriser parfaitement la langue cible et la langue maternelle. Toutes ces choses dépendent de sa personnalité, de son talent et de sa créativité. L'étude de la bande dessinée française du point de vue linguistique, notamment en ce qui concerne sa traduction, ouvre de nouvelles possibilités et perspectives dans ce domaine et contribue au dévoilement des tendances contemporaines du développement de la langue française ainsi que rend plus accessible la compréhension du monde francophone.

Bibliographie

Lehtinen R., Mémoire de maîtrise. Stratégies de traduction des bandes dessinées: Le cas d'Astérix, Université de Tampere, Institut des études de langues, littérature et traduction.

URL: <http://tampub.uta.fi/bitstream/handle/10024/94618/GRADU-1385032432.pdf;sequence=1>

Soriano S., L'interjection dans la BD: réflexions sur sa traduction, La revue Meta, 1999, vol. 44, n° 4, pp. 582–603.

Комиксы в Европе. История комиксов. URL: <http://www.comixy.narod.ru/evrocom.htm> (date de manipulation: 11.11.2017)

Комиссаров В.Н. Теория перевода (лингвистические аспекты): Учебник. – Москва: Альянс, 2017. – 254 с.

Преображенская О.А. Фрагмент лингвокультуры Франции: комиксы и их экранизация / Девятая межвузовская научно-практическая конференция «Палитра языков и культур», СПб, 15–16 ноября 2016 г. / СПбГЭ-ТУ «ЛЭТИ», СПб, 2016, С. 57–59.

Столярова Л. Г. Синтаксическая специфика языка комиксов. // Известия ТулГУ. – Гуманит. науки. – вып. №2, 2010. – С. 431-436.

L'APERÇU LINGUISTIQUE DU SUD-EST DU NOUVEAU-BRUNSWICK FACE À LA DOMINATION DE L'ANGLAIS

Vladimir Albansky

Université d'État de la région de Moscou

Résumé: L'objet de cet exposé est de montrer les spécificités de la langue hybride – le chiac – issu du contact intensif du français avec l'anglais dans la ville de Moncton au Canada. On examine le problème du fonctionnement du chiac dans la vie courante des francophones au moyen du corpus virtuel recueilli à l'aide du site *reddit.com*. Les recherches se manifestent dans le cadre des principes de la variation linguistique issue des conditions sociales et historiques des locuteurs natifs.

Mots-clés: discours virtuel, chiac, Nouveau-Brunswick, Moncton, Canada.

Abstract: The article deals with the role and co-existence of Chiac – local French variant in Moncton city (Canada). Chiac's features are emphasized and researched within the framework of virtual discourse on the *reddit.com* site. The problem of Chiac's functioning is

outlined. The research dwells upon the principles of language variability in the context of social and historical living conditions of native speakers pointing out the last changes in the foreign aspect.

Key words: virtual discourse, Chiac, New Brunswick, Moncton, Canada.

La présente recherche s’effectue dans le cadre de l’étude de la variation du statut du français au sein des Etats francophones. On examine dans cet article le domaine acadien au Canada où le français a pénétré avec les premiers locuteurs (colonisateurs) issus de la côte atlantique de la France (Poitou, Saintonge, Onis). Aujourd’hui ce sont les provinces Maritimes (Atlantiques) qui ont englouti le territoire de l’ancien Acadie: Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile-de-Prince-Edouard, Terre-Neuve-et-Labrador.

Les recherches se manifestent dans la région sociolinguistique repartie au sud-est du Nouveau-Brunswick dans la région de la ville de Moncton où la situation linguistique a permis d’apparaître un nouveau code oral – le chiac. Il est principalement répandu dans la zone urbaine et inclut aussi Memramcook et Shédiac.

Le chiac est le résultat du contact intensif du français avec l’anglais. La situation actuelle c’est la conséquence de la déportation des Acadiens par les Anglais en 1755–1763. Après quoi les derniers ont reçu le droit de revenir à sa patrie mais la situation économique et social a changé totalement. Les Anglais sont devenus la population majoritaire avec leur langue. C’est pourquoi les Acadiens ont été obligés de s’intégrer dans leur système politique et économique [Башкиров 2014: 79-80].

L’objectif de cette étude est de présenter une analyse du corpus virtuel (cf. le site reddit.com) qui inclut plusieurs spécificités du chiac.

Le terme «*chiac*» est assez difficile à interpréter. Les locuteurs témoignent volontiers de son existence comme «hybride linguistique équilibré entre le français et l’anglais» [Chiac].

C. Voisin marque que les locuteurs interrogés ont des avis divergents au sujet du chiac: pour certains, il s’agit avant tout d’un dialecte; pour d’autres, d’un mélange de français et d’anglais, où l’importance du français traditionnel acadien est parfois mise en avant. Dans certains cas, le terme est aussi employé comme «ethnique», pour désigner des personnes de la région de Moncton qui parlent (ou sont censées parler) la variété linguistique homonyme [Voisin 2016: 103].

En effet, bien que le chiac continue en partie d’être stigmatisé, il s’est fait une place dans le paysage linguistique de la région, notamment grâce à certains médias locaux et à plusieurs artistes qui ont fait le choix de l’utiliser, comme par exemple le groupe de musique Radio Radio. A l’heure actuelle, on constate aussi que le chiac est bien présent sur Internet, en particulier à travers de nombreuses productions disponibles sur YouTube [Voisin 2016: 104-105].

L’analyse proposée ici s’appuie sur le corpus virtuel du chiac relevé sur le site *reddit.com*. Le cyberspace présente aujourd’hui un nouveau environnement socioculturel qui touche tous les cotés de la communication. On constate que le cyberspace en tant qu’un nouveau milieu de la communication est devenu l’objet d’étude des recherches discursives [Лютвинова 2009: 26].

En plus il est à noter que le chiac est un code oral réservé au couches sociales déterminées: la famille, les amis, les employés francophones, les adolescents [Violette 2010: 163-164; LeBlanc 2014: 162]. Ainsi le chiac a reçu son écriture par le biais de la communication virtuelle c’est-à-dire il y a la possibilité de dégager ses traits les plus pertinents. On peut donc examiner les voies de l’assimilation du lexique anglais dans la matrice française.

L’analyse des répliques a permis de regrouper les anglicismes en trois groupes: les items adaptés, non-adaptés et restructurés. En voici des exemples:

1. adaptés	2. non-adaptés	3. restructurés
a) J’ai recordé le <u>voice clip</u> pour le <u>guy</u> [Replies].	a) Toi tu penses à des skirts [Replies].	a) Les <u>talks</u> avec Cuba ont back opené up [Replies].

b) Si ça te tente de me sender un PM ¹ <u>go right ahead</u> [Replies].	b) Ça serait maybe pas la worst idea [Replies].	b) Y'avait un slackais dans le mitan ² de la <u>way</u> [Le chiac].
-------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------

On voit donc que les anglicismes adaptés sont formés d'après le schéma suivant:

- participe passé – verbe anglais + terminaison française «-é»: **recordé**, **opené up**;
- infinitif – verbe anglais + terminaison française «-er»: **sender**.

Encore des exemples:

- *jetions³ oublier de **caller un tow truck pour me destucker** [«Little»];*
- *jva **checké ça out quand jredige des rapports for sure** [Replies] etc.*

La première «a» et la troisième «a» phrases (cf. la table dessus) montrent ainsi que le passé composé est formé à l'aide d'un anglicisme incorporé: verbe auxiliaire français + verbe anglais + terminaison du participe passé français «-é»:

- *J'ai **recordé** ...*
- *Les talks ... **ont back opené up**.*

La structure du verbe syntagmatique (phrasal verb) 'to open up' est gardée ici sauf la terminaison française.

Dans les répliques suivants on observe l'incorporation des emprunts dans la structure des temps (le futur immédiat dans le passé et le futur proche) et du mode conditionnel présent:

- *On a essayé de **setter up** une ramp at one point but on a figuré qu'on allait se **masher** la face so on la même pas essayé [Replies].*
- *Tu vas aimer la way ta skirt va **hanger** dans la grouse⁴ walk-in closet! [This chiac].*
- *Well basically ej cherche du monde qui **minderaiet** pas me parler pour une heure ou deux [Looking].*

En ce qui concerne les emprunts non-adaptés il faut signaler qu'ils sont les plus nombreux. Les anglicismes remplacent ici les mots et les groupes des mots français. Ce sont le plus souvent les noms, les verbes et les adverbess (cf. lae table: phrases 2a et 2b et les mots soulignés).

Les emprunts restructurés sont les anglicismes qui ont subi la transformation sémantique c'est-à-dire ils ont acquis le sens tout à fait différent de celui du français et de l'anglais. Un exemple de tel changement du sens présente M.-E. Perrot: «Je vais **back watch-er ces funny movieS**» («Je vais à **nouveau** regarder ces films drôles»). Elle explique qu'une particule adverbiale au sens restreint, postposée à un nombre limité de verbes anglais, a fait l'objet d'une restructuration complexe: sa position a changé, son sens et sa portée se sont élargis [Perrot 1998: 220]. La troisième phrase «a» dans la table a le même sens. La troisième phrase «b» présente un autre type de restructuration. Ici le mot anglais 'slack' («inaction, passivité») reçoit le suffixe français «-ais» qui est utilisé avec les noms ethniques (anglais, français, polonais etc.). En fin de conte nous avons le mot particulier en chiac avec son propre sens: 'un **slackais**' ce qui signifie «le bouchon».

Il s'en suit de cette recherche que la zone urbaine du sud et du Nouveau-Brunswick est devenue le domaine de l'apparition d'un nouveau code – le chiac. Il est employé par les francophones dans le discours principalement non-formel et sert d'une marque identitaire – un code parlé par nous [Chiac].

Le discours virtuel nous a permis de dégager les traits particuliers du chiac. Apparu en tant qu'un code oral le chiac pénètre ainsi sur le plan écrit. Alors on peut constater que l'influence de l'anglais est assez forte au niveau de la lexique: les emprunts non-adaptés sont les plus nombreux; les anglicismes adaptés occupent la deuxième place et enfin les items sémantiquement restructurés sont les derniers. Les emprunts adaptés prennent part à la

¹ Private message (anglais).

² Dans le mitan (français acadien) = au milieu de (français standard) [Base de données].

³ Le trait typique pour le français acadien c'est l'utilisation du 'je collectif'.

⁴ grous (-se) (*Poitou*) – gros (-se); le français acadien a gardé plusieurs mots régionaux d'où ils proviennent qui sont aujourd'hui les archaïsmes par rapport au français de référence. Ainsi ces mots entre dans le lexique du chiac.

formation des temps composés (passé composé, futur immédiat dans le passé, conditionnel présent et futur proche).

Bibliographie

Base de données lexicographiques panfrancophones. Acadie. URL: <http://www.bdlp.org/accueil.asp?base=AC> (date de manipulation: 04.01.2018)

Chiac. Historica Canada. URL: <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/chiac/> (date de manipulation: 04.01.2018)

LeBlanc M., Les atouts et avantages du bilinguisme à Moncton: entre discours et réalité. Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society, 2014, n° 4, pp. 154-174.

Le chiac comme langue officielle. URL: https://www.reddit.com/r/Quebec/comments/of8zu/le_chiac_comme_langue_officielle/ (date de manipulation: 04.01.2018)

«Little violence» as Hells Angels make their return to the Maritimes. URL: https://www.reddit.com/r/canada/comments/5kmv8b/little_violence_as_hells_angels_make_their_return/ (date de manipulation: 04.01.2018)

Looking for Acadians to interview. URL: https://www.reddit.com/r/moncton/comments/4po56d/looking_for_acadians_to_interview/ (date de manipulation: 04.01.2018)

Perrot M.-E., Les modalités du contact français/anglais dans un corpus chiac: métissage et alternance codique. Le français en Afrique, 1998, n° 12, pp. 219-226.

Replies_in_chiac. URL: https://www.reddit.com/user/replies_in_chiac?count=50&after=t1_cp58fha (date de manipulation: 04.01.2018)

This chiac ad for a house for sale is a literary masterpiece. Seriously dô. URL: https://www.reddit.com/r/French/comments/571khk/this_chiac_ad_for_a_house_for_sale_is_a_literary/ (date de manipulation: 04.01.2018)

Violette I., Immigration francophone en Acadie du Nouveau-Brunswick: langues et identités. Une approche sociolinguistique de parcours d'immigrants francophones à Moncton, thèse de doctorat en lettres et linguistique, Université de Moncton, Université François-Rabelais de Tours, 2010. URL: http://www.applis.univ-tours.fr/theses/2010/isabelle.violette_3083.pdf (date de manipulation: 04.01.2018)

Voisin C., Attitudes des francophones du Nouveau-Brunswick à l'égard du chiac. Travaux neuchâtelois de linguistique, 2016, n° 64, pp. 101-119.

Башкиров М.Б. Исторический процесс консолидации акадийцев в Канаде XVII–XX вв.: дис. канд. ист. наук.: 07.00.03. – М., 2014. – 204 с.

Лутовинова О.В. Виртуальный дискурс как одно из направлений в исследовании киберпространства // Вестник МГОУ. Серия «Лингвистика». – 2009, №1. – с. 26-32.

LES FONCTIONS COGNITIVES ET PRAGMATIQUES DE LA MÉTAPHORE MILITAIRE DANS LE STYLE PUBLICISTE FRANÇAIS

Ivan Bakaev

Université linguistique d'État de Moscou

Résumé: Le but de la recherche est d'analyser les fonctions cognitives et pragmatiques réalisées par la métaphore militaire dans le style publiciste français. Notre analyse a montré que les fonctions cognitives de la métaphore militaire permettent aux journalistes de trouver la

définition la plus exacte pour décrire les propriétés d'un objet ou d'un phénomène et à présenter leur point de vue. La fonction de modélisation sert à unir plusieurs métaphores de la même sphère de vie, ce qui aide le journaliste à transmettre l'opinion. La fonction hypothétique est utilisée pour évaluer des phénomènes et des objets nouveaux. Les fonctions pragmatiques de la métaphore militaire permettent d'influencer le lecteur en attirant son attention sur les articles et contribuent à former son opinion basée sur l'attitude émotionnelle, transmise par la métaphore.

Mots-clés: sciences cognitives, métaphore, métaphore militaire, fonctions cognitives, fonctions pragmatiques.

Abstract: The research is devoted to the study of cognitive and pragmatic functions of military metaphors. The analysis showed that cognitive functions of military metaphors let journalists find the exact definition for an object or a phenomenon, create groups of metaphors and evaluate new phenomena. Pragmatic functions of military metaphors help journalists influence readers by drawing their attention to certain articles and forming their opinion on the basis of emotional attitude transmitted by the metaphor. Each function was illustrated using examples from modern French press.

Key words: cognitive science, metaphor, military metaphor, pragmatic functions, cognitive functions.

Les textes journalistiques font partie du style publiciste qui a plus d'influence sur l'opinion publique par rapport aux autres styles fonctionnels. La presse est un moyen très puissant d'influencer les processus sociaux. Le potentiel d'influence est largement conditionné par les figures de style, utilisées dans un style fonctionnel donné. On distingue deux fonctions principales du style publiciste: celle d'informer et celle d'influencer [Кузнецов 2011: 74]. L'interaction de ces deux fonctions détermine les deux traits importants du style publiciste: le standard et l'expressivité. Le rôle idéologique de la presse et son potentiel d'impact exigent l'emploi maximal de différentes figures de style. C'est pourquoi la métaphore est fréquemment employée dans les textes journalistiques.

La métaphore militaire dans la langue française a une longue histoire. Les guerres, les révolutions, les conflits militaires qui font partie de l'histoire française sont à l'origine de l'emploi fréquent de termes militaires dans la littérature et dans la presse.

Le processus de métaphorisation du lexique militaire est le plus évident dans la langue des journaux. Le plus souvent on peut trouver les métaphores militaires dans les articles consacrés aux problèmes politiques, sociaux et économiques.

Les métaphores militaires peuvent se combiner avec d'autres types de métaphores afin d'attirer l'attention du lecteur sur les problèmes examinés. Le plus souvent les métaphores militaires interagissent avec les métaphores de nature et les métaphores médicales pour les raisons suivantes: les métaphores de nature peuvent ressembler aux métaphores militaires selon leur ampleur, mais à la différence de celles-ci, elles n'ont pas d'instigateurs tandis que les métaphores médicales complètent les métaphores militaires, puisque les actions de guerre sont toujours liées aux traumatismes.

La métaphore militaire a les fonctions cognitives et pragmatiques. Les fonctions cognitives permettent à l'auteur du texte publiciste de trouver la meilleure définition pour décrire les propriétés ou les particularités d'un objet ou d'un phénomène en question, en exprimant son opinion. Les fonctions pragmatiques de la métaphore permettent d'influencer le lecteur et attirer son attention sur les articles eux-mêmes ou bien sur certaine information dans ces articles. Les fonctions pragmatiques contribuent aussi à la formation des opinions.

1. Fonctions cognitives de la métaphore militaire.

1.1. Fonction nominative. La métaphore devient un moyen de créer des noms pour de nouveaux phénomènes ou bien de remplacer les noms déjà existants si l'auteur les considère comme imprécis.

- Tourisme: *la bataille du clic* (Le Monde, 09.12.2014). L'auteur de cet article a employé cette métaphore originale pour souligner la rivalité entre deux systèmes de réservation d'hôtel sur Internet. Ici, la compétition normale entre deux systèmes qui offrent les mêmes services devient une vraie bataille grâce à la métaphore et, en conséquence, rend cet événement plus important pour les lecteurs. Cet effet est renforcé par une autre métaphore «c'est la nouvelle *guerre des empires*», utilisée plus loin dans l'article. Cet exemple nous montre comment la fonction nominative peut être utilisée afin d'attirer l'attention des lecteurs (y compris les fins publicitaires).

- *Les médias: machine de guerre* du Kremlin (Le Monde, 25.11.2014). L'auteur de cet article appelle les mass medias russes «la machine de guerre» et ainsi il les considère comme négatifs, méchants. Il est à noter que cette métaphore est utilisée dans le titre de l'article, c'est pourquoi son effet dépréciatif se fait sentir dans le texte de l'article.

1.2. Fonction de modélisation. Parfois dans les articles de presse on peut trouver des systèmes de métaphores qui permettent à l'auteur de créer un modèle d'une situation particulière à l'aide des concepts d'une autre sphère cognitive. Voici l'exemple du modèle «les élections – c'est la guerre»:

- Le FN se prépare *aux batailles électorales* de 2015. (...) Problème: la présidente du parti n'est pas sûre de vouloir *se lancer dans la bataille* (Le Monde, 30.12.2014);

- En Caroline du Nord, *la bataille* est donc féroce (Libération, 04.11.2014);

- Les sénateurs démocrates sortants d'Alaska, du Colorado, et de l'Arkansas, élus en 2008 dans des *bastions républicains* grâce à la vague Obama. (...) Persona non grata dans les états décisifs, Obama a dû se contenter de prêcher des convaincus dans des *forteresses imprenables*: Portland, Philadelphie, Detroit ou son fief de Chicago (Libération, 04.11.2014);

- *Les bastions bretons* du PS ont résisté à ce jour (Le Monde, 23.02.2015);

- À Paris, Londres, Vienne ou Munich, les bureaux de vote ont été *pris d'assaut* par des Roumains souhaitant voter (Libération, 04.11.2014).

Le modèle peut être formulé comme suit: les élections sont «*la guerre*» ou «*la bataille*», les partis politiques – «*les parties en conflit militaire*». Chaque parti a ses «*forteresses*» et «*bastions*» – ce sont les régions du pays où la plupart des électeurs soutiennent ce parti. En conséquence, les électeurs sont «*les soldats*» dont les votes sont «*les armes*». «*Les soldats*» peuvent aussi «*prendre d'assaut*» les bureaux de votes.

1.3. Fonction hypothétique. Certaines métaphores servent à évaluer des phénomènes et des objets nouveaux. Voici les exemples tirés des articles consacrés au Brexit (La procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne):

- Les futures relations entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni sont dans *un brouillard complet* (Le Monde, 04.07.2016);

- *Le brouillard étant encore épais*, les investisseurs ne savent pas sur quel pied danser (Le Monde, 04.07.2016);

- Une union européenne *amputée* du Royaume-Uni perd de son prestige (Le Monde, 04.07.2016);

- Dans la zone euro, le Brexit devrait *amputer* la croissance de 0,2 point, à 1,5 % selon Oxford Economics (Le Monde, 04.07.2016);

- Il (Poutine) a prédit, à l'annonce du résultat, que l'effet *traumatisant* en serait ressenti pendant très longtemps. Et *ce traumatisme* n'est pas pour lui déplaire (Le Monde, 04.07.2016);

- Vu de Grèce, le Brexit rappelle que le référendum n'est qu'*une arme à blanc* (Le Monde, 04.07.2016);

L'instrument référendaire n'a aucun pouvoir de transformation du système. Il n'est *qu'une arme à blanc*, de dernier ressort, systématiquement contournée. L'illusion que les États pourraient reprendre en main leur destin souverain a systématiquement été mise en échec. Les Grecs sourient discrètement; tout ça leur rappelle leur péripéties de juillet 2015, leur référendum *pris en otage*, bafoué, instrumentalisé (Le Monde, 04.07.2016).

Au moment de la publication de ces articles cette procédure était un événement assez récent et ses conséquences pour l'Europe étaient encore inconnues. Cette condition est nommée «*le brouillard*». Certains auteurs supposaient que cet événement ait «*l'effet traumatisant*» pour l'Union européenne dont on a «*amputé*» le Royaume-Uni. Les autres pensaient que le Brexit n'aurait aucun effet, en l'appelant «*une arme à blanc*».

2. Fonctions pragmatiques de la métaphore militaire.

2.1. Fonction de faire attirer l'attention. Cette fonction a une double nature. Chaque article de presse est écrit afin d'être lu par le plus grand nombre de lecteurs possible. C'est pourquoi l'auteur essaie de trouver un titre vif, facile à retenir. À cette fin on utilise souvent les métaphores militaires:

- Tourisme: *la bataille du clic* (Le Monde, 09.12.2014);
- Sarkozy-Juppé: *la guerre est déclarée* (Le Monde, 25.11.2014);
- *Guerre aux rats* à Grytviken (Le Monde, 04.12.2014);
- *La cible* (Libération, 04.11.2014);
- *Les médias: machine de guerre* du Kremlin (Le Monde, 25.11.2014);
- Danemark: *la bombe à retardement du jihad* (Libération, 16.02.2015).

De l'autre côté, la métaphore peut être utilisée pour attirer l'attention sur une partie du texte:

- M. Jouyet, se révélait-il trop tendre pour *l'art de guerre politique*? (Le Monde, 12.11.2014).

L'auteur de cet article doute que le politicien soit capable de mener la politique.

- C'est la nouvelle *guerre des empires*, celle du voyage, et surtout de l'hôtel 2.0. (Le Monde, 09.12.2014);

- *Pris entre ces deux feux*, le chef de l'État est resté coi (Le Point, 25.10.2014).

«*Les deux feux*» y sont les critiques des deux partis à l'endroit de François Hollande.

2.2. Fonction argumentative et émotive. La métaphore permet à l'auteur de se servir d'une base notionnelle commune partagée par les lecteurs et l'auteur lui-même, ce qui lui permet d'exprimer son point de vue de façon compréhensible pour les lecteurs. En même temps, la métaphore peut susciter certaines émotions chez le lecteur et former une opinion concernant les événements analysés dans l'article journalistique.

Voici l'exemple des métaphores utilisées pour décrire le Brexit:

- L'instrument référendaire n'a aucun pouvoir de transformation du système. Il n'est *qu'une arme à blanc*, de dernier ressort, systématiquement contournée. L'illusion que les États pourraient reprendre en main leur destin souverain a systématiquement été mise en échec. Les Grecs sourient discrètement; tout ça leur rappelle leur péripéties de juillet 2015, leur référendum *pris en otage*, bafoué, instrumentalisé (Le Monde, 04.07.2016).

Ici la métaphore militaire sert à renforcer l'idée de «*futilité*» et d'«*inefficacité*» du référendum.

En plus, les articles décrivent le référendum comme un phénomène dangereux à l'aide des métaphores «*traumatisme*» et «*amputation*»:

- Une union européenne *amputée* du Royaume-Uni perd de son prestige (Le Monde, 04.07.2016);

- Dans la zone euro, le Brexit devrait *amputer* la croissance de 0,2 point, à 1,5 % selon Oxford Economics (Le Monde, 04.07.2016);

- Il (Poutine) a prédit, à l'annonce du résultat, que *l'effet traumatisant* en serait ressenti pendant très longtemps. Et *ce traumatisme* n'est pas pour lui déplaire (Le Monde, 04.07.2016).

Ainsi on forme une attitude négative envers le Brexit chez le lecteur.

Voici un exemple de la formation de l'opinion positive par l'emploi des métaphores militaires:

- Anne Levadé *démine*. Elle *désamorce les suspicions*, notamment celles de Bruno le Maire et d'Hervé Mariton qui craignent une mainmise de Nicolas Sarkozy. (...) *Armée de sa*

solide expérience du droit, elle est chargée de veiller sur *un baril de poudre* (Le Monde, 13.11.2014).

L'auteur souligne la responsabilité assumée par Anne Levade.

Pour conclure, on peut constater que la métaphore militaire exerce les fonctions très importantes dans le style publiciste: la fonction nominative sert à créer des noms pour de nouveaux phénomènes ou de remplacer les noms déjà existants. La fonction de modélisation sert à unir plusieurs métaphores relevant du domaine identique de la réalité, ce qui aide le journaliste à exprimer son point de vue. La fonction hypothétique est utilisée pour évaluer des phénomènes et des objets nouveaux. Les fonctions pragmatiques de la métaphore militaire permettent d'influencer le lecteur en attirant son attention sur les problèmes envisagés et en contribuant à la formation de son opinion grâce aux propriétés émotionnelles de la métaphore.

Bibliographie

Газета «Le Monde» (выпуски от 12.11.2014, 25.11.2014, 04.12.2014, 09.12.2014, 30.12.2014, 23.02.2015, 04.07.2016)

Газета «Libération» (выпуски от 04.11.2014, 16.02.2015)

Газета «Le Point» (выпуск от 25.10.2014)

Кузнецов В.Г. Функциональные стили современного французского языка: публицистический и научный. Изд. 2-е, перераб. и доп. – М.: Книжный дом «ЛИБРОКОМ», 2011. – 231 с.

Лакофф Дж., Джонсон М. Метафоры, которыми мы живем: пер. с англ. / под ред. и с предисл. А.Н. Баранова. – М.: Едиториал УРСС, 2004. – 256 с.

Чудинов А.П. Метафорическая мозаика в современной политической коммуникации. – Екатеринбург, 2003. – 248 с.

Section II

La France et la francophonie: aspect culturel et historique

LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LES ACTIVITÉS DE L'UNESCO

Ekaterina Egorycheva

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Les institutions internationales (notamment des organisations) jouent un grand rôle dans les relations entre les pays différents. Ils sont un terrain important pour les négociations multilatérales. La plus grande plate-forme de ce type est l'Organisation des Nations Unies qui a une structure ramifiée. L'ONU comprend des unités spécialisées. L'une d'elles est l'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). Comme la diplomatie culturelle est l'une des directions principales de la politique étrangère de la France, il est important d'analyser son rôle dans les activités de l'UNESCO. Dans ce rapport, on va examiner le rôle de la France dans la création de l'organisation, sa participation aux activités de l'UNESCO et aussi les relations franco-russes dans le cadre de cette institution.

Mots-clés: UNESCO, diplomatie culturelle, ONU, relations franco-russes, rôle de la France dans les activités, cas de Palestine.

Abstract: The international institutions (including organizations) play a considerable role in the relations between the different states. They form an important ground for multilateral negotiations. The largest platform of this type is the United Nations which has a branched

structure. The United Nations includes specialized units. One of them is UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization). Since cultural diplomacy is one of the main directions of the foreign policy of France, it is important to analyze its role in the activities of UNESCO. In this report, I will examine the role of France in the creation of the organization, its participation in the activities of the UNESCO, and also the Russian-French relations in the framework of this institution.

Key words: UNESCO, cultural diplomacy, UN, Russian-French relations, role of France in the activities, case of Palestine.

1. Rôle de la France dans la création de l'organisation. L'histoire de la création de l'UNESCO est indissolublement liée à l'histoire et au processus de création de l'Organisation des Nations Unies. On sait que le prototype de l'ONU moderne était la Société des Nations, créée dans le premier quart du XX^e siècle.

Comme l'une des institutions de l'ONU, l'UNESCO avait aussi son «prédécesseur» – la Commission internationale de coopération intellectuelle. Il faut noter qu'elle a été créée sur la proposition d'un homme politique français, Léon Bourgeois. Toutefois, la Société des Nations a estimé que les questions de l'éducation et de la culture étaient les affaires intérieures de chaque état et l'organisation ne devait pas y intervenir. Par conséquent, le financement du comité a été limité. En 1926, c'était la France qui avait fourni au comité de l'aide financière. En outre, l'Institut International de Coopération Intellectuelle a été établi à Paris.

Avec le début de la Seconde guerre mondiale le fonctionnement de la Société des Nations a cessé. Pendant les années du conflit mondial la nécessité de la création d'un institut, qui serait chargé de favoriser la paix avec l'aide culturelle et morale de la solidarité et de l'humanité, a augmenté. Pour cela, en 1942, on a commencé à Londres les négociations entre les ministres de l'éducation des pays alliés, dont le principal objectif était la restauration du système de l'éducation de l'après-guerre dans le monde. Cette initiative a été à la base de la convocation de la Conférence des Nations Unies sur la création d'une Organisation pour l'éducation et la culture, qui s'était tenue aussi à Londres en 1945. Sur la proposition de la France et du Royaume-Uni on a décidé de fonder une organisation spécialisée sur la base de l'ONU. L'étape finale de la formation de l'organisation a duré près d'un an: du 16 novembre 1945, quand la Charte de l'UNESCO a été signée, au 4 novembre 1946 – le moment où le document est entré en vigueur. La France était parmi les pays qui ont ratifié la Charte les premiers. De plus, depuis 1946 le siège de l'organisation se trouvait à Paris ce qui souligne également le rôle culturel de la ville et du pays au niveau international.

Les organes directeurs de l'UNESCO sont la Conférence générale, le Conseil Exécutif et le Secrétariat. Deux fois les Français ont présidé la Conférence. C'étaient Léon Blum en 1946 et Jean Berthoin en 1958. Au XX^e siècle, le Secrétariat a été dirigé par le français René Mayo (de 1962 à 1974). En 2017, la candidate française Audrey Azoulay est devenue la directrice générale de l'UNESCO.

Donc, la France a été directement impliquée dans le processus de la création de l'organisation, a proposé des initiatives et a fourni un soutien financier. En effet, dès le début, la France se sentait la «maîtresse» de la situation, car la sphère culturelle est le domaine le plus important des intérêts et des priorités français. Par conséquent, le pays a essayé de promouvoir activement l'idée de la création de l'organisation car cela contribuerait à assurer une position particulière de la France sur la scène internationale.

2. Participation du pays aux activités de l'UNESCO. En tant qu'institution spécialisée de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture, l'UNESCO s'efforce de réaliser des programmes et des plans dans ces domaines. Les activités de l'organisation sont divisées en cinq sections: éducation, sciences naturelles, sciences sociales et humaines, culture, communication et information. En outre, en 2013, on a publié un Projet de Stratégie à moyen

terme 2014–2021, (37 /C4). Il détermine les objectifs plus spécifiques du développement de l'organisation, dont la mise en œuvre est prévue au cours de cette période.

Entre la France et l'UNESCO il y a des relations bilatérales qui sont confirmées par le fait que le pays est activement impliqué dans les projets et les plans de l'UNESCO. De plus, la France est souvent initiatrice de ces plans. Par exemple, elle a agi en faveur de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005. En outre, environ un quart d'effectif se compose des Français.

Généralement, la France joue un rôle de médiateur entre les parties belligérantes. Souvent, elle tente de parvenir à un compromis sur des questions controversées, car elle sent responsable d'assurer le succès d'un dialogue multilatéral. Cependant, dans certaines situations, la France occupe une position rigoureuse. Le pays est prêt à faire des compromis dans de nombreux domaines, mais dans celui de la culture il exige de l'indépendance. C'est à dire, une exception culturelle. Cela lui permet non seulement de conserver une influence dans l'organisation mais aussi dans le domaine de la culture en général.

Le financement de l'UNESCO est l'un des piliers de son activité. La France occupe une place importante dans l'allocation des moyens financiers à l'organisation, en se trouvant à la cinquième position après les Etats-Unis, le Japon, la Chine et l'Allemagne. Quand l'UNESCO avait adopté une décision sur l'adhésion de la Palestine à l'organisation, le lendemain, les Etats-Unis ont annoncé la cessation du financement des activités de l'UNESCO. C'était un dommage significatif pour le budget de l'organisation. Aujourd'hui, les Etats-Unis et Israël déclarent même leur intention de la quitter.

Cet exemple met en relief le fait que l'organisation dépend des moyens financiers et est contrainte de régler la mise en œuvre des programmes et des plans d'action en fonction de la disposition des capacités financières.

3. Relations franco-russes dans le cadre de cette institution. Entre l'UNESCO et la Russie il y a aussi une coopération à laquelle le pays attache une grande importance. En examinant les relations franco-russes dans le cadre de l'UNESCO, je vais analyser si la position française dans le vote ressemble à celle de la Russie ou non.

Leurs points de vue sont souvent similaires. En cas de Palestine que j'ai déjà mentionné la France a agi dans l'opposition à la décision des Etats-Unis tandis que la plupart des pays européens ont préféré s'abstenir. 107 pays, dont la Russie et la France, ont voté pour l'adoption de la Palestine dans les membres permanents. 14 États, dont les Etats-Unis, Israël, l'Australie, le Canada, l'Allemagne, étaient contre, d'autres se sont abstenus de voter ou étaient absents. Cette action de l'UNESCO a divisé les membres de l'organisation en deux parties, et la France dans cette situation n'a pas rejoint le groupe de ses alliés habituelles.

Le cas suivant que je voudrais démontrer, c'est la résolution de l'UNESCO sur le Mont du Temple. Ce Mont est un lieu sacré pour les juifs et pour les musulmans. Mais en octobre 2016, l'organisation a approuvé la résolution égypto-palestinienne qui rejette le lien du peuple juif avec le Mont du Temple. La Russie a soutenu l'adoption de la résolution, alors que la France a choisi de ne pas voter et de ne pas entrer en conflit, sans exprimer de soutien évident à Israël. Donc, la France soutient la neutralité, en essayant de ne pas aggraver la situation. L'UNESCO a tenté de suivre l'un de ses principes, celui de la diversité culturelle, en donnant le droit aux gens de cultures différentes de considérer ce lieu comme sacré.

On doit examiner comment l'UNESCO et en particulier la France réagit aux initiatives russes dans l'organisation. Par exemple, en avril 2016, la Russie a appelé à préserver et restaurer Palmyre et d'autres sites culturels en Syrie. Ce document a été approuvé par les représentants des pays à l'unanimité. Naturellement, ce cas ne signifie pas que toutes les initiatives russes dans le cadre de l'organisation rencontrent le même enthousiasme. Mais ce fait en dit long sur la consolidation et l'unité de l'UNESCO, notamment à propos de la collaboration de la Russie et de la France.

Alors, on peut affirmer que le vote et l'adoption des résolutions de l'UNESCO est essentiel, car cela détermine le cours de ses activités. Périodiquement, la France agit à l'encontre des propres alliés occidentaux, en occupant une position plus proche à celle de la Russie. Ce qui se manifeste souvent par un vote sur le Moyen-Orient et Israël. Ainsi, la France indique la sphère de ses intérêts qu'elle est prête à défendre.

Pour conclure, on constate qu'avant la création de l'UNESCO, la France a proposé des idées sur la formation de ce type d'organisation. C'était la France qui a insisté sur le fait que la culture doit devenir une partie de l'ordre du jour international. De plus, les représentants français étaient souvent les présidents d'organes directeurs. Depuis sa création, le siège de l'organisation se trouve à Paris. La France a agi comme une «maîtresse» qui non seulement connaissait les règles mais les élaborait elle-même. En ce moment, le pays prend une part active au fonctionnement de l'organisation: propose des projets dans le cadre de secteurs thématiques, occupe la cinquième place en termes de financement. L'UNESCO est un terrain important pour le développement des relations franco-russes, parce que les deux pays ont intérêt à se développer dans le domaine de la culture. En outre, dans le contexte actuel, où la situation au Moyen-Orient reste instable et exige une participation internationale, il y a une nouvelle occasion d'intensifier la coopération entre la France et la Russie, car les deux États ont un point de contact dans leurs intérêts nationaux dans cette région.

Bibliographie

Histoire de l'Organisation. URL: <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/about-us/who-we-are/history/> (date de manipulation: 16.01.2018)

Intrator M. UNESCO in France, France in UNESCO, and the Role of Libraries and Books in Postwar Cultural Reconstruction, 1945–1951, Ohio University, 2012, p.124-137.

La France et l'UNESCO. URL: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/la-france-a-l-onu/la-france-et-l-unesco/> (date de manipulation: 16.01.2018)

Manual of the General Conference. UNESCO. URL: <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001255/125590r.pdf> (date de manipulation: 16.01.2018)

Maurel C. Histoire de l'UNESCO: les trente premières années 1945–1974, P.: l'Harmattan, 2010, 312 p.

Programme et budget 2016–2017. URL: <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002443/244305f.pdf> (date de manipulation: 16.01.2018)

Projet de Stratégie à moyen terme, 2014–2021. URL: <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002200/220031f.pdf> (date de manipulation: 16.01.2018)

René Maheu (1905-1975). URL: <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/about-us/who-we-are/director-general/the-organization/the-directors-general/rene-maheu/> (date de manipulation: 16.01.2018)

Renoliet J.-J. L'UNESCO oubliée : l'Organisation de Coopération Intellectuelle (1921-1946). URL: http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=30323&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (date de manipulation: 16.01.2018)

Scale of assessments, currency of Member States' contributions. UNESCO. General Conference, 39 th . URL: <http://unesdoc.unesco.org/images/0025/002589/258947r.pdf> (date de manipulation: 16.01.2018)

UNESCO [site officiel]. URL: <https://fr.unesco.org/> (date de manipulation: 16.01.2018)

U.S. stops UNESCO funding over Palestinian vote. URL: <http://www.reuters.com/article/us-palestinians-unesco-usa-funding-idUSTRE79U5ED20111031> (date de manipulation: 17.01.2018)

Глава ЮНЕСКО поблагодарила РФ за инициативы по культурному наследию. URL: <https://ria.ru/culture/20151214/1342064710.html> (date de manipulation: 18.01.2018)

Глава ЮНЕСКО прокомментировала реакцию Израиля на резолюцию по Иерусалиму. URL: <http://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/3706593> (date de manipulation: 18.01.2018)

Демина С.А., Валеев Р.М. Взаимодействие Российской Федерации с ЮНЕСКО как один из приоритетов внешней политики в сфере международного культурно-гуманитарного сотрудничества // Вестник казанского гуманитарного факультета культуры и искусств. – 2015, №1. – с.1-5.

Израиль прекратил сотрудничество с ЮНЕСКО после решения по Храмовой горе. URL: <http://www.rbc.ru/politics/14/10/2016/5800acfb9a7947e02a23d477> (date de manipulation: 18.01.2018)

Каримова А. Фиаско ЮНЕСКО // Коммерсантъ. Деньги. – 2011, №44. – с. 24.

Керри: США хотят остаться в Исполсовете ЮНЕСКО, несмотря на отказ платить взносы. URL: <http://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/2356979> (date de manipulation: 18.01.2018)

Принятие Палестины в ЮНЕСКО. Реакции и комментарии. URL: https://ria.ru/trend/palestina_Unesco_31102011/ (date de manipulation: 18.01.2018)

США и Израиль лишились права голоса в ЮНЕСКО. URL: <http://www.interfax.ru/world/339664> (date de manipulation: 18.01.2018)

ЮНЕСКО одобрила российскую резолюцию по восстановлению Пальмиры. URL: <https://lenta.ru/news/2016/04/12/unescopalmyra/> (date de manipulation: 18.01.2018)

L'IMAGE DE LA RUSSIE DANS LES RAPPORTS DE JACQUES CAMPREDON, DIPLOMATE FRANÇAIS

Arina Fedorova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Cet exposé est un effort d'analyse de la correspondance de Jacques Campredon (1721–1726) comme une source historique afin de relever l'image de la Russie de l'époque de Pierre Le Grand. Cette illustration construite par un certain ministre diplomatique français représente l'image générale de la Russie, assez typique à tous les Européens. Les témoignages sur la Russie dans les rapports diplomatiques de Monsieur Campredon sont divers et cette diversité est très précieuse pour augmenter la compréhension de l'époque. Le diplomate français créa l'image du personnage de Pierre le Grand comme l'Empereur très puissant, qui avait construit la «nouvelle» Russie et qui l'avait délivrée de la «barbarie». À travers ces connaissances de la personne du Tsar, on peut découvrir les images de toute la Russie: dès la Cour royale jusqu'aux mœurs du peuple russe.

Mots-clés: Pierre le Grand, Russie, relations franco-russes au XVIII^e siècle, diplomate français, image de la Russie.

Abstract: This report is an effort to analyze Jacques de Campredon's correspondence in order to reconstruct an image of Russia, which was rather typical for the XVIIIth century Europe. Jacques de Campredon was sent to the Russian court in 1721 as the first French diplomat with an official mission in the Empire of Peter the Great. He left a huge complex of diplomatic letters, where he created diverse images of Russia; Peter the Great, for example, was

described by Campredon as a very powerful emperor, whose main achievement was the creation of a new Russia, liberated from the barbarity. Besides the person of a monarch, Campredon also paid attention to the Russian ministers and the morals of the Russian people: all of these can help us to greatly increase our understanding of an epoch.

Key words: Peter the Great, Russia, French-Russian relations of the XVIIIth century, French diplomat, images of Russia.

En été 1721 la paix de Nystad a été signée entre la Russie et la Suède. Ce traité a marqué la fin de la Grande Guerre du Nord et, par conséquent, le commencement d'expansion russe. La Russie, gouvernée par Pierre le Grand, avait l'intention de devenir le pays le plus puissant dans le Nord. Pierre le Grand avait les ambitions vigoureuses: il voulait transformer la Russie en maître de la région balte. Cette volonté insurmontable du tsar russe, a obligé la France de faire attention à la Russie et d'envoyer là, pour la première fois dans l'histoire, le ministre plénipotentiaire, avec une mission officielle. C'était Jacques de Campredon, un agent diplomatique, un expert connu, qui avait déjà passé presque 20 ans aux différentes cours royales, y compris, à la cour de la Suède – ancien allié français et ennemi actuel russe.

En général, Monsieur Campredon est arrivé en Russie pour conclure un traité d'alliance diplomatique entre la Russie et la France. Pendant six ans de son travail à Saint-Petersbourg il a envoyé un ensemble volumineux de correspondance politique, composé de plus de deux cent dépêches, au Ministère des affaires étrangères de la France. Ces documents, publiés en français et en russe au XIX^e siècle par la Société Impériale Historique de la Russie, représentent une source incomparablement riche pour étudier l'histoire de la vie de la Russie de l'époque de Pierre Le Grand, vus par les étrangers.

Les témoignages sur la Russie dans les rapports diplomatiques de Monsieur Campredon sont divers et cette diversité est très précieuse pour augmenter la compréhension de l'époque. C'est évident que le tsar et la tsarine étaient les personnages les plus importants d'observation de Campredon: leurs portraits sont décrits avec la minutie extraordinaire. De même, les portraits de ministres russes sont aussi assez pittoresques, c'est pourquoi j'ai décidé d'examiner deux côtés de la description de la Russie dans les rapports de Campredon: du côté du souverain – Pierre le Grand et du celui des ministres russes.

Premièrement, c'est essentiel de dire, que selon sa correspondance, Monsieur Campredon a rencontré Pierre le Grand personnellement plusieurs fois: c'est pourquoi ces témoignages sont plus ou moins authentiques, basées sur ses impressions du jour. Les qualités principales du tsar russe selon Campredon sont son héroïsme et son ambition: Pierre n'avait pas peur de détruire les traditions séculaires pour créer la nouvelle Russie, délivrée de la «barbarie». Le ministre français était sûr que le progrès militaire de la Russie, sa stabilité financière et sa prospérité visible étaient les mérites uniquement du tsar. Cette présentation de Pierre le Grand est assez typique pour les Européens de cette époque, qui croyaient, que le grand homme avait établi un nouveau pays, moderne et civilisé.

Il est également intéressant à noter, par quels traits du caractère de Pierre le Grand Campredon était le plus étonné. Ce sont, d'abord, sa capacité infinie de travail: dès le petit matin le tsar commençait à travailler: par exemple, parfois Monsieur Campredon voyait comment Pierre le Grand traversait la rivière Neva à cinq heures du matin, énergique et heureux, accompagné d'un petit cortège. Ce petit cortège, composé de quelques personnes seulement était en même temps une grande surprise pour le ministre français, habitué au cérémonial somptueux de la cour de la France: Campredon, à cette occasion, a noté la proximité du tsar du peuple russe, son autorité royale de prises de décision et sa tendance à la confidentialité.

On peut dire, que c'est assez étrange, que Monsieur Campredon, contrairement aux témoignages d'autres ministres étrangers, ne créa pas l'image de Pierre le Grand comme d'une personne sans pitié, dont les crises de colère ont terrifié tout le monde. Au contraire, Campredon a noté la douceur et la tendresse du tsar pour sa famille, sa justice pour ses ministres, sa vivacité

et sa capacité génie des affaires, par exemple, d'organiser les foires pendant les fêtes interminables de la cour russe. En somme, l'image de Pierre le Grand dans les rapports de Campredon est assez positive: le ministre admirait le tsar comme un gouverneur et rendait hommage à ces qualités personnelles. Cela peut également être confirmé par la grande peur de Campredon: que les nombreuses maladies du tsar ne lui permettront pas de finir ses projets considérables, et l'absence d'un héritier méritant transformera à nouveau la Russie en pays médiéval.

Deuxièmement, du fait de sa mission Monsieur Campredon devait communiquer beaucoup avec les ministres russes: en particulier, avec Alexandre Menchikoff, Pierre Tolstoy, Andrei Osterman, Vasilii Dolgorukii, Savva Raguzinskii etc.: c'étaient les personnages principaux aux négociations diplomatiques avec Campredon dans le cadre d'alliance franco-russe. Le ministre français les détestait: dans sa correspondance, Campredon a mentionné à plusieurs reprises, que l'élite russe est perfide, déloyale et sans principes moraux. Selon le diplomate, les ministres de Pierre le Grand étaient médiocres fainéants, indignés à être proche du personnage d'un si grand souverain. Pendant six ans de son travail à la cour russe, Campredon a compris la vérité horrible: aucun ministre russe n'était un vrai soutien du monarque, aucun ne pouvait partager le fardeau de la responsabilité royale et aucun n'était digne à devenir un mentor pour son successeur.

Les ministres russes étaient aussi vénales: avec des cadeaux et de l'argent il était possible d'obtenir des informations assez importantes; tout le monde était également soumis à l'alcool et, ivres, ils perdaient le contrôle et révélaient des secrets politiques. Cela, d'un côté, était bénéfique pour Campredon, qui, par ce moyen, a appris beaucoup de choses utiles pour sa mission, mais, d'autre part, c'était exactement avantageux pour les ennemis du ministre français, et à cause de cette corruption d'élite russe, les négociations avec la France ont été ralenti et, au bout du compte, ils ont conduit à l'échec de Campredon: sa mission à Saint-Petersbourg a échoué.

En somme, on peut dire, que dans les rapports de Campredon, la Russie de Pierre le Grand est décrite assez positivement. En particulier, il faut principalement noter la délivrance de la Russie de la «barbarie» grâce à Pierre le Grand et d'autres mérites du tsar: progrès militaire, stabilité financière et prospérité visible du pays.

Bibliographie

Campredon J., Mémoire sur les négociations dans le Nord et sur ce qui s'est passé de plus important et de plus secret pendant les cours de la guerre de vingt années dont cette partie de l'Europe, Didier (Paris), 1864.

Poussou J.-P., L'influence française en Russie au XVIII^e siècle, Presses Paris Sorbonne, 2004.

Сборники Императорского Русского Исторического Общества. – Спб., 1867–1916. – Т. 40, 49, 52, 58, 64.

LE RÔLE DE L'INDUSTRIE CULTURELLE ET CRÉATIVE DANS L'ÉCONOMIE DE LA FRANCE

Alexandra Korbankova, Alexandra Chugunova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: En ce début du XXI^e siècle, les secteurs de la culture et de la création sont en pleine mutation grâce à la multiplication des technologies numériques. Cependant, malgré son

potentiel considérable, l'industrie culturelle et créative demeure sous-estimée. Nous avons analysé les sources d'information différentes (les rapports des entreprises françaises, la statistique concernant la place des secteurs de la culture et de la création dans la vie de la France). Nous avons comparé les indicateurs économiques de ces secteurs avec ceux d'autres secteurs de l'économie et, puis, avons découvert que ces secteurs prennent un haut rang dans l'économie du pays. La culture et la création peuvent s'affirmer comme un formidable vecteur économique pour la France, à notre avis. De plus, nous avons conclu que les secteurs de la culture et de la création ont besoin de l'aide financière du gouvernement. Finalement, nous espérons que le gouvernement français prendra conscience de l'importance et de la nécessité de l'action pour soutenir ces secteurs et qu'on crée les nouvelles associations (outre France Créative qui existe maintenant) qui pourront contribuer au développement de l'industrie culturelle et créative.

Mots-clés: emploi, Europe créative, France Créative, industrie culturelle et créative, production, UNESCO, valeur ajoutée.

Abstract: It is known that cultural and creative sectors have been changing considerably since the beginning of the XXI century as a result of digital technologies development. However, despite their substantial potential, creative industries are still underestimated. Various sources of information (reports of French companies, statistics concerning the place of creative sectors in the economy of France) have been analyzed. Comparative analysis of economic indicators of creative sectors and those of other sectors has demonstrated that creative industries play a significant role in the economy of the country. Finally, the analysis of current government projects and organizations concerning creative sectors has shown that it is necessary for the government of France to take more actions to support creative industries.

Key words: creative industries, production, employment, value added, UNESCO, Creative France.

Le but de notre étude est, premièrement, de découvrir quel est l'influence économique de l'industrie culturelle et créative en France. De plus, nous devons mentionner les problèmes et les perspectives de ces secteurs. Notre recherche peut être considérée comme pertinente car à partir du XXI^e siècle la culture et la création traversent la période de transition numérique qui offre beaucoup de nouvelles possibilités et, dans le même temps, pose des problèmes considérables. Le développement des secteurs de la culture et de la création constitue également de puissants catalyseurs pour d'autres secteurs économiques essentiels (comme le tourisme et les ventes d'appareils intelligents, par exemple).

1. Concept de «l'industrie culturelle et créative». Premièrement, étant introduite en 1947 par T. Adorno et M. Horkheimer dans leur livre «Dialektik», la notion portait le nom de «la culture de masse». Mais les auteurs n'ont pas aimé le terme et ont décidé de le changer pour «l'industrie culturelle et créative». À leur avis, ce nouveau mot décrivait mieux la notion, cette idée, car il mettait l'accent sur «la culture jaillissant spontanément des masses mêmes» [Adorno 1964]. Depuis, la notion évoluait. Les savants et les critiques d'art cherchaient comment on pouvait décrire cette notion, quelles industries on pouvait y inclure. On cherchait la meilleure définition pour la notion «l'industrie culturelle et créative».

Mais l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ou l'UNESCO, a mis fin à ces recherches et ces conjectures. En 2009 cette organisation internationale a défini ICC, ou «l'industrie culturelle et créative», comme «les secteurs d'activité ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial» [UNESCO].

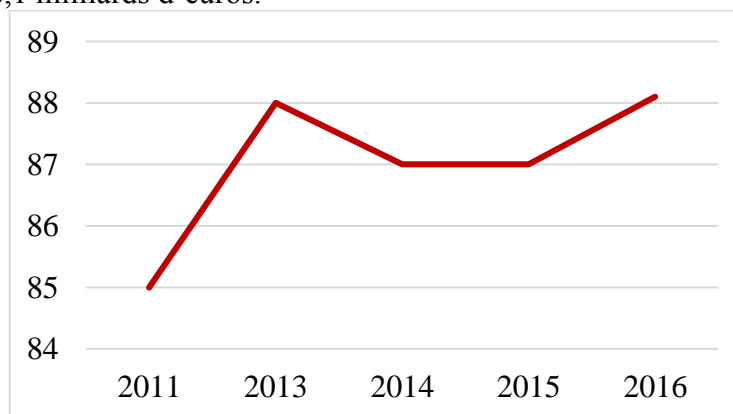
En parlant de cette notion, nous devons mentionner les principales caractéristiques de l'industrie qui ont été aussi énumérées par l'UNESCO [UNESCO]. Premièrement, c'est le croisement de l'économie et de la culture. L'UNESCO envisage que l'industrie peut être

nommée «l'industrie culturelle et créative» si elle comporte la «double» nature, c'est-à-dire que cette industrie ne doit pas seulement générer les valeurs de la société et créer quelque chose, mais aussi générer la richesse et créer de l'emploi. Deuxièmement, le cœur ou le pilier de l'industrie c'est la créativité, c'est le contenu artistique, l'innovation qui pousse les gens, qui les inspire. De plus, l'UNESCO remarque que l'industrie est l'activité dont la demande du public est difficile à prévoir et où la protection des biens créés est nécessaire. Donc, l'UNESCO met en valeur l'importance de la propriété intellectuelle. Et la caractéristique finale de ce secteur est la «non-systématisation» du salariat et la prédominance de micro-entreprises.

Finalement, nous devons énumérer ce que cette industrie comprend. Il est à noter qu'en 2011 Valérie Deroin a défini le contenu du champ statistique de la culture et a mis en évidence les 30 activités culturelles dont l'activité s'inscrit dans le cadre des 9 secteurs d'économie [Deroin 2011]. Donc, les 9 secteurs culturels et créatifs sont: audiovisuel, spectacle vivant, presse, agences de publicité, patrimoine, architecture, arts visuels, livre et enseignement.

2. Place des ICC dans l'économie de la France. Les industries culturelles et créatives tiennent un rôle remarquable dans l'économie de la France. On peut le voir si nous parlons des indicateurs économiques et si nous les comparons avec ceux des dernières années et ceux d'autres secteurs. Nous devons vous prévenir que les organisations différentes choisissent des systèmes d'évaluation divers. Pour cette raison nous allons vous donner les résultats de plusieurs recherches.

Le premier indicateur est la production totale des ICC, c'est-à-dire le montant des valeurs, des biens et des services produits et proposés sur les marchés (graphique 1). Selon la statistique du ministère de la Culture, la production des industries culturelles et créatives a augmenté fortement depuis 2011. En 2011 la production totale a été égale à 85 milliards d'euros, après elle a augmenté de 3,5% en 2013 par rapport à 2011. Ensuite la production a chuté et est restée au même niveau de 87 milliards d'euros pendant 2 ans. Cependant en 2016 on pouvait voir une croissance considérable. Pour la première fois la production a dépassé le niveau des dernières années et a atteint 88,1 milliards d'euros.



Graphique 1. Le poids économique direct de la culture, milliards d'euros [Jauneau 2013; Jauneau, Niel 2014; Picard 2016, 2017, 2018]

Si nous comparons la production totale des ICC avec celle des autres industries, nous pouvons voir (table 1) que la production totale des ICC est supérieure à la production dans l'agriculture, les industries extractives, la production et la distribution d'eau, la cokéfaction et le raffinage, la fabrication d'équipements électrique, électronique et informatique, la fabrication de textiles, l'industrie du papier, chimique et pharmaceutique et la métallurgie.

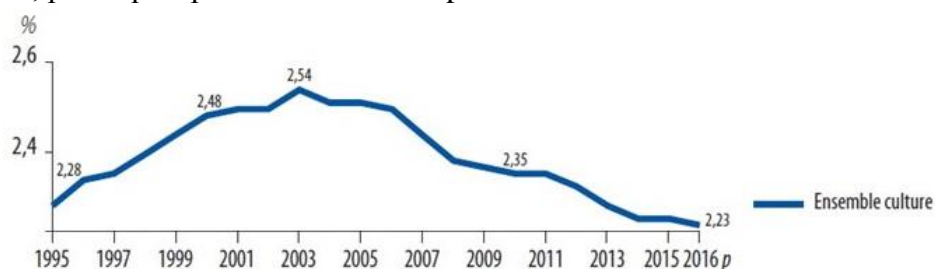
Table 1. Répartition de la production, milliards d'euros [INSEE 2016]

	2011	2012	2013	2014	2015
ICC	<u>85</u>		<u>87,9</u>	<u>86,8</u>	<u>87,5</u>
Agriculture, sylviculture et pêche	74,7	78,8	76,0	76,1	75,3

	2011	2012	2013	2014	2015
ICC	85		87,9	86,8	87,5
Industries extractives	5,7	5,6	5,6	5,5	5,4
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	48,3	48,8	47,8	47,7	47,7
Cokéfaction et raffinage	59,7	60,7	54,2	48,7	40,8
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	84,9	83,1	80,9	79,9	80,8
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	16,6	16,4	16,0	16,2	16,3
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	39,0	36,8	35,9	35,8	35,9
Industrie chimique	68,6	67,8	66,2	66,4	65,8
Industrie pharmaceutique	24,5	24,6	25,5	24,7	26,3
Fabrication de produits en caoutchouc, en plastique et d'autres produits minéraux non métalliques	56,9	54,6	52,2	51,6	51,4
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, hors machines et équipements	89,5	84,7	82,0	80,7	79,6
Autres industries manufacturières; réparation et installation de machines et d'équipements	66,7	67,1	66,6	67,7	69,1

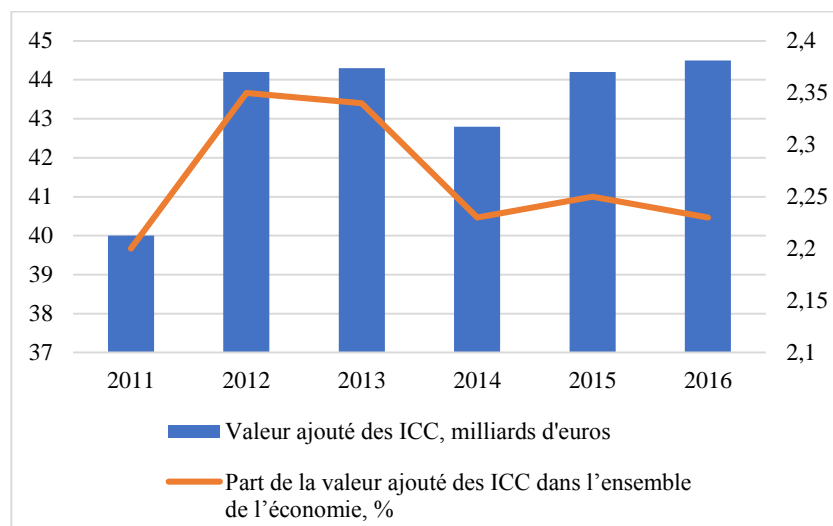
Le deuxième indicateur, qui est mentionné dans la recherche du ministère de la Culture, c'est la valeur ajoutée, ou VA, des ICC. Cet indicateur est utilisé pour évaluer le rôle d'un secteur dans le Produit Intérieur Brut, ou PIB, car la somme de toutes valeurs ajoutées est égale au PIB.

Sur le graphique 2 on peut voir que le part de la valeur ajoutée des toutes les industries culturelles et créatives dans la valeur ajoutée totale en 2016 est plus bas que celui en 1995. En 1995 cet indicateur a formé 2,28% de toute la valeur ajoutée, cependant en 2016 elle a été égale à 2,23%. Et d'une façon générale on peut voir une tendance négative, la régression de la valeur ajoutée des ICC, provoquée par la chute dans la production des livres.



Graphique 2. Part de la valeur ajoutée de toutes les industries culturelles et créatives dans la valeur ajoutée totale, % [Picard 2018]

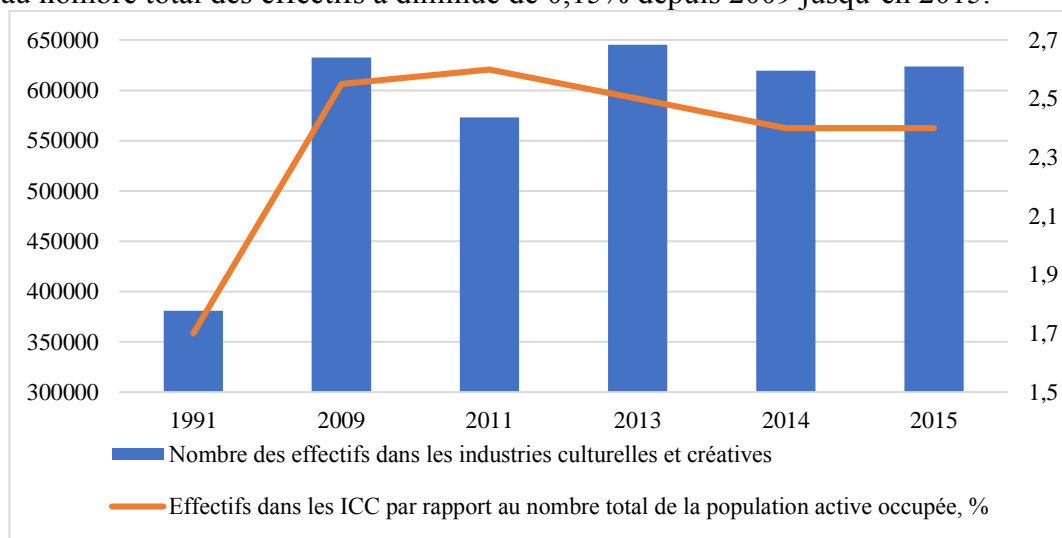
Mais il est à noter qu'en unités de mesure, la valeur a augmenté considérablement et le PIB a progressé de même (graphique 3). Par exemple, toute la valeur ajoutée des ICC a représenté 33,3 milliards d'euros en 1995 avec le PIB de 1460 milliards d'euros alors que en 2016 elle a été de 44,5 milliards d'euro et le PIB a atteint 1992,3 milliards d'euros [Picard 2016].



Graphique 3. Valeur ajoutée des ICC [Jauneau 2013; Jauneau, Niel 2014; Picard 2016, 2017, 2018]

Si nous comparons cet indicateur avec celui des autres industries, nous pouvons voir la même situation comme avec le dernier indicateur (la production), c'est-à-dire, les industries qui sont inférieures aux ICC par cet indicateur sont: l'agriculture, la production et la distribution d'eau, la cokéfaction et le raffinage, la fabrication d'équipements électrique, électronique et informatique [INSEE 2017].

L'indicateur final que nous allons analyser, c'est l'emploi dans les industries culturelles et créatives. Dans la recherche du ministère de la Culture on constate qu'en 2015 le nombre des effectifs dans le secteur a été égal à 623 574, et cela est moins qu'en 2009 où il y avait 632 691 salariés dans les ICC (graphique 3). De plus, on peut noter que le pourcentage des salariés par rapport au nombre total des effectifs a diminué de 0,15% depuis 2009 jusqu'en 2015.



Graphique 4. Effectifs dans les ICC et le pourcentage d'eux par rapport au nombre total de la population active occupée [Jauneau 2013; Jauneau, Niel 2014; Picard 2016, 2017, 2018]

Cependant, selon la statistique donnée par Eurostat en France les industries culturelles et créatives embauchent presque 900 000 personnes ce qui représente 3,3% de l'emploi général [Eurostat 2018].

Dans le même temps l'étude réalisée par l'un des plus importants cabinets d'audit et le membre du Big Four – Ernst&Young – nous donne les chiffres beaucoup plus optimistes [E&Y 2015]. On constate qu'à la fin de l'année 2013, l'économie de la culture et de la création employait 1,3 million de personnes. Les effectifs directs des ICC ont augmenté de 1,5% sur la période, quand le total de l'emploi en France n'évoluait que de 0,2%.

Quant aux secteurs les plus réussis, les arts visuels et graphiques affirment leur place de premier employeur culturel, malgré la crise de l'architecture et de la photographie (plus de 300 000 emplois). La télévision est aussi un marché très important: le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France représentent ensemble plus de la moitié du marché européen.

3. Industries culturelles et créatives à l'avenir. Nous pouvons voir que le rôle des ICC est énorme. En particulier, la production totale des industries culturelles et créatives a augmenté fortement depuis 2011, la valeur ajoutée des ICC a crû en unités de mesure. Il est à noter que les valeurs de ces indicateurs sont supérieures à celles de quelques autres industries importantes, comme l'agriculture, les industries extractives etc. Finalement, l'industrie de la culture et de la création embauche beaucoup de gens.

À présent, en France il y a des organisations qui opèrent pour soutenir les industries culturelles et créatives. Les programmes de la Commission Européenne, comme Europe créative, et l'organisation française – France Créative, qui jouent un rôle primordial dans le développement de l'industrie culturelle et créative. La Commission Européenne offre un guide stratégique, mène les programmes Culture et MEDIA et soutient la création d'une plate-forme d'apprentissage en matière de politiques grâce à l'initiative Alliance européenne des industries créatives. De plus, il y a des initiatives qui viennent également en aide à ce secteur [Commission Européenne]:

- Le Fonds social européen;
- Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation;
- Le Fonds européen de développement régional;
- L'initiative Destinations européennes d'excellence;
- Le programme ACPCultures+, financé par la direction générale de la coopération au développement.

Actuellement, les technologies numériques transforment tous les systèmes économiques, sociaux et culturels. En conséquence, les secteurs de la culture et de la création connaissent des modifications considérables. Certains domaines, comme la production musicale, la production des livres et la presse, doivent s'adapter aux nouvelles caractéristiques du marché. Pendant que la musique est en progression grâce aux ventes dématérialisées, la baisse généralisée des ventes touche presque toutes les catégories de livres.

De plus, selon la Commission Européenne, il y a certaines raisons des problèmes économiques de ces industries. Par exemple, on mentionne le manque d'expertise des établissements financiers pour analyser les modèles économiques des industries culturelles et créatives, la complexité des plans et modèles d'entreprises du secteur de la culture et le manque de données et de statistiques [Commission Européenne].

Nous sommes convaincues que les industries culturelles et créatives ont besoin de l'appui profond du gouvernement français pendant la période de transition numérique. En particulier, c'est nécessaire d'élaborer des politiques et des initiatives visant à promouvoir l'investissement dans ces secteurs et l'accès de ceux-ci au financement, notamment dans le cas des micro-entreprises peu connectées et disposant de peu de ressources. Puis, les évolutions dans le secteur de la culture requièrent de nouvelles compétences de la part des acteurs du secteur. C'est évident qu'il faut faire face aux changements des besoins de compétences en encourageant l'innovation dans l'éducation.

Bibliographie

Adorno Th. W., L'industrie culturelle. Communications, 1964, 3, pp. 12-18. URL: http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1964_num_3_1_993 (date de manipulation: 12.01.2018)

Commission Européenne Soutenir les secteurs de la culture et de la création: Évolution des compétences. URL: https://ec.europa.eu/culture/policy/cultural-creative-industries/skills_fr (date de manipulation: 16.01.2018)

Deroin V. Conceptualisation statistique du champ de la culture. Culture méthodes, 2011–3, 12 p.

Eurostat Table 1 Cultural employment over time. 2018. URL: http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Table_1_Cultural_employment_over_time.png (date de manipulation: 20.01.2018)

E&Y Création sous tension. 2^e Panorama de l'économie de la culture et de la création en France. Octobre 2015. URL: [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-2e-panorama-de-l-economie-de-la-culture-et-de-la-creation-en-France/\\$FILE/EY-2e-panorama-de-l-economie-de-la-culture-et-de-la-creation-en-France.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-2e-panorama-de-l-economie-de-la-culture-et-de-la-creation-en-France/$FILE/EY-2e-panorama-de-l-economie-de-la-culture-et-de-la-creation-en-France.pdf) (date de manipulation: 22.01.2018)

INSEE Production et consommation intermédiaire en 2015–2016. URL: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2383634?sommaire=2383694&q=production+2011> (date de manipulation: 12.01.2018)

INSEE Valeur ajoutée par branche en 2016–2017. URL: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2830197#tableau-Donnees> (date de manipulation: 12.01.2018)

Jauneau Y., Le poids économique direct de la culture. Culture chiffres, 2013–3, 12 p. URL: <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/L-actualite-du-DEPS/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-CC-2013-3> (date de manipulation: 12.01.2018)

Jauneau Y, Niel X. Le poids économique direct de la culture en 2013. Culture chiffres, 2014–5, 20 p. URL: <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-chiffres-2007-2018/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-en-2013-CC-2014-5> (date de manipulation: 12.01.2018)

Picard T., Le poids économique direct de la culture en 2014. Culture chiffres, 2016–1, 16 p. URL: <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-chiffres-2007-2018/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-en-2014-CC-2016-1> (date de manipulation: 12.01.2018)

Picard T., Le poids économique direct de la culture en 2015. Culture chiffres, 2017–1, 20 p. URL: <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-chiffres-2007-2018/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-en-2015-CC-2017-1> (date de manipulation: 12.01.2018)

Picard T., Le poids économique direct de la culture en 2016. Culture chiffres, 2018–1, 16 p. URL: <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Vient-de-paraitre/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-en-2016-CC-2018-1> (date de manipulation: 20.01.2018)

UNESCO Politiques pour la créativité. URL: <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/cultural-diversity/diversity-of-cultural%20expressions/tools/policy-guide/como-usar-esta-guia/sobre-definiciones-que-se-entiende-por-industrias-culturales-y-creativas/> (date de manipulation: 12.01.2018)

LA FRANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: OBJECTIFS ET PROGRÈS

Elizaveta Makas, Nathalie Boreyko, Yulia Spektor

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: L'objet de cet exposé est de montrer les directions principales et les plus importantes du programme de développement durable, les actions de la France dans la réalisation des objectifs du développement durable et ses résultats, et aussi les projets prometteurs de la communauté mondiale pour les prochaines années.

Mots-clés: développement durable, problèmes globaux, pauvreté, éducation, écologie, objectifs, environnement, faim, protection de la planète, santé, égalité, justice, partenariats, énergies renouvelables.

Abstract: The purpose of this presentation is to show the main directions and the most important aspects of the program of sustainable development, the essential actions of France in the achievement of its objectives and impressive national results, and also promising projects of the global community planned to be realized in the not too distant future.

Key-words: sustainable development, global problems, poverty, education, ecology, objectives, environment, hunger, protection of the planet, health, equality, justice, partnerships, renewable energy, green energy, gas emissions, ecological projects.

1. Introduction. En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, et la France l'a soutenu. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins (ONU). Le programme contient 17 objectifs de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les problèmes de l'écologie. Ce programme vise à résoudre les problèmes globaux et à développer le monde.

2. Développement. Les objectifs de développement durable (ODD) comprennent huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'OMD touchent les problèmes de l'extrême pauvreté et la faim; l'accès égal à l'éducation; l'égalité des sexes; la lutte contre la mortalité infantile; la santé maternelle; plusieurs épidémies dont le SIDA; l'environnement et le développement durable.

Le nouveau programme a modifié la liste des problèmes et ajouté d'autres objectifs. Et maintenant l'Agenda a 17 points:

- 1) Éradication de la pauvreté;
- 2) Lutte contre la faim;
- 3) Accès à la santé;
- 4) Accès à une éducation de qualité;
- 5) Égalité entre les sexes;
- 6) Accès à l'eau salubre et à l'assainissement;
- 7) Recours aux énergies renouvelables;
- 8) Accès à des emplois décents;
- 9) Construction d'une infrastructure flexible, promotion d'une industrialisation durable qui profite à tous et soutien de l'innovation;
- 10) Réduction des inégalités;
- 11) Villes et communautés durables;
- 12) Consommation et production responsables;
- 13) Lutte contre le changement climatique;
- 14) Vie aquatique;
- 15) Vie terrestre;
- 16) Justice et paix;
- 17) Partenariats pour la réalisation des objectifs.

La France a soutenu le nouveau programme et le 25 septembre 2015 elle a adopté l'Agenda 2030. L'Agenda 2030 permet d'articuler l'action autour des 5 piliers: planète, population, prospérité, paix et partenariats.

2.1. Protection de la planète. La protection de la planète implique la préoccupation de l'état actuel de la planète (la qualité de l'air, l'accès durable à la nourriture et à l'eau, une biodiversité riche et pleine de ressources) et aussi le souci des générations futures.

Objectif 6: Accès à l'eau salubre et à l'assainissement. Seulement 5,5 milliards de personnes ont un accès permanent à l'eau potable. Après la réalisation du programme d'Objectifs du millénaire pour le développement l'accès à l'eau est devenu une réalité pour plus de 2,6 milliards de personnes, et l'ODD progresse toujours. En France cet objectif est coordonné par l'Agence française de développement (l'AFD), grâce à laquelle 1 million de personnes ont reçu un meilleur accès à l'eau potable.

Objectif 7: Recours aux énergies renouvelables. Plus de 3 milliards de personnes n'ont toujours pas d'accès à des combustibles et à des technologies non polluantes et plus de 1 milliard de personnes n'ont pas d'accès à l'électricité. La France a consacré 3 millions d'euros au développement des énergies renouvelables en Afrique (depuis 2016).

Objectif 11: Villes et communautés durables. Aujourd'hui 1 milliards d'humains vivent dans des bidonvilles (vers 2030 le nombre sera doublé). En France l'AFD élabore le projet de 100 nouvelles villes avec tous les services essentiels.

Objectif 13: Lutte contre le changement climatique. Le 22 avril 2016 l'Accord de Paris a été ratifié par 96 pays. Depuis cette date 2,9 milliards d'euros ont été dépensés par l'AFD pour des projets environnementaux (énergies renouvelables, transports, protection de la forêt, agroécologie, etc.).

Objectifs 14 et 15: Vie aquatique et terrestre. Ces objectifs visent à l'utilisation durable des ressources marines et terrestres. Sur la période 2003–2013 la France (l'AFD) a financé la protection de 39 000 000 hectares dans le monde.

2.2. Prospérité. Le développement des États doit établir une prospérité économique inclusive et respectueuse de l'environnement. Afin d'assurer la paix et la prospérité, il convient de mettre au service de tous la science, les technologies et l'innovation pour un développement à dimension humaine.

Objectif 8: La croissance est, certes, un indicateur de pauvreté de la population mais elle doit respecter l'environnement. Le taux moyen annuel de croissance du PIB par habitant a augmenté de 0,77% entre 2015 et 2016. La productivité, quant à elle, a fortement ralenti tout comme le taux de chômage qui a diminué.

Objectif 9: La croissance économique se développe grâce à l'infrastructure, à l'industrialisation et à l'innovation tout comme l'inclusion, la flexibilité et la durabilité qui permettent, de plus, de favoriser le développement durable. Le transport aérien génère des retombées économiques importantes pour le PIB mondial. Il est important de veiller à la réduction des émissions de dioxyde de carbone, ce qui a été observé entre 2000 et 2014. Les investissements mondiaux dans la recherche-développement ont augmenté à un taux annuel moyen de 4,5 % entre 2000 et 2014. Ils ont atteint 1 800 milliards de dollars (parité de pouvoir d'achat) en 2014, soit 1,7 % du PIB mondial.

Objectif 10: L'objectif 10 vise à harmoniser le poids des différents pays dans les décisions économiques et financières internationales. Les réformes entreprises par le Fonds monétaire international ont conduit à une augmentation de la proportion de voix des pays en développement. Ce poids reste, malgré tout, en-deçà du pourcentage que ces pays représentent parmi les membres. La communauté internationale du commerce continue d'accorder des conditions d'accès plus favorables aux PMA (pays les moins avancés): la proportion de lignes tarifaires en franchise de droits appliquées aux exportations des PMA a augmenté de 49 % en 2005 à 65 % en 2015.

Objectif 12: Les modes de consommation et de production actuelles permettent de dissocier la croissance économique de l'exploitation des ressources et permettent une gestion des déchets dangereux afin de minimiser leur impact néfaste sur la population et l'environnement. Chaque année, 3 milliards de tonnes d'aliments sont gaspillées, alors que

1 milliard de personnes sont sous-alimentées et que 1 milliard d'autres souffrent de la faim. L'empreinte matérielle humaine dans le monde ne cesse d'augmenter. L'Asie de l'Est et du Sud-Est sont les régions dans le monde ayant la plus forte empreinte, ce qui reflète le développement économique rapide de ces régions.

2.3. Paix. Objectif 16: La paix, la justice et des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous sont la base du développement durable. Pourtant, ces dernières années, le nombre de conflits violents et armés a augmenté considérablement.

Les enfants subissent une agression psychologique, les femmes et les filles sont souvent victimes des actes de violence. La grande majorité des victimes identifiées de la traite d'êtres humains en 2014 étaient des femmes et des filles (71 %), et plus d'un quart étaient des enfants.

Beaucoup de gens sont placés en détention sans avoir été jugés et en plus, on constate un haut niveau de corruption. Au niveau mondial, la proportion de personnes placées en détention sans avoir été jugées ou condamnées pour un délit était de 31 % entre 2013 et 2015. Selon des données obtenues entre 2005 et 2016, plus de 18 % des entreprises dans le monde ont déclaré qu'il leur avait été demandé au moins une fois de verser un pot-de-vin.

2.4. Population. Face aux défis majeurs du développement durable pour l'avenir de l'humanité, la politique de développement international de la France se fixe pour objectifs prioritaires d'améliorer les conditions actuelles de la vie.

Objectif 1: Eradiquer la pauvreté. En 2017, on estimait que 760 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 1,9 dollar par jour. Le gouvernement a mis l'éradication de la pauvreté au centre de sa politique sociale et a consacré plus de 2,6 milliards d'euros jusqu'en 2017 pour assurer l'accès aux services de base pour tous. Déjà en 2013, 6,8 millions de personnes recevaient des prestations supplémentaires.

Objectif 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. La France développe une agriculture plus responsable et plus écologique. Par exemple, le marché d'aliments naturels a doublé pendant cinq ans et la France a la troisième la plus grande surface de l'agriculture biologique de l'Union européenne.

Objectif 3: Bonne santé et bien-être. Dans le monde, 303 000 femmes et 5,9 millions d'enfants de moins de 5 ans sont décédés en 2015. La plupart de ces décès étaient évitables. La France a une politique de santé internationale proactive. Elle reconnaît la santé reproductive comme l'une de ses priorités. Presque 500 millions d'euros ont été alloués pour diminuer la mortalité maternelle et infantile. En 2016, la France a de nouveau affecté 10 millions d'euros à cette initiative.

Objectif 4: Éducation de qualité. Aujourd'hui 263 millions d'enfants et d'adolescents sont privés d'éducation et 250 millions ne savent ni lire ni écrire. Le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) a alloué 1 500 000 euros sur la période 2016–2018 pour financer un projet conjoint de l'UNESCO, l'UNICEF qui est mis en œuvre au Sénégal, Cameroun et Togo où on a besoin de promouvoir l'éducation.

Objectif 5: Égalité entre les sexes. Moins d'1 poste sur 3 de cadre supérieur et de cadre moyen est occupé par une femme. La France développe le leadership des femmes avec «Les Femmes de la Méditerranée: programme d'une nouvelle génération des leaders».

2.5. Partenariats. Objectif 17: Créer des partenariats efficaces et inclusifs. Cet objectif embrasse les secteurs qui doivent contribuer à la technologie et aux investissements.

Le MEAE a soutenu l'initiative de la Banque Mondiale «ODD pour tous» qui vise à développer des produits financiers basés sur les ODD.

3. Conclusion. Le développement durable est un objectif principal du développement de la société et de la paix. Ce développement contribue à créer un nouveau modèle de la vie pour les générations de demain. L'Agenda 2030 permet d'atteindre les buts de développement durable dans tous les domaines de la vie de la société.

La France a un grand potentiel et fait beaucoup d'efforts pour réaliser les projets: elle mène cette politique à l'intérieur du pays et à l'extérieur en aidant les pays en développement.

Bibliographie

Agenda 2030 du développement durable: où en est la France? URL: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/l-agenda-international-du-developpement/article/l-agenda-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-odd> (date de manipulation: 02.03.2018)

Ministère de la Transition écologique et solidaire. Les objectifs de développement durable (ODD). URL: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/ODD> (date de manipulation: 01.03.2018)

Rapport sur les objectifs de développement durable 2017. URL: https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2017/TheSustainableDevelopmentGoalsReport2017_French.pdf (date de manipulation: 01.03.2018)

Report on the implementation be France of the sustainable development goals. URL: <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/10726Report%20SDGs%20France.pdf> (date de manipulation: 02.03.2018)

LA LANGUE FRANÇAISE VUE COMME OUTIL PRINCIPAL DE LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE DANS UN ESPACE NON-FRANCOPHONE. RÉALISATION PRATIQUE: CLUB DE L'AMITIÉ FRANCO-RUSSE «POCIDELKI» DE L'UNIVERSITÉ RUDN

Carmen Castillo, Ismail Debeysac, Vladislav Anissimov, Tatiana Evsikova

Université russe de l'amitié des peuples

Résumé: L'espace francophone est estimé à 274 millions d'individus repartis sur les cinq continents, et symbolise la diversité culturelle, linguistique et politique. Préserver cette pluralité représente aujourd'hui un véritable défi. Dans ce contexte le Club de l'amitié franco-russe POCIDELKI de l'Université RUDN incarne les valeurs ci-mentionnées. Dans cet article nous analysons le rôle de la langue française ayant pour but la communication entre les étudiants, représentants des pays, cultures, sociétés, religions différentes. La langue française donc est l'instrument de la mise en contexte francophone aussi pour les citoyens étrangers que pour les citoyens de la Fédération de Russie. Le français reste donc la langue véhiculaire pour une approche culturelle aussi bien que pour une approche personnelle. L'espace francophone de POCIDELKI devient un lieu d'échanges et du dialogue interculturel dans un espace non-francophone.

Mots-clés: langue française, francophonie, communication interculturelle, langage, échange, adaptation, langue étrangère.

Abstract: The French-speaking community is estimated at 274 million people spread across five continents, and symbolizes cultural, linguistic and political diversity. Preserving this plurality is a challenge today. In this context, the French-Russian Friendship Club POCIDELKI of RUDN University embodies the values mentioned above. In this article we analyze the role of the French language aimed at communication between students, representatives of countries, cultures, societies, different religions. The French language is therefore the instrument of French-speaking context for foreign citizens as well as for the citizens of the Russian Federation. French remains the vehicle language for the cultural approach as well as for the personal approach. The frenchspeaking area of POCIDELKI becomes a place of exchange and intercultural dialogue in a non-French speaking area.

Key words: French language, francophonia, intercultural communication, community, francophone, adaptation, foreign language.

Les langues étrangères constituent aujourd'hui un enjeu majeur de société: enjeu individuel pour ceux qui souhaitent intégrer un marché de travail désormais internationalisé et en pleine mutation: enjeu majeur pour les nations, dans leurs tentatives de réguler les flux migratoires. Dans ce contexte l'individu doit parler une ou plusieurs langues étrangères.

Le français joue un rôle primordial car c'est une langue parlée sur tous les continents par environ 274 millions de personnes. Elle est une des six langues officielles et une des deux langues de travail (avec l'anglais) de l'Organisation des Nations Unies, et la langue officielle ou de travail de plusieurs organisations internationales ou régionales, dont l'Union européenne. Après avoir été à l'époque de l'Ancien Régime la langue des cours royales et princières, des tsars de Russie aux rois d'Espagne et d'Angleterre en passant par les princes de l'Allemagne, elle demeure une langue importante de la diplomatie internationale aux côtés de l'anglais.

Il faut également constater que le statut des langues dans la société du savoir du XXI^e siècle prend une place nouvelle par rapport à celle qu'il occupait jusque dans les années 1980. Nombreux sont ceux qui ont l'intuition naturelle que l'apprentissage d'une langue ne peut se faire uniquement dans le cadre scolaire, car on attend désormais des locuteurs une vraie compétence en communication, difficile à acquérir en milieu guidé. En même temps la langue française – témoignage vivant de la culture française – ne représente pas uniquement un outil de communication mais véhicule aussi les valeurs de tolérance, d'ouverture et de solidarité. L'apprentissage du français aide à former des individus et contribue au développement personnel grâce à l'acquisition des principes universels du dialogue interculturel.

Selon Klokov V.T. [КЛОКОВ 2000: 5] quand on parle de la langue française et qu'on veut préciser ses différents statuts selon que l'on se trouve à un endroit ou un autre du globe, il est nécessaire avant toute chose de s'arrêter sur la spécificité ethnolinguistique, ethnoculturelle et culturo-linguistique pour identifier la société et la particularité des pays locuteurs de langue française. Ainsi par identification ethnoculturelle nous comprenons la prise de conscience de l'appartenance d'individus à un groupe défini, qui a une histoire, une culture et une langue propre. Par identification ethnolinguistique: la prise de conscience par un groupe de personnes d'appartenir à une ethnie déterminée par l'utilisation qu'ils font d'une langue ou d'une autre. Par identification culturo-linguistique: la prise de conscience par un individu et la société d'appartenir à la culture de la langue qu'ils utilisent. De ce point de vue et sur la base de ces critères donnés, on peut dire que dans le cadre de la francophonie sont regroupées de nombreuses ethnies qui ont chacune une histoire différente et particulière avec des cultures spécifiques et une diversité de langues.

D'autre part, l'apparence de communauté des pays francophones d'Europe, d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, de territoires indiens et d'Océanie, la présence dans ces pays d'un certain statut de la langue française et d'une culture commune nous permet de parler d'une identification culturo-linguistique de plusieurs peuples appartenant à des groupes nationaux différents. Si l'on suit ce point de vue exprimé par Klokov V.T. dans son ouvrage «Le français en Afrique», la francophonie est un résultat défini par l'identification culturelle et linguistique de la société et des individus sur un plan international.

Boutros Boutros-Ghali se plaisait à dire que «la francophonie était née d'un désir ressenti hors de France» [Boutros-Ghali 1995]. L'idée de créer un espace où le français apparaîtrait comme outil principal de la communication interculturelle a pris un jour naissance à l'Université russe de l'amitié des peuples (RUDN). Réunissant 154 nations, l'Université promeut la diversité culturelle et linguistique. Parmi les langues étrangères enseignées à l'Université RUDN le français occupe une place importante. En même temps le nombre de ressortissants des pays francophones venus faire leurs études dans cette université est assez important. Une fois en Russie les étudiants étrangers doivent faire face à l'adaptation dans un

pays étranger. La maîtrise de la langue russe se voit ainsi parmi les premières compétences à acquérir. Pourtant, pour permettre une adaptation réussie il semble nécessaire de créer une ambiance à même d'être perçue par la plupart des étrangers comme conviviale, qui leur donnerait envie, tout d'abord, de s'adapter aux nouvelles conditions de vie telles que le climat, les différences du système éducatif, le logement à la résidence universitaire, le caractère des gens russes souvent sévère à la première vue. Les représentants des pays étrangers se retrouvent dépayés.

Du point de vue français, ce qui peut être très intéressant est la perception que les russes ont de la France. Petit à petit la discussion s'engage et on peut comprendre alors que beaucoup ont une sensibilité particulière vis-à-vis d'elle. Souvent il s'agit d'une attirance très prononcée pour l'art français: la musique, la littérature, le cinéma. Beaucoup en effet expliquent: «j'ai choisi la langue française parce qu'elle est très belle et j'aime sa sonorité». Pendant une très longue période, la maîtrise de la langue française a été considérée comme un signe d'appartenance à la noblesse et à l'élite culturelle en Russie. Avec l'installation du rideau de fer le peuple russe a appris à apprécier tout ce qui était en rapport avec l'étranger, avec la France tout particulièrement, au lieu de valoriser la culture, l'histoire et la langue de son propre pays. Aujourd'hui l'accès au monde extérieur est permis, mais les représentants d'une culture étrangère sont souvent regardés et jugés sur la base des clichés qui s'étaient formés à l'époque soviétique.

Dans ce contexte-là est née l'idée de la création d'un espace francophone qui regroupe:

- Les ressortissants de la France métropolitaine;
- Les ressortissants des pays francophones-anciennes colonies françaises;
- Les étudiants (élèves) en FLE;
- Les étudiants étrangers ressortissants des pays européens ayant le français comme langue étrangère.

Cet espace a pris le nom d'un Club de l'amitié franco-russe POCIDELKI où:

- L'idée d'un club de l'amitié va de pair avec les valeurs qui sont à la base de la création de l'Université russe de l'amitié des peuples qui abrite cette communauté francophone, et qui s'accorde bien avec les principes fondamentaux de l'OIF.

- Le club est considéré comme franco-russe en raison des langues qui sont utilisées par les participants.

- Le mot POCIDELKI a au début été traduit en français comme RETROUVAILLES mais finalement la version russe a été empruntée sans traduction car cette notion reste spécifique à la culture russe et peut être vue comme un «emprunt contextuel» que les participants étrangers emploient eux-mêmes en évoquant l'activité du club en question.

Les activités réalisées dans le groupe sont très diverses.

1. Les activités qui ont pour but de rapprocher les étudiants étrangers de la culture russe, ce qui leur permettra de mieux s'adapter à la vie à Moscou, de se motiver pour l'apprentissage et l'amélioration de la langue russe.

- Sorties cinéma;
- Sorties concerts (Conservatoire de Moscou);
- Promenades à travers Moscou;
- Patinage d'hiver;
- La plongée à la russe («morjévanié»);
- Célébration des fêtes russes et internationales (Maslénitsa, Saint Valentin, Nouvel an, Noël, Fête du Défenseur de la Patrie, Fête de la femme).

2. La découverte des différentes cultures des pays francophones (Liban, Sénégal, Togo, Maroc, la République démocratique du Congo, la République du Congo, l'Algérie) sous forme de présentations réalisées par les membres francophones du club POCIDELKI. Toute présentation est suivie d'une traduction vers la langue russe ce qui permet aux étudiants de s'entraîner dans l'interprétation.

3. La découverte de la Russie – voyages en dehors de Moscou. (Kolomna et Elektrostal).

4. La coopération et l'échange avec les différentes institutions ayant pour but de promouvoir la francophonie en Russie:

- *Le centre culturel la Francothèque de Moscou* (la rencontre avec la représentante de la Francothèque de Moscou dans le cadre des rendez-vous du club POCIDELKI à l'université, la participation aux activités organisées par la Francothèque de Moscou à la Bibliothèque de la littérature étrangère Rudomino M.I., la coopération dans le cadre de la mise en place du concours de récitation «La Voix de l'Amitié des Peuples» etc);

- *L'Institut Français de Moscou* (les projections cinématographiques au cinéma *Illusion*, au cinéma *Pioner*, au cinéma *Fakel*, au cinéma *Dom kino* dans le cadre de la formation «École au cinéma», le travail de bénévole lors des festivals Bonjour, France–2017, marchés de Noël–2016 et 2017, l'organisation des Jeux de la francophonie–2017, la participation aux ateliers mis en place à l'IFR- cinéclub, expositions);

- *L'édition française en Russie du «Courrier de Russie»* (la rencontre avec l'équipe du «Courrier de Russie» (journalistes et traducteurs dans le cadre des rendez-vous du club POCIDELKI à l'université, la participation aux conférences organisées à la maison d'édition du «Courrier de Russie» dans le cadre du projet «Mardi international»);

- *Le Collège universitaire français (CUF) de Moscou* (rencontre avec le directeur du CUF M. Kachler, inscription au CUF comme auditeur libre, coopération avec les étudiants du CUF).

5. Discussions bilingues sur des thèmes d'actualité qui ont pour but de permettre un échange de points de vues, la pratique de la langue (français et russe), la réflexion, la communication entre les participants au sujet du charme, de la diversité, du voyage de l'amitié, de la vérité vs mensonge, de la rentrée au goût de la pomme, des élections, des fantômes, des femmes, du Noël, de la vocation, de la motivation et au sujet de l'amour.

6. Coopération avec les écoles russes (master-class en vue de promouvoir la langue française et de permettre aux élèves de se faire une idée de la francophonie. Cela permet également aux membres du club de connaître l'ambiance des écoles russes):

- Ecole 1114 de Moscou;

- Ecole 1101 de Moscou;

- Gymnase numéro 9 de la ville d'Elektrostal.

7. Activité scientifique:

- Présence lors des colloques scientifiques en langue française à l'Université RUDN («La langue et la société au XXI^e siècle: coopération et dialogue des cultures»)

- Travail de modération lors du XII Colloque international d'étudiants et de jeunes chercheurs «La France et la francophonie d'aujourd'hui. Les grands défis face aux mutations économiques, politiques et sociales dans le monde».

8. L'activité du club de l'amitié franco-russe POCIDELKI sur les réseaux sociaux:

- Groupe ouvert Vkontakte (103 membres);

- Groupe avec accès limité sur Facebook (166 membres);

- Groupe WhatsApp (143 membres).

Conclusion. Pendant notre recherche nous avons remarqué quatre tendances qui illustrent bien la volonté des étudiants russes et francophones d'améliorer leurs connaissances de la langue française et de la culture des pays francophones:

1. Les étudiants russes commencent à étudier la langue française en dehors de l'université, ils apprennent les règles grammaticales et le vocabulaire de manière complémentaire aux cours pour ensuite utiliser leurs connaissances lors des échanges avec les étudiants francophones.

2. Les étudiants russes consultent activement les francophones au sujet de la langue et de la culture des pays dont ils sont les représentants et que nous avons la chance d'accueillir.

3. Les étudiants francophones essaient à leur tour d'utiliser leur connaissance de la langue russe et n'hésitent pas à demander conseil aux Russes s'ils emploient correctement tel ou tel mot ou telle ou telle construction grammaticale.

4. En participant aux différentes discussions sur tout type de sujet les étudiants et les élèves russes peuvent acquérir les compétences qui leur permettront de se développer dans les métiers et disciplines telles que le journalisme, l'interprétation, la traduction, la linguistique, la communication interculturelle. Ce qui ressort de ces rencontres n'est pas de trouver une conclusion à toutes ces discussions. Bien au contraire ce qui importe c'est l'échange avec l'autre, l'ouverture sur le monde et sa culture et cela grâce à l'usage de la langue française.

5. À l'Université RUDN nous sommes arrivés à créer l'«espace libre» où les étudiants ont l'occasion de pratiquer la langue dans une ambiance informelle ce qui pourrait leur permettre de mieux s'intégrer dans l'espace francophone existant et de franchir la barrière de la langue que nous avons tous dès le début de l'étude de telle ou telle langue. À notre avis, les rencontres de ce type aident les étudiants à commencer à parler beaucoup plus vite et à surmonter les difficultés de la langue grâce à la présence d'une ambiance informelle où personne ne les oblige, par exemple, à suivre les règles grammaticales. De plus la conversation avec les étudiants-locuteurs du même âge est plus détendue qu'avec les professeurs durant lesquelles les étudiants craignent assez souvent de faire des fautes et ne peuvent parfois s'exprimer à cause de leur peur de recevoir une mauvaise note.

6. À partir de là, on peut tirer la conclusion que les étudiants russes et francophones non seulement améliorent leurs connaissances de la langue, mais aussi obtiennent la compétence d'expliquer oralement leurs pensées, en confrontant les règles de leurs langues maternelles et en se confrontant eux-mêmes avec les représentants des différents peuples et nations.

Bibliographie

Boutros-Ghali B., Le Monde, 2 décembre 1995.

Chomsky N., La nature formelle du langage, in Chomsky N., La linguistique cartésienne, Paris: Ed. Du Seuil, 1969.

De Carlo M., L'interculturel, Paris, CLE International, 1998. col. Didactique des Langues étrangères.

Maalouf R., La Francophonie, clé du dialogue interculturel? URL: http://www.huffingtonpost.fr/rita-maalouf/la-francophonie-cle-du-dialogue-interculturel_b_6911504.html (date de manipulation: 30.01.2017)

Ажеж Клод. Человек говорящий: Вклад лингвистики в гуманитарные науки: Пер. с фр. Изд. 2-е, стереотипное. – М.: Едиториал УРСС, 2006. – 304 с.

Борботько В.Г. Принципы формирования дискурса от психолингвистики к лингвосинергетике. – Москва: Либроком, 2011. – 288 с.

Гумбольдт В. О сравнительном изучении языков применительно к различным эпохам их развития // Звегинцев В.А. История языкознания XX–XXI веков в очерках и извлечениях. – М., 1964. – Ч.1.

Клоков В. Т. Французский язык в Африке. Лингвокультурологическое исследование. – Саратов: Изд-во Саратов. ун-та, 2000. – 284 с.

Постовалова В.И. Язык и Миропонимание: Опыт лингвофилософской интерпретации. Серия: История лингвофилософской мысли. – Москва: ЛЕНАНД, 2017. – 312 с.

Ремчукова Е.Н., Страхова А.В. Рекламное «зазеркалье» России и Франции: Лингвокреативный и гендерный аспекты. – Москва: ЛЕНАНД, 2016. – 216 с.

Сидакова Н.В. Французский язык как средство профессионально-ориентированного межкультурного общения // Вестник ИрГТУ. – 2015. – №1. – С. 294-298.

Section III

La politique intérieure et extérieure de la France

LA LUTTE CONTRE LE DJIHADISME DANS LE SAHEL COMME UN ASPECT DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE

Darya Chmakova

Université d'État Lomonossov de Moscou

Résumé: L'objet de cette étude est de découvrir les raisons pour lesquelles la France est intéressée à l'intensification de la lutte antiterroriste dans la région sahélienne, d'analyser le succès de sa politique, et, enfin, de montrer l'instrumentalisation du sujet à résoudre les problèmes politiques. Une attention particulière était accordée aux facteurs internes qui affectent la politiques dans le Sahel (l'opinion publique, la position des partis politiques etc.). Cette étude a permis de détecter un intérêt économique évident de la France dans la région du Sahara-Sahel et d'évaluer les coûts de la lutte anti-terroriste en Afrique.

Mots-clés: lutte antiterroriste, organisations terroristes d'idéologie salafiste djihadiste, intervention militaire au Mali, opération «Serval», opération «Barkhane», G5 du Sahel, industrie nucléaire française, Orano (Areva).

Abstract: The purpose of this study is to discover the reasons why France is interested in the intensification of the fight against terrorism in the Sahel region, analyze the success of its policy, and finally demonstrate the instrumentalization of the subject to solve the political problems. Special attention was paid to domestic factors affecting policy in the Sahel (public opinion, the position of political parties, etc.). This study was able to detect an obvious economic interest of France in the Sahara-Sahel region and to assess the costs of the fight against terrorism in Africa.

Key words: counterterrorism, terrorist organizations of jihadist salafist ideology, military intervention in Mali, operation «Serval», operation «Barkhane», G5 Sahel, French nuclear industry, Orano (Areva).

La région du Sahel a historiquement été la sphère d'intérêt de la République française. Malgré le fait que le projet «Françafrique» a été déclaré terminé par François Hollande, le nouveau gouvernement d'Emmanuel Makron continue une intervention militaire au Mali et en particulier l'opération «Barkhane», ainsi que le combat actif contre la terreur des groupes armés salafistes djihadistes dans la région, en respectant les promesses faites pendant la campagne électorale. Dans son premier discours du Nouvel An à la nation, le président français a souligné que 2018 serait décisive dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. L'intérêt de la presse française à la participation de la République à la lutte contre le terrorisme ne faiblit pas. Les grandes éditions hebdomadaires «Le Monde», «Le Figaro» et d'autres publient des articles sur la présence française au Sahel. Le problème du djihadisme dans la région attire un nombre croissant d'acteurs, et une évidente intensification de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme (principalement dans le cadre de l'assistance à G5 du Sahel⁵) nous permet de parler de l'intérêt non seulement de la France, mais aussi d'autres pays, en particulier des États-Unis, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Chine, du Canada, etc.

La France, en préservant et même en élargissant sa présence politique, économique et militaire dans la région, l'explique par la nécessité d'assurer la sécurité et la stabilité internationales et nationales, ainsi que par des considérations humanitaires. La région, étant l'un des principaux centres d'instabilité dans le monde menace potentiellement la sécurité nationale de la République française, principalement à cause de la menace grandissante du terrorisme. La

⁵«G5 du Sahel» est une organisation de coordination de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité nationale, créé en 2014 par cinq États du Sahel: Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad.

terreur est un problème réel: seulement dans la période de 2012 à 2018 plus de dix actes terroristes ont eu lieu dans les villes sur le territoire de l'Hexagone.

On sait que la France est guidée par des motifs géostratégiques dans le cadre de la volonté de préserver son influence dans la région qui a été historiquement une sphère de ses intérêts. Mais ses motivations économiques, tels que l'approvisionnement en pétrole et l'uranium du Niger et du Sénégal, jouent un rôle plus important. Ainsi, le leader de l'industrie nucléaire française, Orano (Areva), produit un tiers d'uranium dans les mines du Niger. Près de 140 000 tonnes d'uranium, ont été extraites au Niger depuis le début de l'exploitation. Au Niger, Somaïr et Cominak, filiales d'Orano, exploitent deux grandes mines d'uranium situées non loin de la ville d'Arlit, où les organisations terroristes d'idéologie salafiste djihadiste «Boko Haram», AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), «Ansar al-Din» et plusieurs petits groupes qui prétendent être affiliés à Al-Qaïda sont actifs. Des attaques de la part des militants islamistes ont été infligées à la fois à des citoyens français au Niger et à des entreprises entières. En 2013, la mine d'uranium d'Areva a été attaquée par le kamikaze du groupe «Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest». Ainsi, les représentants des organisations radicales islamistes ne sont pas isolés par les frontières des États, ils traversent le territoire du Sahara-Sahel, menaçant la stabilité de l'extraction et la fourniture des ressources énergétiques.

Et même si le Niger est le principal objectif stratégique de la France, grâce aux riches réserves d'uranium, le cas le plus représentatif illustrant l'intérêt de la France dans le problème du djihadisme dans la région du Sahara-Sahel, c'est une intervention militaire au Mali. Elle a été lancée en 2013 dans le cadre de la rébellion touareg, l'affaiblissement de l'élite politique et une augmentation significative des groupes islamistes radicaux d'AQMI, «Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest» et «Ansar al-Din» dans le nord du Mali. L'extraction de l'uranium au Niger et au Mali, principalement par la société énergétique française, a déplu aux tribus touaregs, qui ont exigé les paiements de la concession française pour compenser les dommages de leurs intérêts. Ce problème en conjonction avec un désir des touaregs de créer l'Azawad⁶ au nord du Mali a conduit à la sortie du territoire du contrôle du gouvernement, dont des groupes djihadistes ont profité. M. Dioncounda Traoré, le président du Mali en 2012–2013, a demandé l'aide du gouvernement français et a reçu un soutien. Selon le Ministère des Armées, 4 000 soldats français et 6 900 soldats de la coalition ouest-africaine ont participé à l'opération «Serval» (lancée en janvier 2013) [Haine]. Les actions combinées ont eu un grand succès, et le Mali était presque complètement libéré des islamistes radicaux le 7 Février 2013, mais la durée de la présence française n'a pas été déterminée, et les opérations militaires se poursuivent, selon les dirigeants français, jusqu'à ce qu'ils ne soient nécessaires. Cela fait plus de cinq ans, mais le contingent français (3500) se bat dans le Sahel, maintenant participant à l'opération «Barkhane» soutenue par les forces combinées G5 du Sahel.

La France, selon M. Makron, n'a pas l'intention de réduire son contingent en Afrique, cependant, elle prévoit d'accroître le soutien financier aux gouvernements africains, afin qu'ils soient capables de faire face à la menace du djihadisme. Dans la lutte contre le terrorisme islamique au Sahel, le gouvernement du président Makron entreprend non seulement des opérations militaires, mais encore un large éventail de mesures. Ces mesures comprennent une augmentation des investissements dans les économies des pays en développement dans la région: le 8 Février 2018 le Président français a annoncé son intention d'augmenter progressivement l'aide aux gouvernements du Sahel à 0,55% du RNB d'ici à 2022, plaçant la direction africaine au centre de sa stratégie de la politique étrangère. Le gouvernement veut renforcer son action dans certains secteurs: éducation, environnement, égalité homme-femme. L'aide humanitaire passera de moins de 200 à 500 millions d'euros, d'ici 2022. Le chef d'Etat

⁶Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est une organisation touarègue armée au Nord du Mali. Son objectif est l'indépendance du territoire de l'Azawad. Le 17 janvier 2012, les rebelles touaregs du MNLA et d'Ansar Dine (salafiste) déclenchent la cinquième rébellion touarègue contre le gouvernement Malien.

français considère la formation et l'amélioration de la situation écologique dans la région comme les domaines prioritaires de sa politique en Afrique.

La France encourage la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme (par exemple, la coopération avec les Etats-Unis). Le financement du G5 du Sahel se poursuit également et des réunions régulières sont organisées pour coordonner les actions des alliés. L'Hexagone demande instamment à l'Organisation des Nations Unies et à l'Union européenne de prêter attention à ce problème. Bien que le leader français ait déclaré que la participation de nouveaux acteurs dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel ne signifiait pas un retrait anticipé des troupes françaises de la région, certains chercheurs ont cru que la France cherchait à partager la charge financière et la responsabilité avec d'autres pays.

Au moment de l'ouverture de l'opération «Serval», la société française a exprimé son soutien au gouvernement du Président Hollande. La plupart des partis politiques ont été unanimement «pour» une intervention militaire. Actuellement du Front de Gauche au Front National, le pourcentage de partisans de la lutte contre les groupes djihadistes radicaux oscille entre 73 et 82% (seuls les proches d'Europe Ecologie Les Verts y font exception, avec 66%) [Lebovich]. Les sondages d'Institut français d'opinion publique ont montré que 79% des Français soutiennent l'élimination par l'armée française de djihadistes impliqués dans les réseaux terroristes menaçant la France. Le soutien public peut être expliqué par la crainte de la société avant les nouvelles attaques terroristes. Selon une étude Ifop réalisée pour «Le Journal du Dimanche», 92% des Français considèrent la menace terroriste élevée [Les Français]. Au début de l'opération «Serval» le contingent français a été accueilli dans les pays du Sahel, les gens attendaient de l'aide dans la lutte contre le terrorisme et de l'arrivée de la paix, mais la situation a changé de façon spectaculaire en 2018. Alors qu'en France il n'y a pas de débat public actif sur la présence française dans la région, il n'y a pas d'opposition claire, l'agitation sociale est intensifiée dans les pays du Sahel.

Au Mali on a organisé des manifestations contre l'intervention de la France, ou les Maliens ont accusé la France d'exacerber la crise pour leurs propres intérêts économiques et politiques. Au Niger, il y avait également des manifestations de masse contre la présence militaire des forces étrangères, américaine et française. On a tourné un documentaire sur les dangers que l'entreprise française Orano représente à l'écologie du Sahel par ses activités. Amina Weira, auteur d'un documentaire sur le sujet a dit qu'à Arlit, les gens buvaient de l'eau contaminée par la radioactivité, parce que les gisements d'uranium exploités par Orano empoisonnent la population. La rhétorique accusatoire du gouvernement du président Macron apparaît de plus en plus dans les médias africains, bien que les avis des divers partis sur les résultats de cette politique divergent considérablement et soient parfois contradictoires.

En conclusion, nous pouvons dire que les intérêts économiques et énergétiques de la France sont supérieurs à tous les frais engagés par la République, parce que malgré les pertes militaires (22 militaires français morts dans le Sahel depuis le lancement de l'opération «Serval»), malgré la charge que l'opération militaire présente sur le budget de l'Etat français (l'opération Serval, selon la cour des comptes, coûte 647 millions d'euros et l'opération «Barkhane» coûte 1 million d'euros par jour), malgré le mécontentement du public dans ces pays africains, la France continue de lutter contre le terrorisme dans la région et n'a pas l'intention de renoncer à ses positions.

Bibliographie

Aronson S. L., AQIM's Threat to Western Interests in the Sahel // Combating Terrorism Center. URL: <https://ctc.usma.edu/aqims-threat-to-western-interests-in-the-sahel/> (date de manipulation: 30.03.2018)

Au Niger, manifestations contre la loi de finances et les bases militaires étrangères // Le Monde. URL: <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/26/au-niger-manifestations->

contre-la-loi-de-finances-et-les-bases-militaires-etrangeres_5262574_3212.html (date de manipulation: 30.03.2018)

France and Mali // France Diplomatie. URL: <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/mali/france-and-mali/> (date de manipulation: 24.03.2018)

Haine J-Y., L'endiguement renforcé: Les politiques de sécurité de la France et des États-Unis en Afrique // l'Institut français des relations internationales: URL: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/note_jyh_ocppc-ifri_fr.pdf (date de manipulation: 24.03.2018)

Korendyasov E., La bataille de l'uranium au Sahara et au Sahel, Indice de la sécurité, 2013, vol. 4, n° 19, pp. 61–70.

La force antijihadiste du G5 Sahel lance ses premières opérations // Jeuneafrique. URL: <http://www.jeuneafrique.com/488849/politique/la-force-anti-jihadiste-du-g5-sahel-lance-ses-premieres-operations/> (date de manipulation: 21.03.2018)

La force française Barkhane accompagnera le G5 Sahel // Le Figaro. URL: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/06/29/97001-20170629FILWWW00065-la-force-francaise-barkhane-accompagnera-le-g5-sahel.php> (date de manipulation: 30.03.2018)

Lebovich A., Overstating Terror in Niger] //Foreign Affairs. URL: <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2013-08-14/overstating-terror-niger> (date de manipulation: 24.03.2018)

Le regard des Français sur la menace terroriste // l'Institut français d'opinion publique. URL: http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3899 (date de manipulation: 24.03.2018)

Les Français et l'élimination des djihadistes par l'armée et les services secrets français // l'Institut français d'opinion publique. URL: http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3624 (date de manipulation: 24.03.2018)

L'offensive Serval // Le ministère des Armées. URL: <https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/l-offensive-serval> (date de manipulation: 24.03.2018)

Retour sur le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou // RFI Afrique. URL: <http://www.rfi.fr/afrique/20171128-direct-discours-emmanuel-macron-ouagadougou> (date de manipulation: 24.03.2018)

Sahel: la France prête à «renforcer son engagement» (Macron) // Le Figaro. URL: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/12/23/97001-20171223FILWWW00107-sahel-la-france-prete-a-renforcer-son-engagement-macron.php> (date de manipulation: 30.03.2018)

EFFETS MALÉFIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

Grigorii Markov

Université linguistique d'État de Moscou

Résumé: L'objet de cet exposé est de montrer les inconvénients de la politique migratoire menée les dernières décennies en France en s'appuyant sur les données statistiques. Nous allons mettre en évidence le fait que «le vieux continent» n'est pas capable d'abriter tout le monde, n'est pas une vache à lait. En plus il faut se rendre compte de la fragilité des valeurs européennes et de l'affaiblissement graduel de l'Europe sur l'échiquier mondial.

Mots-clés: politique migratoire, problèmes de l'immigration, immigrés, réfugiés, aides financières, droit d'asile, africanisation.

Abstract: In this report I would like to measure the impact of migrants in France. We will briefly explore the negative consequences of migration policy, despite the fact that there

are some advantages of it. I will begin by defining the terms «migrant» and «refugee». In a second time we will take into account the costs of migrants. In the end I will talk about the failure of French integration and we will question the compatibility of Islam with French values. It is essential to remember that this topic is very controversial. It will feed your reflections in any case. Thank you very much.

Key words: Migration Policy, immigration problems, immigrant, financial assistance, right of asylum, africanization.

Ce sujet me tient au cœur. Ayant visité «La Cinquième République», je me suis rendu compte de mécontentement silencieux de la part des citoyens. Beaucoup de Français grommellent, en comprenant que les migrants enfoncent le clou dans un état grave de l'économie. Certains sont vraiment pris aux entrailles en se sentant plus chez eux. Les autres approuvent la politique actuelle migratoire car c'est grâce à ces immigrés que la France détient autant de richesses. À vrai dire, c'est une arme à double tranchant. Ce qui reste perceptible ce qu'il a y énormément d'immigrés qui ont déferlé en France. C'est sur leurs impacts que je voudrais développer mes idées en m'appuyant sur les données statistiques. Alors, au vif du sujet.

1. Savoir les notions «migrant» et «réfugié». D'abord, il est indispensable de savoir distinguer un migrant d'un réfugié. Un migrant, c'est quelqu'un qui décide de quitter son pays à cause des circonstances ou à sa propre volonté. On peut en avoir envie ou peur. Tandis qu'un réfugié est une personne forcée de partir de son pays d'origine à cause d'un phénomène aléatoire: guerre, violences ethniques etc. Premièrement, il est demandeur d'asile (une personne qui a exprimé le souhait d'être protégée contre des persécutions dans son pays d'origine) jusqu'à ce que sa situation soit étudiée. S'il correspond aux critères de la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés, il obtient alors le statut de réfugié.

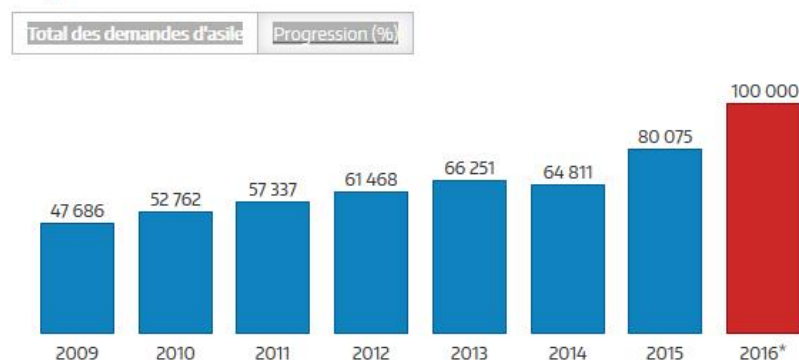
2. Problèmes de l'immigration. D'après les statistiques ça saute aux yeux qu'il y a des gens de certains pays qui viennent en France pour avoir du pain sur la planche, pour vivre bien peinard. Ce ne sont pas des pays en guerre où des pays où il y a des carnages, crises majeures. (Par exemple, il n'y a plus de guerre en Kosovo). Mais contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent, mais ceux qui en ont les moyens (car le coût du voyage est élevé), et qui espèrent à l'étranger obtenir une meilleure promotion sociale que celle qu'ils auraient dans leurs pays.



Il faut savoir gérer l'immigration clandestine. Une situation d'immigration illégale peut résulter de deux situations: soit un étranger est entré de manière clandestine sur le territoire, soit il est demeuré après l'expiration de son titre de séjour. Il y en a beaucoup qui arrivent clandestinement après avoir traversé la Méditerranée et qui cherchent à trouver un meilleur niveau de vie dans les pays plus riches que celui dont ils sont issus. Au final malgré l'obligation de quitter le territoire français qui leur est notifiée, seulement la minorité des déboutés est effectivement éloignée. Donc, la France a du mal à accueillir les immigrés, car les gouvernements ne savent pas les accueillir.

Pour y voir plus clair j'aimerais expliquer que le vrai point d'achoppement reste la gestion des refusés de l'asile. Les statistiques nous indiquent que 75 % des demandes d'asile sont rejetées annuellement en moyen. Il n'y a que 12 431 dossiers acceptés (officiellement en 2015). Donc, en l'occurrence, il faut attentivement faire un suivi, contrôler les réfugiés dès leur arrivée. Il est nécessaire de les contraindre à quitter L'Europe, de débloquer les fonds pour prendre ces mesures de manière efficace.

Evolution du nombre de demandes d'asile en France depuis 2009



3. Coût des migrants. Plusieurs paramètres doivent être pris en compte. Il faut prendre en considération plusieurs postes de dépenses. En premier lieu, l'hébergement des migrants, dispersés à peu près partout en France. Ensuite, il y a la loi sur l'aide financière versée aux réfugiés, qui entre en vigueur lorsqu'ils déposent une demande d'asile: 340,50 euros par mois. Lorsque le demandeur d'asile rejoint un centre d'hébergement, l'AMS (l'allocation mensuelle de subsistance), remplace l'ATA (l'allocation temporaire d'attente). Son montant varie entre 91 et 718 euros par mois, selon les prestations fournies par le centre, les possibilités financières du demandeur d'asile. Enfin, le coût d'accueil comprend également la couverture maladie, la scolarisation des enfants. Toute chose considérée, pendant 7 mois (la durée de considération des demandes en moyen) demandeur d'asile tire profit des aides financières et puis s'il n'obtient pas le statut de réfugié ce sera possible de rester sans tambour ni trompette sur le territoire français et profiter déjà des allocations de chômage où tant d'autres.

4. Coût de chaque immigrant. La plupart des immigrants sont arrivés pour les allocations, et sans travailler ils touchent le salaire qui est comparable avec celui des natifs. Ce qui est flagrant c'est que le taux de chômage des immigrants est deux fois plus important que celui du reste de la population (17,2 % des immigrants sont au chômage contre 9,1 % des Français nés en France, selon l'Insee (données 2014). En plus il reste toutefois une surreprésentation des immigrants parmi les bénéficiaires des allocations chômage et des minima sociaux. Ce n'est pas tout. Il faut bien financer le soutien spécifique accordé aux arrivants non francophones. En outre les immigrants ont un enseignement inférieur à celui des Français natifs. Par exemple, la nouvelle qui date de 09.10.17: «La France va démarrer des missions au Niger et au Tchad pour identifier des personnes pouvant bénéficier du droit d'asile» [La France]. Entre autre le Tchad est l'un des pays les plus pauvres et l'une des nations les moins développés du monde. Selon la Banque mondiale, 47% des habitants du Tchad vivent dans la pauvreté en 2011, avec une majorité de pauvres vivant dans les zones rurales. En 2011, l'espérance de vie à la naissance était de 49 ans au Tchad, parmi les plus bas au monde. Moins de 2% de la population au Tchad, un pays largement désertique, a accès à l'électricité. Africanisation de la République Française devient réelle. Géographiquement, la France se trouve en Europe, mais démographiquement, le pays se glisse rapidement vers l'Afrique. Il reste à ajouter que les immigrants alourdissent les dépenses de sécurité.

5. Pourquoi c'était l'échec de l'intégration? L'intégration passe avant tout par la réussite scolaire et économique. Depuis 30 ans, la France est dans un état de crise permanente

dans ces matières-là. De quelle réussite économique peut-on parler quand l'Alstom est vendu aux Allemands, Airbus n'est plus l'entreprise française (entreprise européenne – c'est de l'arnaque. C'est L'Allemagne qui en tire des bénéfiques). Le communautarisme fait partie intégrante de la vie quotidienne. Il faudrait que les immigrés français aient vraiment l'envie de s'intégrer. Trop d'immigrés vivent entre eux dans des zones quasiment réservées. Ils vivent en communauté, se marient entre les mêmes communautés (si un Français veut se marier avec une Arabe, il doit prendre systématiquement la religion de la femme). En plus la double nationalité est très souvent conservée chez eux.

6. Islam et la société française. Immigrés, Musulmans gagnent du terrain. Ils ont la forte religion, les coutumes, tandis que les Européens renoncent à assumer leurs racines culturelles. C'est facile d'imposer quoique ce soit à la société européenne, prenant en considération leur individualisme, fragilité, la perte de certains valeurs (sécularisation). D'autant plus l'Islam c'est une politique des milliards de gens. L'Europe n'a ni tel nombre de naissances, ni autant de ressources minières. Les Européens n'ont pas toujours conscience de la fragilité de ce qu'ils appellent leurs valeurs. Pourtant, ce n'est pas parce qu'ils se sont battus pour elles qu'elles sont définitivement acquises. Ils n'ont plus l'humeur belliqueuse et ne voudraient pas avoir à recommencer la bataille menée contre l'Église. Entrés dans l'ère de la tolérance après avoir terrassé l'Église, les Européens ne sont pas prêts à un nouvel affrontement avec la religion. Les gens suffisamment âgés pour avoir connu les années 1960 savent parfaitement qu'en France, dans ces années-là, il n'y avait pratiquement pas d'Arabes ni de Noirs. Le changement est dû au regroupement familial de Giscard en 1976 qui a permis aux immigrés de faire venir leur famille. Il faut faire valoir le point qu'il avait une mosquée en France en 1950, tandis qu'en 2016 il n'en avaient déjà environ 2500.

7. Europe et le futur. L'Europe et la France en particulier doivent faire en sorte que l'assimilation marche bien. Ce serait possible si la jeune génération partageait les valeurs, les ancêtres, l'histoire en commun. On n'apprend pas la Marseillaise avec la compréhension de ce qui a forgé le vivre ensemble. C'est à l'école qu'il faut commencer à apprendre la citoyenneté, le rôle du drapeau, et l'appartenance à la nation. Mais maintenant nous avons beaucoup de migrants qui disent que la France leur doit. Ils imaginent qu'ils vivent comme ça à cause de la «Cinquième République». Il faut demander au peuple français comment résoudre ce problème et s'il faut continuer d'accueillir des migrants. Il est possible que les vrais phénomènes aléatoires soient à venir.

Bibliographie

Baumgartner F., L'africanisation de la France. URL: <https://www.les4verites.com/societe/lafricanisation-de-la-france> (date de manipulation 03.01.2018)

Eliakim Ph., Le vrai coût de l'immigration en France. URL: <https://www.capital.fr/economie-politique/le-vrai-cout-de-l-immigration-en-france-1030475> (date de manipulation: 08.01.2018)

La France va lancer des missions au Niger et au Tchad. Le Figaro.fr avec AFP Réfugiés. URL: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/10/09/97001-20171009FILWWW00279-refugies-la-france-va-lancer-des-missions-au-niger-et-au-tchad.php> (date de manipulation: 12.12.2017)

Pouchard A., «Migrant» ou «réfugié»: quelles différences? URL: http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/08/25/migrant-ou-refugie-quelles-differences_4736541_4355770.html (date de manipulation: 15.12.2017)

Rea A., Tripier M. Sociologie de l'immigration, Paris, La Découverte, 128 p.

Zemmour E., Le Suicide Français, Paris, Albin Michel, 534 p.

LA FRANCE ET LE PARTENARIAT ORIENTAL: RELATIONS AMBIGUËS

Aliona Tcherpakova

Université d'État Lomonossov de Moscou

Résumé: Le Partenariat oriental (PO) est une initiative de l'Union européenne concernant ses relations avec Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Moldove, Géorgie et Ukraine. Proposé par la Pologne, le projet a été lancé le 7 mai 2009. La France, toujours jouant un rôle principal dans l'intégration européenne, dès le début du Partenariat oriental a adopté une position assez froide envers l'initiative. Cependant, les tendances récentes témoignent d'un changement de visions politiques et stratégiques françaises à propos du PO. Le PO n'est évidemment pas la priorité dans la politique européenne du pays mais l'intérêt politique pour la coopération. Cet intérêt des dirigeants français peut être expliqué par certaines raisons stratégiques et politiques.

Mots-clés: partenariat oriental, France, politique extérieure de la France, Union européenne.

Abstract: The Eastern Partnership is an initiative of the EU concerning relations with Armenia, Azerbaijan, Belorussia, Moldova, Georgia, and Ukraine. This project has been proposed by Poland on 7 May 2009. France, who has always been an important player in the European integration project, from the very beginning of the EAP, has taken quite a cold stance toward this initiative. However, recent trends signal a slight change in the French political and strategic vision concerning the EAP. The EAP is far from being the priority of French European policy, but political interest of the country is considerable. Several strategic and political reasons can account for this engagement of the French ruling top into the EAP.

Key words: Eastern Partnership, France, French foreign policy, the EU.

L'attention stratégique des pouvoirs français au Partenariat oriental a été récemment augmenté. Si on considère la politique de voisinage européenne (PEV) on peut bien sûr noter que la dimension méditerranéenne, c'est-à-dire l'Union pour la Méditerranée (UpM) établie par l'initiative du président français Nicolas Sarkozy représente le plus grand intérêt pour la France que le Partenariat oriental à cause des relations plus profondes avec des pays de région que la France maintient pendant des siècles [Casablanca 2015: 4]. L'engagement stratégique et sécuritaire de la France dans la dimension méditerranéenne est aussi important car les frontières méridionales de l'Union européenne sont souvent sous les menaces différentes émanant de la région de Méditerranée [Cadier 2017: 3].

Tout à fait, le rôle de la France dans les deux événements réellement importants sur l'espace orientale près de l'UE est indéniable: il s'agit du conflit Russie–Géorgie en 2008 et la situation actuelle en Ukraine dans lesquels la France a joué un rôle de médiateur. Dans la première situation, les pouvoirs français, notamment, le président français Sarkozy, ont joué le rôle de médiateur en agissant dans la région sous les conditions du règlement de la crise. Quant à l'Ukraine, la France ne cesse pas de participer au règlement de la situation [Kosienkowski, Schreiber 2012: 134-135].

Le Partenariat oriental – le programme de la coopération que l'Union européenne développe et maintient avec Arménie, Ukraine, Biélorussie, Azerbaïdjan, Moldove et Géorgie dès 2009 par l'initiative suédo-polonaise – ne figure pas parmi les intérêts géostratégiques de la France à cause de différences socio-culturelles profondes et la distance géographique considérable. Néanmoins on peut remarquer des signes qui manifestent un changement certain dans l'attitude française envers le PO sans tout à fait parler d'une stratégie consolidée envers la région. Les pouvoirs français ont commencé à envisager le PO comme un organisme de collaboration efficace de l'UE avec les pays de région [Cadier 2017: 2].

Les chercheurs ont le même point de vue que c'était la nécessité de gagner le soutien des pays de l'Europe orientale (notamment la Pologne) pour le projet français de l'Union de la Méditerranée qui a poussé le gouvernement français vers la décision d'accepter l'initiative polonaise sur le lancement du PO. On peut y ajouter l'intérêt français de contribuer au développement de dimension orientale de la politique de voisinage européenne pour marquer sa présidence dans l'UE par les actions extérieures importantes et ainsi augmenter sa présence sur la scène européenne [Rinnert 2017]. Parmi les raisons du soutien français du projet on peut révéler le désir du président français d'améliorer l'image de la France dans les pays de l'Europe orientale et les pays de l'espace post-soviétique (notamment la Géorgie et l'Ukraine) après le rejet brutal de la participation de ceux-là dans le programme de l'OTAN [Depo 2012: 15-16].

Dès le début du PO, même bien avant, les pouvoirs français soulignaient un développement harmonieux et équilibré de la PEV (Politique européenne de voisinage) parmi les aspects positifs du PO, parce que le projet oriental a complété les initiatives de la PEV telles que le partenariat Euro-méditerranéen et l'Union pour la Méditerranée. Selon l'opinion du président français N. Sarkozy le PO pourrait contribuer à la résolution des problèmes est-européens et sud-caucasiens tels que les conflits territoriaux et la représentation de minorités ethniques et à la consolidation de la sécurité régionale et de la stabilité des frontières européennes. Servant de moyen de montrer un certain intérêt envers la région, le PO restreint les possibilités de l'entrée des pays cibles dans l'UE. Pourtant, les pouvoirs français craignent que le financement du PO ne réduise pas l'allocation pour l'UpM qui était et reste de nos jours la priorité stratégique de la France [Adamczyk 2009: 198-199].

Il faut dire que le développement des relations avec les pays du PO a été largement conditionné par le désir français d'élargir sa présence dans la région, notamment sous l'aspect économique. Le moment important réside dans l'espoir de la France d'utiliser le PO comme moyen d'établir et d'enrichir le dialogue politique avec d'autres pays tels que la Russie ou la Turquie. L'une des particularités de la position française envers le PO consiste en ce que cette position est influencée par les relations franco-russes et la nécessité de se montrer comme une puissance vraiment régionale en attribuant plus d'attention aux vecteurs de la PEV bien différents, c'est-à-dire le vecteur oriental et méridional. Pour les pouvoirs français l'intérêt pour le PO est dicté par la tendance de contrôler les initiatives européennes concernant l'implication latente russe [Cadier 2017: 5].

Les autorités françaises ont longtemps été convaincues que c'était l'Allemagne qui tirait le projet d'intégration européenne vers l'Est du fait de ses intérêts commerciaux et économiques alors que la France continuait à s'intéresser plus au sud de l'UE [Belgacem 2016: 84].

Les chercheurs montrent une croissance faible mais stable de l'intérêt stratégique français vers le PO et l'engagement diplomatique évident dans les processus politiques dans l'espace du PO [Nougayrède 2017]. Parmi les événements les plus importants et remarquables on peut noter la participation du premier ministre français E. Philippe au sommet du PO en 2017 ce qui témoigne d'une transformation de l'attitude officielle française. Dans le cas ukrainien la France continue à jouer son rôle en lançant l'initiative sur le dialogue de format «Normandie 4». Il faut souligner que la participation française aussi bien que celle de l'Allemagne n'est pas conditionnée par la dimension ukrainienne dans la politique extérieure mais par la situation d'une crise profonde qui représente pour l'UE et pour la France une des menaces qu'on doit maîtriser et annuler. Ce sont l'exclusion diplomatique de la Pologne et le Brexit qui sont nommés par les spécialistes parmi les facteurs qui contribuent à l'influence française accrue sur ce versant de la PEV [Le rapport du Sénat sur le Partenariat oriental 2016].

Les priorités politiques de la France s'axent sur les deux vecteurs principaux: c'est-à-dire le mécanisme du règlement du conflit et le soutien des réformes politiques, économiques et administratives dans la région. Si le premier se réalise sur le niveau de l'ONU et par l'implication directe de la France dans les groupes de contacts concrets, la réalisation des actions sur le deuxième vecteur décrit est effectuée par l'UE. La France a soutenu les accords

de l'Association de l'UE avec la Géorgie, l'Ukraine et la Moldove et adhère à un principe de différenciation qui stipule l'approfondissement des liens structurels des pays les plus avancés sur le plan réformateur avec l'UE [Wodka 2009: 148-149].

Il faut aussi dire que la France distingue clairement les conditions insupportables pour ce format de collaboration: le PO ne doit pas être visé contre la Russie dans l'affrontement géopolitique et ne doit pas être considéré comme le mécanisme qui facilite l'entrée dans l'UE. Cette position s'explique par la vision stratégique que les élites françaises adoptent envers le rôle de l'UE dans le monde contemporain. Pour les élites françaises, l'Union européenne ne peut pas voir son poids politique prépondérant dans le monde globalisé s'il n'y pas de possibilités de résoudre des problèmes sécuritaires et d'assurer la stabilité des frontières extérieures européennes. La participation active de la France dans la résolution du conflit russo-géorgien en fait preuve. Mais on note aussi que le désir de la France de se montrer sur la scène européenne d'une certaine façon a été nuisible à la position française dans l'UE: d'autres pays commencent à reprocher l'arrogance et la grandeur de la politique étrangère française [Cadier 2017: 7].

L'établissement des structures qui facilitent la coopération entre l'UE et les pays du PO est considéré comme un moyen efficace d'assurer la stabilité politique et d'augmenter la présence française dans la région qui est extrêmement importante pour la France visant à renforcer son rôle régional et global. La coopération entre l'UE et les pays-participants du PO ne doit pas, selon les pouvoirs français, impliquer l'extension simple du modèle européen car on doit tenir compte des conditions et de réalités politiques et socio-économiques bien différentes [Wojna 2009: 150-152].

Traitant les cas particuliers des relations avec les pays-participants du PO on peut noter que la France développe les relations les plus profondes avec l'Arménie en comparaison avec d'autres pays.

En analysant la possibilité pour la France d'augmenter son intérêt envers le PO quelques chercheurs partagent l'opinion que Paris pourrait vraiment jouer un rôle considérable dans la dimension orientale de la PEV dans les temps à venir. La crise migratoire, les attentats terroristes ont accentué l'attention des autorités françaises sur le vecteur méditerranéen. Pour la France l'important est de savoir adopter une approche consolidée envers la PEV car dans le monde d'aujourd'hui il y a une nécessité pour l'UE de chanter d'une seule voix. Si la France veut jouer un rôle important d'une puissance vraiment régionale dans le monde globalisé, il faut adopter une stratégie consolidée envers le PO qui pour le moment, malheureusement, n'existe pas chez les pouvoirs français malgré quelques transformations importantes ce qui peut signifier l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Bibliographie

Adamczyk A., The role of Poland in the creation process of the Eastern Partnership // Yearbook of Polish European studies, 2010, №13, pp. 195-205.

Belgacem K., Why should France strengthen its position in the Eastern Partnership // Eurolimes, Supplement, 2016, pp.84-92.

Casablanca S., The dilemma of the EU Neighbourhood policy: Mediterranean vs Eastern Partnership // Eastern Europe in brief, Readings, 2015, №3, 6 p.

Cadier D., France's policies toward the Eastern Partnership countries in context // GIP Commentary, Georgian institute of politics, Tbilisi, 2017, №13, 7 p.

Depo B., Theorizing the interests of the EU Member States in the Eastern Partnership // ISA BISA Conference Edinburgh, June 2012, pp. 15-17.

Eastern Partnership: The Opening Report // Ed. by Wojna B. The Polish Institute for International Affairs, Warsaw, Poland, 2009, pp. 26-29.

Kosienkowski M, Schreiber W. Moldova: Arena of International Influences. Lexington Books, 2012, 286 p.

Le rapport du Senat sur le Partenariat oriental. URL: <http://www.senat.fr/rap/r15-797/r15-7974.html> (date de manipulation: 18.01.2018)

Nougayrède N., France and the Eastern Partnership: the view from Paris. European council on foreign relations. URL: http://www.ecfr.eu/article/commentary_france_and_the_eastern_partnership_the_view_from_paris3033# (date de manipulation: 18.01.2018)

Rinnert D., Towards Improved French-German Cooperation in the EU Neighbourhood. New Eastern Europe. URL: <http://neweasterneurope.eu/2013/04/23/towards-improved-french-german-cooperation-in-the-eu-neighbourhood/> (date de manipulation: 15.01.2018)

Wodka J., Union for the Mediterranean and Eastern Partnership geopolitical interests or complementary concepts // Turkish policy quarterly, 2010, Vol 9, №3, pp. 147-157.

L'INTERVENTION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MALI COMME L'ÉLÉMENT DE LA RÉALISATION DES AMBITIONS NÉO-COLONIALISTES DE L'EX-MÉTROPOLE

Alexandra Fokina, Alexander Bitar

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: L'intervention française au Mali de 2013–2014 est devenue une continuation de la politique soi-disant françafrique, malgré les déclarations contraires des dirigeants français. «Serval» était la réalisation des intérêts économiques de l'ex-métropole dans le secteur de l'énergie dans le contexte de la concurrence avec d'autres acteurs externes: la Chine et les États-Unis. La politique de sécurité expansionniste agressive au Sahel, exprimée dans l'opération «Barhan», devient un signe des ambitions néo-colonialistes de la France en matière de sa présence dans la région.

Mots-clés: intervention, françafrique, Mali, *responsabilité de protéger*, politique de sécurité.

Abstract: The French intervention of France into Mali of 2013–2014 became the continuation of the so called françafrique policy in spite of the opposite manifestations of the French officials. «Serval» was the realization of the economic interests of the ex-metropole (particularly, in the energetics realm), regarding the growing competition with the external actors in the region such as China or USA. The expansionist and aggressive security policy – being carried out during the «Barhan» operation – seems to be the sign of the French neocolonialist ambitions in the region or, at least, of its will be a strong actor in Sahel.

Key words: intervention, françafrique, Mali, responsibility to protect, security policy.

1. Introduction. En janvier 2013, l'édition africaine «Jeune Afrique» a publié un article dans lequel elle a décrit avec quel enthousiasme le peuple malien a accueilli les troupes françaises [Les habitants de Bamako]. Dans le même temps, Boni Yayi, président de l'Union africaine, a exprimé sa gratitude au «gouvernement et au peuple» français pour avoir soutenu le Mali dans la lutte contre les islamistes [Нечаев]. Cependant, il est juste de noter que les motivations altruistes de la France – la plus grande ex-métropole de la région – ne sont guère indiscutables.

La prise en compte de cette problématique est particulièrement intéressante dans le contexte d'une vague de critiques qui s'est abattue sur le concept *responsibility to protect* – R2P

– après l'échec de la campagne libyenne [Keeler]: l'opération de la France au Mali, sous le nom de code «Serval», est devenue une expérience qui, avec son succès militaire, a relancé l'idée d'intervention humanitaire, et donc a influencé son application future. Parallèlement, l'étude de la présence de la France dans la région est pertinente dans le contexte de l'expansion en Afrique d'autres acteurs externes, principalement les États-Unis et la Chine.

L'hypothèse de ce travail est la suivante: malgré la manifestation de la fin de la politique *francafrique*, l'opération «Serval» 2013–2014 a fait preuve des ambitions néo-colonialistes de l'ex-métropole dans le paradigme du réalisme. *Le but* de cette étude est d'analyser les motifs de la France lors de l'intervention au Mali de 2013 k–2014, de sorte qu'un certain nombre de tâches soient définies avant le travail:

- Définir les objectifs de l'opération annoncée par les dirigeants français;
- Analyse des intérêts économiques de la puissance européenne au Sahel;
- L'étude de la politique de la France dans la région après la fin de l'opération «Serval».

2. La position officielle de la France sur les motivations de l'opération. En janvier 2012, lors de son discours à Dakar, François Hollande a annoncé la volonté de Paris de mener un dialogue d'égalité avec ses homologues africains. «Les temps de ce qui était autrefois appelé fransafrique, ont passé». Les intentions de renoncer à la politique expansionniste de la France en Afrique sont sur la même voie avec les manifestes de Nicolas Sarkozy, qui, en 2008 au Cap, a déclaré: «La France ne jouera plus le rôle de gendarme de l'Afrique» (mais il est également juste de noter que cela a été suivi par les bombardements en Libye en 2011).

Considérons la position du leadership français sur l'intervention au Mali. Dans leur décision d'intervenir, les autorités françaises se réfèrent à la pétition du président pour une assistance militaire dans la lutte contre les islamistes, à la résolution pertinente du Conseil de sécurité des Nations Unies 2085 – ces motifs s'inscrivent dans la tradition de R2P [MALI]. Dans ce contexte, François Hollande a déclaré que le pays ne poursuit aucun intérêt particulier, sauf la libération du Mali du terrorisme [Hollande; l'opération au Mali]. La position officielle de la France indique en général le rejet des politiques néo-colonialistes en Afrique: ainsi, trois mois avant le «Serval», le président français a prononcé à Dakar un discours où il soulignait la fin de la politique de *francafrique* – le concept de tutelle informelle de l'ancienne métropole sur ses ex-colonies [Discours de M. Le Président].

Cependant, à la suite des critiques radicaux de R2P (Alex de Waal, William Engdahl) [Engdahl], nous pensons que les motivations de la France ne se réduisent pas à un désir libéral d'aider l'État égal, selon Hollande, mais d'assurer ses propres intérêts dans la région. La preuve en est le refus de la partie française d'aider la République centrafricaine, qui a envoyé une pétition à l'ancienne métropole simultanément avec le Mali et qui, selon l'ONU, était dans un état de détresse [Hirsch]. En plus de la R2P, indiquée par le leader français, la politique étrangère de la France dans le domaine de la sécurité dans les pays africains est définie par d'autres déterminants rationnels que nous examinerons plus loin.

3. Les intérêts économiques de la France au Sahel. De fait, le Mali n'a pas de grand intérêt économique pour la France qui ne figure pas dans le top 5 de ses marchés d'exportation, derrière l'Afrique du Sud et la Suisse en vendant principalement ses produits agricoles [Product Exports]. Dans le même temps, depuis mars 2012, le Mali a ouvert l'accès à 20 de ses 29 régions à des entreprises étrangères souhaitant trouver des gisements de pétrole dans le pays. Le développement de la coopération économique avec ce pays devient donc potentiellement plus intéressant pour la France [Bresler].

Toutefois, la sécurité du Mali sous l'occupation du territoire par le groupe «Ansar Dine», avec le soutien de «Al-Qaïda au Maghreb islamique», le mouvement «Pour le syndicat et le Jihad en Afrique de l'Ouest» et «Al-Mulyatamina» menace la stabilité de toute la région, en particulier – le Niger [French Intervention]. Les principaux produits d'exportation de ce dernier sont le minerai d'uranium et de thorium (32%), fournissant 1/3 de l'uranium fourni à la France – un pays où 80% de son énergie est nucléaire [Niger]. A cet égard, la société Areva, engagée

dans l'extraction et l'exportation de l'uranium nigérian depuis plus de 50 ans, a adressé une demande au ministère de la Défense sur la protection des gisements et le règlement de la situation au Mali [Areva confirme].

La compétition avec d'autres acteurs externes devient un autre facteur, qui active les intérêts économiques de la France au Sahel. Par exemple, la Chine est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux des pays de la région (Burkina Faso⁷, Mauritanie⁸, Sénégal⁹, Tchad¹⁰), en dépassant souvent leur ancienne métropole. De plus, un an et demi avant le début de l'opération Serval, la Chine a obtenu l'autorisation de production pétrolière sur le territoire du Niger [Bresler]. Autrement dit, nous assistons à une expansion chinoise dans la région par opposition à la France, traditionnellement implantée là-bas.

En d'autres termes, les intérêts économiques français dans la région sont devenus une base d'intervention suffisante, comme en témoigne la participation du monde des affaires à la décision politique de mener l'opération Serval et la compétition économique pour le Sahel avec d'autres acteurs externes.

4. La politique française au Sahel après l'opération Serval. Pour vérifier les intentions «réalistes» de la France lors de l'intervention au Mali, nous examinerons la politique ultérieure de cette puissance européenne dans la région concernée qui a suivi l'opération «Serval» en mars 2014.

Dans son discours à la base militaire du Niger le 19 juillet 2014, le président Hollande a annoncé la transition vers une nouvelle phase du maintien de la sécurité régionale et anti-terroriste au Sahel, menée par la France, et la création d'un «groupe de cinq Sahel» comprenant Burkina Faso, Mauritanie, Mali, Niger et Tchad. Il est à noter que le début d'une nouvelle opération – Barkhane – qui devient la suite logique du «Serval» malien et de l'«Épervier» tchadien, a eu lieu quelques jours avant le premier sommet des dirigeants américains et africains à Washington le 4 août [Interactive]. Ça démontre que la France voit des concurrents dans l'influence régionale, et vise donc, au moins, à sa préservation. Le désir d'exagérer, à son tour, dit le contenu de «Barkhane»: 3 000 militaires, 6 avions de combat, des centaines d'armes et ainsi de suite envoyés par la France dans la région, quatre bases militaires permanentes (dont l'une est au Mali) [Larivé].

Ainsi, les intérêts économiques démontrés ci-dessus dictent à la France la promotion d'une politique expansionniste de plus en plus agressive au Sahel, comme en témoigne l'accumulation de son potentiel militaire dans la région, à ce stade – à travers l'opération Barhane.

5. Conclusion. L'opération «Serval» 2013–2014, menée par les troupes françaises au Mali est une continuation de la politique du francAfrique, dont le refus est déjà déclaré par les trois présidents de la République française. L'intervention était la réalisation des intérêts économiques de l'ex-métropole (principalement dans le secteur de l'énergie) dans des conditions de concurrence avec d'autres acteurs externes: la Chine et les États-Unis, dont l'expansion dans la région ne peut pas être négligée. La politique de sécurité expansionniste agressive au Sahel, exprimée dans l'opération Barhane, devient un signe des ambitions néo-colonialistes actuelles de la France pour une présence dans la région – sans la perspective de sa limitation.

Tout cela dénote à son tour le problème non résolu du règlement des conflits internes et, en particulier, des problèmes du concept de R2P, puisque dans le cas examiné, ce dernier ne devient qu'un euphémisme du paradigme libéral pour dissimuler l'approche néo-colonialiste. En conséquence, nous espérons poursuivre cette étude et analyser les capacités des pays du Sahel et du Mali, en particulier, à résoudre indépendamment les problèmes de sécurité interne.

⁷ Burkina Faso // The Observatory Of Economic Complexity

⁸ Mauritania // The Observatory Of Economic Complexity

⁹ Senegal // The Observatory Of Economic Complexity

¹⁰ Chad // The Observatory Of Economic Complexity

Bibliographie

Areva confirme le renforcement de ses mesures de sécurité au Niger // France 24, 25.01.2013. URL: <http://www.france24.com/fr/20130124-niger-areva-forces-speciales-francaises-protection-sites-uranium> (date de manipulation: 29.12.2017)

Bresler I., Mali: Why France Is Fighting for West Africa // The Foreign Report, 06.02.2013. URL: <http://www.theforeignreport.com/2013/02/06/mali-why-france-is-fighting-for-west-africa/> (date de manipulation: 29.12.2017)

Burkina Faso // The Observatory Of Economic Complexity. URL: <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/bfa/> (date de manipulation: 29.12.2017)

Chad // The Observatory Of Economic Complexity. URL: <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/tcd/> (date de manipulation: 29.12.2017)

Discours de M. Le Président de la République Assemblée Nationale – Dakar, 12.10.2012 // Scribd. URL: <https://ru.scribd.com/document/109835017/Le-discours-de-Francois-Hollande-devant-l-Assemblee-nationale-du-Senegal-a-Dakar-le-12-octobre-2012> (date de manipulation: 28.12.2017)

Engdahl F. W., Humanitarian Neo-colonialism: Framing Libya and Reframing War // Global Research. URL: <https://www.globalresearch.ca/humanitarian-neo-colonialism-framing-libya-and-reframing-war/24617> (date de manipulation: 30.11.17)

French Intervention in Mali: Causes and Consequences // Al Jazeera Centre for Studies, 11.02.2013. URL: <http://studies.aljazeera.net/en/positionpapers/2013/01/2013120113020737609.html> (date de manipulation: 29.12.2017)

Hirsch A., Central African Republic rebels advance towards capital // The Guardian, 27.10.2012. URL: <https://www.theguardian.com/world/2012/dec/27/central-african-republic-rebels-capital> (date de manipulation: 28.12.2017)

Hollande; l'opération au Mali «n'a pas d'autre but que la lutte contre terrorisme» // Le Monde, 12.01.2013. URL: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/12/la-france-demande-une-acceleration-de-la-mise-en-place-de-la-force-internationale-au-mali_1816033_3212.html (date de manipulation: 28.12.2017)

Interactive: France's New Plan to Counter Jihadism in Africa // France 24, 31.07.2014. URL: <http://www.france24.com/en/20140731-interactive-map-france-africa-military-operation-barkhane-jihadists-sahel-sahara/> (date de manipulation: 28.12.2017)

Keeler C., The End of the Responsibility to Protect? // Foreign Policy Journal. URL: <https://www.foreignpolicyjournal.com/2011/10/12/the-end-of-the-responsibility-to-protect/> (date de manipulation: 22.11.17)

Larivé M. H. A., Welcome to France's New War on Terror in Africa: Operation Barkhane // The National Interest, 07.08.2014. URL: <http://nationalinterest.org/feature/welcome-frances-new-war-terror-africa-operation-barkhane-11029> (date de manipulation: 28.12.2017)

Les habitants de Bamako saluent l'intervention de la France // Jeune Afrique, 12.01.2013. URL: <http://www.jeuneafrique.com/depeches/42037/politique/les-habitants-de-bamako-saluent-l-intervention-de-la-france/> (date de manipulation: 12.12.2017)

MALI. Le président demande l'aide militaire de la France // L'Obs, 11.01.2013. URL: <https://www.nouvelobs.com/monde/20130111.OBS5088/mali-le-president-demande-l-aide-militaire-de-la-france.html> (date de manipulation: 28.12.2017)

Mauritania // The Observatory Of Economic Complexity. URL: <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/mrt/> (date de manipulation: 29.12.2017)

Niger // The Observatory Of Economic Complexity. URL: <https://atlas.media.mit.edu/en/> (date de manipulation: 29.12.2017)

Product Exports by Mali to France 2016 // World Integrated Trade Solution. URL: <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/MLI/Year/2016/TradeFlow/Export/Partner/FRA/Product/all-groups> (date de manipulation: 28.12.2017)

Senegal // The Observatory Of Economic Complexity. URL: <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/sen/> (date de manipulation: 29.12.2017)

U.S. – Africa Leaders Summit // URL: <http://pcastarchive.net/PCAST4/www.whitehouse.gov/us-africa-leaders-summit.html> (date de manipulation: 28.12.2017)

Waal A., R2P in Theory and Politics // African Arguments URL: <http://africanarguments.org/2009/05/20/r2p-in-theory-and-politics-1/> (date de manipulation: 30.11.17)

Нечаев А. Африканский союз поддержал решение Франции оказать военную помощь Мали // ТАСС, 12.01.2013. URL: <http://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/656846> (date de manipulation: 12.12.2017)

Резолюция 2085 (2012), принятая Советом Безопасности на его 6898-м заседании 12 декабря 2012 года // Организация Объединенных Наций. URL: [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2085\(2012\)&referer=http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/2012.shtml&Lang=R](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2085(2012)&referer=http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/2012.shtml&Lang=R) (date de manipulation: 28.12.2017)

LA POSITION FRANÇAISE SUR LA CONSTRUCTION DU GAZODUC NORTH STREAM 2

Elena Romanova

Académie russe de l'économie nationale et du service public

Résumé: L'objet de cet exposé est de passer en revue tous les éléments et motifs qui président à la décision de la France de s'engager dans le projet du North Stream 2. La France a toujours développé son secteur nucléaire, mais faute de grands gisements de gaz elle se retrouve contrainte de recourir aux importations de gaz naturel. S'orientant vers les énergies renouvelables, la nécessité de renforcer les importations de gaz est de nouveau d'actualité pour compenser le déficit. Quand le débat autour du North Stream bat son plein la France reste dans la neutralité en raison de nombreux prétextes politiques et économiques. Tout de même, du côté français, les statistiques nous informent que les Républicains, le Mouvement Démocrate, le Parti socialiste et l'Europe Écologie ont exprimé leur souhait de contribuer à la réalisation de ce projet. En revanche, le Front National s'y est opposé radicalement.

Mots-clés: Secteur énergétique, North Stream 2, importation de gaz, collision des intérêts politiques.

Abstract: The goal of this report is to make a close study of all elements and reasons that have influenced the decision of France to assume financing of the project North Stream 2. France has been always interested in developing its nuclear sector. But the country has to resort to gas imports for want of gas-fields. France is supposed to show preference to renewable energies. In order to compensate for the deficit the necessity to consolidate gas imports is becoming more and more urgent. France remains neutral owing to numerous political and economical pretexts when countries open a debate concerning the project North Stream 2. Statistics show that Republicans, Democrats, Socialists and members of the Ecological party have backed this project. However the National Front is in opposition to the expansion of the North Stream.

Key words: Power economy, North Stream 2, gas imports, clash of political interests.

1. L' actualité de la recherche. La filière énergétique fait appel au domaine économique le plus fragile, le plus instable, mais le plus précieux parmi tous les autres composants de la stratégie économique du pays. La répartition des ressources échappe au contrôle artificiel des gens, les pays sont obligés de faire montre de souplesse pour maintenir les échanges commerciaux en matière de ressources énergétiques et balancer entre plusieurs types d'énergie.

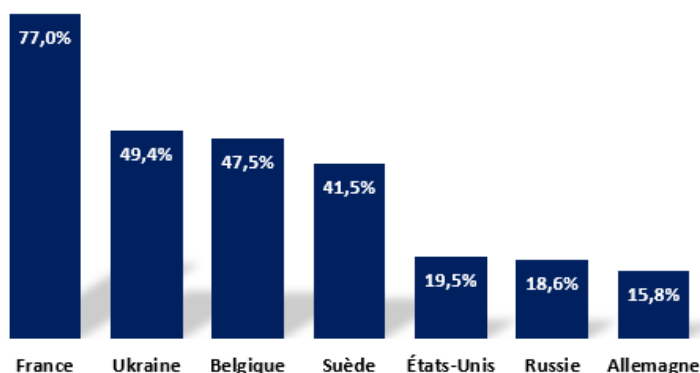
L'expansion du gazoduc «North Stream» a occupé une place majeure dans le débat public ces derniers temps, avec l'animation d'un débat qui s'articule autour de la loi de transition énergétique pour la croissance verte. La conjonction de trois facteurs conditionne le début du projet de gazoduc «North Stream 2»: compétitivité en termes de prix, rendement énergétique et efficacité. Il est question de dénoncer quels sont les obstacles, les froissements des intérêts politiques et de distinguer les adhérents tout comme les opposants du projet.

2. But de la recherche. Analyser la position de la France sur le projet économico-énergétique «North Stream».

3. Tâches de la recherche:

- 1) étudier les composants de la stratégie énergétique de la France;
- 2) présenter brièvement les objectifs de la loi de transition énergétique 2015 et décrire les obstacles de sa réalisation prendre en compte tous les facteurs qui explicitent la participation de la France au financement du projet «North Stream 2»;
- 3) révéler l'attitude des parlementaires européens élus en France envers le soutien du projet «North Stream 2».

4. Résultats de la recherche. Malgré un développement exceptionnel de son énergie nucléaire, les inquiétudes sur le futur mix énergétique persistent en France. Sa composition varie en fonction du volume de production d'électricité désirée. Selon le dernier bilan électrique du Réseau de Transport d'Électricité, le nucléaire représente 77% de la production d'énergie totale en France en 2014, contre 12,6% pour l'hydraulique, 5% pour les centrales thermiques à combustibles fossiles, 3,1% pour l'éolien et 1,1% pour le photovoltaïque (Graphique 1) [Costes]. Les énergies renouvelables et les énergies fossiles prennent le relais, néanmoins le secteur nucléaire demeure le plus imposant sur le fond de la stratégie énergétique. Nous en déduisons que cela permet à la France de miser sur son indépendance et voire de faciliter l'éclosion de grands acteurs industriels sur le marché d'énergie. Le nucléaire couvre la plus grande partie de la demande et aucune autre filière n'est autant développée pour colmater un déficit potentiellement généré par la désagrégation du secteur nucléaire. L'énergie nucléaire provient de 58 réacteurs de différents niveaux de puissance qui sont répartis à travers 6 régions principales, notamment Rhône-Alpes, Centre, Haute Normandie, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Aquitaine etc.



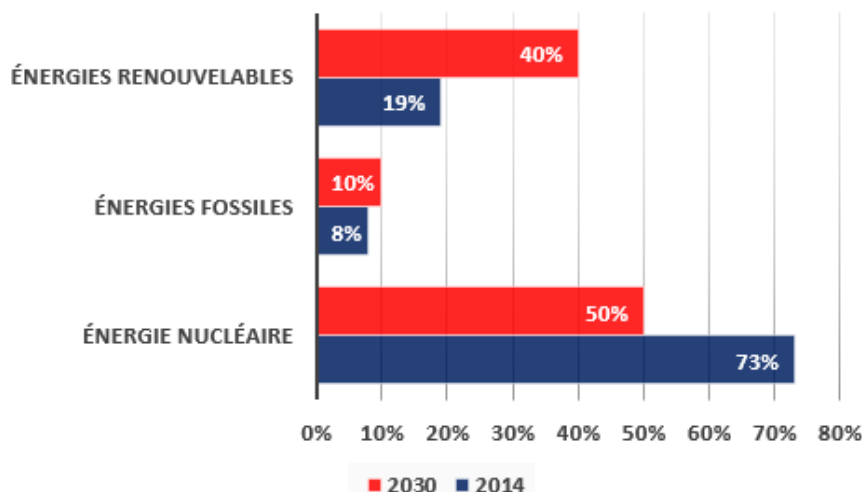
Graphique 1. Part du nucléaire dans la production d'électricité en 2014

Traquant la réussite financière et la diversification des sources d'énergie du pays le gouvernement français s'oriente vers la promotion des énergies renouvelables et un avenir sans

énergie nucléaire. Le 17 août 2015 le gouvernement français a adopté la loi №2015-992 qui porte sur la transition énergétique pour la croissance verte [LOI n° 2015-992]. En d'autres termes, l'enjeu de la loi réside dans la perspective de réduire la part du nucléaire de 25% dans le mix énergétique en privilégiant le passage à l'exploitation des énergies renouvelables (solaire, éolienne, etc) (Graphique 2). Ce programme fait face à deux défis économiques qu'il s'agirait de résoudre avant de mettre le cap sur la transition énergétique. D'abord, cela sous-entend le démantèlement d'anciens réacteurs nucléaires ce qui renvoie à la question de la sécurité environnementale qui est, en fait, à l'ordre des priorités de la nouvelle politique énergétique. En plus, s'y ajoute la question des finances qui seront mobilisées pour le démantèlement, les prévisions à court terme nous informent qu'une bonne part du budget national sera engloutie dans la réalisation du passage du nucléaire aux énergies renouvelables [Romerio].

Mais la contrainte majeure fait appel à la nécessité de recourir à l'usage du gaz naturel, seul capable de compenser la perte en matière d'énergie nucléaire que ni l'éolien, ni le solaire ne sauront neutraliser.

De cette façon, on conclut que le gouvernement français a intérêt à maintenir et probablement renforcer les importations de gaz qui assurera l'ajustement.



Graphique 2. Objectifs attendus pour la Transition Énergétique pour 2030

Le président français, Emmanuel Macron a souligné dans son programme présidentiel l'intention de conformer sa politique aux objectifs de la nouvelle stratégie énergétique et de suivre cette logique à travers toutes les éventuelles mesures [Ryon]. On constate que les énergies fossiles satisfont encore plus des deux tiers de la consommation d'énergie finale de la France [Ibid]. Pour répondre à ces besoins, l'Hexagone peut mobiliser la production nationale, les stocks et les importations traditionnelles. L'interdiction de l'injection du gaz naturel en octobre 2013 a ralenti l'accroissement des réserves et a suscité un nouveau flot d'importations.

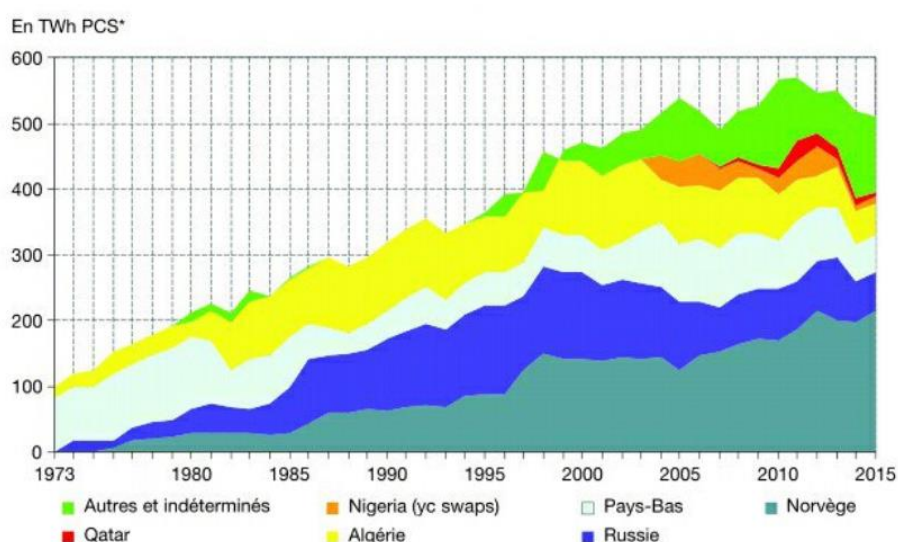
Table. 1. Évolution des prix moyens annuels à la consommation par rapport à l'année précédente

En %	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM*
Carburants	13,0	5,8	1,9	12,3	-17	13,5	14,2	4,9	-2,6	-4,1	-9,8	1,4
Électricité	0,0	0,6	1,4	1,4	1,8	2,4	6,5	3,1	6,5	5,7	4,8	3,4
Gaz naturel	6,7	17,2	3,3	10,9	-2,8	6,9	8,5	7,1	3,9	-0,6	-2,2	5,1
Gaz de pétrole liquéfiés	9,4	9,5	0,9	11,6	-7,3	1,0	14,1	7,2	4,7	2,6	-1,8	4,0

Ensemble des énergies	10,1	6,4	1,7	10,9	-12	10,0	12,2	5,2	0,8	-0,9	-4,7	2,7
-----------------------	------	-----	-----	------	-----	------	------	-----	-----	------	------	-----

*TCAM: taux de croissance annuel moyen, calculé sur la période 2005-2015

Faisant référence aux données statistiques qui illustrent le taux de croissance annuel moyen du prix du gaz naturel (ce qui constitue 5,1%) et prenant en considération le fait que la France importe 99% de toute énergie fossile qu'elle consomme, il se conclut que la France se soumet aux dépenses improductives, d'où l'intérêt de la France à investir dans un nouveau projet, capable de garantir les mêmes livraisons en vue d'avancer sur la transition énergétique 2015, mais tout en les rendant plus rentables (Table 1). Afin de sécuriser l'approvisionnement diversifié, la France se tourne vers la Norvège et la Russie qui sont les principaux fournisseurs de gaz naturel de la France. Normalement la Norvège ne peut pas entrer en concurrence avec la Russie faute de ressources illimitées, ainsi la Russie est potentiellement mieux placée pour consolider les échanges commerciaux avec la France. Cependant dominant le marché d'énergies fossiles la Russie se heurte quand-même au problème de la faible infrastructure.



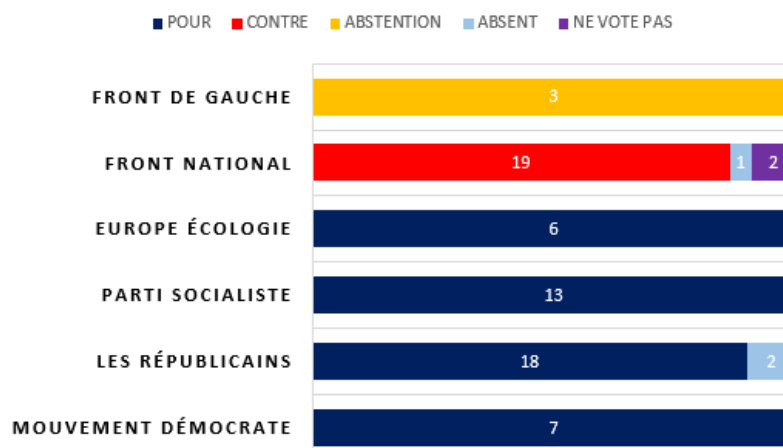
Graphique 3. Évolution des importations de gaz naturel en quantités selon le pays d'origine

Un nouveau projet économique «North Stream 2», financé par Gazprom (Russie), Engie (France), OMV (Autriche), Shell (Royaume Uni/Pays Bas), Uniper (ex-EON/Allemagne) et Wintershall (BASF/Allemagne) cherche à assouvir la demande de livraisons de gaz à longue échéance. Le nouveau gazoduc contournera la Pologne, l'Ukraine, ce qui agite l'opposition des pays de l'Est. Ils courent le risque de perdre les frais de transit qu'ils prélèvent pour le passage du gaz sur leur territoire [Santis]. En revanche, pour la France le tracé géographique du «North Stream 2» est profitable, puisqu'il rend les livraisons de gaz par ce gazoduc moins chères, plus rapides et surtout plus sûres, autrement dit, moins soumises aux risques de ruptures d'approvisionnement. Il importe de rappeler les situations quand la Russie s'est servie d'un de ses gazoducs comme un moyen de pression politique, ce qui serait difficile dans le cas du «North Stream 2».

En termes de rivalité d'intérêts la France ne craint pas la concurrence, puisque loin de puiser encore les dernières réserves de gaz et les exporter, le pays cherche plutôt à se procurer au contraire les importations qui lui seront bénéfiques ne pouvant pas s'appuyer sur ses stocks personnels. Ainsi, les idées du «leadership» poussant les États-Unis, la Pologne à s'opposer à ce projet ne sont pas propres à la France.

Par ailleurs, la stratégie énergétique de la France comprend l'importance de développer autant que possible les relations commerciales avec la Russie malgré les sanctions des États-Unis. Tout de même la France est réduite à l'impuissance quand les États-Unis entrent en jeu et

menacent d'imposer les sanctions à tous les participants européens contribuant financièrement au projet du «North Stream 2» [Ryon]. Pour cette raison l'entreprise française Engie s'est proclamée libre de se retirer de la collaboration si les sanctions touchent à l'économie française. En ce qui concerne les partis français, l'amendement a été soutenu par les députés socialistes, les Républicains, les centristes et les écologistes. Le député Younous Omarjee et le Front National ont émis des doutes quant au projet «North Stream 2» [L'UE 6]. Pour rappel, la force économique française se fonde principalement sur l'essor nucléaire et son orientation vers les énergies renouvelables. La collaboration sur le projet du «North Stream 2» est une issue pour restaurer sa puissance et sécuriser ses approvisionnements, mais sur ce point la France reste dans la neutralité compte tenu de ses intérêts politiques et économiques.



Graphique 4. Le vote des parlementaires européens élus en France

5. Bilan de la recherche. 1) La puissance énergétique de la France repose sur l'essor du domaine nucléaire. Le pays dispose d'un grand nombre de réacteurs et de tout équipement requis qui la classent la première sur le marché d'énergie nucléaire.

2) Conformément au corps de la loi de transition énergétique pour la croissance verte la France envisage de compenser la consommation de 25% d'énergie nucléaire par l'usage de l'énergie renouvelable. Les importations de gaz naturel aideront à équilibrer une nouvelle répartition des types d'énergie en comblant le déficit.

3) L'absence de concurrence sur le marché d'exportations de gaz, les ressources de la Norvège en quantité limitée, la faible résistance aux sanctions imposées par les États-Unis, les livraisons plus rapides, moins chères et plus sûres par le gazoduc «North Stream 2» expliquent l'intérêt de la France à investir dans ce projet, mais éclairent également sa position neutre.

4) La majorité des parlementaires européens élus en France a voté en faveur de la mise en place du gazoduc «North Stream 2». Seuls le Front National et Younous Omarjee ont repoussé ce plan.

Bibliographie

Costes F., 10 chiffres à connaître sur la France et le nucléaire, La Tribune, 2015, n° 9, pp. 25-27.

De Santis G., Nord Stream 2 le gazoduc de la discorde. Les horizons de l'Humanité, 2016, n° 3, pp. 24-28.

LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. URL:

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385> (date de manipulation: 09.01.2018)

L'UE devrait-elle refuser le doublement de la capacité du gazoduc Nord Stream II? URL: <http://www.votewatch.eu> (date de manipulation: 09.01.2018)

Romerio F., Les controverses de l'énergie: Fossile, hydroélectrique, nucléaire, renouvelable, Le savoir suisse, 2017, p. 144.

Ryon R., Politique énergétique: les deux grands axes du nouveau quinquennat, Contrepoints, 2017, n° 7, pp. 82–84.

LE DROIT DU SPORT EN FRANCE: L'OBJET ET LES BUTS

Ilya Inozemtsev

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Le fait que Paris est en train d'organiser les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, est un atout remarquable. En effet, la France est à ce jour le seul pays européen à avoir pris l'initiative de consacrer expressément dans la loi un droit de propriété spécifique au bénéfice des organisateurs sur leurs manifestations sportives. Cela pose de grandes questions à propos du droit du sport en général et du droit en matière de contrôle antidopage. Quels défis Les Jeux lancent-ils et quels problèmes existent-ils aujourd'hui? Il faut analyser l'état des lieux et proposer des changements aux lois contemporaines.

Mots-clés: droit, sport, dopage, Jeux Olympiques.

Abstract: Paris is about to organise Olympic and Paralympic games in 2024. Consequently, France, at this moment, is the only European country to take an initiative to rely on the specific laws in sports organisation. This way, it arises a lot of big questions concerning law in sport in general and anti-doping laws. Which challenges exist today before the Games' start. There's a need in big analysis of the current status of the law and changes in contemporary law systems.

Key words: law, sport, doping, Olympic games.

1. Introduction. Au Décembre 2017, les députés de l'Assemblée Nationale ont voté à une large majorité l'adoption du projet de Loi «relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024» qui viendra réguler les Jeux Olympiques d'été organisés à Paris. À la mi-mars le Sénat va finalement examiner le projet de Loi. Cet affichage marque un événement important à l'état du sport contemporain en France, puisque cela marque une étape nécessaire en matière de régulation du sport.

L'exploration du droit du sport en France aujourd'hui est ainsi importante, lorsqu'on a besoin d'appréhender la manière dont le sport a été progressivement saisi par le droit. Il y a plusieurs questions dans ce domaine qui se posent: quelle est la place du droit dans le sport et quelle évolution a conduit à ce que l'activité sportive a été saisie par le droit? En quoi l'application du droit à l'activité sportive est-elle spécifique? Enfin, comment définir aujourd'hui le «droit du sport»?

2. Le droit du sport en France. Le sport fait ainsi l'objet de dispositions législatives et réglementaires spécifiques, il donne lieu à la conclusion de contrats nombreux et variés (contrats de travail, de sponsoring, marchés publics...), les clubs sportifs sont constitués sous forme d'association et/ou de sociétés, et le contentieux sportif ne cesse d'augmenter. La question mérite pourtant d'être posée dès lors que le sport a tardé à être appréhendé comme matière juridique. Si, en effet, il constitue l'une des plus anciennes activités humaines, manifestées notamment par les jeux de l'Antiquité, le droit s'y est, en revanche, tardivement intéressé: longtemps, le contentieux sportif a été réduit aux seules questions de responsabilité civile et pénale résultant des dommages occasionnés par la pratique.

Quant aux textes, en-dehors des premières ébauches élaborées durant la période de la Libération telle que l'ordonnance n°45-1922 du 28 août 1945, relative à l'activité des

associations, ligues, fédérations et groupements sportifs, il a fallu attendre la loi n°75-988 du 29 octobre 1975, relative au développement de l'éducation physique et du sport, pour que la première véritable loi relative au sport soit adoptée en France. Pour autant, il faut souligner que même avant ces interventions, le droit n'était pas totalement absent du sport. Plus intéressant, l'ensemble des branches du droit public et du droit privé trouve à s'appliquer, le sport peut aussi bien relever:

- du droit civil que du droit pénal;
- du droit administratif général et spécial;
- du droit du travail et de la sécurité sociale;
- du droit des associations et des sociétés;
- du droit fiscal;
- du droit international public et privé;
- du droit de l'arbitrage etc.

Au regard des développements précédents, il pourrait être tentant de considérer que le droit du sport serait le droit applicable à l'organisation et au déroulement des compétitions placées sous l'égide d'une fédération sportive. Ainsi compris, le droit du sport serait constitué par l'ensemble des règles émanant du mouvement sportif et qui lui sont propres. Sous cet angle, le droit du sport constitue l'expression d'un ordre juridique à part entière, l'ordre juridique sportif, et totalement distinct de celui de l'État.

En France, les interventions des pouvoirs publics en matière sportive ont été, et demeurent, manifestes. La France s'est en effet très tôt dotée de structures administratives centrales et locales spécialement affectées à ce domaine. En outre, le sport a pu se développer en raison d'un large soutien matériel et financier des pouvoirs publics, centraux et locaux. La France a été également un des premiers États à avoir adopté une législation propre au sport qui a donné le jour, en application de l'ordonnance n°2006-596 du 23 mai 2006, à un code spécifique: le code du sport, qui recueille l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs au sport.

3. La lutte contre le dopage. Dans le climat hautement compétitif qui est aujourd'hui celui du monde du sport, les athlètes et le personnel qui les encadre sont plus que jamais incités à tout faire pour gagner. De ce fait, le recours à des substances et méthodes qui améliorent les performances se généralise dans le sport. Ce phénomène ne se limite pas aux sportifs de haut niveau; les jeunes et les sportifs amateurs sont eux aussi poussés à se doper. Le dopage représente une menace grave pour leur santé physique et mentale et met en péril le fondement éthique du sport.

Plus précisément, le dopage est une pratique liée à la compétition sportive qui met certes en danger la santé des sportifs, mais qui constitue avant tout une forme de tricherie contraire aux valeurs et principes fondateurs du sport de compétition: la loyauté des compétitions et l'égalité des compétiteurs. C'est pourquoi les règles antidopage ont pour l'objectif principal d'assurer le respect de l'équité sportive et ont été initialement adoptées par le mouvement sportif et non par les États.

Les premières restrictions posées tant par le mouvement sportif que par quelques États à la fin des années 1960 sont pourtant longtemps demeurées sans effet faute de contrôles efficaces et de sanctions appropriées. Puis, dans les années 1980, l'évolution des substances et des techniques dopantes et notamment, l'apparition du dopage sanguin, ainsi que le scandale Ben Johnson en 1988 ont contribué à relancer la lutte contre le dopage:

- d'une part, le Comité international olympique (CIO) a adopté en 1988 la Charte internationale olympique contre le dopage;
- et d'autre part, un certain nombre d'États se sont mobilisés au sein du Conseil de l'Europe qui a adopté la Convention européenne contre le dopage le 16 novembre 1989.

Le scandale du Tour de France en 1998, va alors faire prendre à la lutte contre le dopage une nouvelle dimension en provoquant une réflexion de fond sur le rôle de différents acteurs de

la lutte contre le dopage et notamment sur le rôle des pouvoirs publics dans ce domaine. Il en est ressorti la nécessité de créer une autorité internationale et indépendante, regroupant à la fois les représentants du mouvement sportif mais aussi des États, seule de nature à permettre une lutte antidopage efficace, gouvernée par des règles uniformes au niveau mondial. L'Agence mondiale antidopage (AMA), créée en 1999, et le Code mondial antidopage (CMAD), adopté en 2003 puis révisé en 2009 et 2015, ont ainsi permis d'appliquer de manière harmonisée, dans toutes les disciplines sportives et dans la majorité des pays, des principes généraux communs élaborés au niveau international.

4. Conclusion. On voit que toutes les branches du droit public et du droit privé touchent au droit du sport ce qui en fait un véritable droit transversal. C'est là, du reste, une des plus grandes particularités du droit du sport. Il s'applique à des associations, à des sociétés commerciales privées ou d'économie mixte, à des athlètes (sujets de droit privé), mais s'inscrit dans un cadre de droit public puisqu'il est contrôlé par l'État pour son organisation, ce dernier procédant par voie de délégation de prérogatives de la puissance publique au bénéfice des fédérations sportives. D'innombrables décisions judiciaires suivront, intégrant définitivement le sport au monde judiciaire auquel il ne peut échapper. Tous les domaines du droit s'immiscent dans le sport de telle sorte que cette matière est devenue tellement complexe qu'elle est aujourd'hui l'affaire de spécialistes.

La régulation de sport est une matière principale en France d'aujourd'hui. Mais il y a beaucoup de place de développement. Particulièrement au domaine des lois contre le dopage.

Bibliographie

Colucci M., L'Union européenne et le sport. Au-delà du Livre blanc, Rev. dr. UE 3/2007, p. 633.

Droit de la concurrence et sport, Dictionnaire permanent du sport, 2016. Dudognon Ch., Les sources du droit du sport, thèse Limoges (dactyl.), 2007.

Karaquillo J-P., Le droit du sport, 3e ed., Paris, Dalloz, coll. Connaissance du droit, 2011.

Simon G., Chaussard C., Icard Ph., Jacotot D., De La Mardière C., Thomas V. Droit du sport, PUF, 2012.

Simon G., Les sources du droit du sport, Gaz. Pal., Droit du sport n° 1, n° 311 à 312, 7 et 8 novembre 2007, p. 13.

Section IV

L'économie française: problèmes, acquis, perspectives

LA CRISE MIGRATOIRE EN FRANCE ET SON IMPACT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Zoya Simonova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: La crise migratoire a émergé en France en 2015 et depuis lors les immenses flux de migrants se sont précipités en France. Les migrants ont besoin de trouver du travail, mais en raison de l'excès de main-d'œuvre peu qualifiée, ils ne trouvent pas d'emploi. L'exposé examine l'impact de la migration sur le marché français du travail. Nous supposons qu'en plus du flux principal de migrants peu qualifiés, un rôle de plus en plus important soit joué par des spécialistes hautement qualifiés. De plus, la crise migratoire crée une concurrence pour les

Français eux-mêmes sur le marché du travail, ce qui conduit à une augmentation significative du chômage.

Mots-clés: crise migratoire, spécialistes hautement qualifiés, emploi, contrats à durée déterminée, marché du travail.

Abstract: The migration crisis emerged in France in 2015 and since then massive flows of migrants have rushed to France. Migrants need to find work, but because of the excess of low-skilled labor they can not find a job. The paper examines the impact of migration on the French labor market. We assume that in addition to the main stream of low-skilled migrants, an increasingly important role is played by highly qualified specialists. Moreover, the migration crisis creates competition for the French people themselves in the labor market, which leads to a significant increase in unemployment.

Key words: migration crisis, highly qualified specialists, employment, fixed-term contracts, labor market.

La France est un pays d'immigration ancienne qui a connu différentes vagues migratoires. Dans l'après-guerre, la reconstruction du pays et une forte croissance économique conduisent les pouvoirs publics à mieux organiser et à contrôler davantage l'immigration. Les migrants, en majorité des hommes, viennent essentiellement d'Espagne, du Portugal, du Maroc et d'Algérie. Vers la fin du XX^e siècle, avec le ralentissement de la croissance économique, le gouvernement réduit l'immigration au regroupement familial. Aujourd'hui, l'immigration a plutôt des raisons économiques et politiques liées aux conflits armés ou la déstabilisation de certains États. Les processus migratoires modernes constituent un tournant qui crée certains problèmes pour le marché du travail national en France.

Le but de l'étude est de décrire l'impact de la migration sur le marché du travail. Les objectifs du travail sont d'examiner les tendances actuelles de la migration en France, le type de travail des travailleurs migrants en France, de décrire les caractéristiques de la migration de spécialistes hautement qualifiés, de trouver des différences dans le type de contrats entre les femmes et les hommes et parmi les immigrants de différents pays. Ce travail est d'actualité, parce qu'une crise migratoire de cette échelle est un phénomène nouveau pour la France, qui demande des solutions totalement originales de ce problème.

1. Les tendances migratoires. La migration nette (solde migratoire) en France en 2015 est de 65 mille personnes – un tiers de plus qu'en 2014. La migration entrante était de 363 mille personnes. 217 500 permis de séjour ont été délivrés pour des citoyens de pays tiers, dont 20 500 à des fins d'emploi. Un tiers des migrants sont d'Afrique du Nord, un cinquième provient d'Afrique du Sud. La croissance de la migration de travail était de 8%. Cette croissance est largement due à la catégorie des chercheurs, dont la croissance a été de 14%.

2. La nouvelle loi. En 2015, une nouvelle loi sur les réfugiés est entrée en vigueur. Les réfugiés ont reçu de nouveaux droits et la procédure de demande est devenue plus rapide.

En entrant en France, les travailleurs migrants passent un test oral et écrit, organisé par l'OFII. Ils ont la possibilité de suivre des cours de langues obligatoires (50, 100 ou 200 heures au lieu de 200–400). Les cours visent à acquérir le niveau A1 (au lieu de A1.1), ils sont devenus plus individuels et sont basés sur des technologies. Le niveau A2 est nécessaire pour l'obtention d'un permis de séjour permanent (après 5 ans d'un permis de séjour temporaire).

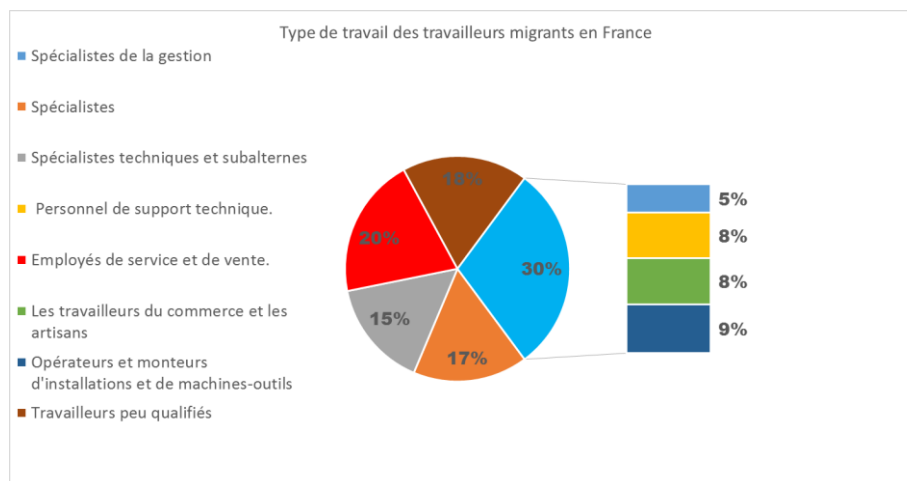
3. Migration de spécialistes hautement qualifiés. En 2016, une nouvelle loi sur les migrants est entrée en vigueur. Cette loi vise à attirer des spécialistes hautement qualifiés. Il facilite l'accès au travail pour les titulaires d'une maîtrise nés en dehors de l'UE et ayant obtenu un diplôme en France. Les immigrants hautement qualifiés reçoivent un « passeport de talent », valide pour 4 ans. Ils sont compris comme:

- étudiants ayant obtenu une maîtrise en France avec une offre d'emploi (supérieure au minimum);
- employés d'entreprises innovantes;

- investisseurs (500 mille euros);
- entrepreneurs hautement qualifiés;
- employés clés (le salaire est 3 fois plus élevé que le minimum);
- chercheurs;
- titulaires de la carte bleue (permis de séjour UE);
- transférés à un autre poste au sein de l'entreprise (le salaire est 1,8 fois plus élevé que le minimum)
- artistes, écrivains, artistes de renommée mondiale.

Pour toutes les catégories (sauf pour les employés clés) le test d'entrée sur le marché du travail n'est plus demandé.

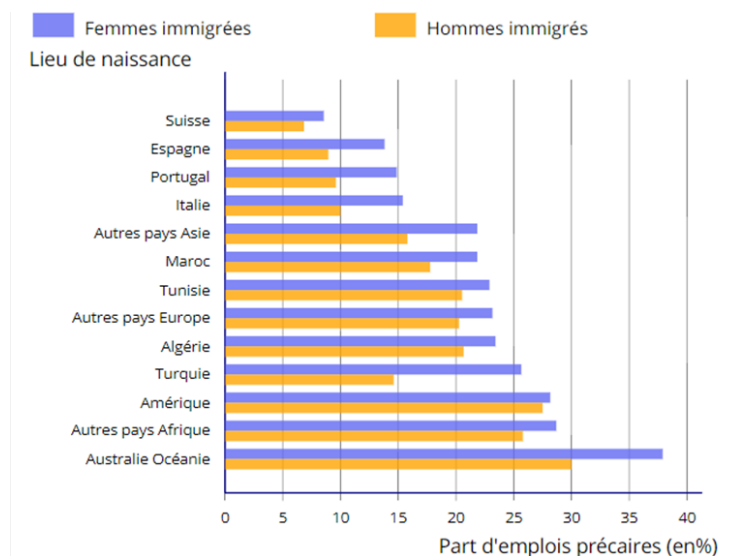
4. Type de travail des travailleurs migrants en France.



Graphique 1. Type de travail des travailleurs migrants en France

La plupart des migrants sont employés de service et de vente (20%), travailleurs peu qualifiés (18%) et spécialistes (17%), ainsi que spécialistes techniques et subalternes. Spécialistes de la gestion, personnel de support technique, les travailleurs du commerce et les artisans, opérateurs et monteurs d'installations et de machines-outils constituent une minorité et représentent ensemble 30%.

5. Travail à durée déterminée. Le graphique 2 montre le ratio des hommes immigrés et des femmes immigrées travaillant au contrat à durée déterminée, en fonction du pays d'origine.



Graphique 2. Le ratio des hommes immigrés et des femmes immigrées travaillant au contrat à durée déterminée

En moyenne, 19% des immigrés travaillent sous contrat à durée déterminée contre 13% de la population indigène. Parmi les immigrés, le pourcentage de salariés sous contrat à durée déterminée est plus élevé chez les femmes.

Le pourcentage d'immigrés sous contrat à durée déterminée est le plus faible pour les immigrés d'Europe (6,84% pour les hommes et 8,61% pour les femmes), et le plus élevé pour l'Australie et l'Océanie (30% des hommes et 37,84 femmes). Cependant, il faut garder à l'esprit que les immigrants d'Australie et des États-Unis, travaillant sous contrat à durée déterminée, sont souvent des scientifiques et des enseignants.

L'excès du pourcentage de contrats à durée déterminée pour les femmes sur les hommes est dû aux particularités de leur travail (aides à domicile, etc.), ce qui implique souvent des contrats à durée déterminée. De plus, les femmes immigrantes travaillent plus souvent à temps partiel (38%) que les non-immigrants (32%).

Pour conclure, le nombre de migrants en France a considérablement augmenté ces dernières années. Cela crée entre autres de gros problèmes avec l'emploi. Les migrants travaillent principalement avec des contrats à durée déterminée par opposition aux Français, ce qui sape leur confiance en l'avenir. Sur le marché du travail, la situation des hommes et des femmes est différente. Ainsi, le chômage des femmes est beaucoup plus élevé que celui des hommes. De plus, les femmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi temporaire. Enfin, la sphère d'activité des hommes et des femmes diffère. Pour résumer, la crise migratoire a un impact significatif sur le marché du travail en France.

Bibliographie

Eurostat. URL: <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (date de manipulation: 05.03.2018)

Edo A., Migrations et mouvements de réfugiés: état des lieux et conséquences économiques. Repères, 2016, n° 6, pp. 88-104.

INSEE. L'accès à un travail et des conditions d'emploi plus difficiles pour les immigrés. URL: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2128975> (date de manipulation: 05.03.2018)

International Migration Outlook 2017. URL: <http://www.oecd.org/migration/international-migration-outlook-1999124x.htm> (date de manipulation: 05.03.2018)

International organization for migration. URL: <https://www.iom.int/> (date de manipulation: 05.03.2018)

LA CONCILIATION ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE EN FRANCE

Lilia Gorbunova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Cet exposé a pour but d'examiner la tendance et la stratégie nationale du développement durable et de la croissance économique en France. On expliquera ce que signifie le terme «développement durable» et on décrira 2 visions: la soutenabilité faible et la soutenabilité forte. On étudiera la problématique liée au concept du développement durable et les actions exercées par l'État français dans le cadre de cette stratégie en citant les réformes, les événements et leurs résultats. Finalement, on exposera les objectifs et les perspectives des recherches de la conciliation entre la croissance économique et la conscience écologique en France.

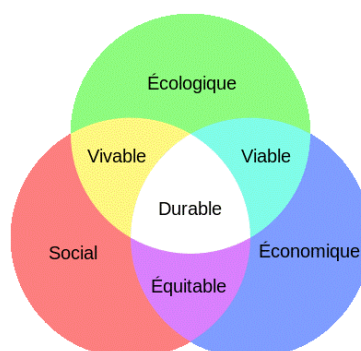
Mots-clés: trois piliers du développement durable, croissance économique, PIB, empreinte écologique, consommation, soutenabilité.

Abstract: This report aims to examine the tendency and national strategy of sustainable development and economic growth in France. In the report, the term «sustainable development» will be explained, and the two visions will be described, namely, weak sustainability and strong sustainability. The issues connected with the concept of sustainable development and the measures taken by France in terms of this strategy, including the reforms, events and their results, will be covered. In the final section, the further objectives of the French state and the prospects of the research devoted to combining economic growth and ecological consciousness in France will be discussed.

Key words: three pillars of sustainable development, economic growth, GDP, ecological footprint, consumption, sustainability.

L'humanité a longtemps utilisé la Terre et ses ressources naturelles à ses besoins divers. On a coupé des forêts pour vider de l'espace à l'agriculture, pour la construction et d'autres besoins; on a tué des animaux pour leurs peaux, fourrures ou graisse; on a beaucoup utilisé des réserves vastes terrestres et marines. En fait, l'activité humaine qui a duré des siècles a provoqué des changements considérables sur la planète et a créé plein de problèmes. La chasse intensive aux animaux a mis plusieurs espèces en danger de disparition. Bien plus, beaucoup de celles-ci se sont déjà éteintes, telles que le dronte, le thylacine, la rhytine, etc. Le progrès technique a perfectionné les travaux aux industries et a renforcé la concurrence économique entre les puissances mondiales. Le mot «PIB», c'est-à-dire, le produit intérieur brut, a reçu une importance croissante. On l'a considéré le seul indicateur pertinent du développement d'un pays. Pour cette raison, les usines ont tourné à plein régime en émettant des gaz toxiques et du CO₂ dans l'atmosphère. De même, les rivières et les fleuves sont devenus pollués avec des produits de rejet. Les océans sont infectés par des déversements du pétrole. Les gens ont même développé une attitude de consumérisme à l'environnement et ont utilisé avec insouciance les réserves naturelles. De ce fait, on a le déficit des ressources et la pollution massive des débris.

1. Rapport Brundtland et faire-savoir du développement durable. Les problèmes mentionnés ont atteint un tel niveau que l'homme a enfin décidé de se rendre compte de ses actions. En 1987, a apparu le rapport Brundtland dit autrement le rapport «Notre avenir à tous». Il a marqué un tournant dans la prise de la conscience mondiale par rapport aux enjeux environnementaux. Il a popularisé le concept de «développement durable» formulé par Mme Brundtland, Présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Selon elle, c'est «un développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins» [Le développement durable].



Graphique 1. Schéma du développement durable

Le schéma du développement durable (ou soutenable) représente la confluence de trois préoccupations, dites «les trois piliers du développement durable»: économique, écologique et

social. La cause finale du développement durable est de trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre ces trois enjeux.

À ces trois piliers s'ajoute un enjeu indispensable à la définition et à la mise en œuvre des politiques et des actions relatives au développement durable: la gouvernance. Elle consiste en participation de tous les acteurs (citoyens, entreprises, élus...) au processus de décision; elle est de ce fait une forme de démocratie participative. Le développement durable n'est pas un état statique d'harmonie, mais un processus de transformation dans lequel l'exploitation des ressources naturelles, le choix des investissements, l'orientation des changements techniques et institutionnels sont rendus cohérents avec l'avenir ainsi qu'avec les besoins du présent.

2. Les 2 visions du développement durable. Contrairement aux objectifs du développement durable, son application reste source d'opposition. Le développement économique et la croissance du PIB nécessitent l'utilisation de nouvelles technologies et une exploitation plus intensive des ressources naturelles, ce qui entraîne de graves problèmes environnementaux. L'une des questions posées par le terme de «développement durable» est de décider ce que l'on entend par le mot «durable». On sait que la nature peut être vue de deux manières, complémentaires: il existe d'une part un «capital naturel», non renouvelable à l'échelle humaine (la biodiversité par exemple), et d'autre part des «ressources renouvelables» (comme le bois, l'eau etc.). Cette distinction étant faite, deux conceptions sur la durabilité se sont opposées.

La première approche est appelée «soutenabilité faible». Elle est de type technico-économiste: à chaque problème environnemental correspond une solution technique, solution disponible uniquement dans un monde économiquement prospère. Dans cette vision, le pilier économique reste prépondérant, à tel point que le développement durable est parfois rebaptisé «croissance durable». Il faut donc faire apparaître des innovations qui prendront le relais des ressources en voie de disparition et favoriser la substituabilité du capital naturel par le capital physiquement produit. Par exemple, parlant du nombre baissant des poissons dans les mers et les océans, on considère que l'aquaculture, c'est-à-dire, toutes les activités de production animale ou végétale en milieu aquatique artificiel, sera la solution.

Cependant, le courant écologiste conteste cette conception à cause du caractère irremplaçable de certaines ressources et de l'irréversibilité de leur disparition. Ce courant avance un modèle de «soutenabilité forte», ou croissance fondée sur le remplacement des ressources non renouvelables par des ressources renouvelables pour préserver le capital naturel. Pour évaluer l'impact des activités humaines sur le milieu, certains calculent leur empreinte écologique, à savoir le nombre d'hectares permettant de produire les ressources utilisées par cette population et d'assimiler les déchets qu'elle produit. L'empreinte écologique d'un Français est de 5,2 ha. Au niveau mondial, l'empreinte moyenne par habitant est de 2,3 ha, alors que la disponibilité par personne (bio-capacité) est théoriquement de 1,8 ha. Le seuil de soutenabilité est donc aujourd'hui largement dépassé.

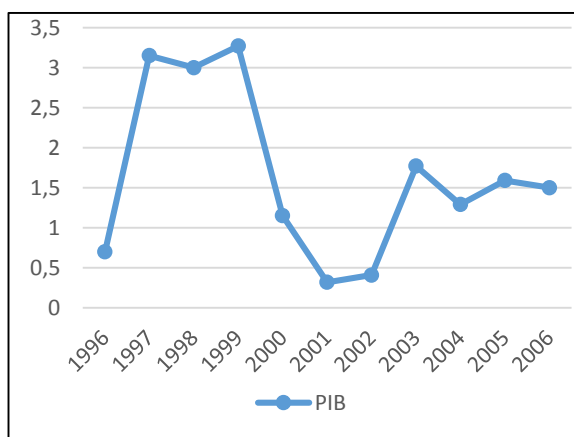
3. Les actions de l'État français. En ce qui concerne les actions exercées par la France, le gouvernement a pris beaucoup de mesures dans cette direction. L'État demande de préconiser des modes de production et de consommation plus durables et, plus spécifiquement, de promouvoir les marchés publics écologiques, de définir avec les parties concernées les objectifs de performance environnementale et sociale des produits, d'accroître la diffusion des innovations environnementales et des techniques écologiques, et de développer l'information et l'étiquetage approprié des produits et des services. La Stratégie nationale du développement durable a été adoptée. Elle s'est articulée autour de six axes stratégiques, regroupant au total dix programmes d'action, qui sont assortis d'objectifs concrets, de plans d'actions et d'indicateurs de suivi. Dans le cadre de cette Stratégie l'État a l'intention de donner l'exemple aux autres pays en s'engageant à réduire de 20% les consommations d'énergie et d'eau dans les administrations, de 10% les émissions polluantes de leurs transports et à recycler 60% des papiers blancs. Puis, en juin de la même année, la première «Semaine du développement durable» a été organisée

afin de rendre la notion plus compréhensible, de sensibiliser et de mobiliser les citoyens à travers de diverses manifestations (initiées par des collectivités locales, des associations, des établissements publics, des entreprises privées ou publiques), pour qu'ils puissent intégrer le développement durable dans leur quotidien. La Semaine du développement durable est appelée maintenant à se renouveler chaque année. Le développement durable a fait également son entrée dans les programmes scolaires en 2004.

En 2005, la Charte de l'environnement a été adossée à la Constitution. Elle a conféré notamment une valeur constitutionnelle au principe de précaution. La commission a proposé d'affirmer le droit de chacun à un environnement sain et le devoir de protéger ce patrimoine naturel et culturel à la fois commun et diversifié. La commission a par ailleurs suggéré de mettre l'accent sur le devoir d'orienter et de modifier les comportements individuels ou collectifs, les modes de consommation et de production et la façon d'occuper le territoire. Elle a estimé que ces obligations devaient s'imposer aux autorités publiques et aux personnes privées à tous les niveaux.

En 2006, la France s'est alignée sur la stratégie de l'Union européenne révisée qui a mis en exergue une sélection de 11 indicateurs «clés» du développement durable:

- 1) Taux de croissance du PIB par habitant;
- 2) Émissions totales de gaz à effet de serre;
- 3) Part des énergies renouvelables dans la consommation intérieure brute d'énergie;
- 4) Consommation d'énergie des transports et PIB;
- 5) Productivité des ressources;
- 6) Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs;
- 7) Prises de poissons en dehors des limites biologiques de sécurité;
- 8) Espérance de vie en bonne santé;
- 9) Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux;
- 10) Taux d'emploi des travailleurs âgés (55-64 ans);
- 11) Aide publique au développement.



Graphique 2. Taux de croissance du PIB en France

Dans le prolongement de la stratégie nationale du développement durable, le gouvernement a lancé en 2007 une démarche de consultation, «le Grenelle de l'environnement», afin de définir de nouvelles actions pour assurer un développement durable en France. Les conclusions ont été rendues et annoncées par le Président de la République. Un «grand plan national» d'investissement durable serait lancé sur quatre ans pour développer l'énergie, les «moteurs du futur», la biodiversité et la santé environnementale. Par ailleurs, la future loi transposant la directive européenne sur les OGM, c'est-à-dire, les organismes génétiquement modifiés, intégrerait les principes de transparence, tandis que la culture commerciale des OGM serait suspendue en attendant les conclusions d'une expertise à conduire par une nouvelle instance, qui sera créée. En matière de transports, 2 000 km de lignes nouvelles de TGV seraient

construites, les voies ferroviaires ainsi dégagées seraient affectées au fret, et les voies fluviales seraient favorisées. Concernant l'habitat, avant 2012, les bâtiments neufs devraient répondre aux normes dites de «basse consommation» et le nombre de bâtiments anciens rénovés serait doublé. Encore, le Conseil économique et social serait réformé pour intégrer les partenaires environnementaux à côté des partenaires sociaux. Le code des marchés publics serait également revu afin de rendre obligatoires les clauses environnementales. De nos jours, il existe le système de bonus-malus écologique qui s'applique aux véhicules particuliers neufs achetés en France ou à l'étranger. Il concerne également les véhicules de société. Ce système vise à récompenser, via un bonus, les acquéreurs de véhicules émettant le moins de CO₂, et à punir, via un malus, ceux qui choisissent les modèles les plus polluants. Le barème du bonus écologique et le barème du malus sont définis chaque année.

4. Les résultats des réformes. Puisque dans le cadre du développement durable la prospérité économique constitue un pilier important, la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant reste l'agrégat synthétique le plus communément admis, même si ses limites sont bien connues. Il rend compte de l'activité économique et de la création de valeur (monétaire) qui en résulte. L'accent est délibérément mis sur la dynamique de croissance du PIB comme capacité d'une économie à accroître ses ressources et, partant, sa capacité à répondre aux besoins sociaux et environnementaux, présents et futurs. Concernant les statistiques, entre 2000 et 2007, le PIB réel de la France par habitant a progressé en moyenne de + 1,1 % l'an, tandis que les émissions agrégées des six gaz à effet de serre étaient en 2006 inférieures de 4 % à leur niveau de 1990. Encore, en 2006 la France était le second producteur européen d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, il y a de plus en plus d'entreprises qui maintiennent un mode de production écologiquement pur (par exemple, HEINEKEN France, TransGourmet France). Toutefois, dans le cas de biodiversité, la situation n'est pas aussi positive. Entre 1989 et 2007, les populations d'oiseaux communs de France métropolitaine (65 espèces prises en compte) étaient globalement en déclin (-18%). En 2017, on a annoncé qu'en 30 ans, l'Europe pourrait perdre plus de 400 millions d'oiseaux d'espèces communes. En ce qui concerne le pilier social, entre 1995 et 2003, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance avait augmenté. À l'égard du chômage, son taux était en 2017 au plus bas depuis 2009.

5. Les objectifs du développement durable à la française. Aux côtés de vingt-et-un pays volontaires, la France a présenté en juillet 2016 son premier rapport de mise en œuvre des 17 Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, fixés par l'ONU en septembre 2015. Ces 17 ODD, détaillés en 169 cibles, ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en 2000 pour l'échéance de 2015. Concernant la lutte contre les changements climatiques et le déploiement des énergies «propres», la France a fixé l'objectif de réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 par rapport à 1990. Selon le service de l'observation et des statistiques (SOES) du ministère de l'Environnement, les émissions de GES du territoire ont baissé de 11% depuis 1990. La France a mis aussi en avant sa tarification carbone qu'elle défendait aux plans européen et international: de 22 €/tonne en 2016, elle atteindrait 100 €/tonne d'ici 2030. La loi de transition énergétique a fixé également comme objectifs de porter la part des énergies renouvelables (ENR) de plus de 30% de la consommation énergétique finale d'énergie en 2030 et de baisser à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité à horizon 2025. Selon le SOES, les ENR ont représenté, en 2014, 15% de la consommation finale brute d'énergie. Soit une hausse de 5,4% depuis 2005. La «priorité française» pour la qualité de l'eau est également la lutte contre les nitrates et les pesticides. Le 3^e plan national santé-environnement (PNSE3) a pour objectif de protéger 600 nouveaux captages par an, via une déclaration d'utilité publique. En matière de production et consommation durables, le pays a réaffirmé son engagement dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. La loi, parue en février 2015, interdit notamment de rendre impropres à la consommation les invendus alimentaires sains, assortis de sanction. Il s'agit aussi de développer une économie circulaire, inscrite dans la loi de transition énergétique, renforcer les informations

relatives aux produits (affichage environnemental, par exemple). L'Etat accompagne également les collectivités volontaires pour réduire les déchets de 1 million de tonnes d'ici 3 ans, et économiser 63 millions d'euros.

Pour conclure, je voudrais dire que le défi écologique lié à la croissance économique et le bien-être social est probablement le défi de l'avenir le plus difficile à affronter. Ce qui est le plus important pour les gouvernements de tous les pays c'est de comprendre la non-négociabilité de plusieurs ressources naturelles, de trouver les solutions économiques permettant de concilier les trois piliers du développement durable et de conduire la politique visant à diminuer l'empreinte écologique au niveau du pays globalement, comme au niveau des ménages privés. Si cela était accédé, on pourrait espérer de gagner dans la lutte.

Bibliographie

Au-delà du PIB. URL: <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/developpement-durable/s/dela-pib.html> (date de manipulation: 25.02.2018)

Développement durable à la française: passage à l'acte? URL: <http://www.cite-sciences.fr/archives/science-actualites/home/webhost.cite-sciences.fr/fr/science-actualites/enquete-as/wl/1248100307480/developpement-durable-a-la-francaise-passage-a-l-acte/index.html> (date de manipulation: 26.02.2018)

Développement durable et enseignement supérieur. URL: https://www.unimes.fr/fr/util/developpement_durable/histoire-et-origines.html (date de manipulation: 25.02.2018)

La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement? URL: https://www.assistancescolaire.com/eleve/TES/ses/viser-le-cours/la-croissance-economique-est-elle-compatible-avec-la-preservation-de-l-environnement-t_ses_07 (date de manipulation: 26.02.2018)

Le développement durable. URL: http://www.assemblee-nationale.fr/12/controle/delat/developpement_durable.asp (date de manipulation: 26.02.2018)

Le développement durable en France: de la stratégie nationale au Grenelle de l'environnement. Dossier. URL: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000075-le-developpement-durable-en-france-de-la-strategie-nationale-au-grenelle-de/introduction> (date de manipulation: 26.02.2018)

L'Odyssée du développement durable. URL: <https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement-durable/> (date de manipulation: 25.02.2018)

Objectifs de développement durable: la France publie sa première feuille de route. URL: <https://www.actu-environnement.com/ae/news/odd-France-rapport-mise-en-oeuvre-2030-27276.php4> (date de manipulation: 26.02.2018)

L'ÉCONOMIE VERTE DE LA FRANCE: DÉFIS, RÉSULTATS, PERSPECTIVES

Anton Osenniy, Anastasia Kulkova

Institut d'État des relations internationales de Moscou

Résumé: À l'époque actuelle la lutte contre le changement climatique demande des mutations économiques importantes. La recherche est l'une des clés. La France, qui regorge de talents, a les atouts pour devenir un pôle d'attractivité mondiale en développant l'économie verte. Sous la pression de la concurrence internationale, l'économie verte en France, à travers les emplois verts et le tissu industriel, a peu progressé. Pourtant, selon plusieurs économistes,

ce secteur est porteur et progressera dans les années à venir, ce qui est démontré par beaucoup d'évènements, concernant la législation et les projets de lois.

Mots clés: économie verte, emplois verts et verdissants, développement durable, éco-activité, écologie, changement climatique, agriculture, perspectives, croissance économique.

Abstract: At present combat against climate change requires undertaking significant economic measures. Research plays a crucial role in this sphere. France, possessing a skilled manpower, has a lot of advantages on the road to becoming a world's centre of green economy. Under constraint of international competitors France's green economy has insignificantly progressed. However, according to many experts looking into the matter of green economy, this sector is considered to be developing in the future, which is proved by a series of events regarding legislation and legislative proposals.

Key words: green economy, green and greening jobs, sustainable development, ecological activity, ecology, climate change, agriculture, perspectives, economic growth.

À l'aune de la crise écologique et économique, la transformation écologique de l'économie est un enjeu crucial du XXI^e siècle.

Plus personne n'ignore la problématique du changement climatique. Beaucoup d'entre nous peuvent percevoir ses effets. Canicule en été, hiver sans neige, dérèglement du climat («il n'y a plus de saisons»), inondations dans un coin de l'Europe tandis qu'un autre subit de terribles sécheresses, le changement climatique se manifeste sous des formes diverses.

Au-delà du climat, ses conséquences sont bien plus complexes. Le réchauffement de l'eau et la fonte des glaces font monter le niveau des mers, ce qui met en péril de nombreux archipels et terres basses, comme les Pays-Bas ou le Bangladesh. Le XXI^e siècle sera le premier à voir l'apparition de «réfugiés climatiques». Si les prédictions les plus noires se réalisaient, des «nations archipels», comme les Maldives, pourraient être rayés de la carte. Les conséquences géopolitiques seraient énormes.

1. Qu'est-ce que c'est que l'économie verte? Par économie verte et équitable, on désigne un mode de développement organisé autour d'une économie sobre en ressources naturelles, faiblement émettrice de gaz à effet de serre et intégrant les dimensions humaines et sociales.

L'économie verte regroupe deux types d'activités: des activités classiques réalisées avec des procédés moins polluants ou moins consommateurs d'énergie, et les éco-activités, dont la finalité est la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

Ces activités s'inscrivent dans un objectif de croissance verte: il s'agit de favoriser un développement durable et soutenable sur le long terme. Cette démarche engage la responsabilité sociale des entreprises qui s'y réfèrent.

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. Huit secteurs d'activité clés vont connaître une transformation importante dans leur organisation et dans leurs métiers (source Organisation internationale du travail): agriculture, industrie forestière, pêche, énergie, industrie manufacturière fortement consommatrice de ressources, recyclage, bâtiment, transports.

Les conséquences sur l'emploi seront importantes: l'économie verte va faire émerger de nouvelles professions, elle nécessitera surtout l'acquisition de nouvelles compétences pour exercer les métiers traditionnels et modifiera la hiérarchie des professions qui recrutent.

2. Les objectifs. La lutte contre le changement climatique et le *développement durable* en général demandent des mutations économiques importantes. L'objectif, consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans un monde en croissance, exige d'innover dans les moyens de production, en particulier d'énergie, afin de découpler performance économique et émissions. La recherche est l'une des clés. La France, qui regorge de talents, a les atouts pour devenir un pôle d'attractivité mondiale.

Un des objectifs est d'assurer la croissance économique, ce qui devient possible grâce au déploiement des politiques de croissance verte. Elles font partie intégrante des réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance robuste, plus durable et inclusive. Elles peuvent également libérer de nouveaux moteurs de croissance à travers:

- *l'amélioration de la productivité* par la création d'incitations à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, la réduction des déchets et de la consommation d'énergie, la libération des possibilités d'innovation et de création de valeur et l'allocation des ressources aux usages présentant la plus forte valeur;

- *le renforcement de la confiance des investisseurs* par une plus grande prévisibilité dans la façon dont les pouvoirs publics abordent les grandes questions environnementales;

- *l'ouverture de nouveaux marchés* par une stimulation de la demande de produits, de services et de technologies écologiques;

- *une contribution à l'assainissement des comptes publics* par une mobilisation de recettes basées sur une fiscalité verte et l'élimination des aides préjudiciables à l'environnement. Ces mesures peuvent également aider à générer ou à libérer des ressources pour les investir dans les programmes de lutte contre la pauvreté dans des domaines comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ou d'autres investissements en faveur des populations déshéritées;

- *la réduction des risques de chocs négatifs pour la croissance*, imputables à des goulots d'étranglement au niveau des ressources, ainsi que d'impacts environnementaux préjudiciables et potentiellement irréversibles.

Le développement des technologies vertes nécessite des capitaux importants, que la place financière de Paris pourra fournir en devenant la référence mondiale en matière de développement durable. Enfin, l'État agira pour simplifier, faciliter et encourager le déploiement des filières vertes utiles à la lutte contre le changement climatique (génie écologique, biomimétisme...).

Le Commissariat général au développement durable, dans un rapport publié en mars 2010, «Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte», a identifié les filières créatrices de croissance et d'emplois et il propose une stratégie industrielle adaptée pour chacune de ces filières: véhicules décarbonés, énergies marines, énergies renouvelables, biocarburants de deuxième et troisième génération, éolien offshore, captage, stockage et valorisation de CO₂, bâtiment à faible impact environnemental...

Les collectivités territoriales ont également un rôle à jouer. Elles participent à la cohérence des politiques publiques sur le plan local. Elles ont été associées au Grenelle et le sont aussi au Plan climat (2004–2012). Enfin, pour qu'une économie «verte» existe, il faut qu'il y ait une consommation «verte». Il faut donc agir sur la demande et rendre plus visibles, plus crédibles ou plus accessibles des produits respectueux de l'environnement: création du bonus-malus écologique sur les véhicules, référentiels d'étiquetage. La fiscalité, les incitations et les «signaux-prix» sont des outils pour orienter les choix et décisions des consommateurs ou des entreprises vers des produits ou procédés respectant l'environnement.

3. Le point sur la législation française. En même temps la législation française joue un rôle essentiel pour L'économie verte. La loi de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, dite Loi Grenelle 1, est parue au Journal officiel le 3 août 2009. Elle traduit en objectifs législatifs les conclusions du Grenelle de l'environnement.

- 1) Dans le secteur du bâtiment, de nouvelles normes d'isolation pour les constructions neuves sont prévues et un grand programme de rénovation thermique des bâtiments existants est lancé, avec l'objectif de réduire les consommations énergétiques de 38% d'ici à 2020.

- 2) Dans le domaine des transports, des mesures sont prises en faveur du rail et des transports fluviaux.

- 3) Dans le domaine des énergies renouvelables, l'objectif est de produire 20% minimum de ce type d'énergie d'ici à 2020.

- 4) Enfin, en matière de déchets, la priorité sera le recyclage et non plus l'incinération.

La loi portant engagement national pour l'environnement dite «Grenelle 2» est adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 29 juin 2010. Ce texte vise à traduire concrètement les principes affirmés dans la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle 1.



Image 1. Professions verdissantes

4. Les professions de l'économie verte. Il est à noter que les «professions vertes», ayant une finalité environnementale, et «les professions verdissantes», dont l'exercice est potentiellement affecté par la prise en compte des préoccupations environnementales, représentent en moyenne près de 4 millions d'emplois sur les années 2010 à 2014. Les professions vertes, qui emploient 144 000 personnes, représentent 0,5% de l'emploi total. Elles sont liées à la production et distribution d'énergie et d'eau (45 %), à l'assainissement et traitement des déchets (35%) et à la protection de la nature et de l'environnement (20%).

Les professions verdissantes, beaucoup plus nombreuses, avec 3 761 000 personnes, représentent 14,1% de l'emploi total et relèvent de domaines d'activité variés: bâtiment (39,5%), transports (19,4%), recherche (8,9%), agriculture, sylviculture et entretien des espaces verts (6,0%) etc.

Les professionnels exerçant une profession verte ou verdissante sont principalement des hommes et sont relativement jeunes. La majorité est non diplômée ou diplômée de niveau CAP-BEP, du fait notamment d'une part importante d'ouvriers.

5. Qu'est-ce que l'économie verte? Tout d'abord, les emplois de l'économie verte ne sont pas uniquement liés à la nature. La plupart des emplois liés à l'économie verte sont présents dans le grand nombre de secteurs de l'économie. Ils contribuent à diminuer les consommations d'énergie et de matières premières et d'eau, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à minimiser ou à éviter totalement toutes les formes de déchets et de pollution, et à protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité.

On en distingue deux types:

- *Les métiers verts.* Ce sont des métiers qui contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement. Certains sont existants: agent de parc national, technicien de mesure de la qualité de l'eau, poseur en isolation thermique, animateur d'initiation à la nature, juriste en environnement. D'autres sont nouveaux: superviseur d'exploitation éco-industrielle, diagnostiqueur de qualité de l'air intérieur.

- *Les métiers verdissants.* Ce sont les métiers dont la finalité n'est pas environnementale, mais qui intègrent de nouvelles «briques de compétences» pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier.

Quelques exemples:

- *Dans l'agriculture, le bois, la forêt:* agriculteur (produire bio); expert forestier (rechercher le label de forêt éco-gérée).

- *Dans l'industrie de la construction:* plombier (installer des pompes à chaleur); maçon (gérer l'isolation thermique externe du bâtiment).

- *Dans les services:* transport routier de marchandises (appliquer l'éco-conduite).

Table 1. Effectifs des professions verdissantes¹¹

Agriculture et entretien des espaces verts		225 000	6,00%
	Agriculture, sylviculture	75 000	2,00%
	Entretien des espaces verts	150 000	4,00%
Bâtiment		1 487 000	39,50%
	Conception, études	205 000	5,40%
	Conduite de travaux	143 000	3,80%
	Gros œuvre	495 000	13,20%
	Second œuvre	644 000	17,10%
Industrie		719 000	19,10%
	Contrôle-qualité	164 000	4,40%
	Design industriel	99 000	2,60%
	Maintenance, mécanique	456 000	12,10%
Recherche-Développement		334 000	8,90%
	Recherche en industrie	227 000	6,00%
	Recherche publique	107 000	2,90%
Transports		728 000	19,40%
	Conduite	516 000	13,80%
	Logistique	212 000	5,60%
Autres		268 000	7,10%
	Commerce, achats	111 000	2,90%
	Tourisme, animation	157 000	4,20%
Ensemble des professions verdissantes		3 761 000	100,00%

Table 2. Conditions d'emploi dans les professions de l'économie verte¹²

en %	Statut						Temps de travail		
	Apprentis ou stagiaires	Intérimaires	CDD ¹³	CDI ¹⁴	Non-salariés	Total	Temps complet	Temps partiel	Total
Ensemble des professions vertes	3	2	6	89	0	100	92	8	100
Assainissement et traitement des déchets	2	4	9	85	0	100	91	9	100
Production et distribution d'énergie et d'eau	3	1	3	93	0	100	94	6	100
Protection de la nature et de l'environnement	4	1	8	87	0	100	91	9	100
Ensemble des professions verdissantes	5	2	8	73	12	100	90	10	100
Agriculture et entretien des espaces verts									
Agriculture, sylviculture	5	1	9	85	0	100	88	12	100

¹¹ Champ: Actifs occupés âgés de 15 ans ou plus résidant en France entière. Source: Insee, recensement de la population 2012; traitements Dares. Note: Les effectifs sont arrondis au millier près.

¹² Champ: Actifs occupés âgés de 15 ans ou plus résidant en France entière. Source: Insee, recensements de la population 2012; traitements Dares. Note: Les effectifs sont arrondis au millier près.

¹³ Contrats à durée déterminée (CDD, vacataires, etc.)

¹⁴ Contrats ou emplois à durée indéterminée (CDI, titulaires de la fonction publique)

	Entretien des espaces verts	12	2	13	54	19	100	80	20	100
Bâtiment										
	Conception, études	2	1	6	75	16	100	91	9	100
	Conduite de travaux	2	1	3	94	0	100	97	3	100
	Gros œuvre	6	5	8	60	21	100	93	7	100
	Second œuvre	7	4	7	59	23	100	92	8	100
Industrie										
	Contrôle-qualité	2	2	5	91	0	100	93	7	100
	Design industriel	4	1	7	51	37	100	83	17	100
	Maintenance, mécanique	6	2	4	78	10	100	95	5	100
Recherche et développement										
	Recherche en industrie	3	1	4	92	0	100	94	6	100
	Recherche publique	2	0	29	69	0	100	91	9	100
Transports										
	Conduite	1	2	5	79	13	100	91	9	100
	Logistique	1	1	3	95	0	100	95	5	100
Autres										
	Commerce, achats	2	1	3	94	0	100	93	7	100
	Tourisme, animation	7	1	33	59	0	100	52	48	100
Ensemble des professions de l'économie verte		5	2	7	74	12	100	90	10	100
Ensemble des professions (salariés uniquement)		3	2	10	85	-	100	82	18	100
Ensemble des professions		3	2	9	75	11	100	83	17	100

***Entre 2000 et 2016, cette dépense a progressé en moyenne de 3,5% chaque année, contre 2,6% pour le PIB

L'une des illustrations du verdissement de l'économie est sans aucun doute celui de l'agriculture biologique. L'Insee s'est penché sur les performances économiques de ce secteur, qui est passé de moins de 5 000 exploitations en 1995 à plus de 32 000 en 2016. «Avec des surfaces et/ou des cheptels plus petits qu'en conventionnel, les exploitations bio spécialisées en viticulture, en maraîchage ou dans la production de lait de vache ont enregistré en moyenne en 2013 une meilleure rentabilité que les exploitations conventionnelles», précise le rapport, indicateurs à l'appui. Parmi les explications: des prix plus élevés qui compensent une productivité plus faible, une meilleure maîtrise des consommations intermédiaires ou encore un recours plus systématique à la commercialisation des produits en circuits courts. Un argument supplémentaire pour une approche systémique de la transition du modèle agricole et agroalimentaire.

6. Vers une économie verte: des résultats positifs mais des objectifs à atteindre. Dans son rapport inédit sur «*Les acteurs économiques et l'environnement*», publié mardi 5 décembre 2017, l'Insee dévoile les liens entre l'activité économique et ses conséquences sur la nature. Au fil des 180 pages, l'Institut de la statistique se penche sur les effets de la *facture énergétique* du logement, établit un bilan des exploitations en *agriculture biologique* et analyse la baisse des émissions de dioxyde de carbone. Et ce dernier est plutôt positif, puisque *l'Insee considère que «des résultats positifs sont aujourd'hui perceptibles», mais tempère aussi: «tous les objectifs en matière de préservation de l'environnement ne sont pas atteints»* [L'économie française]. L'Insee explique notamment que «les rejets de polluants dans l'air diminuent, mais la France demeure régulièrement exposée à des épisodes de pollution d'ampleur nationale» [Ibid]. En

effet, cela avait été le cas pendant plusieurs jours dans le Bassin parisien en janvier et février 2017. Cette pollution atmosphérique avait conduit à la mise en place de la circulation différenciée et de réductions de vitesse. Des décisions avaient aussi été prises pour les plus jeunes et les personnes âgées, à qui il était conseillé de limiter les sorties.

7. Des efforts au quotidien mais peu d'actions concrètes. Parallèlement, la fiscalité sur l'électricité a été modifiée afin de soutenir les *énergies renouvelables*, rappelle l'Insee [Ibid]. Cette étude montre ainsi l'évolution des modes de chauffage. Si 60% sont encore assurés par des énergies fossiles, la part du fioul est en baisse pour atteindre 12%, tout comme le charbon(1%) et le GPL (1%). Alors que la part du bois augmente (5%), tout comme le solaire thermique et les pompes à chaleur (3%), ainsi que le chauffage urbain (4%).

Malgré tout, *l'Insee reconnaît que les Français sont déjà plus sensibilisés aux questions environnementales et sont enclins à faire évoluer leurs pratiques quotidiennes*. Pour preuve, «*les dépenses liées à l'environnement progressent plus vite que le PIB et le secteur de l'économie verte se développe à un rythme plus soutenu que le reste de l'économie*» [Ibid].

8. Méthodes pour assurer l'économie verte.

1) *Miser sur la recherche et l'innovation pour trouver les solutions d'avenir*. La France renforce dès à présent ses dispositifs d'attractivité et de coopération scientifique dans les domaines clés pour combattre le changement climatique. Elle met ainsi en place un programme pour l'accueil de chercheurs confirmés de haut niveau, confié au CNRS, ainsi que des chaires d'excellence pour de jeunes chercheurs et un programme sélectif d'accueil de doctorants.

La France, en accueillant la 47^e assemblée plénière du GIEC (13–16 mars 2018, Paris) et la célébration de ses 30 ans, marque un soutien résolu à l'institution internationale fragilisée par le retrait des financements américains.

2) *Faire de la place de Paris le pôle international de la finance verte*. Paris, qui dispose d'une expérience de qualité mise en place lors de la COP21, doit devenir la capitale de la finance verte et de la finance responsable.

La France doit assurer la promotion des labels de finances vertes et responsables et être au cœur de la réflexion sur la prise en compte des risques climatiques dans la régulation financière internationale (article 173 de la Loi pour la transition énergétique et la croissance verte).

Elle est ainsi le premier pays à demander aux investisseurs de publier l'impact de leurs activités sur le climat, les incitant à investir dans l'économie verte plutôt que dans les énergies fossiles.

3) *Accélérer le déploiement des énergies renouvelables*. La France entend soutenir le développement des énergies renouvelables, en prévoyant des appels d'offre et en encourageant l'éolien terrestre et marin, mais aussi l'énergie solaire et l'utilisation de la biomasse pour produire de la chaleur.

Le Gouvernement étudie l'augmentation, dans le cadre du plan d'investissement, des moyens du fonds chaleur qui soutient le développement des chaufferies et des réseaux de chaleur à partir de sources renouvelables (biomasse par exemple). La chaleur d'origine renouvelable est une énergie compétitive en matière de soutien public, qui réduit les émissions de gaz à effet de serre en se substituant aux combustibles fossiles (gaz ou charbon). Elle constitue donc un vecteur essentiel pour l'atteinte de nos objectifs climatiques et énergétiques.

Afin d'accélérer le déploiement de méthaniseurs sur le territoire, BPI France envisage un prêt sans sûreté de longue durée dédié à leur développement, afin que l'accès au financement ne soit plus une barrière pour des projets pourtant rentables.

L'État apportera son soutien à l'industrialisation des filières d'avenir, notamment la filière européenne du stockage de l'énergie: production des batteries pour véhicules électriques, reconditionnement de ces batteries pour le stockage stationnaire, recyclage. Il se mobilisera pour accueillir les acteurs étrangers du secteur sur le territoire national.

9. Perspectives. Les perspectives globales de développement des filières s'entendent dans un contexte de maintien des politiques actuelles en la matière. En effet, de nombreuses filières ne sont aujourd'hui pas compétitives face aux technologies traditionnelles et dépendent donc largement des dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics. De plus, la représentation des potentiels de marchés et des atouts naturels et industriels de la France est particulièrement sensible aux modifications du contexte national et international, et ce, en particulier, pour les filières dont le marché est fortement globalisé. C'est pourquoi le suivi des évolutions des filières dans le temps et de leur positionnement est capital pour assurer l'efficacité des politiques publiques.

L'environnement nous procure les biens et les services dont nous avons besoin pour survivre et prospérer. Cependant, nous imposons une pression trop forte à notre planète. Il faut surmonter de nouveaux défis liés à la soutenabilité et son financement. Le défi de soutenabilité est lié à de nombreuses défaillances tant des marchés que des institutions et politiques publiques, défaillances qui empêchent la reconnaissance de l'importance économique de cette rareté. Le défi du financement découle de l'écart entre les bénéfices globaux que l'humanité reçoit des écosystèmes et ce que nous sommes prêts à payer pour les maintenir et les conserver. Améliorer l'analyse économique et scientifique de la rareté écologique, évaluer la perte des bénéfices liés à celle-ci, et traduire cela dans les décisions publiques sont les étapes clés pour relever le défi de la durabilité. Malgré tous les résultats positifs que la France a atteints, il reste encore du chemin à parcourir.

Bibliographie

Barbier E., Économie verte et développement durable: enjeux de politique économique. Reflets perspectives de la vie économique, 2 012, vol. 4, pp. 97-117.

Barroux R., L'économie verte représente 2% du PIB en France. Le Monde.fr. URL: http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/21/l-economie-verte-represente-2-du-pib-en-france_1704680_3244.html#U4uI6apVDHsK8Tdh.99 (date de manipulation: 23.02.18)

Faire de la France le n°1 de l'économie verte. Ministère de la Transition écologique et solidaire. URL: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plan-climat/france-numero1-economie-verte-accord-paris> (date de manipulation: 25.02.18)

La croissance verte en France. La documentation Française. URL: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/economie-verte/croissance-verte.shtml> (date de manipulation: 19.02.18)

L'économie française passe au vert, mais lentement. ConsoGlobe. URL: <https://www.consoglobe.com/economie-verte-en-france-cg> (date de manipulation: 06.03.18)

L'économie verte représente près de 4 millions d'emplois. LesEchos.fr. URL: https://www.lesechos.fr/01/02/2017/LesEchos/22374-079-ECH_1-economie-verte-emploi-4-millions-d-actifs.htm (date de manipulation: 25.02.18)

L'environnement et vous. ONU environne. URL: <https://www.unenvironment.org/fr/lenvironnement-et-vous> (date de manipulation: 25.02.18)

Les professions de l'économie verte. Ministère du travail. URL: <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-professions-de-l-economie-verte> (date de manipulation: 23.02.18)

Qu'est-ce que l'économie verte? Le Centre de documentation Économie Finances. URL: <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-verte> (date de manipulation: 03.03.18)

LE SECTEUR D'ÉNERGIES RENOUVELABLES DE LA FRANCE

Sofya Shakhova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: De nos jours, il existe beaucoup de problèmes environnementaux qui éveillent de plus en plus d'attention et soulèvent de vives discussions: pollution, déchets électroniques, augmentation de la concentration des gaz à effet de serre ce qui provoque les changements climatiques. Beaucoup de pays ne font pas attention à ces problèmes et ne prennent aucune mesure. Cependant, ce n'est pas le cas de la France. Dans notre exposé nous examinons le rôle de la France en matière écologique et climatique en accordant une attention particulière à l'industrie énergétique du pays, car la France est le second pays producteur d'énergies renouvelables (EnR) de l'Union européenne après l'Allemagne, grâce à son fort potentiel hydraulique, éolien et géothermique. La transition vers des sources d'énergies renouvelables peut résoudre beaucoup de problèmes environnementaux. En plus, nous comparons les modèles de développement énergétique français et allemand.

Mots-clés: énergie nucléaire, énergie renouvelable, Fukushima, charbon, modèle de développement énergétique, écologie, Allemagne, France.

Abstract: Nowadays, there are many environmental problems that evoke more and more attention and discussion: pollution, electronic waste, increase in the concentration of greenhouse gases that cause climate change and so on. Many countries do not pay attention to these problems and take no actions. However, France is not like that. In my work I will talk a little bit about the role of France in ecological and climatic matters, but I will pay a particular attention to the country's energy industry because France is the second country in producing renewable energy in the European Union after Germany, thanks to its high hydro, wind and geothermal potential. Production is dominated by hydraulics, which represents more than 70%. The transition to renewable energy sources can solve many environmental problems. After the analysis of french energy industry i will compare it with German energy development strategy.

Key words: nuclear energy, renewable sources of energy, Fukushima, coal, ecology, energy development model, Germany, France.

De nos jours, des problèmes environnementaux deviennent de plus en plus tangibles.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) publiée en 2015, sous le quinquennat du Président François Hollande, fixe les objectifs précis à atteindre en matière d'énergies renouvelables. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global à atteindre est de 23 % pour 2020 et 32 % pour 2030.

La France est le second pays producteur d'énergies renouvelables (EnR) de l'Union européenne après l'Allemagne, grâce à son fort potentiel hydraulique, éolien et géothermique.

La production brute totale d'électricité provenant de sources renouvelables a atteint 89,5 TWh en France métropolitaine. Elle se répartit de la manière suivante:

- hydraulique renouvelable: 61,1%
- éolien: 23,8%
- solaire photovoltaïque: 8,1%
- biogaz: 2,4%
- biomasse solide: 2,2%
- déchets renouvelables: 1,9%
- énergie marémotrice: 0,5%

La production est dominée par l'hydraulique, qui représente plus de 70 %.

En France métropolitaine, il y a environ 2 300 installations hydroélectriques, de tailles et de puissances très diverses. Près de 82% de la production française d'hydroélectricité est assurée par 3 régions. Ce sont:

- la région *Auvergne-Rhône-Alpes* avec une puissance installée de 11 602 MW

- la région *Occitanie* avec une puissance installée de 5 395 MW
- la région *Provence-Alpes Côte d'Azur* avec une puissance installée de 3 260

Le modèle énergétique: l'Allemagne ou la France?

Bien que la France investisse beaucoup dans le secteur renouvelable, environ 75% de l'électricité provient du nucléaire. Après l'accident nucléaire de Fukushima (2011) le débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire est ainsi relancé dans de nombreux pays européens. A son tour, après cet événement l'Allemagne a développé le *modèle de l'évolution énergétique différent*. Le pays qui essaie toujours de contribuer à la protection du *climat* a décidé d'abandonner l'atome et de fermer la moitié de ses réacteurs nucléaires vers 2020. Mais cette décision s'est révélée plus problématique que prévu pour l'Allemagne: le coût en hausse de l'électricité pour les ménages, l'augmentation d'émissions de CO₂.

Le charbon est le combustible fossile le plus intensif: pour chaque tonne de charbon brûlé, sont produites environ 2,5 tonnes de dioxyde de carbone. Le pays n'a pas réduit sa consommation de charbon, qui représente près de 40% dans son mix électrique. L'Allemagne, pour assurer sa sortie du nucléaire, utilise plus de charbon ces dix dernières années. C'est impossible de remplacer par des énergies renouvelables un si grand secteur énergétique si vite. C'est pourquoi au premier trimestre 2017, les émissions de CO₂ ont même augmenté de 1,2%. Malgré le fait que maintenant les Allemands produisent déjà plus de 30% de leur énergie avec du renouvelable (L'objectif est d'atteindre une part de 80% d'ici à 2050) le pays traverse une période difficile.

À mon avis, le modèle de développement énergétique français est plus efficace et moins dangereux. Premièrement, l'énergie nucléaire forme une capacité de base. La plupart de ces énergies vertes sont dépendantes de la nature. Par exemple, l'énergie renouvelable solaire n'est pas toujours disponible, car le soleil disparaît la nuit et pendant plusieurs mois. Puis, les technologies d'accumulations d'énergie renouvelable sont insuffisamment développées. En cas d'urgence l'Allemagne peut rester sans énergie. Le modèle français suppose un remplacement plus progressif des ressources énergétiques en tenant compte du développement technologique. On doit développer l'énergie renouvelable mais on ne doit pas oublier le proverbe «Hâte-toi lentement».

Pour conclure, les modèles allemands et français ont leurs avantages et leurs inconvénients. Il faut noter que les pays de l'Union européenne ont le droit de choisir leur mix énergétiques. Mais il est assez clair que le choix politique de sortir du nucléaire en Allemagne a donc ralenti la baisse espérée des émissions de CO₂, et cela malgré une forte croissance des énergies renouvelables. À mon avis le modèle français qui se base sur le développement équilibré sera plus solide et efficace pour la société et pour le développement vert.

Bibliographie

France: le point sur les énergies renouvelables. URL: https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/france-le-point-sur-les-energies-renouvelables_116670 (date de manipulation: 22.09.2017)

Les chiffres essentiels du photovoltaïque. URL: <https://www.les-energies-renouvelables.eu/conseils/photovoltaique/les-chiffres-essentiels-du-photovoltaique-au-30-juin-2017> (date de manipulation: 30.06.2017)

Nucléaire: l'Allemagne fermera sa dernière centrale en 2022. URL: <http://www.leparisien.fr/environnement/energies/nucleaire-l-allemande-fermera-sa-derniere-centrale-en-2022-27-02-2017-6714948.php> (date de manipulation: 27.02.2018)

L'UTILISATION DE L'EXPÉRIENCE INTERNATIONALE DE SOUTIEN DE L'ÉTAT POUR L'ENTREPRENEURIAT DANS LA PRATIQUE FRANÇAISE

Lyubava Yatskiv

Université des Finances près le Gouvernement de la Fédération de Russie

Résumé: Au cours de ces dernières décennies, la promotion de l'entrepreneuriat a représenté un vecteur fondamental dans toutes les politiques de développement économique. Les Etats, les ONG et ainsi que l'ensemble des acteurs socio-économiques, dans le monde entier, sont parfaitement conscients de l'importance de la création des entreprises, particulièrement les PME et les TPE.

Mots-clés: PME, entrepreneuriat, chômage, état, TPE, PIB, entreprise, petites et moyennes entreprises, garanties de prêts, institutions gouvernementales, marché du travail.

Abstract: In recent decades, the promotion of entrepreneurship has been a main vector in all economic development policies. States, nongovernmental organizations and also all socio-economic actors in the world, are well aware of the importance of the establishment of enterprises, particularly small and medium-sized enterprises, and very small businesses.

Key words: small and medium-sized enterprises, entrepreneurship, unemployment, state, business, GDP, enterprise, guarantee on loans, government institutions, labour market.

Les perturbations et mutations économiques incessantes, le chômage qui sévit dans les sociétés surtout dans la catégorie des jeunes diplômés, imposent aux pays de procéder de manière urgente à l'assainissement et au développement de l'environnement de l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise pour activer au maximum ce levier de croissance et de création de la richesse. La création des entreprises et leur développement durable sont fondamentales pour le dynamisme des économies modernes.

On doit remarquer que les gouvernements accordent de plus en plus leur attention aux indicateurs tels que le nombre d'entreprises créées ou l'effectif des personnes employées. Plusieurs mesures incitatives sont mises en places pour le développement de l'entrepreneuriat.

Nous pouvons citer à titre d'exemple: les mesures réglementaires (lois sur les sociétés, statuts spécifiques aux PME (petites et les moyennes entreprises) et aux TPE (très petites entreprises), les mesures fiscales (avantages et exonérations fiscales accordés pour les entreprises nouvellement créées), les mesures administratives (traitements et formalités simplifiées pour encourager la création), l'appui et le soutien en pré et post création, les modalités de financement.

Maintenant examinons de plus près l'expérience internationale du soutien de l'esprit d'entreprise.

Le premier pays qu'il faut mentionner c'est *la Chine*. Un rôle clé dans le maintien de l'état de la petite entreprise en Chine est accordé à la sécurité pour attirer des prêts bancaires.

Le Fond national pour le développement des PME est le cœur du système national de soutien aux PME opérant sur la base d'un règlement spécial approuvé par le Parti communiste chinois.

Parmi les institutions gouvernementales importantes, dont la spécialisation est associée avec le soutien actif des PME, on peut identifier les institutions suivantes:

1) *Centre de coordination et de coopération commerciale*. Le centre est engagé dans le conseil et le soutien de l'information, la réalisation des foires et des expositions dans le domaine de l'innovation, organise des activités dans le domaine de l'étude des questions des PME et la mise en œuvre des divers programmes de soutien.

2) *CSMEO* [Chine]. Le portail d'information sur les PME en Chine qui a été créé en août 2001 représente un réseau d'organisations gouvernementales à but non lucratif, financé par les gouvernements nationaux.

Cette organisation peut être considérée comme un système d'information mondiale, opérant principalement sur Internet. Elle fournit des services d'information, donne des

informations sur le marché du travail, des changements dans les lois, des innovations technologiques et des tendances dans le développement des PME.

Les petites et moyennes entreprises sont à la base de la réussite économique de l'Allemagne. Le secteur des PME allemandes est un des secteurs les plus développés de l'économie, ce qui représente environ 57% du PIB, ce qui contribue au soutien financier actif à tous les niveaux du gouvernement. C'est l'organisation Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) qui est l'élément essentiel du système du soutien aux PME aujourd'hui.

L'accent principal dans le soutien des PME KfW offre des produits de crédit et des garanties à bas prix. Les directions principales des garanties de l'Etat pour la création et le développement des PME sont financement des projets et des prêts d'investissement dans le but d'augmenter le fonds de roulement.

En fonction de ce qui est nécessaire à l'entreprise, la KfW [Kreditanstalt] offre des prêts à faible taux, garanties, participations ou plusieurs subventions. À l'heure actuelle, les subventions sont disponibles pour les investissements dans le domaine des économies d'énergie dans les maisons qui sont fournis directement par la banque. En général, la KfW [Kreditanstalt] propose des prêts directement aux emprunteurs, comme les villes et les municipalités.

La plupart des garanties de l'État et des prêts bonifiés (taux moyen de 5–8%, 5–15 ans durée du prêt) sont prévus dans le cadre des programmes de démarrage et de financement des PME.

Maintenant nous procédons à l'analyse de la situation aux États-Unis. Les États-Unis sont représentés par les plus anciennes institutions de soutien de l'État aux PME.

La gestion des petites entreprises (la SBA) est une agence du gouvernement fédéral des États-Unis, créée pour accorder du soutien financier, ainsi que l'aide à la gestion des entreprises, qui n'ont pas accès aux marchés des capitaux.

L'objectif principal de l'administration de la SBA est de fournir un soutien complet pour aider le développement des PME. La base des activités de l'Administration se compose de trois zones: la fourniture des garanties de prêts; les représentants des entreprises de formation; le soutien aux entreprises en cas de catastrophes naturelles.

La SBA aide aussi les petites entreprises à obtenir des prêts; donne des informations, des conseils et le soutien technique; subventionne directement et prête aux entreprises de son propre fonds de budget.

En plus, un département de droit spécialisé joue un rôle particulier dans les activités des sujets des PME qui représentent les intérêts des entreprises au sein du Congrès et aux tribunaux.

Le dernier pays que je voudrais soumettre à une analyse approfondie c'est le Portugal. Grâce à la croissance de son écosystème entrepreneurial, le Portugal offre un environnement stimulant aux entrepreneurs souhaitant y développer leurs activités. L'initiative «Empresa na Hora» est un projet du Secrétariat d'État à la Justice au Portugal, coordonnée par l'Unité de Coordination pour la Modernisation Administrative et développée conjointement avec plusieurs ministères.

Sa mise en marche a été possible grâce à la participation et à l'engagement du Ministère de la Justice, celui des Finances, celui de l'Économie et de l'Innovation, celui du Travail et de la Solidarité Sociale et Unité de Coordination pour la Modernisation Administrative et de leurs associés.

Grâce au système «Empresa na Hora», réglementé par le Décret-loi N° 111/2005 du 8 juillet, le Régime Spécial de la création immédiate d'entreprises est établi. Cette initiative en ligne, permet de remplir les formalités relatives à la création d'une entreprise en une heure seulement. Il est possible de promouvoir la création et l'établissement d'entreprises individuelles, de sociétés à responsabilité limitée et de sociétés anonymes dans un seul bureau, de façon quasi-immédiate.

Après quatre années d'exécution, environ 79 000 entreprises ont été concernées par cette initiative. «Empresa na Hora» [Empresa] continue son développement et expansion et dispose actuellement de 158 CFE – Centres de Formalités d'Entreprises au niveau national.

En outre, l'état portugais assure de cette façon la concurrence nationale, car le coût de la création d'une entreprise est beaucoup plus réduit et donc il accroît la compétitivité dans le contexte d'un marché ouvert.

Au total, l'Etat doit tenir compte de ces aspects clés dans ses programmes et actions spécifiques avec une approche de micro-entreprise individuelle, en assurant la continuité dans les entreprises où cela existe déjà, et pour celles auxquelles cela n'existe pas, encourager leur apparition à travers des aides, de l'assistance ou tout autre type de soutien.

Ainsi, après avoir examiné l'expérience internationale de soutien de l'Etat pour l'esprit d'entreprise, on peut conclure que la majorité des pays développés et en développement tend aujourd'hui à la création de petites et moyennes entreprises.

Outre cela, ils essaient d'apporter un soutien décent pour les débutants et pour les professionnels sur le marché. Après tout, la création de ces entreprises et leur stabilité déterminent en grande partie la viabilité d'une économie moderne. Donc, l'expérience des pays étudiés peut être appliquée à la pratique française.

Bibliographie

China SME Oline. URL: <http://www.sme.gov.cn/> (date de manipulation: 25.02.2018)

Empresa na Hora. URL: www.empresanahora.pt/ (date de manipulation: 15.02.2018)

Entreprendre au Portugal: quels avantages? URL: <http://www.expats.com/fr/expats-mag/1767-les-avantages-de-lancer-sa-start-up-au-portugal.html> (date de manipulation: 22.02.2018)

Guide des bonnes pratiques de créativité en entreprise, L'union Européenne, pp. 109-112.

Kreditanstalt für Wiederaufbau. URL: <https://www.kfw.de/kfw.de.html> (date de manipulation: 15.02.2018)

RT France. URL: <https://francais.rt.com/> (date de manipulation: 15.02.2018)

Wikipédia. URL: <https://fr.wikipedia.org/> (date de manipulation: 25.02.2018)

LES MARCHÉS PUBLICS DE PRODUITS PÉTROLIERS. ESSAI DE COMPARAISON FRANCE-RUSSIE

Julia Rodionova

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: L'analyse comparative effectuée représente la première étude complète sur le sujet des marchés publics de produits pétroliers français et russe avec un examen approfondi des sources étrangères juridiques et des instruments de politique nationale. Sur la base des résultats obtenus, ce travail a permis de conclure que les marchés publics d'hydrocarbures sont très sensibles géopolitiquement, politiquement et institutionnellement. En dépit de similarités dans la conception générale que se font des marchés publics la législation française et la législation russe, l'analyse a montré la différence substantielle de la mise en œuvre de politique des marchés publics. La Russie se caractérise par une prédominance des ventes aux enchères électroniques en utilisant un seul critère de prix tandis que la France utilise une variété de critères différents pour évaluer les offres reçues.

Mots-clés: marchés publics, politique énergétique, étude comparative, politique publique, produits pétroliers.

Abstract: The comparative analysis presents the first comparative study of the government procurement of French and Russian petroleum products with an in-depth review of foreign legal sources and national policy instruments. Based on the findings, this research led to the conclusion that public procurement of hydrocarbons is an extremely sensitive matter in the geopolitical, political and institutional sense. Despite some similarities in the general concept of French and Russian legislation in public procurement, the analysis revealed a substantial difference in the implementation of public procurement policies. Russia is characterized by a predominance of electronic auctions where the evaluation is based solely on the price whereas France uses a wide variety of different criteria to evaluate procurement offers.

Key words: public procurement, energy policy, comparative study, government policy, petroleum products.

Lev Nikolaïevitch Tolstoï dans son célèbre roman *Anna Karénine* a écrit que «*Toutes les familles heureuses se ressemblent, mais chaque famille malheureuse l'est à sa façon*». On peut utiliser cette célèbre citation pour illustrer la politique dans le domaine des marchés publics de produits pétroliers dans les deux pays comparés. D'un côté, deux Etats forts et développés en matière de marchés publics, qui font partie de principaux acteurs sur la scène internationale; mais, en même temps, ce sont deux pays qui n'ont pas la même approche dans le cadre de la politique publique d'énergie et de marchés publics.

En effet, la France dépend de l'énergie et du pétrole tandis que la Russie est le plus grand pays producteur de gaz, de pétrole brut et de produits pétroliers énergétiques. À ce jour, la Russie reste un fournisseur central de l'Union européenne. Selon les données du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, la France à son tour est dépendante des importations à 99 % pour sa consommation de pétrole et à 98 % pour sa consommation de gaz¹⁵. En année mobile, entre le 1er mars 2016 et le 28 février 2017, la consommation française de carburants a atteint 50,99 millions de mètres cubes, en hausse de 0,4 % par rapport à la consommation des douze mois mobiles précédents¹⁶.

De plus, contrairement à la France, la Russie est extrêmement dépendante des recettes d'hydrocarbures, lesquelles sont amenées à baisser avec des prix bas et la diminution progressive des réserves pétrolières et gazières. Sur les cinq dernières années, les recettes budgétaires issues des activités du pétrole et du gaz (ces ressources incluent les taxes sur les exportations de produits bruts et manufacturés et les taxes sur l'extraction) représentaient, en moyenne, près de 49% des recettes du gouvernement russe¹⁷.

Dans le domaine des marchés publics la Russie établit son propre règlement intérieur tandis que les règles sur les marchés publics en France ne sont plus fixées par la France elle-même. Les marchés publics connaissent actuellement en France d'importantes mutations. La législation des marchés publics a récemment été profondément modifiée afin d'être harmonisée avec les dispositions des directives européennes. Cette harmonisation a conduit à définir de manière très précise les règles de passation des marchés et a introduit de nouvelles procédures d'attribution des marchés. Le 1^{er} avril 2016, l'Ordonnance du 23 juillet 2015 abroge l'ancien code des marchés publics¹⁸ qui était en vigueur depuis 2006.

En même temps les marchés publics en Russie ont connu aussi une évolution significative en matière de réglementation. Les principes et les objectifs déclarés dans la Loi fédérale 44-FZ «*Sur le régime de contrats pour les marchés publics de biens, travaux et services de l'État et des municipalités*», ne sont pas encore entièrement atteints. Jusqu'à présent, les dépenses

¹⁵ Selon le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Plateforme ouverte des données publiques françaises.

¹⁶ Selon l'Union Française des Industries Pétrolières. URL: <https://www.ufip.fr/> (date de manipulation: 21.12.2017).

¹⁷ Etudes Economiques de BNP Paribas. *Russie: risques sur les finances publiques*.

¹⁸ Code des marchés publics (édition 2006).

budgétaires sont trop élevées, le niveau de la concurrence dans la vente aux enchères ne l'est pas suffisant, et le niveau de transparence du marché lui-même reste bas [Yakovlev 2010].

Cette divergence des politiques française et russe dans le secteur de l'énergie nationale et dans le secteur des marchés publics pose la question suivante – dans quelle mesure peut-on comparer leurs politiques dans le domaine des marchés publics de produits pétroliers? Et dans le cadre de cette comparaison, est-ce que ces deux politiques ont tendance à converger ou au contraire, ne sont pas du tout comparables?

Pour répondre à cette question nous avons analysé, premièrement, la nature des rapports politiques entre la France et la Russie et les acteurs économiques en général. Nous avons essayé de montrer les relations très étroites entre politique et économie dans le monde moderne et les différentes évolutions des politiques française et russe, entre influence de l'intégration européenne pour l'une, et les liens de dépendance entre économie et politique pour l'autre avec le rôle déterminant du président Poutine et ses élites au service des intérêts de l'État [Breault, Jolicœur, Lévesque 2003; Volkov 2017].

En prenant en compte cette analyse politique on a examiné la définition et l'évolution historique des marchés publics, les objectifs, les principes directeurs de l'achat publics conformément à la législation en vigueur. En France le processus de la commande est guidée par trois grands principes: liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats et transparence des procédures. En même temps, la législation russe dans le domaine des marchés publics est caractérisée par une liste plus élargie de principes. En plus des principes mentionnés, le système de marchés publics doit aussi respecter les principes du professionnalisme des clients, le développement axé sur l'innovation, l'uniformité du processus de marchés publics, la réponse effective aux besoins de l'État et des municipalités, et l'efficacité des marchés publics.

À ce sujet, par la suite, nous avons comparé les sanctions pénales et administratives dans les cas de non-respect des principes indiqués. La principale différence remarquée est qu'en Russie malgré l'existence de prescriptions différentes adaptées à la gravité du crime dans le domaine des marchés publics, les sanctions pénales sont moins lourdes. En plus, dans la jurisprudence russe, les actes de la corruption active et passive et les abus de pouvoir sont caractérisés par un haut degré de latence et l'impossibilité presque totale de les prouver. En effet, la faiblesse du système judiciaire russe et sa dépendance excessive par rapport au pouvoir exécutif, qui contrôle aussi les décisions judiciaires, le rend peu crédible, par rapport au système judiciaire français.

En outre, nous avons analysé les règles et les procédures de passation du marché public et on a identifié les points de convergence et de divergence existants. Les principales procédures de passation des marchés publics sont pratiquement identiques dans les deux pays. En dépit de conditions un peu différentes de la passation de marchés publics, en France ainsi qu'en Russie il existe en général les procédures formalisées, les procédures négociées et les procédures adaptées. Les différences modestes identifiées reposent sur les traits spécifiques de chaque pays et de divergences dans la politique relative aux marchés publics.

Par exemple, parmi les cas non traités dans la législation française pour passer un marché exclusif avec un fournisseur unique, il faut citer la possibilité d'achats de biens, de travaux et de services qui appartiennent à la sphère des monopoles naturels (conformément à la Loi fédérale du 17 Août, 1995 147-FZ «Sur les monopoles naturels»), la conclusion d'un contrat de fourniture d'armements russes et de l'équipement militaire qui ne disposent pas d'analogues russes, les travaux sur la préparation à la mobilisation en Fédération de Russie et les autres. Dans leur majorité, ces paragraphes supplémentaires reflètent les traits spécifiques de la Russie (l'importance de l'industrie de l'armement, l'influence des monopoles naturels sur l'économie nationale etc.).

Après avoir comparé la conception des marchés publics de produits pétroliers, nous avons compris que l'étape suivante de l'étude pourrait consister à la question de la mise en œuvre de

la politique des marchés publics de produits pétroliers en France et en Russie. C'est pourquoi nous sommes retournés de la théorie à la pratique et avons présenté une étude de cas comparé d'appels d'offres de produits pétroliers dans les deux pays. A cette étape, nous avons voulu recenser comment les normes ont été interprétées par les acteurs et répondre à la question suivante: est-ce qu'au niveau technique le régime juridique est aussi proche ou bien existe-t-il une distance dans sa mise en œuvre?

Tout d'abord, on a vu qu'un certain nombre de travaux sont consacrés à l'étude de la dynamique de la mise en œuvre de la politique publique [Pressman, Wildavsky 1973], [Kingdon 1984], [Lascoumes 1990]. Mais cette partie de l'étude ne vise pas à mesurer les stratégies et les interactions de ces auteurs, le succès ou l'échec des politiques-programme, elle examine plutôt l'application technique des mesures dans le contexte des deux pays, par l'analyse de la documentation concernant en ligne.

Pour cela, nous avons constaté en premier lieu que le marché des produits pétroliers, en France et en Russie, se caractérise par sa nature monopolistique. Cependant, contrairement à la situation en Russie, les grandes surfaces françaises sont toujours confrontées à des choix entre l'importation de produits pétroliers et l'acquisition auprès des raffineurs français. Cette situation nous renvoie encore une fois à la divergence qui peut exister entre les politiques française et russe en matière d'énergie nationale.

Ensuite, nous avons présenté une étude de cas comparé d'appels d'offres de produits pétroliers. L'étude est basée sur l'analyse des informations publiées dans le système informatique unifié (SIU) dans le domaine des marchés publics (appels d'offres russes) et dans Bulletin officiel des annonces des marchés publics (appels d'offres français). Ainsi, nous avons comparé les avis d'appel public à la concurrence qui ont comme objet du marché la fourniture de carburants et issue des régions centrales de pays étudiés (région de Moscou en Russie et région Île-de-France en France).

Les exemples étudiés ont permis de conclure qu'au niveau technique on observe la distance de la mise en œuvre des politiques française et russe qui existe dans le domaine des marchés publics de produits pétroliers. Nous avons conclu qu'il existe de nombreux exemples de différences notables dans la mise en œuvre de politique des marchés publics en France et en Russie. La possibilité d'une reconduction, les règlements différents sur les modalités de la pondération appliquée à des critères différents, l'utilisation obligatoire de la procédure de l'enchère électronique (par voie électronique), les règlements différents sur la participation de PME (petites et moyennes entreprises) aux marchés publics, l'obligation de motiver son choix de ne pas allouer un marché etc.

L'analyse a montré que la principale différence entre les caractéristiques des appels d'offres français et russes est que les acheteurs publics russes confèrent au prix une influence essentielle dans le choix d'une offre. Ainsi, les clients français évaluent les offres sur la base de critères autres que le prix, en tenant compte des spécificités de produits fournis. Le prix n'est ni un critère de base ni un critère indispensable.

Nous avons détaillé les raisons les plus probables de ces résultats obtenus. Tout d'abord, dans le domaine géopolitique et de la politique énergétique, la dépendance de la France au pétrole est forte, et elle veut donc la réduire. Contrairement à la situation en Russie, la France ne peut tout simplement pas acheter avec un critère de prix seulement – elle a besoin de protéger ses marchés publics contre les exportateurs des puissances émergentes, contre la concurrence déloyale et le dumping. D'autre part, dans le contexte russe, l'utilisation généralisée des enchères fondées uniquement sur le prix s'explique aussi pour des raisons politiques et institutionnelles, notamment les réalités politiques du pays. Un nombre limité de fournisseurs sur le marché des produits pétroliers, un pouvoir centralisé du Kremlin, des éléments de corruption dans la puissance publique et des pratiques de «favoritisme» influencent clairement la pratique existante de marchés publics.

Depuis le point de départ nous avons parcouru un long chemin et avons mis en évidence des résultats imprévisibles. Sur la base des résultats obtenus, ce travail a permis de montrer que les marchés publics d'hydrocarbures sont très sensibles géopolitiquement, politiquement et institutionnellement. En dépit de similarités dans la conception générale que se font des marchés publics la législation française et la législation russe, la réglementation au niveau technique dans le domaine des marchés publics de produits pétroliers varie considérablement dans les deux pays examinés. Nous avons découvert, au point d'arrivée de ce travail, que ces différences dans la mise en œuvre d'une politique publique dans un secteur particulier permet d'éclairer les différences des systèmes institutionnels des deux pays.

Bibliographie

Breault Y., Jolicœur P. et Lévesque J. La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique. Paris: Presses de Sciences Po, 2003, p. 26-27.

Code des marchés publics (édition 2006). URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000005627819&idSectionTA=&dateTexte=20160331> (date de manipulation: 21.12.2017).

Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (publié le 27 mars 2016).

Études Économiques de BNP Paribas. Russie: risques sur les finances publiques. URL: [http://economic-](http://economic-research.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=27624)

[research.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=27624](http://economic-research.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=27624) (date de manipulation: 21.12.2017). Kingdon J., Agendas, Alternatives and Public Policies. Boston, Little Brown, 1984 (date de manipulation: 21.12.2017)

La Loi fédérale du 5 avril 2013 № 44-FZ «Sur le régime de contrats pour les marchés publics de biens, travaux et services de l'État et des municipalités».

Lascoumes P., Normes juridiques et mise en œuvre des politiques publiques. L'Année sociologique, Vol. 40, 1990, p. 43-71.

Le site boamp.fr (la version électronique du Bulletin officiel des annonces de marchés publics). URL: <http://www.boamp.fr> (date de manipulation: 21.12.2017).

Le site officiel de l'Union Française des Industries Pétrolières. URL: <https://www.ufip.fr/> (date de manipulation: 21.12.2017).

Le système informatique unifié (SIU) dans le domaine des marchés publics (appels d'offres russes). URL: <http://zakupki.gov.ru> (date de manipulation: 21.12.2017).

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Plateforme ouverte des données publiques françaises. URL: www.developpement-durable.gouv.fr (date de manipulation: 21.12.2017).

Ordonnance 2015-899 relative aux marchés publics (publiée le 23 juillet 2015).

Pressman Jeffrey L., Wildavsky Aaron B. Implementation: how great expectations in Washington are dashed in Oakland, Berkely, University of California Press, 1973.

Volkov R., Les réseaux politico-économiques dans la Russie de Poutine. Critique internationale. Revue comparative de sciences sociales: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) 2017/2, N° 75, p. 91-111.

Yakovlev A., Allilueva O., Kuznecova I., Shamrin A., Judkevich M., Jakobson L. Sistema gos zakupok: na puti k novomu kachestvu [The System of Public Procurements in Russia: On the Road of Re form]. Voprosy Ekonomiki. №6, 2010, p. 88–107.

Section V

La France et la francophonie: tendances actuelles

LA «PUISSANCE DOUCE» DE LA FRANCE: LES NOUVELLES TENDANCES

Elizaveta Luizidis, Maksim Shesterkin

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Ces derniers temps de plus en plus d'attention dans le monde a été accordée au phénomène qu'on appelle «la puissance douce». Celle-ci permet à la France de garder sa position forte dans le monde. Cette manière d'influence commence à remplacer le concept traditionnel de «la puissance dure». Le but de notre recherche est de comprendre les nouvelles tendances dans la politique extérieure française, de les analyser dans le cadre de la politique mondiale et d'analyser le rôle de la «force douce» française dans la création de l'image et du prestige de la France en tant que puissance mondiale.

C'est également important de mettre en évidence les principales directions de la politique du gouvernement français dans ce domaine et de décrire les nouvelles tendances. Sur la base de l'analyse effectuée nous arrivons à la conclusion que «la force douce» de la France est une des plus importantes directions de la politique de l'Hexagone.

Mots-clés: puissance douce, France, Etats-Unis, mondialisation, francophonie, langue française, culture française.

Abstract: In recent times more and more attention in the world has been given to the phenomenon called "soft power". Due to "soft power" France maintains its strong position in the world. This way of influence begins to replace the traditional concept of "hard power". The aim of our research is to understand the new trends in French foreign policy, analyze them in the context of world politics and analyze the role of the French "soft power" in the creation of the image and prestige of France as a world power.

In our report, we would like to disclose all aspects of french "soft power". It is also important to highlight the main directions of French government policy in this area and to describe new trends. On the basis of the analysis carried out we come to the conclusion that the "soft power" of France is one of the most important directions of the politics of the Hexagon.

Key words: soft power, France, United States of America, globalisation, Francophonie, French language, French culture.

Actuellement nous vivons dans un monde très connecté. Presque tous les pays du monde ont des relations économiques, politiques, culturelles avec d'autres pays. Grâce à la mondialisation, tous les pays ont reçu de bonnes chances de réussir globalement. Dans ces conditions le phénomène de «la puissance douce» est devenu très populaire. La majorité des États utilisent cet instrument efficacement et la France ne fait pas exception. Le gouvernement français attache une grande importance à «la puissance douce» comme partie intégrante de la politique extérieure pour renforcer la position de la France dans le monde.

Ce sujet nous semble actuel car de plus en de puissances mondiales incluent dans leur politique internationale les aspects qui sont associés avec «la puissance douce». La France, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, est un des leaders mondiaux dans ce domaine.

L'objet de notre recherche est «la puissance douce» comme élément de la politique extérieure de la France.

Notre objectif est d'analyser le rôle de «la puissance douce» dans la politique extérieure d'un pays, de déterminer sa place dans la politique extérieure de la France, de dégager les nouvelles tendances dans sa réalisation. Pour atteindre cet objectif nous allons gérer les tâches suivantes:

- 1) Définir la notion de «la puissance douce» et analyser ses caractéristiques;

2) Déterminer le rôle de ce phénomène pour le monde en général et pour les grandes puissances en particulier;

3) Analyser la place et les formes de réalisation de «la puissance douce» dans la politique extérieure française à l'étape actuelle.

Avant de commencer l'analyse de «la puissance douce» mondiale et française il est très important de définir cette notion et de présenter son histoire.

Le concept de «la puissance douce» ou de «soft power», comme on l'appelle dans la langue d'origine, a été développé aux États-Unis par le professeur américain Joseph Nye pour décrire une nouvelle tendance dans les relations internationales. Donc, «la puissance douce» est une stratégie politique basée sur la réalisation des objectifs souhaités par la participation volontaire, la sympathie et l'attrait, par opposition au «puissance dur», qui s'appuie sur la coercition. Bref, c'est la capacité à attirer. Joseph Nye, dans son livre «Bound to lead», a dit que la puissance américaine n'était pas en déclin dans les années 1990 car maintenant la puissance n'est pas seulement celle qui est liée à la contrainte et à la puissance militaire mais à la force économique et culturelle [Nye 1990]. Après cette publication, le concept est entré dans le discours et maintenant on peut l'entendre pendant toutes les conférences, forums ainsi que voir dans les journaux et magazines.

Mais il est impossible de comprendre le concept de «la puissance douce» sans analyser les aspects qu'il comprend. Il y a des aspects externes et internes. En ce qui concerne les aspects externes, ce sont la politique étrangère, le statut géopolitique du pays. Quant aux facteurs internes ce sont l'idéologie, la qualité et le niveau de vie, le modèle politique et économique de développement et les ressources d'information du pays, ses valeurs, sa culture.

Maintenant nous arrivons à l'application de «la puissance douce» en pratique. Il faut dire que malgré l'importance de «la puissance douce» l'État ne peut pas être fort s'il ne maintient pas l'équilibre entre «la puissance douce» et «la puissance dure». La capacité à combiner deux types de puissance est nommée comme «smart power»¹⁹. Par exemple, les États-Unis, le leader mondial, exercent aussi bien le pouvoir de convaincre et celui de contraindre pour assurer leur place de leader. De plus, si nous parlons des États-Unis, les mécanismes du «soft power» ont été utilisés par ce pays il y a très longtemps. Par exemple, l'aide aux pays européens après la Seconde Guerre Mondiale – le plan Marshall. Aussi, pendant la Guerre froide la radiodiffusion des stations américaines comme «La voix de l'Amérique» ou «La liberté» en URSS a été un grand succès pour l'image des États-Unis.

Quant aux pays européens, la majorité des chercheurs ne considère pas chaque pays séparément, mais comme un système intégral – l'Union européenne. Malgré le retard dans le domaine militaire et économique, l'Europe a été un important concurrent américain dans la bataille pour les cœurs. Pour tout le monde l'Europe c'est la prospérité et le niveau de vie élevé.

Ainsi, passons directement au sujet de «la puissance douce» de la France. Dans la perspective historique et au stade actuel, la langue française et la francophonie démontrent la relation entre le facteur linguistique et les enjeux politiques. La langue peut influencer les pensées des gens et transformer leurs points de vue sur le monde qui les entoure. En exerçant une pression sur la population à travers le langage, les autorités provoquent certaines actions qui changent le monde et la réalité. Et dans ce cas, la langue devient une arme plus puissante qu'un simple impact physique.

Aujourd'hui, de nombreux pays d'Europe occidentale utilisent le potentiel culturel et prennent des mesures pour diffuser leur langue et leurs valeurs. Avec une telle «puissance douce» comme le français et la culture française, la France peut atteindre ses objectifs nationaux. La diffusion de la langue et de la culture françaises est reconnue comme l'un des facteurs d'influence les plus importants pour renforcer la France dans le monde. La culture et les intérêts de la politique étrangère de la France sont en relation étroite.

¹⁹ Nye J., In Mideast, the goal is 'smart power', 2006.

L'orientation culturelle et humanitaire de l'État français au cours de toute son histoire fait partie intégrante de la politique étrangère du pays. Depuis le XVII^e siècle, la France représente non seulement la plus grande puissance militaire mais en même temps la plus grande culture.

Le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de la politique culturelle et humanitaire extérieure de la République française est central. Le Ministère des Affaires Etrangères français coopère avec les mouvements et les organisations, participe à la préparation des sommets et des projets stratégiques.

Grâce à la politique compétente de la France, elle a réussi à unir non seulement les anciennes colonies, mais elle attire aussi les pays où le français n'est pas une langue officielle.

La langue française, en tant que langue de la diplomatie, est restée basique dès la fin du XIX^e jusqu'au milieu du XX^e siècles. La France comprend l'importance du facteur linguistique, déploie de grands efforts pour le diffuser, en créant des organisations spécifiques comme l'Alliance Française, avec ses nombreux comités et missions dans plus de 136 pays.

Le ministère de la Culture de la France contrôle la politique linguistique de l'État et est responsable de programmes de coopération tels que la Journée internationale de la Francophonie et la Semaine du français.

La diffusion active de la langue française et des valeurs culturelles est de plus en plus réalisée à travers les médias. TV5 Monde diffusant ses émissions dans plus de 203 pays 24 heures sur 24 est regardée par plus de 25 millions de téléspectateurs, ce qui fait de sa chaîne la troisième chaîne mondiale populaire [Martel]. Le renforcement de la présence des médias français souligne l'influence médiatique de la France à l'étranger et constitue l'un des projets stratégiques prioritaires des structures étatiques.

La francophonie coordonne activement ses activités avec l'ONU et le Conseil des droits de l'homme, l'Union africaine (UA), l'UNESCO et de nombreuses autres organisations internationales [Lucet, Pasbeau]. L'Association des organisations francophones tient pour le dialogue culturel, la protection des valeurs démocratiques, la promotion de projets de développement durable, la lutte contre la pauvreté et constitue la base d'un nouveau modèle d'ordre mondial. A l'aide de la politique de francophonie, la France, avec la Belgique, le Canada et la Suisse, accorde une assistance aux pays en développement d'Afrique. Elle renforce les liens commerciaux, économiques et politiques avec un certain nombre de pays européens.

La francophonie dans le contexte moderne est considérée comme un outil idéal pour la propagation des valeurs françaises et l'unification des pays sur cette base, avec à sa tête la République française. La France positionne la francophonie au XXI^e siècle comme un projet qui peut devenir une alternative à la mondialisation. Parallèlement à la diffusion de la langue française, la France et les partenaires de l'organisation définissent des tâches telles que la préservation du potentiel culturel national dans le contexte de la mondialisation croissante et la mise en place d'idéaux démocratiques.

D'abord, grâce à la francophonie, la France se garantit une présence dans la zone clé des intérêts géopolitiques. L'influence de la France en Afrique du Nord-Ouest est stable principalement en raison de facteurs culturels et civilisationnels. Après la perte de son pouvoir colonial, la France aspire à diffuser le maximum d'influence économique et politique sur la base de la dominante historique et culturelle vers les zones traditionnelles de son intérêt. La mise en œuvre de programmes de diffusion et de formation des valeurs européennes est d'une grande importance pour résoudre les problèmes urgents.

Pour résumer, nous aimerions noter que dans le monde d'aujourd'hui, «le soft power» est l'une des composantes les plus importantes de la politique étrangère des pays développés. Les pays s'efforcent d'acquérir une position de leader dans le monde, non seulement grâce à leur puissance militaire, mais aussi en raison de leur développement social et culturel.

La France parvient à développer sa culture au sein du pays, et de plus, à la diffuser à l'extérieur. La politique compétente des autorités françaises permet de créer des organisations et des mouvements qui contribuent à assurer la popularité de la langue et de la culture françaises

[Нагорнов, 2014: 177]. Ces actions contribuent au renforcement des positions internationales du pays, aident à la réalisation des intérêts nationaux dans le monde.

Bibliographie

Nye J., *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

Nye J., In Mideast, the goal is 'smart power'.

URL: <https://www.belfercenter.org/publication/mideast-goal-smart-power> (date de manipulation: 25.02.2018)

Lucet A., Pasbeau L. Le soft power à la française: un enjeu de puissance? URL: <https://portail-ie.fr/analysis/1718/cr-le-soft-power-a-la-francaise-un-enjeu-de-puissance> (date de manipulation: 25.02.2018)

Martel F., Le soft power à l'âge du tout médiatique. URL: <https://www.franceculture.fr/sciences/le-soft-power-lage-du-tout-mediatique> (date de manipulation: 27.02.2018)

Organisation internationale de la francophonie. URL: <https://www.francophonie.org/> (date de manipulation: 27.02.2018)

Нагорнов В. А. «Мягкая сила» по-французски: Вестник международных организаций. – 2014. – Т. 9. – № 2. – с. 167–189.

LE SÉPARATISME CATALAN COMME UN GRAND DÉFI À LA FRANCE ET À LA FRANCOPHONIE

Inna Yukhim

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Le 27 octobre la Catalogne a proclamé l'indépendance qui a provoqué une crise considérable dans la région. Malgré la réaction rapide du gouvernement espagnol, les indépendantistes vont continuer la lutte et sont sûrs qu'ils pourront accomplir leur mission historique. Mais quelles conséquences attend-on si la Catalogne devient une république qui ne dépend plus de l'Espagne? L'Union européenne va-t-elle accepter la Catalogne comme un nouveau membre? «L'effet de domino» peut aussi jouer un rôle considérable. On sait bien que le Canada, la Belgique, la France ont aussi ce problème de séparatisme, c'est pourquoi la situation en Espagne constitue une menace pour beaucoup de pays, en particulier, pour la France qui est la voisine de l'Espagne.

Mots-clés: Catalogne, séparatisme, indépendance, Union européenne, Corse, Flandre, Quebec.

Abstract: 27th October Catalonia declared independence, which triggered a severe crisis in the region. Despite the rapid reaction of the Spanish government, separatists are going to continue the fight and they are sure they will accomplish their historic mission. But what consequences will be if Catalonia becomes an independent republic? Is the European Union going to accept Catalonia as a new member? The domino effect can also play a considerable role. It is well-known that Canada, Belgium and France also have the problem with separatism that is why the situation in Spain poses a threat to many countries, in particular, to France, which is the neighbour of Spain.

Key words: Catalonia, separatism, independence, European Union, Corsica, Flemish Region, Quebec.

Actuellement en Europe, on observe deux processus opposés. D'une part, les États cherchent à s'intégrer. L'Union européenne est un exemple de plus d'une intégration réussie. Au cours des soixante dernières années, une grande partie de l'autorité a été transmise à la compétence des organismes supranationaux. Mais en même temps, nous nous souvenons que la tentative d'adopter une constitution de l'Union européenne en 2004 a subi un échec.

Cela signifie que les États ne sont pas encore prêts à créer l'unification politique et ne veulent pas déléguer encore plus de pouvoirs /souveraineté vers le haut. En outre, le Royaume-Uni a annoncé son retrait de l'Union européenne, ce qui témoigne du trouble intérieur de l'Union.

Par conséquent, on peut dire que la deuxième tendance c'est la régionalisation, au niveau des États dans le cadre de l'Union européenne aussi bien qu'au niveau des régions au sein des États.

Un problème grave pour l'ensemble de l'Union européenne dans le cadre de la dernière tendance est le séparatisme. Pour le moment, ce problème est plus grave en Espagne (Catalogne, Pays basque, Navarre, la Galice, les îles Canaries et l'Andalousie). Mais, en dehors de l'Espagne, le séparatisme est activement développé et dans des pays comme la Belgique (Flandre), l'Italie (Lombardie, Venise, le Tyrol du Sud), le Royaume-Uni (Ecosse), la France (Corse, Bretagne).

La menace de la séparation d'un territoire de l'État ne peut conduire qu'à l'instabilité politique et au déclin économique dans ce pays, mais aussi avoir un impact négatif sur l'ensemble de l'UE.

Dans cet article, il sera question de séparatisme catalan et de son influence sur d'autres pays, notamment la France et la francophonie.

Comme on le sait le 27 octobre la Catalogne a proclamé l'indépendance qui contredisait la constitution de l'Espagne, où on fixe l'inaltérabilité de l'unité «de la Nation espagnole, la Patrie totale et indivisible de tous les Espagnols».

Finalement, le gouvernement espagnol avec Mariano Rajoy à la tête a appliqué l'article 155 de la Constitution, selon lequel a démis du pouvoir le gouvernement de la Catalogne, y compris le chef de la Généralité Carles Puigdemont.

Le 21 décembre 2017 ont eu lieu des élections anticipées au parlement de la Catalogne. Bien que le parti des «Citoyens» qui soutient le statut de la Catalogne en tant qu'autonomie dans la composition unifiée de l'Espagne ait reçu la majorité relative des votes (25,4 %) lors des élections, finalement c'est la coalition de trois partis qui se prononcent pour l'indépendance de la Catalogne qui a eu 52 % des sièges dans le Parlement du pays (70 sur 135). En général, les partis soutenant l'indépendance de la Catalogne, ont pris 47,5 % des voix. Ceux qui s'élèvent contre – 43,5 %. Le parti «Nous Pouvons», qui préconise la liberté de choix par voie de référendum a pris 7,5% de votes.

Ainsi, les séparatistes ont de nouveau la majorité, et donc qu'ils n'abandonnent pas les tentatives de quitter l'Espagne. La question principale réside dans les conséquences de cette séparation. La Catalogne ne veut pas quitter l'Union européenne, parce que la sortie apportera de graves problèmes économiques et politiques à l'État créé. Il est à noter que pour l'Union européenne, la région est aussi importante, car de nombreuses entreprises européennes, des ports s'y trouvent.

Cette région est la plus développée après Madrid en Espagne, et la Catalogne à elle seule apporte 1% du PIB de l'UE. Cependant, comme le séparatisme menace l'intégrité non seulement de l'Espagne, mais aussi de l'Italie, de la France, de la Belgique et de l'Allemagne, elles peuvent se prononcer contre l'entrée de la Catalogne en UE. Mais, même en sachant tout cela, les séparatistes ne renoncent pas à la lutte et continuent de mener des actions actives.

Le succès des séparatistes catalans peut conduire à la croissance des mouvements sécessionnistes dans les régions voisines de l'Espagne.

Le mouvement séparatiste dans le Pays basque est le deuxième en Espagne par son ampleur. Le rôle principal y est joué par le parti nationaliste Basque. Les basques ont longtemps voulu créer leur propre État, qui comprendrait le territoire actuel, la Navarre et les terres dans le sud de la France. En conséquence, le mouvement basque peut menacer l'intégrité de la France.

En outre, dans les relations internationales l'effet du domino est répandu, donc le séparatisme de la Catalogne peut mener aux tentatives de sécession non seulement dans les pays de l'Europe, mais aussi sur d'autres continents.

Comme il a déjà été dit, en France, le problème du séparatisme est lié à la Corse dans une large mesure.

Il existe un Front de libération nationale de la Corse. C'est une organisation séparatiste, basée dans le sud de la France, qui fixe comme objectif la réalisation complète de l'indépendance politique ou l'extension des droits de l'autonomie de la Corse, la reconnaissance du «peuple Corse» par les autorités du pays. Elle a commencé à mener activement des activités terroristes depuis 1976. Ce n'est qu'en 2014, que les séparatistes du FLNC ont annoncé leur refus de la lutte armée. Mais le risque de nouveaux conflits en raison de la lutte pour l'indépendance de la Corse n'est pas exclu.

En 2017 la coalition nationaliste «Pour la Corse» a remporté les élections de nouveau, et donc elle va continuer son combat, au moins pour obtenir encore plus d'autonomie. Les séparatistes corses sont sceptiques quant au nouveau président de la France Emmanuel Macron et ont promis de se venger, si la politique de son prédécesseur François Hollande se poursuit.

Le 8 février dernier Macron a refusé d'accorder à la langue corse le statut officiel. Le chef de l'État a donné une réponse négative à la demande d'accorder à la Corse le statut spécial du résident local pour limiter le cercle des personnes, ayant droit aux affaires avec l'immobilier et par cela limiter la hausse des prix sur ce marché. Macron a souligné que cette innovation violerait la législation de la République, mais ne résoudrait pas le problème. Cette situation ne peut pas satisfaire les séparatistes corses, donc ils vont se battre. Mais le mouvement de la Catalogne peut renforcer ces sentiments encore plus.

Outre la Corse, la Bretagne a toujours été connue pour son nationalisme, dans les territoires d'outre-mer de la France il y a aussi des agitations de temps en temps. L'année passée, la Guyane française a exigé de lui accorder l'autonomie, et cette année le référendum sur l'autodétermination va se passer en Nouvelle-Calédonie.

Le renforcement du séparatisme est aussi possible en Belgique. Lors des élections législatives en 2014, la victoire était remportée par le parti nationaliste «Alliance néo-flamande». Son leader Bart de Wever, qui sympathise avec la Catalogne, veut obtenir l'indépendance de la Flandre qui est la région une des plus développées. Nous voyons que la situation est similaire avec celle de l'Espagne, où la Catalogne est aussi une région très développée.

Parmi d'autres pays de la francophonie, on peut mentionner le Canada, où la région francophone du Québec veut devenir un État indépendant. Les partisans de l'indépendance du Québec croient qu'ayant un État indépendant, les résidents du Québec qui parlent français seront mieux en mesure de poursuivre leur développement économique, social et culturel.

Certes, la sécession possible de la Catalogne influencera peu le Canada, mais les effets négatifs sur les États européens voisins seront non-négligeables. Si un tel précédent arrive, il peut conduire à une réaction en chaîne non seulement en Europe, mais dans le monde en général.

C'est pourquoi on peut dire que le séparatisme catalan est un grand défi à la France et à la francophonie.

Bibliographie

2018, l'année du référendum en Nouvelle-Calédonie (2018, January 2). LeParisien. URL: <http://www.leparisien.fr/politique/2018-1-annee-du-referendum-en-nouvelle-caledonie-02-01-2018-7479561.php> (date de manipulation: 25.02.2018)

Blavignat Y., Catalogne: «Un risque d'affrontements dans les prochaines semaines». LeFigaro.fr. URL: <http://www.lefigaro.fr/international/2017/10/27/01003-20171027ARTFIG00278-catalogne-un-risque-d-affrontements-important-dans-les-prochaines-semaines.php> (date de manipulation: 25.02.2018)

Élections en Catalogne: Puigdemont vante «un résultat que personne ne peut discuter». LeMonde.fr. URL: http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/12/21/elections-regionales-en-catalogne-les-partis-independantistes-conservent-la-majorite-absolue_5233136_3214.html (date de manipulation: 25.02.2018)

Guyane: le collectif portant la grève exige un «statut particulier». LCI. URL: <https://www.lci.fr/societe/guyane-le-collectif-portant-la-greve-exige-un-statut-particulier-2035047.html> (date de manipulation: 25.02.2018)

Macron et la Corse, le pari de la fermeté. LeMonde.fr. URL: http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/02/08/macron-et-la-corse-le-pari-de-la-fermete_5253714_3232.html (date de manipulation: 25.02.2018)

Québec: des groupes nationalistes réagissent. LeFigaro.fr. URL: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/01/30/97001-20170130FILWWW00104-quebec-des-groupes-nationalistes-condamnent-la-tuerie.php> (date de manipulation: 25.02.2018)

LA FÉMINISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LES MOYENS DE SA TRADUCTION

Anastasia Golovina

Université fédérale de l'Oural du premier président russe Boris Yeltsine

Résumé: Cet article est consacré à l'étude des noms féminisés, des moyens de leur formation et de leur traduction en russe. Le matériel analysé comprend le livre de Simone de Beauvoir «Le deuxième sexe» et sa traduction en russe. Les conclusions de cet article montrent les méthodes utilisées pour traduire des noms féminisés.

Mots-clés: postmodernisme, féminisme, féminisation, noms féminisés, méthodes de traduction.

Abstract: This article is dedicated to the study of feminine words, ways of their formation in French and their translation into the Russian language. The research material consists of the book of Simone de Beauvoir «The second Sex». There are conclusions made concerning those translation methods which are used to translate the feminine words.

Key words: postmodernism, feminism, feminisation, feminine words, translation methods.

1. Introduction. Le vingtième siècle a été marqué par des changements importants dans la société ainsi que dans la science. La protection des droits de l'homme est devenue une des priorités de la politique de beaucoup de pays, les femmes ont obtenu davantage de possibilités d'emploi et ont commencé le combat pour l'égalité des sexes. Nous nous sommes demandé si tous ses événements avaient exercé une influence sur les langues.

2. L'origine historique et sociale. La philosophie postmoderne était essentielle dans le domaine de la science où nous menions notre recherche. On pensait que la langue était celle qui construisait la réalité et par conséquent la linguistique est devenue une des sciences humaines les plus importantes [Гревецва 2008: 376].

À la fin du XX^e siècle les Études de genre sont nées. D'origine anglo-saxonne (gender), le genre est le terme clef aussi connu sous le nom «sexe social». Le concept de genre comprend les différences hommes/femmes (inégalités, hiérarchies, domination masculine) comme des constructions sociales et culturelles. Il existe une différence / correspondance entre le genre et le sexe, celui-ci est pensé comme une construction donnée naturelle [Les gender studies].

En plus un terme important pour notre recherche est le féminisme – «doctrine qui a pour objet l'extension des droits civils et politiques des femmes jusqu'à obtenir l'égalité avec ceux des hommes» [Le Dictionnaire]. En France et en Russie ce mouvement a sa propre histoire et son état actuel, par exemple en Russie nous n'avons pas encore atteint l'égalité des sexes, et c'est où la France a mieux réussi.

3. La féminisation de la langue française. En 1984 Yvette Roudy, ministre déléguée aux Droits de la femme, a créé une commission de terminologie qui avait pour objet de féminiser les noms de métiers, fonctions, grades ou titres. «Les travaux de cette commission ne sont pas une simple affaire de langage, mais ils entrent dans un projet politique global de réduction des inégalités entre les hommes et les femmes», clame Yvette Roudy. La commission a créé les méthodes de féminisation suivantes:

- l'usage des noms épïcènes avec un article féminin: la professeur, une ministre;
- l'ajout de «-e» à l'écrit: déléguée, avocate;
- les suffixes «-ière», «-euse», «-trice»: traductrice, agencièrre, chercheuse.

On a rejeté les méthodes suivantes existant déjà dans la langue française:

- les noms composés avec *femme*: professeur-femme, femme-médecin;
- les noms au masculin non modifiés: Mme le Premier ministre [Fleishman 1997: 836].

Les néologismes féminisés entraînent peu à peu dans le vocabulaire des gens, mais rencontraient une opposition persistante. L'Académie Française n'a pas accepté non plus ces changements et n'a pas recommandé de les utiliser. Les «gardiens» de la langue française ont maintenu cette position jusqu'à l'année dernière quand le débat sur l'écriture inclusive a commencé.

4. L'écriture inclusive. Il y a trois principes à la base de l'écriture inclusive:

- Féminisation de noms de fonctions, métiers, grades et titres: une autrice, une pompière, une maire.

- Au pluriel, le masculin n'est plus utilisé comme neutre mais le mot comprend les deux sexes grâce à l'utilisation du point médian ou les formes au masculin et féminin ensemble. On écrira ainsi «les électeur·rice·s», «les citoyen·ne·s» ou "les maçonnes et les maçons".

- Il est mieux de ne pas employer les mots «homme» et «femme» et de préférer les termes plus universels comme «les droits humains» (au lieu des «droits de l'homme») [Qu'est-ce que l'écriture].

5. L'analyse de la traduction. Après avoir analysé le livre de Simone de Beauvoir «Le deuxième sexe» et sa traduction en russe nous avons mis au point des méthodes de traduction de noms féminisés. Ces méthodes sont les suivantes:

1) Les noms épïcènes parlant des femmes dans une phrase sont traduits par les noms féminisés en russe, par exemple:

Impéria, qui était *poète* et musicienne, renouent la tradition...[Beauvoir 1949: 179] – Империя, бывшая *поэтессой* и музыкантшей, возобновляют традицию...[Бовуар 1997: 140].

2) Les noms féminisés sont traduits par les noms féminisés en russe:

Elles se sont distinguées comme *aviatrices*, *parachutistes*, elles ont formé des armées de partisans [Beauvoir 1949: 253]. – Они отличались как *лётчицы* и *парашютистки*, создавали партизанские отряды [Бовуар 1997: 170].

3) Les mots au pluriel sont traduits par les deux formes (masculine et féminine) en parallèle s'ils ont une forme au féminin en russe:

Nous estimons quant à nous qu'il n'y a d'autre bien public que celui qui assure le bien privé des *citoyens*... [Beauvoir 1949: 35]. – Мы же считаем, что общественное благо не сводится к обеспечению частного благополучия *граждан и гражданок*... (*notre variante de la traduction – A.G.*).

6. Conclusion. Ainsi, après avoir analysé les moyens de féminisation ci-dessus et les particularités de leur traduction du français en russe, nous pouvons conclure que la féminisation est un phénomène assez nouveau et en train d'évoluer dans les deux langues. Il n'y a pas encore de recommandations officielles pour traduire des noms féminisés, c'est pourquoi nous avons pour but dans notre future pratique professionnelle en tant que traductrice et interprète d'en développer et utiliser quelques-unes pour une meilleure traduction qui gagne du terrain.

Bibliographie

Бовуар, С. де. Второй пол: Т. 1-2: [Пер. с фр.]. – Москва; Санкт-Петербург: Прогресс, 1997. – 832 с.

Гревцева А. А. Парадигмы постмодернистского стиля мышления // Вестник ТГУ. – 2008. – №5. – С.374-379.

Beauvoir S. de., *Le deuxième sexe*, Tom 1, Paris, Éditions Gallimard, 1949, 511 p.

Fleischman. S. «The Battle of Feminism and Bon Usage: Instituting Nonsexist Usage in French». *The French Review*, n° 70(6), 1997, pp. 834-844.

Les gender studies pour les nul(-le)s. URL: https://www.scienceshumaines.com/les-gender-studies-pour-les-nuls_fr_27748.html (date de manipulation: 02.12.2017)

Le Dictionnaire. URL: <http://www.le-dictionnaire.com/> (date de manipulation: 02.12.2017)

Qu'est-ce que l'écriture inclusive et pourquoi pose-t-elle problème? URL: <http://www.sudouest.fr/2017/10/12/qu-est-ce-que-l-ecriture-inclusive-et-pourquoi-pose-t-elle-probleme-3856018-4699.php> (date de manipulation: 10.12.17)

LA PROMOTION DU FRANÇAIS EN RUSSIE EST UN DÉFI RÉGIONAL POUR LA FRANCOPHONIE

Sergey Shestak

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Aujourd'hui la France et la Francophonie font face à certains défis qui sont liés au rôle de la langue française dans le monde. Si on envisage la position mondiale de la France dans le cadre de la culture il faut souligner l'importance primordiale de sa langue. Nous savons très bien que c'est la Francophonie en tant qu'organisation internationale qui vise à promouvoir le français et la culture française dans le monde entier. Malgré le fait que la Russie ne fait pas partie de la Francophonie, elle a pourtant une grande histoire des relations culturelles avec la France. On croit que le but de la Francophonie d'aujourd'hui est de maintenir et de développer la présence de la France en Russie dans plusieurs sphères. Nous constatons que la langue française perd sa position en Russie à cause des déclarations du Ministère de l'éducation qui vise à établir l'anglais comme langue étrangère unique dans les écoles.

Mots-clés: problème du plurilinguisme, éducation humanitaire, Francophonie en Russie, diversité linguistique.

Abstract: Nowadays France and Francophony face certain difficulties, which relate to the role of French in the world. Considering the global position of France in terms of culture, we should highlight the fundamental significance of French. It is common knowledge that

Francophony seeks to promote French and French culture not only among its members but also beyond the organization and French speaking countries. Despite the fact that Russia is not among its members, it has a long history of cultural relations with France. That is why I believe that the goal of Francophony nowadays is to maintain and develop the presence of France in Russia within several spheres. Unfortunately, French is losing its influence in Russia because of declarations of the Russian Ministry of education, which aims to establish English in schools as the unique foreign language. Such measures will reduce the influence of French in Russia so that it poses a serious problem for Francophony in our country.

Key words: problem of multilingualism, humanitarian education, Francophony in Russia, linguistic diversity.

Mon exposé est consacré aux défis auxquels le français fait face en Russie dans le cadre des problèmes du plurilinguisme. Bien que j'aie parlé généralement de la situation avec les langues étrangères, cela est notamment vrai pour le français parce que le plus souvent c'est la deuxième langue étrangère qu'on étudie à l'école.

La déclaration de la ministre de l'Éducation Madame Vassilieva sur la nécessité d'abolir l'enseignement de toutes les langues étrangères a profondément alarmé les professeurs et les parents qui cherchaient à donner une bonne éducation humanitaire à leurs enfants au niveau scolaire. Madame Vassilieva propose de n'apprendre que l'anglais à l'école. Ce n'était pas une décision officielle mais tout de même une telle hypothèse pousse déjà des proviseurs sur place à s'adapter préalablement aux changements à venir. La situation est alarmante pour ne pas dire intenable! Une telle réforme pourrait influencer de manière fatale sur la qualité de l'éducation humanitaire, sur le développement des sciences humaines et sur les relations internationales au niveau informel.

Il y a longtemps qu'on apprend au moins deux langues étrangères aux écoles françaises mais en Russie c'est pas pareil puisque cette approche y a été généralement introduite il y a seulement quelques années. Cependant certains veulent tuer cette approche après avoir fait face à des difficultés.

L'objection principale se focalise sur les difficultés à apprendre une seule langue. Pourtant on ignore la pratique très répandue quand il est difficile pour des élèves d'apprendre une certaine langue mais une autre langue peut être assez naturelle. On peut devenir un excellent spécialiste en termes de français en rattrapant l'anglais pour un minimum acceptable. Et si un élève est capable de maîtriser des langues étrangères mais à part l'anglais? Qu'est ce qu'on doit faire alors? On doit se concentrer plus à cette question parce qu'il est plus facile pour certains d'apprendre le français grâce à la proximité littéraire et culturelle entre la Russie et la France. Donc s'il y a deux langues étrangères au programme un élève aura l'opportunité de terminer ses études scolaires ayant le français en tant que première langue. Bien sûr c'est pas facile mais au moins il y a une chance. Et s'il n'y en a pas? La route vers la sphère où on pourrait devenir spécialiste est fermée. Malgré le fait que l'enseignement du français aux écoles russes laisse à désirer cela crée des bases et l'intérêt pour continuer à maîtriser le français à l'université.

Les supporters de Madame Vassilieva disent aussi que les langues étrangères en général ne servent à rien en Russie et que surtout les habitants des grandes villes comme Moscou ou Saint Pétersbourg en ont besoin. C'est très discuté étant donné que la mondialisation est partout avec les touristes, les destinations touristiques, les nouvelles technologies et les collègues internationaux. Et par exemple, si un paysan discute avec ses collègues français les questions du fourrage à un forum sur Internet c'est pas quelque chose de fantastique. C'est normal même s'il parle français comme une vache espagnole. Le but, c'est la communication internationale!

La proposition de la ministre de l'Éducation est aussi déplorable sur le plan socioéconomique. D'un côté ça crée le chômage pour les profs de français et, de plus, ça détruit des bases pour préparer des professionnels en langues étrangères.

Enfin, il faut souligner que de telles déclarations au niveau élevé posent de graves défis pour le français en Russie puisqu'elles découragent toute motivation pour le développement de la diversité linguistique dont la Francophonie en Russie a besoin. Il faut développer toutes les langues étrangères au niveau approprié si la Russie veut bâtir un monde multipolaire.

Bibliographie

Ministre russe de l'Éducation: la coopération avec la France va bon train. URL: <https://fr.rbth.com/education/79441-ministre-russe-education-cooperation-france> (date de manipulation: 27.09.2017)

Olga Vassilieva : « Enseignant, tout comme médecin ou prêtre, c'est un office, une vocation ». Le Courrier de Russie. URL: <https://www.lecourrierderussie.com/politique/2016/10/olga-vassilieva-ministre/> (date de manipulation: 27.09.2017)

Зарипова Л., Темникова Р. «Базовое содержание учебников должно быть одинаковым по всей стране»: Министр образования Васильева – в интервью RT. URL: <https://xn--80abucjiibhv9a.xn--p1ai/пресс-центр/11083> (date de manipulation: 27.09.2017)

L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE DANS LA CONSTRUCTION DES VILLES INTELLIGENTES

Maria Kasay, Aleksandra Timofeeva

Université nationale de recherche École supérieure d'économie

Résumé: Les changements technologiques, économiques et environnementaux ont suscité l'intérêt pour les «villes intelligentes». Tout d'abord ce sont le changement climatique, le vieillissement de la population, l'urbanisation à grande échelle, la restructuration économique avec la transition vers le commerce en ligne. Face à ces mutations, les pays avancés ont commencé à développer et mettre en œuvre le concept qui a été appelé «Smart City». La recherche se concentrera sur les caractéristiques de ce concept. L'accent sera mis sur la France et les villes françaises, où ce concept est mis en œuvre avec plus ou moins de succès. Les auteurs examineront les problèmes auxquels la France est confrontée au cours de la création de villes intelligentes et les progrès qu'elle a déjà obtenus.

Mots-clés: villes intelligentes, France, économie numérique.

Abstract: Technological, economic and environmental changes roused interest in the «smart cities». First of all, it is climate change, aging population, large-scale urbanization, economic restructuring with the transition to e-commerce. Faced with these changes, advanced countries have begun to develop and implement the concept that has been called «Smart City». The research will focus on the characteristics of this concept and will particularly concentrate on France and its smart cities, where this concept is being implemented with varying degrees of success. The authors will examine the problems that France faces during the creation of smart cities and the progress it has already achieved.

Key words: smart cities, France, digital economy.

Le but de la recherche est d'identifier comment la France a pu atteindre de tels succès en réalisant la conception de la ville intelligente.

Les tâches:

- analyser l'importance des villes intelligentes;
- envisager des initiatives européennes pour créer des villes intelligentes;

- déterminer l'importance du développement des villes intelligentes pour la France;
- évaluer le potentiel français pour la création et le développement de villes intelligentes;
- analyser les actions de la France dans ce domaine;
- définir les tendances dans la construction des villes intelligentes;
- dégager des obstacles à la création et au développement des villes intelligentes;
- analyser des exemples de villes intelligentes en France.

1. Introduction. La création des villes intelligentes est une des réponses aux défis que pose la vie moderne. Les enjeux économiques, les défis de la mobilité et ceux de l'environnement forcent des acteurs locaux à inventer des services originaux pour répondre aux demandes des habitants, dont la quantité tend à croître constamment. Selon les estimations de l'ONU, le nombre de la population urbaine augmentera de 2,5 millions, deux personnes sur trois vivront en ville d'ici 2030.

Dans ces circonstances, la mise en application des technologies de l'information et de la communication des villes intelligentes apparaît comme une solution d'avenir visant l'optimisation des coûts et de l'emploi des ressources limitées et à l'amélioration des services.

Dans ce travail on utilise le terme «une ville intelligente», défini comme une communauté «vivable et durable, fondée sur une gestion intégrée et une gouvernance partagée que facilite le déploiement des technologies de l'information et la communication» [Les villes intelligentes].

2. La politique de l'Union européenne pour créer des villes intelligentes. Avant d'aborder le sujet des villes intelligentes en France, examinons la situation dans l'Union Européenne, car la conception de la construction des smart villes en France s'inscrit dans le cadre général du contexte et de la politique de l'UE. Le marché global des villes intelligentes est l'objet de diverses études. Selon les estimations de différents centres stratégiques, d'ici 2020, il sera entre 400 Md\$2 et 1 600 Md\$3 [Belot 2017]. Consciente de l'importance et de l'urgence de la création et du développement de villes intelligentes, l'UE a été l'une des premières à répondre aux défis modernes. Maintenant 78% des citoyens européens vivent dans les villes et 85% du PIB de l'UE sont générés dans les villes. De nombreuses villes européennes sont dans la période de la transition nécessaire vers une économie à faible teneur en carbone, efficace des ressources et compétitive. Les villes sont essentielles pour relever les principaux défis de la société et de l'économie européennes: emploi, croissance et investissement, innovation, efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre etc.

La Commission européenne a lancé une initiative visant des avantages sociétaux et une modernisation rapide des secteurs et des marchés associés. La mise en œuvre des projets développés dans le cadre de cette initiative est réalisée sous la direction du Partenariat européen d'innovation pour les villes et les collectivités intelligentes (European Innovation Partnership on Smart Cities and Communities), fondé en 2012. Le Partenariat est fondé autour des domaines prioritaires définis dans le plan de mise en œuvre stratégique pour l'accélération de la transformation des villes européennes en «smart cities» [European Context]. Le plan se concentre sur trois domaines spécifiques:

- mobilité urbaine durable: énergies alternatives, transports publics, l'efficacité de la chaîne logistique;
- domaines et environnement construits durables: améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, l'utilisation accrue des énergies renouvelables et des communautés durables;
- infrastructures et processus intégrés dans les secteurs: énergie, technologies de l'information et des communications (TIC) et transports.

3. Les initiatives et projets de l'Union européenne. L'initiative européenne sur les villes intelligentes est fondée sur les politiques et programmes européens et nationaux existants, tels que CIVITAS, CONCERTO et Intelligent Energy Europe. Les travaux dans le cadre de cette initiative impliquent une coopération active des États et des entreprises privées formant des partenariats public-privé. Le financement est effectué immédiatement par une gamme de sources: la ville, la circonscription électorale régionale ou nationale, le secteur privé, le

financement participatif et aussi celui de l'UE, qui par exemple, a financé les projets suivants depuis 2012:

- Systèmes d'aide à la décision dans le domaine de l'énergie pour les villes intelligentes;
- Le contrôle et l'optimisation des quartiers à énergie positive;
- L'efficacité énergétique dans la chaîne d'approvisionnement pour la collaboration;
- L'aide à la décision avancée et la détection automatique et plein d'autres [EU-funded projects].

Le développement annuel des cartes routières permet de suivre l'efficacité de la mise en œuvre des projets pour l'introduction de la haute technologie dans la vie des villes de l'UE et fixe de nouveaux objectifs. La dernière carte routière, publiée en 2017, implique l'engagement de 1 milliard d'euros dans des solutions innovantes pour les villes et les communautés intelligentes et l'engagement de 300 villes à travers l'Europe dans le programme [Market Place]. Pourquoi parlons-nous de projets paneuropéens de développement de villes intelligentes? L'implication des institutions de l'UE dans ce processus souligne son importance. De plus, les initiatives de la CE constituent la base des plans de développement des villes intelligentes dans les pays européens particuliers, y compris en France.

4. La place de la France dans le classement européen. En réalisant le besoin et en utilisant les avantages de la création et du développement de villes intelligentes, la France est devenue un leader européen dans ce domaine:

- C'est en France, qu'il y a les cinq meilleures villes d'Europe pour les facteurs environnementaux, Montpellier est en tête de liste [Smart grids].

- La France est le premier pays d'Europe pour la recherche et le développement (R&D) et les expériences sur les réseaux intelligents (505 millions d'euros), devant le Royaume-Uni (490 millions d'euros), l'Allemagne (360 millions d'euros) et l'Espagne (355 millions d'euros) [Ibid].

- La France est classée première en Europe et quatrième au monde pour l'e-gouvernement selon l'ONU. Elle a également été jugée comme la troisième meilleure économie au monde pour l'Open Data [Ibid].

- La France compte 25 villes intelligentes parmi les 240 identifiées par la Commission européenne, contre une moyenne de 9,6 villes intelligentes pour chaque membre de l'UE [Ibid]. En ce qui concerne la position de la France sur le marché mondial des villes intelligentes, un rapport récent de Cisco estime que les opportunités financières dans le domaine des villes intelligentes françaises composeront de 182,6 milliards de dollars (environ 165 milliards d'euros) d'ici 2022, ce qui fait de la France le troisième marché le plus prometteur au monde, juste après la Chine et les États-Unis [Menon].

5. Les prérequis du succès de la France en construction des villes intelligentes. Tout sauf un hasard la France a pu arriver en haut des classements différents. Mettons en lumière les facteurs clés attribuant à son succès:

- La France possède une expertise mondialement reconnue sur les marchés de services publics locaux (eau, énergie, déchets, etc.). Elle place des entreprises françaises en position dominante sur leurs marchés respectifs.

- Il y a un nombre significatif de grandes entreprises avec un potentiel d'exportation (Schneider electric, Thalès, etc).

- Une longue histoire: la France compte une vingtaine de fabricants de compteurs intelligents et d'équipements électriques intelligents, ainsi qu'une centaine d'intégrateurs; une trentaine de prototypes de voisinages intelligents fonctionne actuellement en France; la France compte de nombreuses entreprises (Veolia, Suez Environnement, EDF, Engie, Vinci, Atos, Schneider Electric) qui sont pionnières dans l'industrie des villes intelligentes.

Ce qui permet à la France de devenir l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la création et du développement des villes intelligentes ce sont:

- un écosystème complet et porteur;
- l'expertise française dans la sous-traitance des services publics;

- l'engagement de la société (le développement numérique est une question centrale pour les villes de demain aux yeux de 78% des Français),²⁰

- principales capacités de recherche et d'innovation. (La France dispose de centres de recherche internationalement reconnus, dont CEA, Centrale Supélec, École Polytechnique, ENS Cachan, Inria, Télécom ParisTech et Université Paris Saclay);

- l'engagement des autorités françaises.

6. Le rôle du gouvernement. L'un des principaux facteurs contribuant à l'augmentation d'activités liées aux villes intelligentes en France est notamment la participation de l'État. La preuve que les autorités sont «intelligentes» («smart-friendly») est le fait du développement de l'initiative «La French Tech». Créée en novembre 2013, l'initiative «La French Tech» fait avancer l'écosystème startup français. Les entreprises innovantes qui travaillent avec les réseaux intelligents et les villes intelligentes constituent une partie importante de cette initiative, par laquelle elles peuvent recevoir un soutien pour se développer en France et renforcer leur profil international. «La French Tech» est une initiative nationale menée par des startups, avec un soutien du gouvernement insignifiant.

Outre cette initiative, l'État est en train de mettre en œuvre les deux autres: «Crédit d'impôt recherche français» et le plan «Ville durable». La première est la suivante: les entreprises de réseaux intelligents qui mènent recherche et développement en France sont éligibles au crédit d'impôt recherche français, qui couvre 30% de l'ensemble des dépenses de recherche jusqu'à 100 millions d'euros, rendant les centres de R&D du pays très compétitifs. La deuxième, à son tour, permet aux entreprises développant des équipements et des solutions pour les villes du futur de répondre aux appels à propositions, d'utiliser une plateforme technologique ouverte et de bénéficier de mesures de soutien, notamment financières de Bpifrance, la banque d'investissement publique française.

7. Les problèmes rencontrés par la France dans la création de villes intelligentes. Malgré un grand nombre d'avantages et de facteurs contribuant, la France est également confrontée à certains problèmes dans la mise en œuvre du plan de création et de développement de villes intelligentes. Le principal frein est le cadre juridique qui touche le secteur des R&D. Les conditions légales ne sont pas favorables aux sociétés en faveur de l'innovation. Cela est aussi lié à l'insuffisance des cadres précisant les compétences des spécialistes dans le domaine des villes intelligentes. Un autre problème est un financement privé insuffisant (près de 70 % de financement des projets de la «smart city» est public, bien que ce chiffre est solide en comparaison avec d'autres pays). De plus, la concurrence territoriale dans le domaine de la «smart city» est particulièrement forte.

8. Les villes intelligentes françaises. Passons maintenant à des données spécifiques sur les villes intelligentes en France. Il y a 25 communes, métropoles et communautés d'agglomération françaises qui peuvent être considérées comme les villes intelligentes. Ce sont: Aix-en-Provence, Angers Loire Métropole, Béthune, Bordeaux Métropole, Brest Métropole, Chartres, Communauté de l'agglomération havraise, Eurométropole de Strasbourg, Dijon Métropole, Grand Lyon, Grenoble-Alpes Métropole, Issy-les-Moulineaux, Marseille, Métropole Européenne de Lille, Métropole Nice Côte d'Azur, Montpellier, Mulhouse, Nantes Métropole, Paris, Plaine Commune, Rennes Métropole, Roubaix, Saint-Etienne Métropole, Toulouse Métropole et Valenciennes Métropole.

9. Des services intelligents les plus populaires en France. On a considéré les réalisations smart city les plus courantes en France et analysé leurs conséquences:

- 64% des smart cities tricolores, soit 16 d'entre elles, se sont lancées dans l'open data, c'est-à-dire l'ouverture des données, sur les transports en commun disponibles en temps réel, par exemple, aux entrepreneurs voire même aux citoyens. Cette information peut servir à créer

²⁰ Ifop survey, July 2015

des services adaptés aux demandes des administrés mais aussi à mieux comprendre et évaluer l'impact d'une décision politique.

- Autre concept en vogue dans les villes intelligentes françaises: les plateformes participatives. 12 des 25 communes concernées travaillent sur des outils en ligne destinés à donner la parole aux habitants, que ce soit pour apporter des idées, des observations, ou signaler un problème aux services de la mairie.

- Les smart grids sont également vu prometteurs de nombreuses smart cities dans l'Hexagone: 13 d'entre elles ont au moins un projet ou une expérimentation de réseau électrique intelligent.

Et dans ce domaine, c'est Chartres, la plus petite ville intelligente tricolore, qui a poussé le concept le plus loin avec tout un projet basé sur l'utilisation de l'éclairage public, de la gestion du stationnement au contrôle du remplissage des poubelles en direct.

À noter que 14 villes ou territoires ont décidé d'extirper le problème de l'absence du Wifi linéaire public, c'est-à-dire l'accès à tous, gratuitement et depuis n'importe où dans la commune à l'Internet sans fil, conscients qu'il ne peut y avoir de services connectés sans réseau de qualité.

10. Des exemples réussis des villes intelligentes en France.

Chartres. À Chartres, le réseau d'éclairage public est utilisé pour gérer les différentes applications urbaines: éclairage par détection de présence, mesure en temps réel des données météorologiques ou du niveau de remplissage des conteneurs à déchets, télérelève des compteurs d'eau ou encore transfert des données numériques.

Colonne vertébrale de l'expérimentation dans la collectivité, le réseau d'éclairage public chartrain est converti en véritable écosystème numérique. Les mâts d'éclairage équipés de capteurs intelligents peuvent non seulement s'allumer à la demande – en fonction de la présence détectée d'un usager sur la voirie – mais aussi faciliter la gestion des applications urbaines, telles que l'arrosage automatique des pelouses et parterres de fleurs, l'administration des places de stationnement disponibles, ou encore l'alimentation des bornes de recharge pour véhicules électriques.

Système intelligent et intégré de gestion de la ville à distance, cette initiative remarquable fait de Chartres une ville connectée qui répond avec intelligence et sobriété aux défis de demain, le premier étant d'améliorer au quotidien le cadre de vie des citoyens. La facture totale pour l'ensemble de l'expérimentation le centre touristique de Chartres est estimée à 55 000 euros, dont 25 000 sont pris en charge par le prestataire citéos, 10000 par l'agglomération, 10000 par SysPlug, et 5 000 par la ville. Ces équipements génèrent de la data et ont permis de glaner plus de 4 millions de données, qui permettront à la ville de s'adapter aux nouveaux besoins des Chartrains, mais aussi de mieux les informer.

Lyon. Pour répondre aux enjeux de l'urbanisation croissante, la Métropole de Lyon a introduit un projet «Métropole Intelligente ambitieux et novateur» pour accompagner la transformation nécessaire de la ville tout en assurant que la qualité de vie des habitants est au plus haut niveau. Les autorités locales ont décidé de se concentrer sur un approvisionnement électrique efficace avec l'usage des «smart grids» ou réseaux «intelligents», qui visent à intégrer les actions des producteurs et consommateurs pour garantir un approvisionnement électrique durable, stable et au moindre coût. Maintenant nous pouvons constater que l'idée a été réalisée avec succès.

Une autre caractéristique distinctive de Lyon en tant que ville intelligente est la fondation de la plate-forme unique, qui permet à toutes les intelligences de la ville de s'exprimer, de se partager et d'innover. C'est un laboratoire ouvert aux citoyens, startups et entreprises s'ils ont des idées «intelligentes» pour la ville.

11. Conclusion. En analysant les actions de la France dans le domaine de la création et du développement des villes intelligentes, les auteurs peuvent constater que la France introduit avec succès des projets des villes intelligentes et dispose d'un potentiel significatif dans ce domaine. La présence d'un grand nombre d'entreprises axées sur la haute technologie favorise

l'introduction et le développement efficace de la conception de la «smart city». En tant que leader européen pour le nombre de villes intelligentes, le degré de leur manufacturabilité et le potentiel, la France est un exemple parfait pour le reste de l'Union européenne et pour les autres pays. Sur la base de l'analyse des plans de développement des villes intelligentes en France, nous pouvons prévoir l'augmentation ultérieure du rythme d'introduction de nouvelles technologies dans la vie urbaine et le renforcement de l'interconnexion des villes intelligentes dans l'État.

Bibliographie

Belot L., Rapport sur les villes intelligentes. Gouvernementfr. URL: http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2017/04/rapport_smart_city_luc_belot_avril_2017_definitif.pdf (date de manipulation: 25.02.2018)

EU-funded projects on Smart Cities. European Commission. URL: <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-funded-projects-smart-cities> (date de manipulation: 20.01.2018)

European Context. European Innovation Partnership on Smart Cities and Communities. URL: <http://eu-smartcities.eu/page/european-context> (date de manipulation: 25.02.2018)

Hassani J. El., Smart city: où sont les villes intelligentes en France. Journal du Net. URL: <https://www.journaldunet.com/economie/services/1176221-smart-city-france/> (date de manipulation: 25.02.2018)

Les villes intelligentes: expériences françaises. Les savoir-faire français à l'international. France Urbaine. URL: http://franceurbaine.org/sites/default/files/travaux/fiches_2016_bd_fr.pdf (date de manipulation: 15.02.2018)

Market Place of the European Innovation Partnership on Smart Cities and Communities. European Innovation Partnership on Smart Cities and Communities. URL: <http://eu-smartcities.eu/sites/default/files/2017-08/EIP%20SCC%20Market%20Place%20-%20Roadmap%202017%20Public%20Version.pdf> (date de manipulation: 15.12.2017)

Menon A., Vive la Smart France. Digital Transformation Efforts Across France and Beyond. Cisco. URL: <https://blogs.cisco.com/news/vive-la-smart-france-digital-transformation-efforts-across-france-and-beyond> (date de manipulation: 25.02.2018)

Smart grids and smart cities in France. Business France. URL: https://ke.ambafrance.org/IMG/pdf/smart_grids_smart_cities.pdf?6668/ (date de manipulation: 15.02.2018)

LA FRANCE À MOSCOU

Natalia Antciferova, Kristina Tarassova

Université russe de l'amitié des peuples

Résumé: Quelles sont les traces culturelles et historiques de la France à Moscou? Qu'est-ce que savent les étudiants russophones sur la présence française à Moscou? Le projet de recherche a permis non seulement de répondre à ces questions, mais d'effectuer un projet interactif «La France à Moscou» pour diffuser ces connaissances au grand public.

Mots-clés: relations franco-russes, présence française à Moscou, culture franco-russe.

Abstract: What are the cultural and historical traces of France in Moscow? What do Russian-speaking students know about the French presence in Moscow? The research project

not only helped to answer these questions, but carried out an interactive project «France in Moscow» to disseminate this knowledge to the general public.

Key words: French-Russian relations, French presence in Moscow, Franco-Russian culture.

1. Problématique. La France et la Russie ont une très longue histoire des relations culturelles et historiques. Mais les étudiants russophones, est-ce qu'ils sont au courant de la richesse de ces relations? Est-ce qu'ils se rendent compte que dans leur vie quotidienne ils se heurtent avec les fragments et les épisodes qui gardent la mémoire historique de nos cultures?

2. Méthodes. Pour réaliser notre projet nous avons effectué les entretiens individuels avec les étudiants de notre institut. En même temps nous avons rédigé les questions que nous avons publiées sur les réseaux sociaux VK, INSTAGRAM et dont les résultats ont été analysés avec les méthodes statistiques.

3. Hypothèse. Les études d'opinion des étudiants russophones sur l'image de la France permettront de mieux comprendre la perception de la France par les jeunes Russes.

La réalisation du projet interactif aidera les apprenants du français en Russie de mieux savoir les relations historiques et culturelles entre nos deux pays.

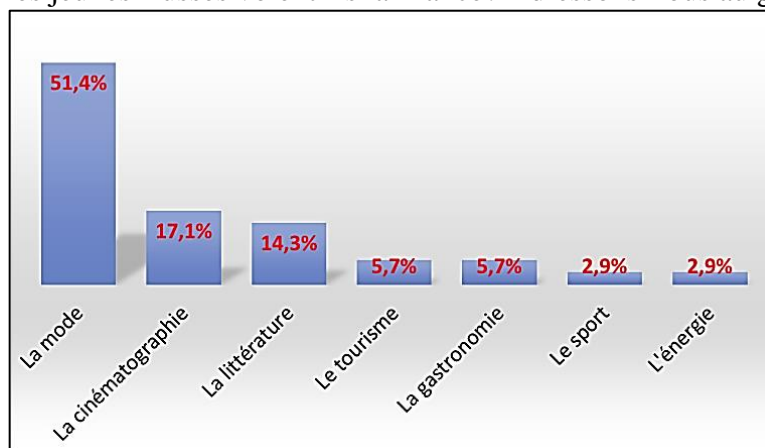
4. Résultats. En analysant les statistiques des réponses reçues nous avons constaté que seulement 30% des étudiants ont pu répondre à notre questionnaire (graphique 1).



Graphique 1. Statistiques des réponses

À quelles questions les étudiants n'ont pas pu répondre? Quelles étaient difficiles pour eux? Par exemple: «Donnez les noms de 3 écrivains français»; «Donnez les noms de 3 acteurs français»; «Nommez trois chanteurs français» et d'autres.

Comment les jeunes Russes voient-ils la France? Adressons-nous au graphique 2.



Graphique 2. Quel genre d'activité caractérise d'après vous la France?

Pour plus de 50 % des jeunes gens interrogés le nom de la France est associé avec la Tour Eiffel, au 2e rang c'est Paris, la mode se classe au 3e rang. Il est à noter que c'était une question ouverte.

Nos interrogés connaissent beaucoup mieux la gastronomie française parce que le pourcentage de réponses sur ce sujet a dépassé 50%. Par contre, les étudiants russes ne savent pas beaucoup d'endroits qui sont liés avec la France.

C'est pour cette raison que nous avons initié le projet «La France à Moscou» que nous avons l'intention de faire interactif, mais pour le moment nous voudrions vous présenter les résultats préliminaires de notre travail.

Nous avons marqué sur la carte de Moscou les endroits liés avec la France. Présentons leurs descriptions:

5. Histoire. 1) Mont Poklonnaïa. C'est ici qu'en 1812, Napoléon attendit en vain qu'on lui remette les clés du Kremlin. Son nom vient du verbe russe «s'incliner» car d'après une vieille tradition, toute personne entrant ou quittant la ville par cette route devait s'incliner devant le mont.

2) Arc de Triomphe commémore la victoire de la Russie sur les troupes napoléoniennes en 1812. L'Arc de Triomphe est fait en marbre. Au début il a été situé sur la place Tverskaïa Zastava près de la gare de Biélorussie. Il a été démonté et reconstruit en 1968 devant le parc au débouché de l'avenue Koutouzov.

3) Musée-panorama Bataille de Borodino. Musée thématique important consacré à la guerre de 1812. Le panorama a été commandé par Nicolas II au peintre français Franz Roubead en 1912 à l'occasion du centenaire de la bataille. Le panorama reproduit les événements qui ont eu lieu sur le champ de bataille à proximité du village de Borodino le 26 août 1812.

4) L'obélisque des Romanov. Érigé en 1914 à l'occasion du tricentenaire de l'accession au trône de la Maison Romanov dans le jardin Alexandre à Moscou. Il a été détourné par le pouvoir bolchévique en mémoire des précurseurs de la pensée socialiste (sous le nom d'obélisque des penseurs socialistes ou Monument aux combattants de la Liberté). Il y avait six noms des penseurs et révolutionnaires français sur le monument: Pierre-Joseph Claude Henri de Rouvroy, Saint-Simon, Édouard Vaillant, Charles Fourier, Jean Jaurès, Proudhon. Il reprend son aspect initial en 2013.

5) «Les ruines» dans le jardin Alexandre comprennent les gravats de maisons détruites par les armées napoléoniennes en 1812.

6) Jardin Alexandre est un parc public de Moscou qui est situé le long du mur ouest du Kremlin, devant le Manège de Moscou. Aménagé sur l'ordre du tsar Alexandre I^{er} par l'architecte Joseph Ivanovitch Bové d'après le projet de reconstruction de la ville après la guerre de 1812. Il a été ouvert au public en 1823 après cinq années de travaux.

7) Monument Robespierre est un des premiers monuments érigés dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Il a été érigé le 3 novembre 1918, juste avant le premier anniversaire de la Révolution d'octobre. Il dépeint Maximilien de Robespierre (1758–1794), une figure de proue de la Révolution française. Il a été conçu par le sculpteur Béatrice Yuryevna Sandomierz. Manque de bronze ou de marbre, le monument a plutôt été construit à l'aide de béton, avec des creux de tuyaux. Silencieux témoins de séjour des Français à Moscou en 1812. Créé dans le cadre du plan de «propagande monumentale», le monument a été commandé par Vladimir Lénine, qui dans un édit se réfère à Robespierre comme un «Bolchevique avant la lettre».

6. Culture et éducation. 1) Le lycée Français de Moscou Alexandre Dumas est une partie du système des écoles françaises hors de France, où on peut terminer l'enseignement secondaire français. Aujourd'hui, les établissements français de Moscou comptent environ 1 300 élèves. L'enseignement est réparti sur deux sites, l'Immeuble de France et l'école Ivan Bounine, au nord-est de Moscou. Autrefois, au XIX^e siècle, ces Français de Moscou commencent à se

comporter en communauté: ils s'organisent, cotisent et se dotent d'un centre culturel et religieux – la paroisse Saint-Louis-des-Français, entre les quartiers Loubianka et Tchistye proudy. La communauté obtient un terrain à côté de son église et y construit deux écoles: Saint-Philippe de Néri, pour les garçons, ouverte en 1874, et Sainte-Catherine, pour les filles, qui ouvre en 1889. On fait venir, pour enseigner, des sœurs de Chambéry.

2) Francothèque est un lieu de culture privilégié dédié à la lecture, à l'information, aux nouvelles technologies et aux loisirs. Le premier centre culturel de Russie regroupant tous les pays francophones. Il se trouve dans les locaux de la Bibliothèque des langues étrangères. Le centre accueille des événements, clubs de discussions et conférences avec des intervenants francophones.

3) Institut français de Russie. Sous l'égide de l'Ambassade de France, l'Institut français de Russie assure la promotion de la langue française, le développement de la coopération culturelle et des échanges universitaires. C'est un espace d'accueil, d'information et d'échange accessible à tous. Il vous offre les ressources de sa médiathèque, la convivialité dans son café, la possibilité d'assister à des conférences et des ateliers et de découvrir une programmation culturelle riche, surprenante et stimulante.

7. Religion. 1) Église Saint Louis des Français à Moscou est une église catholique située dans le quartier de la Loubianka, au centre de Moscou. L'église appartient à la paroisse française du même nom qui est à l'origine de sa construction.

2) Temple de l'Assomption aux Graves de 1791 à 1806. Sa construction a été réalisée par l'architecte français Nicolas Legrand (1741, Paris – 1791, Moscou) qui a travaillé à Moscou en 1773–1791. Le temple a été mentionné deux fois dans les œuvres de L.N. Tolstoï: dans le roman «Guerre et paix», «Anna Karénina».

8. Ville. 1) L'anneau des boulevards est un ensemble de voies au centre de Moscou passant sur la ligne des remparts de Bely Gorod (Ville Blanche). À la fin du XVIII^e siècle la ville a grandi, les remparts avaient perdu leur importance. Catherine II a proposé d'y aménager de larges boulevards pareilles aux Grands Boulevards parisiens. L'anneau des boulevards comprend dix boulevards: Boulevard Gogol, Boulevard Nikitsky, Boulevard de Tver, Boulevard Strastnoï, Boulevard Petrovsky, Boulevard Rojdestvnesky, Boulevard Sretensky, Boulevard Tchistoprudny, Boulevard Pokrovsky, Boulevard Iaouzsky.

2) La salle de concert Tchaïkovski / le Théâtre de Charles Aumont. Au début des années 1900, là où se trouve aujourd'hui la Salle de concert Tchaïkovski, était le Théâtre des miniatures Bouffe de Charles Aumont, célèbre pour ses actes burlesques.

3) Fabrique de parfum Novaya Zarya / la société Brocard & C^{ie}. Le parfumeur français Henri Brocard fonde à Moscou la société Brocard & C^{ie}, qui devient plus tard fabrique de parfum Novaya Zarya. En janvier 1871, Henri Brocard trouve des associés et la raison sociale de l'entreprise devient Brocard & C^{ie} («История БРОКАР и К^о»). L'entreprise est présente dans tous les salons et expositions de Russie, mais aussi ceux du monde entier; elle gagne des prix prestigieux, et devient «Fournisseur de la Cour». Ses parfums les plus célèbres restent le Bouquet de l'Impératrice et Lilas de Perse. Dès 1870, il rassemble une collection privée de tableaux, de livres rares, de mobilier et d'objets anciens. Il organise des expositions ouvertes au public dans les étages du Goum, sur la Place Rouge.

4) Fabrique «Svoboda» / la société Rallet & C^{ie}: son histoire commence en 1843, quand un citoyen français, le marchand de Moscou Alfonse Antonovich Rallet, a ouvert la première usine de parfums et de cosmétiques de l'Empire russe. Il produisait une large gamme de parfums, d'eau de Cologne, de savon, de poudre, de rouge à lèvres. Rallet a créé un des plus connus parfums dans le monde entier Chanel 5. Depuis 1922, la société Rallet a été appelée la fabrique «Svoboda».

5) Courrier de Russie est un journal francophone d'information numérique et indépendant. Son site web d'information en continu est publié à Moscou et édité en français par une équipe de journalistes composée de Russes, Canadiens, Belges et Français bilingues. Il est né de la

volonté de Philippe Pelé-Clamour, de Jean-Luc Pison et d'Emmanuel Quidet. Ensemble, ils créent en 2002 le groupe de presse Noviy Vek Media (agence de communication NVM, Les éditions Nouveaux Angles) qui édite ce journal de référence sur la Russie.

9. Restauration. 1) Café Jean Jacques – café de la cuisine française.

2) Bistro le Provos – un bistro français traditionnel avec les prix moyens, le café préféré des Français à Moscou.

3) Restaurant «Ladurée» – marque confiserie de luxe.

Bibliographie

Francothèque. URL: <https://www.instagram.com/francotheque/> (date de manipulation: 23.02.2018)

Institut Français. URL: <https://www.institutfrancais.ru/ru/moskva> (date de manipulation: 20.02.2018)

Jeanjacques. URL: <http://www.jeanjacques.com/> (date de manipulation: 15.02.2018)

Laduree-russia. URL: <http://laduree-russia.ru/> (date de manipulation: 18.02.2018)

Le courrier de Russie. URL: <https://www.lecourrierderussie.com/culture/2016/04/fr>. (date de manipulation: 25.02.2018)

Lycée Français Alexandre Dumas de Moscou. URL: <https://lfm.ru/ru/> (date de manipulation: 17.02.2018)